

**REVUE
D'HISTOIRE DE L'ÉGLISE
DE FRANCE**

Société d'Histoire ecclésiastique de la France

Fondateur : Victor CARRIÈRE, professeur à l'Institut catholique de Paris.

BUREAU

Président..... M. Gabriel LE BRAS, doyen de la Faculté de droit et des Sciences économiques de Paris.

Vice-Président M. Jacques ZEILLER, de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres.

Secrétaire général... M. Pierre MAROT, de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, directeur de l'Ecole nationale des chartes.

Secrétaire général adj. M. le chanoine René VIELLIARD.

Secrétaire-archiviste. M. Guy DUBOSCQ, inspecteur général des Archives.

Trésorier..... Mlle LANHERS, conservateur aux Archives nationales.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

MM.

Aubert (Marcel), de l'Académie des Inscriptions, professeur honoraire à l'Ecole des Chartes.

S. Exc. Mgr Blanchet, archevêque de Philipopolis, recteur de l'Institut catholique de Paris.

Gelier (Le comte Léonce), inspecteur général honoraire des Archives.

Cherel (Albert), correspondant de l'Institut.

Cristiani (Le chanoine Léon), doyen des Facultés catholiques de Lyon.

Delaruelle (Le chanoine Etienne), professeur à l'Institut catholique de Toulouse.

S. Ém. le Cardinal Feltin, archevêque de Paris.

François (Michel), ancien membre de l'Ecole française de Rome, professeur d'histoire des Institutions de la France à l'Ecole des Chartes.

Jarry (L'abbé Eugène), professeur à l'Institut catholique de Paris.

La Monneraye (Le comte Jean de), conservateur honoraire de la Bibliothèque historique de la ville de Paris.

MM.

Latreille (André), correspondant de l'Institut, doyen honoraire et professeur à la Faculté des lettres et sciences humaines de Lyon.

Lepointe (Gabriel), professeur à la Faculté de droit de Paris.

Limouzin-Lamothe (Raymond), professeur agrégé d'histoire, docteur ès lettres.

Orcibal (Jean), directeur d'études à l'Ecole pratique des Hautes Etudes (Sciences religieuses).

Palanque (Jean-Remy), correspondant de l'Institut, doyen honoraire et professeur à la Faculté des lettres et sciences humaines d'Aix.

Perrin (Charles-Edmond), de l'Académie des Inscriptions, professeur honoraire à la Sorbonne.

Tessier (Georges), de l'Académie des Inscriptions, professeur de diplomatique à l'Ecole des chartes.

S. Ém. le cardinal Tisserant, de l'Académie française et de l'Académie des Inscriptions, bibliothécaire et archiviste de la Sainte Eglise Romaine.

Revue d'histoire de l'Eglise de France

DIRECTION :

M. Pierre MAROT, 32, rue Cassette, Paris (VI°).

SECRÉTARIAT :

M. Guy DUBOSCQ, 10, rue Barthélemy, Paris (XV°).

COMITÉ DE RÉDACTION :

Pour les articles de fond :

M. Jean-Rémy PALANQUE, 42, rue Cellony, Aix-en-Provence (B.-du-R.).

Pour les comptes rendus bibliographiques :

M. Raymond LIMOUZIN-LAMOTHE, 34, avenue Duquesne, Paris (VII°).

Pour la Chronique régionale, les Recueils et les Périodiques :

M. Jean de LA MONNERAYE, 19, rue de Mademoiselle, Versailles (Seine-et-Oise).

La correspondance (manuscrits, épreuves, etc.) peut être adressée soit au siège social de la *Revue*, 52, avenue de Breteuil, Paris (VII°), soit au domicile particulier des rédacteurs désignés ci-dessus.

REVUE D'HISTOIRE DE L'ÉGLISE DE FRANCE

Organe de la Société d'histoire ecclésiastique de la France

publié avec le concours du Centre national de la Recherche scientifique

CINQUANTE-ET-UNIÈME ANNÉE

TOME XLVI

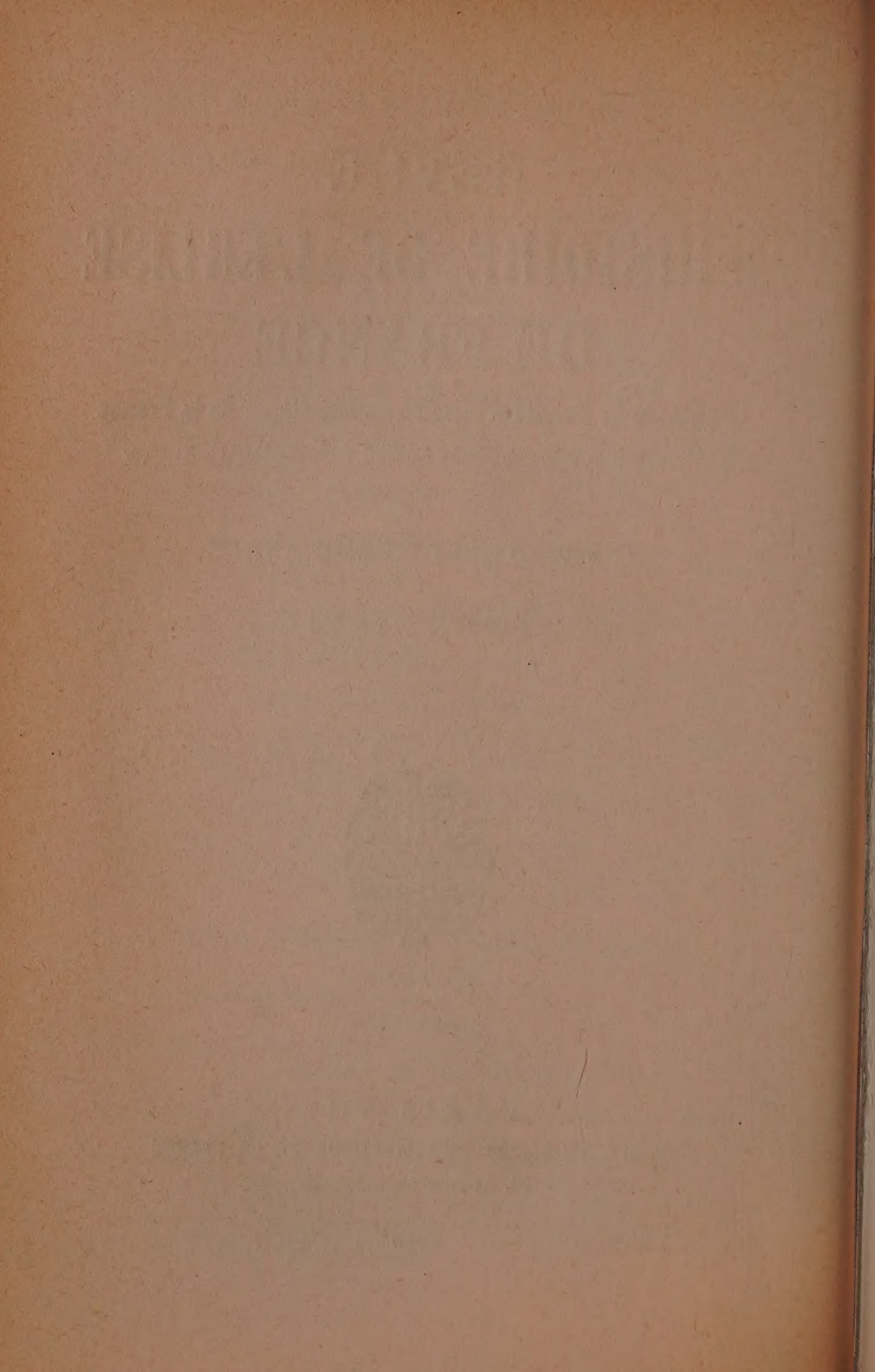


PARIS (VII^e)

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE DE LA FRANCE

52, AVENUE DE BRETEUIL

—
1960



L'ÉVÊQUE DE PARIS

ET L'ADMINISTRATION MUNICIPALE

JUSQU'AU XII^e SIÈCLE

Dans presque toute la Gaule, le régime municipal romain avait disparu peu à peu à la suite des invasions barbares. Aussi, comme durant plusieurs siècles et jusqu'à l'apparition du mouvement communal, les traits de l'administration urbaine sont imprécis, on se borne à la passer sous silence. A lire les historiens de Paris, il semblerait que la ville n'ait alors connu d'autre autorité que celle du roi et du comte.

Certes, durant le haut Moyen Age et depuis le règne de Clovis, le roi exerce à Paris des pouvoirs considérables. Il n'en use pas seulement parce qu'il est roi, mais, semble-t-il, parce qu'il réside souvent dans la ville. Un palais royal s'élève dans la Cité même¹. Car Paris, presque jusqu'à la fin de la dynastie mérovingienne, est toujours soit la capitale de la monarchie², soit celle d'un des royaumes qui la divisent³.

Lorsque meurt le roi de Paris⁴, la ville (plutôt que le *pagus parisiacus* semble-t-il⁵) est partagée entre les autres rois⁶.

1. Bien qu'on ait voulu le confondre avec le pseudo-palais des Thermes, il s'est élevé dans l'île de la Cité, vers la pointe occidentale, à peu près sur l'emplacement nord du Palais de Justice (Jean GUÉROUT, *Le Palais de la Cité à Paris, des origines à 1417*, dans *Fédér. des soc. hist. et archéol. de Paris, Mémoires* 1949, tome I, 1952, p. 103).

2. GRÉGOIRE DE TOURS, *Historia Francorum*, livre II, chap. 38 (éd. Krush et Levison, 1892, p. 89). — *Gesta regum Francorum* (dit *Liber historiae*), ch. 17 (éd. Krush, 1884, p. 271). — Paris redevient capitale dès qu'un souverain réunit l'ensemble du royaume : par exemple Clotaire I^{er} en décembre 558 ou 559, Clotaire II, etc.

3. J. DEPOIN, *Essai de fixation d'une chronologie des rois mérovingiens de Paris aux VI^e et VII^e s.*, dans *Bull. du Comité histor. et philol.*, 1905, p. 205-214.

4. Childebert, de 511 à 558; Caribert, de 561 à 567.

5. Sans doute Paris avec sa banlieue immédiate selon LONGNON, *La Civitas Parisiorum*, dans *Bull. de la Soc. hist. de Paris*, 1877, p. 106.

6. Fin 567 ou début 568 (GRÉGOIRE DE TOURS, *Hist. Franc.*, livre IV, chap. 22; livre VI, chap. 27; livre VII, chap. 6; éd. Kurth et Levison, p. 159, 295 et 328-329). Un incident est causé, le 17 avril 583, par Chilpéric I^{er} qui entre seul à Paris (*Hist. Franc.*, livre VI, chap. 27; éd. Krusch et Levison, p. 295). Au traité d'Andelot, 28 ou 29 nov. 587, Gontran devient en fait seul maître de Paris.

Puisqu'ils s'en interdisent mutuellement l'entrée, on ne sait à qui est alors délégué leur pouvoir indivis⁷. Peut-être à l'évêque, peut-être au comte, on l'ignore. Ce personnage, dont la date d'apparition est incertaine⁸, prend de l'importance lorsque les souverains carolingiens cessent d'avoir leur habituelle résidence à Paris ou sur les rives de la Seine⁹, s'écartent du centre naturel du pays, entraînent le royaume vers d'autres destinées, et s'égarent à la poursuite chimérique d'un Empire qui échappera à la France. Le comte alors exerce des pouvoirs régaliens¹⁰. Puis, lorsque le comte de Paris, promu duc de France, devient roi, les Capétiens, par prudence, ne créent plus de comte de Paris¹¹. Ils font tenir sa place par le vicomte qu'on trouve adjoint au comte, au moins depuis le x^e siècle¹². Enfin le prévôt de Paris, institué au xi^e siècle sera le représentant permanent du roi dans la ville¹³.

L'ÉVÊQUE MÉROVINGIEN

Est-ce à dire que, dans le silence des textes, on doit attribuer l'administration municipale au roi ou à ses officiers ? Il n'en est rien. Mais quelles traces trouve-t-on d'une autre autorité, à côté de celle du roi ? Que sait-on de l'évêque ? Peu de choses dans les chroniques.

Leur silence, assez insolite, peut s'expliquer. Les chroniques les plus anciennes, de la région sont rédigées à Saint Germain-des-Prés, à Saint-Denis, à Saint-Victor. On ne pos-

7. La division de la Ville était-elle un partage de pouvoirs, de droits ou une division territoriale ? Certains, étendant la division à toute la *civitas Parisiorum*, y voient l'origine de la division du diocèse en trois archidiaconés qui auraient reproduit le partage de 567-568 (DESNOYERS, *Topographie ecclésiastique de la France*, dans *Annuaire de la Soc. hist. de la France*, 1853, p. 251 ; H. LECLERCQ, *Dict. d'archéol. chrét.*, t. XIII, col. 1696-1959).

8. On a proposé de voir un comte mérovingien dans le juge Audo, à Paris, en 584-585 (GRÉGOIRE DE TOURS, *Hist. Franc.*, livre VII, chap. 15). En 710 on trouve le comte Grimoald (LASTEYRIE, *Cartulaire général de Paris*, 1887, n° 16, p. 22).

9. Surtout à partir du règne de Charlemagne qui réside à Aix-la-Chapelle. Voir J. GUÉROUT, *op. cit.*, p. 112.

10. Parce qu'il tient la place du roi ; mais il tend à les confondre avec ses pouvoirs propres, d'où les conflits étudiés ci-dessous. Voir Ernest MOURIN, *Les Comtes de Paris*, 1869, et Léon LEVILLAIN, *Les Comtes de Paris à l'époque franque*, dans le *Moyen Age*, 1941, p. 137-205.

11. Roi, duc de France et comte de Paris se confondent en un seul personnage à partir de Hugues Capet.

12. Le premier vicomte connu est Teudo (voir plus bas note 19), le dernier est Bouchard le Vénérable.

13. La première mention est de 1059 ou 1060 (LASTEYRIE, *Cartulaire*, n° 96, p. 124 ; Fr. SOHNÉE, *Catalogue des actes de Henri I^{er}*, 1907, p. 127).

sède pas de chronique épiscopale. Les moines qui rédigent ces textes, et dont le monastère est souvent en conflit avec l'évêché, ne cherchent jamais à grandir l'importance du prélat. En outre, un autre pouvoir les frappe davantage : celui du roi, qui les protège.

L'évêque, qu'est-il alors ? « Son pouvoir spirituel, sa bienfaisance, sa richesse enfin font de lui le principal citoyen de la cité, même l'unique. A la fin de l'ère mérovingienne, le sol même de la ville aura passé tout entier dans ses mains. C'est à peine s'il reste au comte lui-même un emplacement pour sa demeure¹⁴. » La remarque générale s'applique assez exactement à Paris, avec une réserve toutefois. Un partage imprécis d'attribution avec le roi ou le comte entraîne des conflits, grâce auxquels on peut préciser certains privilèges du comte ou de l'évêque.

Si les documents d'archives mérovingiens n'émanent que du roi et ont trait surtout aux abbayes des faubourgs¹⁵, les diplômes des souverains carolingiens (même si l'on s'en tient à ceux qui sont authentiques) concernent plus d'une fois l'évêque. Or, tous les actes font état de renouvellement des privilèges ou des droits¹⁶. La référence à la période antérieure est constante. Elle a son importance, car elle ne semble pas être ici une clause de style. Un roi qui fait un don nouveau ne se prêterait pas à pareil désaveu. Il n'y consent pas. La preuve existe. Les concessions que Louis VI et Louis VII octroient aux bourgeois de la hanse ne comportent nulle allusion à une coutume ou à des titres préexistants¹⁷.

Ainsi, dès l'époque mérovingienne, malgré le silence des diplômes et des chroniques, on distingue deux autorités. L'une est celle du roi, et sa supériorité est évidente puisqu'elle s'étend à tout le royaume. L'autre est celle de l'évêque. Elle s'exerce dans la cité, sur son sol, sur ses habitants, sur leur mode de vie. On a interprété l'étrange élection d'un marchand syrien, Eusebius, au siège épiscopal, vers 590, comme un signe de l'activité commerciale à Paris¹⁸. Or, pour que cette activité ait conduit un étranger à prendre possession de l'évê-

14. F. Lor, *Les destinées de l'empire en Occident de 395 à 888* (Histoire Générale Glotz), Paris, 1928, p. 364.

15. Saint-Germain-des-Prés, Saint-Denis, Saint-Maur-des-Fossés.

16. Voir plus loin notes 21, 24, 26, 27 et 28.

17. Ce silence confirme qu'il n'existait jusqu'alors aucun embryon de municipalité bourgeoise douée de pouvoirs administratifs.

18. GRÉGOIRE DE TOURS, *Hist. Franc.*, livre X, chap. 26; éd. Krusch et Levison, p. 519; L. DUCHESNE, *Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule*, t. II, p. 471.

ché, il faut que des liens étroits aient uni le commerce parisien à l'évêque. Ces liens tiennent au rôle municipal du prélat. Il reçoit ici une confirmation d'importance.

LA CITÉ ÉPISCOPALE.

A l'époque carolingienne, un comte réside dans la Cité. Y possède-t-il une demeure particulière ? siège-t-il au Palais royal ? On l'ignore. Mais on sait que son action ne tarde pas à devenir plus envahissante que celle du roi, à l'égard de l'évêque. Les actes conservés marquent toujours la dualité des pouvoirs et souvent leur rivalité.

Rien ne prouve mieux leur dualité que l'acte par lequel Teudo, vicomte de Paris, fait, en 925, donation d'un terrain sis dans la Cité¹⁹. Il donne au monastère de Saint-Maur-des-Fossés une terre destinée à servir de refuge aux moines, en temps de péril. La terre comprend aussi une petite chapelle dédiée à saint Pierre, qui devint la paroisse Saint-Pierre-aux-bœufs. Or, l'acte de donation comporte le double assentiment du comte Hugues de Paris et de l'évêque Fulrad.

De même, en 936, lorsque Louis d'Outremer confirme à l'église Saint-Merry l'immunité accordée par ses prédécesseurs Charlemagne et Eudes, il le fait en présence du comte Hugues, de l'évêque Gautier et du comte Teudo²⁰.

La dualité des pouvoirs s'affirme aussi. Souvent le comte abuse des siens. Il usurpe sur les droits et les biens de l'évêché. On voit alors le roi intervenir parfois, à la demande de l'évêque, pour rétablir la situation. Parfois aussi, un successeur du comte répare les torts de ses prédécesseurs.

La restitution faite à l'évêque Énée par Charles le Chauve, en 867, offre un précieux témoignage²¹. Elle porte, non sur un droit, mais sur un territoire. Le territoire est une île. Quelle île ? Située à l'est, et contiguë à la Cité, c'est assurément la première des deux îles dont la réunion formera plus tard l'île Saint-Louis²². Le comte en avait pris possession. Il

19. 23 août 925, copie du *xv^e s.* (LASTEYRIE, *Cartulaire*, n° 62, p. 84-85). Le comte de Paris est ici qualifié de marquis.

20. 1^{er} février 936, copie (LASTEYRIE, *Cartulaire*, n° 63, p. 86). De même soixante ans plus tard : « Volumus etiam omnium episcoporum et comitum nostrorum in hoc concordet assensus » dit Robert II, dans un diplôme, d'environ 997-999, confirmant les biens et privilèges du monastère de Saint-Magloire (Original, Arch. dép. d'Indre-et-Loire, H 364; éd. LASTEYRIE, *Cartulaire*, n° 72, p. 99).

21. Compiègne, 22 avril 867; original, Arch. Nat. K 14 n° 2^e; éd. LASTEYRIE, *Cartulaire*, n° 47, p. 64-65.

22. Primitivement appelée Notre-Dame, nom qui atteste bien son appartenance à l'église de Paris.

y exerçait tous les droits²³. Auparavant elle faisait assurément partie de la cité épiscopale dont elle est une dépendance naturelle. Le roi n'hésite pas à la rendre, sans réserve, à l'évêque de la cité et à ses successeurs.

Une autre restitution est opérée par le vaillant comte Eudes²⁴. A l'Église de Paris il fait remise de nombreux biens, parmi lesquels le pont de Charenton, objet de plusieurs actes, vu son importance commerciale²⁵. L'acte souligne que les usurpations de ses prédécesseurs eurent lieu par la force et que l'évêque est remis en possession de ses anciennes prérogatives.

En témoignage peut être rapportée une autre preuve. Lorsque Louis le Pieux, en 814, à la demande de l'évêque Inchaudus, avait exempté des droits de péage l'Église de Paris, il invoquait l'usage antérieur et notait qu'il renouvelait une exemption accordée par Charlemagne pour rendre ses privilèges à l'Église de Paris²⁶. Déjà, dans l'acte très suspect de 795²⁷, Charlemagne faisait allusion aux concessions de ses prédécesseurs²⁸.

A s'en tenir donc aux actes les plus authentiques, il apparaît que l'évêque, seigneur féodal et spirituel de la cité, y détenait, avec le domaine, de très nombreux droits et pouvoirs d'administration.

RÔLE MILITAIRE.

Une chronique versifiée, le *Bellum parisiacum* d'Abbon de Saint-Germain-des-Prés²⁹ montre en l'évêque de Paris le véritable chef de la cité. Le récit et les termes dont use le poète méritent l'examen.

A qui s'adresse Siegfried, chef des Normands, lorsqu'il vient demander passage ? A l'évêque : « Le très doux héros Gozlin, ton bienveillant pasteur te nourrissait », dit Abbon à la ville

23. « Antea usibus habebatur et dominio comitis ipsius civitatis et regionis. »

24. Avant 888, date où il devient roi; copie, LASTEYRIE, *Cartulaire*, n° 52, p. 70-71.

25. Il fut nommé ensuite à l'abbaye Saint-Magloire (LASTEYRIE, *Cartulaire*, n° 52, 87, 235, etc.).

26. Aix-la-Chapelle, 9 sept. 814; original, Arch. Nat., K 8 n° 1^{er}; éd. LASTEYRIE, *Cartulaire*, n° 30, p. 40-41.

27. LASTEYRIE, *Cartulaire*, n° 27, p. 34-36.

28. « Species cartarum ipsius ecclesiae Parisiaci... confirmamus. »

29. ABBON, *Le siège de Paris par les Normands*, poème du ix^e siècle édité et traduit par Henri WAQUET, Paris, 1942 (Classiques de l'hist. de France au Moyen Age); M. L. W. LAISTNER, *Abbo of S. Germain des Prés*, dans le *Bulletin Du Cange*, 1924, tome I, p. 27-31.

de Paris pour souligner l'action administrative tutélaire du pasteur³⁰. Lorsque Siegfried garantit qu'il conservera tous ses honneurs³¹ à l'évêque comme au comte, Gozlin, dans sa réponse, précise son pouvoir militaire : la ville lui a été confiée par le roi.

Le poète insiste à plusieurs reprises sur le rôle de premier rang joué par l'évêque : « Le pontife Gozlin était, entre tous, le premier³² » ; ou encore : « Le robuste et puissant Henri, comte saxon, vint en aide à Gozlin, évêque de la ville³³ » ; et il en prononce un poétique éloge, parce que Gozlin mourut au cours du siège³⁴. Le rôle de chef militaire est d'autant plus remarquable que le comte de Paris, Eudes, est souvent présent. Mais Gozlin avait été abbé de Saint-Germain-des-Prés. En outre il avait auparavant rempli déjà des charges militaires : autant de motifs pour Abbon de souligner l'héroïsme du prélat.

LE DROIT DE « VIATURA ».

Un acte du début du XII^e s. apporte de grandes précisions tant sur le domaine de l'évêque que sur l'un des principaux droits qu'il exerce³⁵. Attribué soit à l'année 1110, soit plutôt aux années 1112-1116, l'acte est antérieur à la première concession connue faite aux marchands de l'eau à Paris. D'autre part, comme dans les actes précédemment cités, le roi spécifie qu'il restitue à l'évêque l'usage d'un droit récemment usurpé³⁷.

Ce droit porte dans l'acte le nom de « viatura » que la plupart des commentateurs traduisent par « voirie ». Or, il est important d'en déterminer le sens et d'indiquer comment on est arrivé à la traduction « voirie », d'autant que « viatura » est déjà un étrange doublet du nom latin original. Que son acception primitive se soit, par la suite, restreinte au sens

30. ABBON, *op. cit.*, I, vers 23.

31. *Ibid.*, I, vers 43-44. Le mot est pris au sens juridique et féodal (voir par exemple *Capitulaire de Kiersy*, article 10).

32. *Ibid.*, I, vers 48 : « Urbs mandata fuit Karolo nobis basileo ».

33. *Ibid.*, I, vers 243.

34. *Ibid.*, II, vers 3-4.

35. *Ibid.*, II, vers 70-75.

36. Voir plus loin note 49.

37. « Ut auctoritate nostra resurgat antiquitas et libertas ecclesiasticæ possessionis ». Le même droit avait été reconnu à l'évêque par un diplôme des rois Lothaire et Louis vers 962 (Original, Arch. Nat., K 17 n° 5^a; éd. LASTEYRIE, *Cartul. Paris*, n° 66); mais il n'est pas dénommé dans cet acte sous le nom général de *viatura*.

de voirie, seule une longue et minutieuse étude permettrait de préciser cette évolution³⁸.

Au début du XII^e siècle, la « *viatura* » a un sens beaucoup plus large et s'identifie à la « *vicaria* »³⁹. On emploie en effet, pour la désigner, plusieurs termes qui sont équivalents : *vicaria*, *vicaritia*, *vigeria*, *viatura*, *viaria*⁴⁰. En français on trouvera *vaarie*, *veierie*, *voirie*. La forme originale latine est « *vicaria* » ; elle marque, avec plus ou moins de précision ou de certitude, un lien soit avec le *vicarius* carolingien, soit avec un autre *vicarius* doué d'attributions différentes. Selon F. Lot, le *vicarius* carolingien ne possède que des droits de basse justice ; il est « une sorte de juge de paix ou de commissaire de police »⁴¹. Or, la *vicaria*, qui est l'exercice des droits du *vicarius*, comprend la haute justice et bien davantage.

Il faut surtout noter l'action exercée sur la fonction (et sur son interprétation par les historiens) par le nom qu'elle porte. *Vicarius* se dit *veguer* ou *viguier* en langue d'oc, sur quoi l'on reforme le latin *vigeria* (et l'on pense surtout que le viguier est un juge) ; en région française, sur *veier* ou *voier* on reforme *viatura* ou *viaria*, et l'on imagine un rapport, qui durera, avec *voie*, *voirie* ; et si, sous l'Ancien Régime, le voyer garde des pouvoirs de justice, il sera de plus en plus confiné à la *voirie*⁴². Ainsi la langue et une fausse étymologie (voire

38. Ferdinand Lot, *La Vicaria et le Vicarius*, dans *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*, 17^e année, 1893, p. 281-301.

39. W. M. NEWMAN, *Le domaine royal sous les premiers Capétiens (987-1180)*, Paris, 1937, p. 51-59 et notamment p. 52, note 3.

40. On pourrait rechercher l'aire géographique et chronologique des divers termes.

41. F. Lot, art. cité, p. 281 ; et p. 300 il écrit : « Il n'y a aucun rapport de filiation entre le *vicarius* fonctionnaire royal du IX^e s. et le personnage qu'on rencontre dans les chartes depuis le X^e s., sous les noms de *vicarius*, *veier*, *veguer*, *voyer*, etc. ». Pour Newman : « d'après les théories de M. Perrin, le *vicarius* du temps des premiers Capétiens n'est que le *vicarius* du IX^e s. avec une juridiction plus étendue » (*op. cit.*, p. 51-52). — Ch. E. Perrin, dans l'article visé (*Bulletin Du Cange*, 1929-1930, t. V, p. 167-168 et 198) donne une conclusion large sur le passage du *vicarius* au *voyer*. — Sur le mot *vicarius*, voir encore *Bull. Du Cange*, t. XIII sous le n^o 259 et Dom Ursmer BERLIÈRE, dans *Mém. de l'Acad. roy. de Belgique, cl. des Lettres*, coll. in-8^o, 2^e série, 1930, t. XXIX, p. 32.

42. Il faudrait étudier la fonction du voyer de Paris, qui se prétend l'égal du prévôt et siège comme lui au Châtelet, ce qui marque bien ses attributions de justice : « et est une baillie toute par soy, aussi comme le prévôt de Paris », article 1 du Registre de Jean Sarrazin, voyer de Paris de l'an 1270, éd. Nicolas BRUSSEL, *Nouvel examen de l'usage général des fiefs de France*, Paris, 1727, t. II, p. 741-747, suivi d'un autre traité d'un autre voyer de 1450, Jean Vayan (*ibid.*, p. 747 et suiv., autre éd. DELAMARE, t. VI, 1738, p. 647-650) ; on y relève la curieuse étymologie : « le voyer de Paris si est appelé voyer pour ce que il doit veoir et regarder que l'on face raison et mesure en la voirie et du Châtelet

plusieurs) influent peu à peu sur une institution. Mais, au ^{xii}^e s., il n'y a pas de différence entre *vicaria* et *viatura*; et il faut surtout se garder de leur attribuer le sens actuel de voirie, qu'elles ont pris par un véritable jeu de mots, qui finalement s'est imposé.

La *vicaria* ou *viatura*, nommée parfois *justitia viariae* est à l'origine une « *exactio* »; elle a surtout le sens abstrait de droits de justice et d'imposition⁴³. Haute et basse justice, elle comporte essentiellement les quatre cas principaux : furt, rapt, incendie et meurtre⁴⁴. Elle désigne aussi des droits d'imposition et de juridiction touchant la chasse, les péages, le charroi par eau ou par terre, et même l'ost, la chevauchée, le gîte⁴⁵.

Sans doute elle tend à prendre peu à peu une signification géographique, celle des limites territoriales sur lesquelles s'exercent les pouvoirs du *vicarius*. C'est alors, au ^{xiii}^e s., que la *vicaria* s'identifie avec les routes qui la délimitent, ou le périmètre où elle s'exerce. Dès lors le sens primitif de justice

de Paris ». — Sur le voyer ajouter : SAUVAL, *Antiquités de Paris*, 1723, p. 260; « Du terrier de la Ville de Paris fait en 1505, folio 55, est dit qu'anciennement le voyer de Paris tenoit sa justice en la Planche-Mibray, en la maison qui faisoit le coin du Pont-Notre-Dame ». — Sur la voirie, à Paris et son évolution (avec tous les contresens qu'elle comporte par confusion de *vicaria* et *voirie*), voir [DELAMARE], *Continuation du Traité de la police*, t. IV. *De la Voirie*, Paris, 1738, et spécialement pour Paris, livre VI, titre XV (de la juridiction de la Voirie), p. 638 et suivantes (p. 652-662 sur le voyer de Paris qui est à la fois officier de justice et du domaine, p. 657) et les pièces publiées au chap. VI de ce titre XV « Des hauts justiciers - titres qui leur ont conservé le droit de voirie dans l'étendue de leurs terres et juridictions », p. 727 et suiv.

43. « Quandam viaturam quam apud Corceolum in tribus mansuris et in terra tota ad easdem mansuras pertinente », Paris, 1118 (original Arch. Nat., 49 K 13^e; éd. TARDIF, n° 373, p. 211).

44. « [Episcopus] omnes consuetudines dimissit, nisi eas quae ad vicariam pertinent, scilicet sanguis, bannus, raptura, incendium, latro, excepta trossa una straminis de unaquaque domo, et hoc semel in anno, et talem trossam quam portet caballus, vel asinus », *Cartulaire de l'Eglise Notre-Dame de Paris*, éd. GUÉRARD, 1850, t. I, p. 324, acte de l'évêque, vers 1045.

45. « Donantes ... totam vicariam, immo totam omnino justiciam; ita scilicet ut intra praedictas VIII aripennos nullus regie potestatis minister aliquam justiciam clamare presumat non furem, non incendium, non raptum, non sanguinem, non rotagium, non foragium, non bannum, non talliam in hospitibus qui ibi hospitabuntur, non corveiam, non ire in nostram Caballationem neque in hostem, non herbergamentum, non sasimentum, immo nichil ex toto quod ad nostram pertinet vicariam sive justiciam. » *Cartulaire de Saint-Père de Chartres*, éd. GUÉRARD, t. II, p. 456. Diplôme de Louis VI, 1115; voir le commentaire de LOT, *op. cit.*, p. 285.

de la *vicaria* évolue de plus en plus vers la « voirie », en tenant compte du fait que le voyer est d'abord un juge⁴⁶.

L'acte de 1112-1116 est intéressant à plus d'un titre. Les droits confirmés à l'évêque montrent un très vaste pouvoir de haute et basse justice et aussi de perception des redevances; il témoigne de la situation antérieure et privilégiée du prélat sur l'île et sur sa banlieue, en qualité d'administrateur; il la remet en mémoire, en valeur, avec tous les pouvoirs qu'elle impliquait. Mais ici, sous le terme de *viatura*, on perçoit déjà un certain glissement vers la signification géographique qui comporte une précision, sans doute voulue par le roi, et peut-être un amoindrissement⁴⁷.

Les limites de la *viatura*, qui est explicitement reconnue à l'évêque, sont tracées avec précision, sans allusion à un *vica-rius* ou *voyer* dépendant de l'évêque⁴⁸.

La traduction d'une partie de l'acte⁴⁹ en montrera, mieux qu'un résumé, l'importante signification, ainsi que l'étape qu'elle marque dans l'évolution du droit de *vicaria* ou *viatura*.

Aussi voulons-nous déterminer par le présent acte le droit de *viatura*, anciennement possédé par les évêques de Paris, mais témérairement usurpé par quelques uns de nos jours, et en fixer l'étendue et les limites pour que l'Église de Paris jouisse intégralement de son droit et qu'ainsi disparaisse le dommage de toute contestation.

La terre [où s'exerce ce droit] commence à la porte du cloître Notre-Dame, c'est-à-dire à la porte qui est la plus proche des demeures de l'archidiacre Étienne; cette terre, dis-je, s'étend, du côté gauche, le long de la voie publique jusqu'à la maison d'Ansold, et de cette maison en ligne droite (*lineatim*) jusqu'au chevet de l'église Saint-Christophe et de ce chevet jusqu'aux murailles de la vieille église Saint-Étienne — toute cette terre avec ses constructions, dis-je, comme ceinte et close par la susdite voie, entièrement, jusqu'aux murs du cloître Notre-Dame, se trouve sous le pouvoir de l'évêque de Paris et, quant au droit de *viatura*, relève seulement de ses anciens droits.

46. Le caractère de justice reste si bien lié à la voirie qu'au xiii^e s. le voyer de Paris est l'égal du prévôt et siège comme lui au Châtelet (voir ci-dessus, note 42).

47. On peut suggérer que le roi pense déjà aux privilèges qu'il va concéder aux marchands de l'eau.

48. « Aut his qui per episcopum tenent » fait allusion non à des officiers mais à des vassaux.

49. Arch. Nat., K 21, n° 7; *Cartulaire de Notre-Dame de Paris*, éd. GUÉRARD, t. I, p. 252; éd. LASTEYRIE, *Cartulaire*, n° 156 (sous la date 1110). — A. LUCHAIRE, *Louis VI le Gros*, Paris, 1890, n° 218, p. 106-107 fixe pour dates extrêmes de l'acte : 1112-1116. — F. LOR, art. cité p. 300, note 1, insiste sur le sens territorial de *viatura*, négligeant un peu la juridiction qu'elle recouvre assurément; et V. MORTET, *Étude historique et archéol. sur la Cathédrale de Paris*, 1888, p. 26 et suiv., et Maurice de Sully, 1890, p. 84, ne s'intéresse qu'à la délimitation topographique.

En conséquence, si quelqu'un, sur toute cette terre, enfreint ce qui touche à la *viatura*, il doit une amende au seul évêque, ou à ceux qui tiennent leurs droits de l'évêque, tout pouvoir du roi étant absolument exclu. Pour écarter tout doute d'ambiguïté, nous voulons mettre en lumière, distinctement et apertement, les coutumes relatives aux voies qui se trouvent dans la dite terre, en sorte que, la vérité connue, l'abus des violateurs soit réfréné comme par un frein de raison. Dans toutes les voies qui sont sur la dite terre, si quelqu'un enfreint le droit de *viatura*, le cas sans nul doute, appartient au seul évêque.

Pour la banlieue, tant pour ses voies que pour sa terre, si quelqu'un commet une usurpation, quoique ce dommage touche tant au roi qu'à l'évêque, cependant, s'il a plu au roi de connaître de ce cas, et qu'il l'ait mandé à l'évêque, l'évêque, l'envoyé du roi ouï, convoquera le plaid devant le roi, et là, en présence du roi, le procès aura lieu; si le roi est absent, il aura lieu devant l'évêque.

Il est à savoir que le territoire qui s'étend du chevet du mur brisé de la vieille église jusqu'à la Seine en passant devant la cour de l'évêque, de part et d'autre, est sous la *viatura* de l'évêque. La banlieue doit être traitée comme la susdite terre et ses droits plaidés devant l'évêque et le roi.

LE PARTAGE DES DROITS ENTRE LE ROI ET L'ÉVÊQUE

En 1136 ou 1137 un très significatif partage est opéré entre le roi et l'évêque⁵⁰. Aux Champeaux, dans les faubourgs de Paris se trouve un fossé, Murs et fossés, à la fois limite et protection des territoires, ont, surtout dans les villes, une grande importance. La monarchie porte intérêt à leur possession. L'évêque est le réel possesseur du territoire des Champeaux, et il conclut un accord d'association avec le roi, selon un mode précis. Cens, tailles, amendes judiciaires, ventes, achats de toute autre espèce de revenus sont partagés à raison de deux tiers pour le roi et d'un tiers pour l'évêque. Il est spécifié que les accroissements seront répartis de même façon. Pour tout ce qui touche à l'administration des fossés, prévôt du roi et prévôt de l'Église agiront de concert.

Sans doute on connaît d'autres exemples d'attributions proportionnelles⁵¹. Elles sont toutefois une importante concession de l'évêque : compte tenu du pouvoir du roi sur les fossés, le pontife se dessaisit d'une part des revenus qu'il était seul à posséder et en accepte la répartition.

L'extrême simplicité de l'accord semble l'avoir destiné à servir de modèle. Sans doute à son exemple, environ un siècle plus tard, il aide à clarifier l'extrême enchevêtrement du pou-

50. GUÉRARD, *Cartulaire de N.-D. de Paris*, t. I, p. 122-125; des copies et éditions dans DELISLE, *Recueil des actes de Philippe Auguste*, n° 2180.

51. Partage de Bagneux, 1118 (*Cartulaire de N. D. de Paris*, éd. GUÉRARD, tome I, p. 257).

voir royal et du pouvoir épiscopal dans la cité et sa banlieue. Un acte de 1222 généralise le partage « deux tiers-un tiers ». Il le fait d'une façon originale car, dans les limites précises, la répartition est opérée numériquement et non pas topographiquement.

Le domaine de l'évêque n'est pas réduit. On répartit les sommes perçues, une part importante étant prélevée par le roi. Un accord typique entre le roi de France et un évêque suzerain peut servir de terme de comparaison. Lorsqu'en 1161 s'établit entre le roi de France Louis VII et l'évêque-comte de Gévaudan un accord de souveraineté, son application donne lieu à tant de difficultés qu'il est, en 1307, précisé sous le nom de « paréage ». Tous droits de justice et d'imposition sont divisés par moitié. Comme il s'agit d'un vaste territoire, la division adoptée est à la fois numérique et géographique. Sur le domaine propre du roi comme sur le domaine propre de l'évêque (qu'on a territorialement distingués) chaque suzerain exerce seul ses droits; sur la terre commune, c'est-à-dire la plus grande partie du comté ou du diocèse, les droits sont divisés exactement par moitié. Enfin l'acte d'accord est promulgué, sous une double forme, par les chancelleries des deux parties : au nom du roi et au nom de l'évêque.

Comme l'évêque-comte de Gévaudan, l'évêque de Paris a fait dresser, à côté de l'acte royal, une charte originale, conçue dans les mêmes termes, inversés. Cet acte — qui, dans les cartulaires épiscopaux, avait été copié sur la pièce royale — n'avait pas encore été signalé⁵². Sans vouloir en exagérer la portée, elle marque, comme les chirographes, que les deux parties, en ce qui touche à leur accord, traitent sur un certain pied d'égalité.

Égalité précaire : par la suite, plusieurs procès, l'un d'entre eux porté devant le Parlement, en ont témoigné. Cependant, même en ces procès, l'antiquité des droits épiscopaux n'a jamais été contestée⁵³.

52. Bibliothèque Nationale, Baluze 396, n° 658. Original, sur parchemin, avec trace de sceau : « In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti. Amen. Guillelmus, Dei gratia episcopus ... Notum facimus universis quod hec est forma pacis facta inter dominum nostrum Philippum ... ex una parte et nos ex altera. »

53. Voir notamment, à la Bibl. Nat., coll. Dupuy 527, fol. 217-240, où le procureur de l'évêque s'appuie sur l'acte de 1222 « pour montrer que le dict évesque de Paris que non seulement il a droit de censive en la Ville de Paris mais aussi tout droit de seigneurie et justice »; le procureur du roi, sans contester ces droits, réplique que, durant la guerre de Cent ans, le domaine de l'évêque, confisqué pour lèse-majesté, a fait retour au domaine de la couronne de France (fol. 240).

« Le résultat de ces recherches, si j'ai le bonheur de les bien diriger, dit en sa riche Introduction B. Guérard, doit servir à nous faire mieux comprendre une époque dont l'histoire politique ne peut seule nous donner une juste intelligence. De même que le XII^e siècle ne saurait se passer de l'histoire des Communes, le XIII^e de celle de la jurisprudence, le XIV^e et le XV^e de celle des États généraux, le XVI^e et le XVII^e de celle des Parlements; de même les cinq premiers siècles de la monarchie française ne sauraient aller sans l'histoire du culte, des institutions et des usages de l'Église. Les intérêts et les passions qui s'agitent plus tard dans la Commune et dans les États généraux, s'agitaient auparavant dans l'Église et dans les temples; c'était là que se trouvaient le mouvement et la vie. »⁵⁴ Ainsi s'explique l'action municipale de l'évêque.

Que le pouvoir épiscopal et le domaine qui en relevait aient subi des vicissitudes au cours de tant de siècles, on ne s'en étonne pas. Ces traverses mêmes permettent d'en déceler l'existence et d'en préciser la nature. Après la disparition de la municipalité gallo-romaine, des régimes politiques divers se succèdent : rois barbares devenus chrétiens, souverains carolingiens, ère capétienne, enfin féodalité avec l'extrême imbrication des domaines, des droits, des personnes qui en constituent la hiérarchie. Dans la ville, comme dans tout le pays, divers pouvoirs interfèrent sans cesse : celui du roi, celui de l'évêque, celui d'autres seigneurs féodaux, laïques ou ecclésiastiques. Où trouver une tradition ?

Le plus ancien nom qui désigne l'île, quand on ne l'appelle ni Lutèce, ni Paris, est « la Cité ». Pourquoi ce terme, qui a duré ? Parce que l'île, qui est la ville durant de nombreux siècles, est le domaine de l'évêque⁵⁵. Tout prouve qu'il y exerce une autorité permanente. On l'a maintes fois remarqué, sans en tirer la conséquence : le pouvoir épiscopal, antérieur à celui de la municipalité, dont il tient lieu, est antérieur même à celui du roi. Seul, il possède une réelle permanence. En matière civile, il s'est restreint à la Cité et à sa banlieue. Mais là, malgré la présence du roi, et les empiètements du comte, il exerce des droits d'administration, de justice, de police. Aucune concession n'est valable hors de sa présence, sans son accord. Il perçoit enfin des impôts. Lesquels ? On ne le voit pas clairement, mais on discerne qu'il ne s'agit pas seulement d'impositions d'origine ecclésiastique : le meilleur exemple en est donné par la *vicaria* ou *viatura*.

54. B. GUÉRARD, *Cartulaire de l'église de N.-D. de Paris*, t. I, 1850, p. x.

55. Le terme de cité est d'ordinaire réservé aux villes épiscopales.

Une confusion inextricable s'est opérée entre l'impôt royal et l'impôt épiscopal ou municipal. De là provient le compromis, établi on ne sait à quelle époque, et régularisé en 1222. Plusieurs textes antérieurs en font pressentir l'existence et il restera en vigueur plusieurs siècles durant : deux semaines la recette est perçue par les gens du roi, la troisième semaine par ceux de l'évêque; simplification extrême d'un partage difficile.

Ainsi l'étude des actes successifs et des droits dont ils témoignent : domaine, justice, impositions, précise les rapports de l'évêque avec la ville. En faut-il plus pour établir que la Cité durant tout le haut moyen âge et jusqu'au xii^e siècle fut administrée par l'évêque ? Outre ses pouvoirs spirituels qui s'étendent à tout le diocèse, dans Paris le pontife joue un rôle constant, unique : il est l'administrateur (*rector*) ; il veille au commerce et à la sécurité ; à l'occasion, il devient chef de guerre. On ne peut, dans l'histoire parisienne, oublier un rôle administratif et tutélaire qui a duré environ sept siècles.

Tout changera quand apparaissent et se développent les nouveaux pouvoirs du prévôt du roi, des marchands de l'eau, du voyer et bientôt de l'Université. Tous menacent et, dans une large mesure, démantèlent la position traditionnelle de l'évêque, qui se défendra pied à pied.

Alors s'ouvre un autre chapitre. L'histoire des empiètements successifs opérés sous l'Ancien Régime permettrait de mieux comprendre le rôle antérieur de l'évêché, son action, ses limites ; et cette étude éclairerait d'un jour nouveau toute l'évolution des institutions parisiennes de leur origine à la Révolution.

(†) Robert BARROUX.

L'INFLUENCE DU PÈRE BARRÉ DANS LA FONDATION DES SŒURS DU SAINT-ENFANT-JÉSUS DE REIMS

Soucieux de vie cachée, le Père Nicolas Barré, religieux Minime qui vécut quelque temps sous le même toit que le célèbre Père Mersenne dans le couvent de la Place Royale, à Paris, n'est guère connu de nos contemporains. Si le *Dictionnaire de spiritualité* lui consacre une demi-colonne, M. D. Poinset, par exemple, ne lui réserve pas plus de cinq lignes dans sa *France religieuse du XVII^e siècle*. Fasciné par la gloire royale qui nimbe les noms de Mme de Maintenon et de Saint-Cyr, auxquels est lié celui du Père Barré en tant que conseiller pédagogique, l'auteur oublie de noter l'originalité qui distingue les disciples du Minime de toutes les autres éducatrices du « grand siècle des âmes ». C'est en effet pour s'occuper, non des filles nobles, mais des enfants du peuple que le Père Barré a fondé deux congrégations enseignantes, les « Sœurs de la Providence » de Rouen, et les « Dames de Saint-Maur » dont la maison-mère est à Paris. D'autres congrégations, par la suite, prirent modèle sur les siennes.

L'entreprise initiale se situe au début du règne de Louis XIV. Les Ursulines, les Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame, héritières de saint Pierre Fourier, et bien d'autres religieuses cloîtrées, qu'on n'en finirait pas d'énumérer, ouvraient leurs maisons aux jeunes filles qui désiraient s'instruire. Certes, la charité d'un enseignement gratuit n'était pas refusée aux familles qui ne pouvaient payer, mais les filles des artisans et des pauvres ne se sentaient pas à l'aise au milieu de compagnes riches qui savaient marquer les distances. Dans la majorité des cas elles préféraient demeurer dans l'ignorance, ou bien, dans certaines paroisses, elles profitaient des écoles de charité ouvertes sur l'initiative des curés.

Si les classes riches de la société lousiquatorzienne disposaient d'excellentes maisons d'éducation, à l'autre extrémité

de la chaîne sociale. Les orphelines, les enfants abandonnés, les petits malades, avaient trouvé dans les « Filles Grises » de Mlle Le Gras et de M. Vincent, des Éducatrices de choix. Mais, outre ces extrêmes, le Père Barré voyait une place libre pour des religieuses non cloîtrées qui se consacraient spécialement à l'instruction des filles des artisans et des pauvres. C'est pourquoi il établit, à Rouen d'abord, puis à Paris, des écoles populaires gratuites. Leur succès fut tel que les nouvelles maîtresses attirèrent sur elles, non seulement l'attention royale, mais encore celle de toutes les personnes qui se préoccupaient alors de l'éducation du peuple. Les « Sœurs Barré », comme on les nomma parfois, furent appelées par les intendants à ouvrir des écoles pour les filles des « nouveaux convertis » à Montauban, à Uzès, Montpellier, Castres, Bédouan. Elles eurent bientôt des écoles à Toulouse, Nîmes, Marseille, et sont répandues aujourd'hui jusqu'en Extrême-Orient.

Moins célèbres, canonisées dans les seuls diocèses de Reims et de Châlons, les « Sœurs du Saint-Enfant-Jésus », fondées par le chanoine Roland, forment encore une congrégation bien vivante. Restées de droit diocésain, elles ont réussi la merveille de traverser, au cours de trois siècles, des périodes aussi destructrices que la Révolution et, pour la région champenoise, les terribles invasions de 1870, 1914, 1940, qui menaçaient gravement l'existence de leurs écoles et la survie de leur Institut.

Leur fondateur, le chanoine Nicolas Roland, qui fut quelque temps le directeur spirituel de saint Jean-Baptiste de La Salle, se place directement dans le sillage du Père Barré. Ne parlons pas ici de l'entrepreneur Charles Demia, dont l'œuvre, parallèle à celle de Nicolas Barré, se développait dans la région lyonnaise, en toute indépendance, à l'époque même où naissait à Rouen la congrégation des « Sœurs de la Providence » vers 1666. S'il y eut des influences Barré-Demia, elles n'existent pas à l'origine, la chronologie, comme la géographie, rendant les contacts difficiles entre ces deux fondateurs. Par contre le chanoine Roland put facilement profiter de l'expérience de ses deux devanciers. Plus tard, son ami et parent, le fondateur des Frères des Écoles chrétiennes, saint Jean-Baptiste de La Salle, reprendrait à son compte diverses idées des uns et des autres, y ajouterait sa marque distinctive, et réaliserait pour les garçons cet enseignement populaire gratuit que le Père Barré et le chanoine Roland avaient instauré pour les filles.

C'est assez dire combien l'influence exercée par le Père

Barré sur Nicolas Roland mérite une étude attentive lorsqu'on veut saisir dans leurs sources les origines des congrégations spécialisées dans l'instruction populaire.

L'importance de cette influence n'a échappé à aucun des historiens de la pédagogie, pas plus, d'ailleurs, qu'aux biographes de saint Jean-Baptiste de La Salle, du Père Barré ou du chanoine Roland. Mais il arrive trop souvent que l'auteur, pris par son sujet, ne regarde pas les faits d'assez près ou qu'il se dispense de lire les manuscrits parvenus jusqu'à nous. Il est tentant, par exemple, pour les historiens du Père Barré, de chercher à dégager au maximum l'influence exercée par leur héros en soulignant toutes les ressemblances capables d'amener le lecteur à cette conclusion : les écoles rémoises, organisées par Nicolas Roland, ne sont que le prolongement des écoles établies à Rouen par le Père Barré. Les deux premières sœurs qui dirigèrent les classes du Saint-Enfant-Jésus de Reims ne venaient-elles pas de Rouen ? N'étaient-elles pas des disciples du Père Barré ? Sous la poussée de cette idée directrice, il semble *a priori* qu'une parenté très étroite doive obligatoirement lier l'œuvre du chanoine à celle du Minime. Dès lors, on oublie aisément de signaler les différences et les oppositions.

Simple tendances, bien sûr, auxquelles les historiens modernes tentent d'échapper en recourant aux sources manuscrites. Depuis les ouvrages de première main, rédigés par Hanneesse (1888) et de Grèzes (1892), d'importantes recherches ont été faites à l'occasion des procès de béatification des deux fondateurs¹. Elles ont permis de préciser quelques traits

1. Abbé AL. HANNESSE, *Vie de Nicolas Roland, chanoine théologal de l'église métropolitaine de Reims, fondateur de la Congrégation du Saint-Enfant-Jésus de Reims, suivie de l'histoire de cette Congrégation jusqu'en 1888* (Reims, Imprimerie coopérative, 1888, gr. in-8°, rv-554 p.). L'auteur cite ses sources. Plusieurs de celles-ci n'existent plus : les papiers du chanoine Hanneesse, qui fut supérieur ecclésiastique des Sœurs, ont été victimes d'un incendie. Le plus souvent néanmoins, de bonnes copies subsistent.

Henri DE GRÈZES (Frère mineur capucin), *Vie du R. P. Barré, religieux minime, fondateur de l'Institut des Ecoles charitables du Saint-Enfant-Jésus, dit de Saint-Maur, origine et progrès de cet Institut, 1662 1700* (Bar-le-Duc, Imprimerie de l'œuvre de Saint-Paul, s. d. [approbation des Supérieurs, 2 avril 1892], in-8° de 428 p. dont les pp. 384-420 sont constituées par les *pièces justificatives*). C'est le premier ouvrage sérieux sur le Père Barré. Il a le souci de produire les textes sur lesquels il s'appuie, mais, il l'avoue lui-même, ses recherches ne purent être exhaustives. Le titre de l'ouvrage, il faut le reconnaître, fausse déjà un peu les perspectives. Les Dames de Saint-Maur ne furent pas établies en 1662 mais en 1676, date de la première école parisienne fondée par le P. Barré. Ce sont les Sœurs de la Providence de Rouen qui re-

de leurs personnalités. Elles ont surtout mis en valeur l'importance des manuscrits laissés par le chanoine Roland, manuscrits dont une étude systématique manque encore, mais dont la comparaison minutieuse avec les écrits du Père Barré éclaire d'un jour nouveau l'influence exercée par le Minime.

L'objet de la présente étude est précisément d'essayer de dégager les grandes lignes de cette influence et d'en discerner l'exacte importance. Sans doute la chronologie des faits qui mirent en rapport le chanoine Roland et le Père Barré n'est-elle pas négligeable et sera-t-elle précisée, mais il sera plus utile, pensons-nous, d'insister à propos de chacun des points d'application de la pensée des deux fondateurs, sur les idées qui leur furent communes, sur celles qui les opposèrent, ou encore sur celles par lesquelles ils se révélèrent étrangers l'un à l'autre.

LE PÈRE BARRÉ

Qui était le Père Barré ?

Un ancien élève des Jésuites, né d'une famille bourgeoise d'Amiens le 21 octobre 1621, entré dans un ordre religieux extrêmement sévère, celui des Minimes, au mois de janvier 1641. Après une année de noviciat au couvent de Paris, il fit profession et reçut peu après une obédience pour la maison d'études de la Place Royale². Comme tous ses confrères, il avait joint aux vœux communs à tous les ordres religieux le vœu particulier d'abstinence perpétuelle. Brillante intelligence, le Père Nicolas Barré parcourut rapidement le cycle des études théologiques et devint professeur avant même d'avoir reçu la prêtrise. Ses mortifications incessantes, ses

montent à 1662, date de l'ouverture d'une école populaire à Sotteville-lez-Rouen. Il est vrai que la séparation des deux Congrégations ne s'effectua qu'à la fin du xvi^e siècle et que les Dames de Saint-Maur tirent leurs origines des Sœurs de la Providence.

Parmi les ouvrages qui apportent quelque documentation nouvelle il convient de citer : chanoine FARCY, *L'Institut des Sœurs du Saint-Enfant-Jésus, dites de la Providence de Rouen* (Rouen, 1938). Les travaux du Père Moretti sont directement orientés dans le sens de la cause de béatification du Père Barré. A Reims, les Sœurs du Saint-Enfant Jésus ont procédé avec méthode à l'inventaire et au classement des écrits se rapportant au chanoine Nicolas Roland. Harang, pour la vie spirituelle, et Cordonnier, pour la biographie, vulgarisent plus qu'ils n'apportent du nouveau.

2. Le couvent de la Place Royale avait une entrée sur la rue des Minimes. C'était un centre intellectuel renommé. Le Père Mersenne s'y distingua par sa science et son érudition. Aujourd'hui la Place Royale se nomme Place des Vosges.

veilles prolongées devant le Saint-Sacrement, son ardeur à l'enseignement épuisèrent en moins de quinze ans une constitution naturellement robuste. Dès 1657 ses supérieurs l'astreignirent à se reposer dans son pays natal, l'air y étant jugé plus sain qu'à Paris. De fait la santé du Père Barré se rétablit. En 1659 il reprend, à Rouen, ses activités apostoliques. Aux fonctions enseignantes il joint celles de confesseur et de prédicateur.

Ses succès auprès des âmes qu'il dirige sont si considérables que ses supérieurs le déchargent bientôt d'une partie de ses cours pour lui permettre de consacrer la majorité de son temps à la direction spirituelle et à la prédication. L'influence du Père Barré croît de jour en jour. Il organise des conférences religieuses. La foule, subjuguée par sa parole, ne tarde pas à remplir l'église des Minimes. Plusieurs pécheurs publics se convertissent. Des personnes distinguées, des membres du Parlement de Normandie, Messieurs de Grainville, de Touvans, de l'Espinay, demandent au Père Barré de bien vouloir accepter d'être leur confesseur attitré³.

En 1662, à l'occasion d'une mission prêchée à Sotteville, dans la banlieue de Rouen, le Père Barré organisa une école qui produisit des fruits considérables pendant un an environ⁴. La directrice, Françoise Duval, encouragée par cette heureuse expérience, ouvre alors plusieurs écoles dans la ville de Rouen⁵. Le Père Barré « y venait de temps en temps faire des conférences » et préciser aux maîtresses quelques règles de vie⁶.

Pendant ce temps, près du couvent des Minimes, rue de l'Hôpital, les Pères de l'Oratoire organisaient une pieuse as-

3. Ne parlons pas de Mme Maillefer. Il n'est pas prouvé que le Père Barré soit pour quelque chose dans sa conversion. D'après le chanoine Blain, auteur de la première vie imprimée de saint Jean-Baptiste de La Salle, Mme Maillefer se serait convertie à la suite d'un miracle et aurait utilisé une grande partie de sa fortune en faveur des écoles populaires de Rouen, puis de Reims. Malheureusement les livres de comptes conservés par les Sœurs de la Providence ne la nomment même pas. Quant au mémoire de Marguerite Lestocq, c'est à Mme de Grainville, et non à Mme Maillefer, qu'elle attribue l'idée d'envoyer des sœurs à Reims. Il est vrai que, pour les garçons, c'est Mme Maillefer qui envoya Nyel faire la classe à Reims. Faudrait-il en conclure qu'elle jouait auprès des maîtres un rôle analogue à celui de Mme de Grainville auprès des sœurs ? En l'absence de documents la prudence s'impose.

4. DE GRÈZES, *op. cit.*, p. 158. Sotteville dépendait à cette époque du diocèse de Lisieux et celui-ci relevait directement de Rome (note communiquée par les Sœurs de la Providence de Rouen).

5. Un mémoire manuscrit de Marguerite Lestocq précise que c'est « notre sœur Françoise qui a commencé la première des écoles ». Texte publié par DE GRÈZES, *op. cit.*, p. 160.

6. DE GRÈZES, *op. cit.* p. 158. C'est Marguerite Lestocq qui parle.

sociation dite « Famille du Saint Enfant Jésus ». Depuis le 25 mars 1661 ses membres promettaient « d'appartenir au Verbe incarné en qualité de ses domestiques⁷ ». Marguerite Lestocq et sa sœur Catherine s'engageaient bientôt dans cette confrérie (25 mars 1664). Comme plusieurs membres du Parlement de Rouen se retrouvaient régulièrement aux réunions de la « Famille du Saint Enfant Jésus », les amis du Père Barré ne se privaient pas de faire connaître l'œuvre des écoles entreprise, sous son impulsion, par l'active Françoise Duval. Le recrutement des maîtresses s'en trouva facilité. Marguerite Lestocq prit en main la conduite d'une classe. A ses côtés une pléiade de ferventes chrétiennes se prirent d'un saint zèle pour l'entreprise nouvelle. « Sans estre en communauté », vivant un peu comme des religieuses, « dans un abandon total à la divine Providence », elles suivaient docilement les avis du Père Barré⁸.

A vrai dire, le succès des écoles était dû, pour une bonne part, à l'efficace protection de M. de La Haye, curé de Saint-Amand, qui les défendit contre les attaques des maîtresses mercenaires frustrées de leur gagne-pain en raison de la gratuité des nouveaux établissements. Comptant plusieurs Rémois parmi leurs amis, M. de La Haye et Mme de Grainville souhaitaient voir l'œuvre rouennaise s'étendre jusqu'à Reims. Mais, ajoute Marguerite Lestocq, « Dieu, ayant fait passer le dit curé de cette vie en l'autre, n'a pas pu accomplir son dessein. Le T. R. P. Barré n'eut pas plutôt appris sa mort qu'il mit en exécution leur dessein en envoyant [...] notre sœur Françoise [...] à Reims⁹ ».

Nous sommes en 1670. Aux dires de Marguerite Lestocq, les maîtresses de Rouen ne sont pas encore réunies en communauté religieuse. Françoise Duval, accompagnée de l'une de ses adjointes, Anne Le Cœur, accède aux désirs du Père Barré : elle se rend à Reims afin d'y établir des écoles populaires pour les filles. Le chanoine Roland les y reçoit le 27 décembre dans l'orphelinat dont il assumait la direction.

Désormais la scission est faite. Anne Le Cœur et Françoise Duval ne dépendent plus du Père Barré, mais du chanoine Roland. Est-ce à dire qu'elles cessent toute correspondance

7. Chanoine FARCY, *Le Révérend Père Barré, religieux minime, 1621-1686* (Paris, Gabalda, 1942). Le règlement de cette « famille du Saint-Enfant Jésus » fut également adopté par Anne Corneille (25 mai 1664) et sa famille dont Charles Corneille, avocat au Parlement.

8. *Mémoire* de Marguerite Lestocq cité par de Grèzes, *op. cit.*, p. 158.

9. *Ibid.*, p. 160.

avec leur ancien directeur spirituel ? Assurément pas. Rien n'exigeait une telle rupture et la découverte d'une lettre inédite du Père Barré dans les manuscrits conservés par les Sœurs du Saint-Enfant-Jésus de Reims laisserait plutôt supposer le contraire¹⁰.

Le livre de comptes des Sœurs de la Providence vient confirmer cette hypothèse. Le 24 mars 1675, Mademoiselle Daubin a reçu 10 livres pour ses frais de voyage « à Rheims suivant la quittance et l'ordre de Mr Roland Theologal ». Le 11 avril 1681, M. de Lespinay a versé à l'économe de Rouen 16 livres 10 sols en remboursement d'une somme qui avait été avancée à Mademoiselle Duval. Au même livre de comptes figure plusieurs fois le nom de M. Nyel qui viendra, en 1679, frapper à la porte des Sœurs du Saint-Enfant-Jésus pour leur communiquer quelques nouvelles de leurs amies rouennaises avant d'ouvrir, à Reims, une école gratuite pour les garçons, semblable à celles qu'il dirigeait depuis plusieurs années dans la capitale normande. Mais à cette date le chanoine Roland était déjà mort¹¹.

LE CHANOINE ROLAND

De vingt-et-un ans plus jeune que le Père Barré, Nicolas Roland ne pouvait que subir profondément son influence. Chanoine et théologal de Reims depuis 1665, il avait reçu les célèbres *Remontrances* du lyonnais Charles Démia qui incitaient les principales autorités du royaume à ouvrir des écoles gratuites pour les enfants du pauvre peuple¹².

Sa résolution fut vite prise. On était en 1668, et, nous disent les *Mémoires sur la vie de Monsieur Nicolas Roland*, c'est à cette date, « dans la vingt-septième année de son âge », qu'il « résolut de remédier » au défaut d'éducation et d'instruction de la jeunesse « en travaillant de tout son pouvoir à établir des écoles gratuites pour l'Instruction des petites filles : ce dessein formé il fit un voyage à Rouen pour y prê-

10. Cette lettre a été publiée dans la *Revue d'Ascétique et de Mystique* de juillet-septembre 1960.

11. Il mourut le 27 avril 1678.

12. Charles DEMIA, *Remontrances à messieurs les prévôts des marchands, échevins et principaux magistrats de la ville de Lyon, touchant la nécessité des écoles pour l'instruction des enfants pauvres* (Lyon, 1666). D'après les biographies de N. Roland et du P. Barré, ce serait la deuxième édition des *Remontrances* (1668) que le curé de Saint-Nicolas du Chardonnet aurait communiquée au chanoine Roland.

cher le Carême¹³ ». Sa préoccupation nouvelle est donc antérieure à sa première rencontre certaine avec le Père Barré. C'est Charles Demia et ses amis du séminaire Saint-Nicolas du Chardonnet qui servirent d'instrument à la Providence pour manifester à Nicolas Roland la nature exacte de sa vocation particulière¹⁴. Au cours du carême de 1670, « il vit particulièrement M. de Saint-Amand chez lequel il avoit passé six mois, après sa prêtrise, dans la pratique de toutes les vertus les plus austères; il y vit aussi le Père Barré de l'ordre des Minimes, lequel avoit commencé des Ecoles d'instruction gratuites pour les jeunes Garçons et les jeunes Filles dans la ville de Rouen [...] M. Roland contracta une étroite et sainte amitié avec le Père Barré et renouvela l'estime et la vénération qu'il avoit toujours eues pour la vertu de M. de Saint-Amand; l'un et l'autre reconnurent l'esprit qui animoit M. Roland et l'aidèrent de leurs conseils à exécuter la pieuse résolution qu'il avoit formée d'établir des Ecoles gratuites dans la Ville de Reims¹⁵. »

Rentré à Reims, le chanoine Roland obtient du Corps de Ville la charge spirituelle d'un orphelinat fondé par une dame Varlet, mais son activité débordante l'entraîne à prendre soin aussi des corps. Il fournit des habits, des lits, des repas; il renvoie le personnel négligent et lui substitue des personnes zélées pour l'éducation chrétienne des petits orphelins.

Mais comme son dessein ne se terminait pas à la seule Charité pour le soin des Orphelins, disent les *Mémoires*, et que cela ne lui servoit que de prétexte pour l'établissement des Écoles, il ne se donna point de repos qu'il n'exécutât cette pieuse entreprise, pour laquelle il fit plusieurs voyages à Paris et à Rouen, afin de voir par lui-même le grand bien que faisoient les Filles de la Providence que le Père Barré Minime avoit établies dans ces deux grandes villes avec succès; il lui demanda de ses filles qui avoient déjà l'expérience de l'emploi auquel il désiroit les employer¹⁶.

Il importait de citer textuellement ce manuscrit ancien qui nous précise les relations qui existaient, vers 1670, entre le chanoine Roland et le Père Barré. Parfaitement clair, il n'a

13. *Mémoires*, p. 21. Ces *Mémoires sur la vie de Monsieur Nicolas Roland* sont encore inédits. Ils sont conservés dans les Archives des Sœurs du Saint-Enfant-Jésus de Reims.

14. Tous les biographes de Charles Demia citent le passage d'une lettre de Féret, curé de Saint-Nicolas du Chardonnet, qui témoigne de la forte impression faite sur Nicolas Roland par les *Remontrances*. Il est intéressant de souligner que l'abbé Féret fut supérieur des Filles de Sainte-Geneviève, puis des Filles de la Sainte-Famille qui tenaient des écoles populaires de filles.

15. *Mémoires*, ms., p. 22.

16. *Ibid.*, p. 25.

besoin d'aucune exégèse. Pour attribuer au Père Barré la primauté de l'idée d'une fondation d'écoles en Champagne, il faudrait pouvoir expliquer pourquoi, résidant à Paris, il multipliait les voyages à Rouen et s'entretenait avec les prêtres chargés de la direction spirituelle des Sœurs de la Providence, tandis qu'il ne se permettait pas même un seul voyage à Reims où il avait envoyé deux de ses meilleures maîtresses. A son avis, on n'en saurait douter, le chanoine Roland suffisait à la tâche.

Mais quelle fut celle-ci ? Dans quelle mesure Anne Le Cœur et Françoise Duval contribuèrent-elles à la réaliser ?

Ce n'est qu'au mois de novembre 1670 que le chanoine Roland obtient du Conseil de Ville l'autorisation d'acheter une maison pour y loger l'orphelinat de Mme Varlet afin de recevoir un plus grand nombre d'enfants. Le 22 décembre suivant le pied-à-terre rémois des religieux de l'abbaye de Landèves devient propriété du chanoine¹⁷. Cinq jours plus tard, Françoise Duval et Anne Le Cœur arrivent de Rouen¹⁸. Il n'est question, pour le moment, que d'instruire les petits orphelins. Les externes ne sont pas admis. Pendant quatre ans (1670-1674), l'orphelinat ne se double d'aucune école populaire, mais le nombre des éducatrices s'accroît : Marie Valet, Marguerite Muiron (1671); Barbe Muiron, Marie et Agathe Blondel, Elisabeth Duval — la propre sœur de Françoise, — Anne Pezé, Geneviève Chevret (1673-1674). En 1675, le chanoine Roland ouvre une première école populaire à proximité de son orphelinat et il obtient peu après, du Conseil de ville et du chantre, l'autorisation de poursuivre son entreprise et d'ouvrir trois nouvelles écoles¹⁹.

L'APPORT DES SŒURS DE ROUEN

Depuis cinq ans, les disciples du Père Barré, Françoise Duval et Anne Le Cœur ont quitté Rouen. Il est temps de chercher à savoir de quelle expérience pédagogique et religieuse elles

17. HANNESSE, *op. cit.*, p. 147-150.

18. *Ibid.*, p. 51. Hanneesse attribue à l'intervention de Mme Maillefer l'envoi de Françoise Duval : « M. Roland écrit à Rouen, Mme Maillefer se concerta avec le P. Barré. Celui-ci... lui envoya la première Supérieure de sa Communauté de la Providence, la sœur Françoise Duval ». Les relations des témoins qui nous ont été conservées parlent de Mme de Grainville, non de Mme Maillefer. De plus le *Mémoire* de Marguerite Lestocq (1681) précise que la vie commune n'avait pas encore commencé à Rouen à cette époque et que Françoise Duval, première à tenir une école sous la direction du P. Barré, ne fut pas supérieure de communauté. Voir le texte dans De Grèzes, *op. cit.*, p. 158 et suiv.

19. HANNESSE, *op. cit.*, p. 192.

ont pu enrichir, pendant cette période probatoire, la communauté des maîtresses d'école qui naissait à Reims ? En d'autres termes quelle vie avaient-elles menée à Rouen, sous la direction du Père Barré ?

Le *Mémoire* de Marguerite Lestocq nous renseigne admirablement sur ce point²⁰. Il est certain que Françoise Duval a quitté Rouen avant que le Père Barré propose la vie communautaire à ses maîtresses d'écoles :

Nous étions quatre ou cinq Sœurs dans un abandon total à la divine Providence, *sans estre en communauté*, mais dispersées [...] Les exercices spirituels estoient réglez; nous fesions les petites escoles depuis 8 heures jusques à 11. Ensuite, on menoit les enfants à la sainte messe, au nombre de 130 et plus. Depuis midi jusqu'à 2 heures, on avoit les grandes filles. On les faisoit lire et le catéchisme, ensuite les petites jusques à 5 heures. Après nous allions par les maisons pour instruire les bonnes gens, leur apprenant les principaux mystères, et surtout à se bien confesser et communier [...] Nous faisions catéchisme les dimanches et les festes [...] Voilà à peu près comment les escoles de Rouen ont commencé.

C'est alors que le curé de Saint-Amand meurt et que le Père Barré envoie Françoise Duval à Reims.

Quelques temps après, poursuit Marguerite Lestocq, il faut ici parler tout simplement, notre T. R. P. Barré nous dit qu'il avoit une forte pensée et inspiration de faire une communauté ! [...] Nous répondîmes de très grand cœur : « Ouy, nous voulons et nous nous abandonnons à la divine Providence en total désintéressement. » Aussitôt dit, aussitôt fait. Nous entrâmes en communauté, sous l'obéissance d'une

20. Marguerite Lestocq a pu se tromper sur certains millésimes, non sur les faits essentiels, ni sur le rôle des personnes avec lesquelles elle vivait. De toute façon, sauf document formel, son témoignage l'emporte en valeur sur les meilleures hypothèses. Ce témoignage précise l'ordre des faits : 1° mort du curé de Saint-Amand. 2° départ, pour Reims, de Françoise Duval, 3° organisation de la vie communautaire pour les maîtresses de Rouen. Or, le curé de Saint-Amand, M. de La Haye, est décédé le 13 juin 1670 (Archives municipales de Rouen); Françoise Duval est partie pour Reims à la fin du mois de décembre, car elle arrive dans cette ville le 27 du même mois. Cf. HANNESSE, *op. cit.*, p. 151. Il faut donc dater au plus tôt, de fin décembre 1670 les débuts de la vie communautaire chez les Sœurs de la Providence de Rouen. Comme les Archives des Sœurs de la Providence conservent la liste des premières supérieures du temporel de leur Congrégation, on sait que Mme de Grainville remplit cet office de 1669 à 1670 et que Mme du Buc lui succéda en 1671. Marguerite Lestocq se serait-elle trompée. en 1681, lorsqu'elle désigne formellement Mme du Buc, et non Mme de Grainville, comme première supérieure ? Ou bien a-t-elle conscience que la première organisation de la vie commune se fit sous l'égide du P. Barré et de Mme du Buc, elle-même, Marguerite Lestocq « étant la première qui a eu le bonheur d'entrer dans la communauté » ? Il semble bien qu'elle sait mieux que personne de quoi elle parle et qu'il faut, par suite, dater de l'octave de la nativité 1670, ou des premiers jours de janvier 1671, la naissance de la nouvelle Congrégation religieuse en tant que telle.

supérieure qui étoit pour lors Mme de Buc, fille très vertueuse [...]. La récollection et le silence y étoit exactement observé [...] C'est le témoignage, moy, Marguerite Lestocq, que je suis obligée de rendre, *estant la première* qui a eu le bonheur d'entrer en la communauté quoique très indigne.

La distinction est nettement établie : Marguerite Lestocq est « la première qui a eu le bonheur d'entrer en la communauté » tandis que c'est « sœur Françoise qui a commencé la première les escolles²¹ ».

Dans ces conditions, ni Anne Le Cœur, ni Françoise Duval, n'apportaient à Reims, le 27 décembre 1670, l'habitude d'une vie régulière, menée pendant plusieurs années dans une congrégation religieuse aux constitutions solidement établies. A Rouen, aucun vœu, aucune promesse ne les avait jamais liées. Le texte le plus ancien que nous ayons des constitutions élaborées par le Père Barré remonte seulement au 15 août 1677. C'est un manuscrit précieusement conservé aux Archives des Sœurs de la Providence sur lequel le Père Barré a écrit plusieurs articles de sa propre main²². L'article 15, le dernier, fixe la date de rédaction : « Achevé dans l'octave de la feste de l'Assomption de la Tres Ste Vierge Marie Mere de Dieu l'an depuis la naissance de N.S.J.C. 1677. »

Bien que sans expérience de la vie religieuse, Françoise Duval et Anne Le Cœur apportaient cependant plus qu'une entière disponibilité aux desseins du chanoine Roland. Elles avaient l'expérience de l'apostolat catéchistique auprès des enfants et des adultes. Elles savaient conduire une classe. Premières disciples du Père Barré, elles en avaient contracté l'esprit et se rappelaient volontiers les conseils qu'il leur avait prodigués dans ses conférences spirituelles²³. Leur aide fut donc précieuse au chanoine de Reims. On peut sans doute comparer leur rôle dans la communauté en voie de formation à celui des Dames de Saint-Maur que le Père Barré prêta quelque temps à Mme de Maintenon pour l'aider à prendre en main la conduite générale de l'établissement royal

21. *Mémoire de Marguerite Lestocq* publié par De Grèzes, *op. cit.*, p. 16.

22. Il est dommage que plusieurs pages de ce précieux et irremplaçable manuscrit aient disparu. Le texte des articles 14 et 15, en déficit, nous est pourtant conservé grâce à une photocopie publiée dans le livre du Père Moretti, *Un pedagogisto santo, Il Servo di Dio P. Nicola Barré* (Roma, 1929), p. 51.

23. Il existe, aux Archives des Sœurs de la Providence, plusieurs cahiers qui se présentent comme des copies de conférences faites par le Père Barré. Rien, jusqu'à présent, ne permet d'assurer l'authenticité de ces textes. Peut-être aurons-nous bientôt l'occasion d'étudier la question de près.

de Saint-Cyr. Au milieu de compagnes sans expérience, elles représentaient l'élément qui possède, non la responsabilité ni l'initiative de toutes choses, mais l'indispensable savoir-faire.

MORT DES FONDATEURS, PÉRENNITÉ DES ŒUVRES

Dès lors les événements se précipitent. Le chanoine Roland meurt à Reims le 27 avril 1678 sans avoir obtenu ni l'approbation épiscopale, ni les lettres patentes indispensables au fonctionnement normal de la Congrégation nouvelle, mais il laisse à son ami le chanoine de La Salle, son exécuteur testamentaire, le soin de faire approuver les Sœurs du Saint-Enfant-Jésus. En moins d'un an elles obtiennent les lettres patentes du roi, et en 1683 Monseigneur Le Tellier approuve leurs Constitutions.

Pendant ce temps le Père Barré régentait à Paris, au couvent de la Place Royale, les classes de philosophie et de théologie²⁴. Ses supérieurs l'y avaient rappelé dès 1675, mais ils l'autorisaient à continuer son apostolat particulier auprès des maîtresses d'écoles. C'est ainsi que les sœurs de Rouen restèrent tributaires de ses conseils et que plusieurs paroisses de Paris obtinrent, par son entremise, la fondation d'écoles populaires. De temps à autre la communauté rouennaise fournissait à Paris des maîtresses expérimentées. En 1678 elle loua un petit hôtel de la rue Saint-Maur — aujourd'hui, 8, rue de l'Abbé-Grégoire — pour y établir un noviciat capable de subvenir aux besoins locaux. Marie Hayer, entrée chez les Sœurs de la Providence de Rouen au mois d'octobre 1676, fut placée à sa tête. Un Institut nouveau était formé. Il prit le nom de « Sœurs de l'Instruction charitable du Saint-Enfant Jésus », mais le public lui conserva le nom populaire de la rue qui abritait sa maison principale et les sœurs de Paris devinrent ainsi les « Dames de Saint-Maur ». Elles suivaient, comme les Sœurs de la Providence, toutes les prescriptions formulées par le Père Barré dans ses Constitutions de 1677. Après des années d'expérience, les deux congrégations ayant multiplié leurs établissements, il devint opportun de publier les statuts que de nombreux évêques avaient approuvés. L'édition fut faite simultanément à Paris, chez Le Cointe, et à Rouen, chez Besongne, en 1685. L'année suivante le Père Barré mourait (31 mai 1686).

Comme toute œuvre vivante, les deux congrégations du

24. DE GRÈZES, *op. cit.*, p. 177.

Père Barré et celle du chanoine Roland ont évolué depuis le xvii^e siècle. Elles demeurent parfaitement adaptées aux besoins de notre temps. Il ne saurait donc être question, dans ces pages, de comparer l'état présent de leurs règles et constitutions, mais d'établir un parallèle systématique entre les statuts qu'observaient, du vivant du Père Barré, les Sœurs de la Providence ou les Dames de Saint-Maur, et les Sœurs du Saint-Enfant-Jésus de Reims. Pour les premières le document de base est constitué par le manuscrit de 1677 complété par les *Statuts et Réglemens* de 1685. Pour les secondes on peut se fier aux *Constitutions* manuscrites de 1683 éclairées, à titre exceptionnel, par un autre manuscrit intitulé *Usage*.

LA FIN ET L'ESPRIT DES DEUX INSTITUTS

Nous sommes en présence de congrégations enseignantes à finalité apparemment identique.

A Rouen, « l'exercice capital » des sœurs est de « tenir les Ecoles des Enfants pauvres et indigens, et y recevoir les grandes personnes que Dieu y attirera, sans considérer davantage les riches que les pauvres²⁵. »

A Reims, l'instruction du chanoine Roland est établie « pour l'instruction des pauvres filles de la ville [...] Si quelques filles ou quelques femmes pieuses du dehors desirent faire une retraite dans la maison, elles y seront receues avec la permission du Supérieur²⁶. »

L'œuvre des retraites et le souci d'évangéliser les adultes font donc partie intégrante des activités apostoliques qui caractérisent aussi bien les Sœurs de la Providence que les Dames de Saint Maur ou les Sœurs du Saint-Enfant-Jésus. Les moyens signalés par les deux fondateurs, pour permettre aux maîtresses de manifester leur zèle, s'expriment en des termes assez voisins :

Les moyens dont elles se servent, dit le *Mémoire instructif*, sont de tenir gratuitement les petites Ecoles pour les jeunes enfans de leur sexe qui apprennent sous leur conduite par une methode facile, à lire, à écrire, et sur tout à connoître, à aimer et servir Dieu²⁷.

Leur devoir, disent les *Constitutions* de Reims, sera d'enseigner aux

25. *Statuts et reglements de 1677*, ms., ch. I, art. XV. Dans la citation des manuscrits l'orthographe et la ponctuation d'origine sont respectées; parfois, cependant, on s'est permis d'ajouter tel ou tel accent : c'est ordinairement le cas pour la préposition à.

26. *Constitutions de 1683*, ms., p. 3, ch. I.

27. *Mémoire instructif*, p. 1.

personnes de leur sexe le catéchisme, les maximes du christianisme, à lire et à écrire²⁸.

Cette fin commune aux deux Congrégations a porté les fondateurs à rejeter la clôture comme une entrave à l'activité fondamentale de leur œuvre : « Elles vivront en communauté sans [...] garder closture²⁹ », suivant le désir du Père Barré, et « elles croient qu'il seroit entièrement opposé à leur Institut et Constitutions d'y introduire la Clôture » car le chanoine Roland pensait que la clôture les mettrait « hors d'état de vaquer aux Emplois pour lesquels elles sont établies³⁰ ».

En poussant plus loin l'analyse, une petite différence apparaît. Les sœurs du Père Barré ont pour fin première l'instruction des externes et vont dans les maisons catéchiser les adultes. Les sœurs du chanoine Roland, au contraire, doivent leur existence au soin qu'elles prirent, dès le début, d'un groupe d'orphelins, filles et garçons, qu'elles s'engagèrent, par la suite, à éduquer conjointement avec les autres enfants, admis dans leurs classes à titre d'externes.

Voici comment s'expriment les *Statuts de 1677* :

Tenir les escolles [...] en ne refusant que les garçons qui ne seront jamais admis quelques petis (sic) qu'ils soient ny pour quelque considération que ce puisse estre³¹.

Les *Constitutions* de Reims disent au contraire :

La Communauté des filles du Saint Enfant Jésus estant establie pour [...] avoir soin des petits orphelins [...] elle sera compasée de sœurs qui auront soin de la direction des Escolles et la conduite des orphelins³².

Sans doute le Père Barré n'a-t-il pas exclu les orphelinats des perspectives apostoliques susceptibles d'intéresser les Sœurs de la Providence — l'avenir l'a suffisamment prouvé — mais il n'a pas lié son Institut à l'existence d'un orphelinat. A Reims les circonstances en décidèrent autrement.

En raison de la fin propre à la Congrégation qu'il fondait, le Père Barré s'est efforcé de lui insuffler un esprit capable d'enflammer le zèle des sœurs. Il commence par attribuer à Dieu tout le mérite de l'œuvre :

L'Institut des maistresses des Escolles charitables a pour son origine le cœur de Dieu mesme, qui a tant aymé le monde qu'il a donné

28. *Constitutions de 1683*, ms., p. 4.

29. *Statuts et reglemens de 1677*, ms., ch. I, art. XII. Dans l'édition de 1685 cet article sera le V°.

30. *Usage*, ms., ch. I, p. 5.

31. *Statuts et reglemens de 1677*, ch. I, art. XV.

32. *Constitutions de 1683*, ch. I, p. 3.

son fils unique pour instruire les hommes³³. Quelques personnes de piété touchées d'un mal qu'on ne peut assez déplorer, ont cru que le moyen le plus efficace pour en arrêter le cours, étoit de former plusieurs filles en qualité de Maitresses charitables³⁴.

De ces deux phrases, le chanoine Roland et son approbateur, Mgr Le Tellier, semblent avoir tiré cet article des *Constitutions* :

Le fils de Dieu [...] a donné de nos jours à des personnes vertueuses la pensée de chercher les moyens de faire instruire les pauvres filles³⁵.

Sans se répéter, en un style très différent, les *Constitutions* de Reims et les *Statuts* de Rouen désignent la charité comme la marque distinctive des sœurs maitresses des écoles charitables :

En honorant et imitant N.S.J.C. qui s'est assujesti par amour à faire en toutes choses le bon plaisir de son père, Elles [les sœurs] feront toutes choses pour le pur amour de Dieu : et comme la vertu de la charité est le lien de la perfection preferable à toutes les autres vertus, elle sera aussi le lien des Maitresses d'escolle, et l'ame de leur obeissance, de leur pauvreté, de leur patience, de leur modestie, et de tout ce qui concerne leur perfection³⁶.

Comme toute la vie du Fils de Dieu sur la terre, a été un exercice continuel d'une très pure et très ardente charité; dont il étoit rempli, cette Communauté [de Reims] la regardera comme l'esprit qui doit toujours l'animer. Et parce que cette vertu unissoit notre Seigneur très intimement à Dieu son Père, et lui donnoit un parfait amour pour lui; elle lui donnoit en même temps un desir ardent du salut des hommes et le faisoit travailler infatigablement à les sauver, jusqu'à donner sa vie pour eux..

Cette Communauté se propose particulièrement d'imiter ces deux effets de la charité de Jesus-Christ; d'avoir un grand amour pour Dieu, et une ardente charité pour le prochain. Et on doit s'y appliquer sur toutes choses, à aimer Dieu d'un amour sincère et véritable, et à donner au prochain des marques d'une charité véritablement chrétienne, en contribuant à son salut autant qu'il est permis selon les règles de l'Eglise³⁷.

L'inspiration augustinienne — chapitre premier de sa Règle — est transparente dans le texte rémois, mais elle n'empêche pas l'orientation très nette de ce même texte vers l'apostolat scolaire : « Pour pratiquer la charité envers le prochain [les sœurs] s'employeront à enseigner aux personnes de leur sexe le catéchisme, les maximes du Christianisme, la lecture et l'écriture³⁸. »

33. *Statuts et reglemens de 1677*, ch. I, art. I.

34. *Mémoire instructif*, p. 1.

35. *Constitutions de 1683*, p. 1.

36. *Statuts...*, ch. I, art. IV.

37. *Usage*, ms., ch. I.

38. *Ibid.*

La liaison entre l'apostolat scolaire et la sanctification personnelle, est peut-être encore plus marquée dans les *Statuts* du Père Barré :

Les filles [les sœurs] en adorant cette divine conduite [de J. C.] et s'y conformant, s'exerceront longtemps à la lecture, et à l'écriture, apprendront parfaitement les principes de la foy et de la religion et s'étudieront à la pratique de la charité, de la douceur, de la modestie et de l'humilité et des autres vertus nécessaires aux personnes qui s'emploient au salut du prochain parce qu'elles s'en doivent acquitter d'une manière digne de Dieu³⁹.

Plus loin le même règlement ajoute :

L'Esprit de cet Institut consiste principalement à travailler efficacement et sans relâche à leur propre sanctification et à l'entière perfection de leur intérieur par l'acquisition de toutes les vertus, dans l'espérance d'être attirées de Dieu et élevées par son saint esprit et sa grâce à l'instruction du prochain en éclairant leur entendement, eschauffant leur volonté et changeant leurs mœurs⁴⁰.

Dans le livre des usages propres aux sœurs de Reims il est seulement dit :

Pour pratiquer la charité envers Dieu les Sœurs se sont proposé préférentiellement à toutes choses de s'acquitter avec fidélité et exactitude et par le motif de cette vertu divine des obligations du christianisme contractées par le Baptême en observant les Commandemens de Dieu, les Règles de l'Eglise, communes à tous les fidèles, et les maximes de l'Evangile conformes à leur Etat⁴¹.

Il est difficile, en présence de pareils textes, d'assurer que le chanoine Roland s'est simplement efforcé d'implanter à Reims un Institut qui existait et prospérait déjà en Normandie. On est bien obligé de reconnaître que sa personnalité a profondément marqué son œuvre.

L'ADMINISTRATION

L'organisation administrative des Sœurs de la Providence ne correspondit pas, à l'origine, aux désirs les plus profonds du Père Barré. Soucieux de fonder sa congrégation sur la seule confiance en la Providence, il ne souhaitait pas de dotations financières. En pratique l'insistance des membres du Bureau de l'Hôpital général obligea le Minime à leur céder la responsabilité financière de ses écoles rouennaises. C'est ainsi qu'il y eut à Rouen une supérieure du temporel, déléguée par le Bureau pour assurer la subsistance des sœurs, et

39. *Statuts...*, ch. I, art. IV.

40. *Ibid.*, ch. I, art. XIV.

41. *Usage*, ch. I.

une supérieure régulière chargée de la conduite spirituelle de la communauté⁴².

A côté de la supérieure régulière, les *Statuts et réglemens* prévoient l'existence d'un supérieur ecclésiastique⁴³. L'article premier du chapitre sept précise les devoirs de la supérieure à l'égard des autres personnes qui participent avec elle à l'administration et au gouvernement de sa congrégation : « La supérieure rendra en toutes choses l'obéissance au Supérieur ou directeur pareille à celle que les Sœurs luy rendent et ne fera rien de conséquence sans son avis qui en conferera ou en informera les Administrateurs ».

A Reims le chanoine Roland en a disposé autrement. La supérieure de la communauté s'occupe aussi bien du temporel que du spirituel. Elle doit cependant, pour des dépenses exceptionnelles, recourir à la permission du supérieur ecclésiastique qui représente l'évêque auprès de la Congrégation. Tandis que les sœurs de Rouen prennent toutes les mêmes engagements le jour de leur entrée en religion, celles de Reims, d'après les *Constitutions de 1683*, comptent dans leurs rangs quatre sœurs quêteuses : « Du nombre des sœurs il y en aura quatre qui s'obligeront par leur contract d'aller faire la quête par la ville⁴⁴. »

LA RÉPARTITION DES ACTIVITÉS

En regard de ces différences administratives on peut noter nombre d'analogies dans les horaires et les usages.

A Reims comme à Rouen le refus de la clôture n'entraîne pas le rejet du nom de *sœurs* : « La communauté des filles du Saint-Enfant Jésus [...] sera composée de sœurs⁴⁵ ». Le nom civil est conservé dans la vie religieuse ainsi qu'en font foi, d'une part la lettre écrite par le Père Barré à la « très chère sœur Le Teinturier⁴⁶ », et d'autre part un article des

42. Le *Catalogue des Supérieures agréées par Mrs. les Administrateurs* est conservé aux Archives des Sœurs de Rouen. Il mentionne : « Mad. de Grainville, en 1669

Mad. du Buc en 1671 »

Il s'agit là des supérieures du temporel.

43. Jusqu'en 1763, l'Institut des Écoles gratuites et charitables dites du Saint-Enfant-Jésus eut, comme directeurs, des religieux Minimes « autorisés de Mgr l'Archevêque ». Ultérieurement les Supérieurs furent nommés par Mgr l'Archevêque de Rouen (note communiquée par les Sœurs de la Providence).

44. *Constitutions de 1683*, ms., p. 4.

45. *Ibid.*, p. 4.

46. *Lettres* du P. Barré, édition de Toulouse, 1876, p. 249.

Constitutions : « Les sœurs retiendront le nom de leur famille en y ajoutant la qualité de sœur⁴⁷ ».

Lorsqu'on se penche sur les horaires qui répartissent, au cours de chaque journée, les activités des maîtresses d'école, on constate que, dans l'ensemble, les directives du chanoine Roland ne s'éloignent guère des prescriptions du Père Barré. Une âme qui a expérimenté la vie enseignante dans la congrégation des Sœurs de la Providence, comme ce fut le cas pour Anne Le Cœur et Françoise Duval, ne doit pas avoir, à première vue, de grosses difficultés pour s'adapter à la vie des Sœurs du Saint-Enfant-Jésus.

L'horaire journalier, ici comme là, est minutieusement fixé. Il ne laisse aucune place à l'imprévu ; l'oisiveté n'est-elle pas la mère de tous les vices ? Assurément notre conception moderne de la liberté n'y trouve pas son compte, mais, pour le chanoine Roland comme pour le Père Barré, c'est au moment de sa donation à Dieu que l'âme religieuse fait acte de liberté. Une fois qu'elle a choisi la voie de l'obéissance, il ne lui appartient plus d'opter, ou, plus exactement, sa volonté ne cesse plus de coïncider avec celle de ses supérieurs ou de sa règle. Il importe donc au premier chef que cette volonté soit connue de façon explicite à chaque moment de la journée. La notifier aux religieuses, tel est l'objet essentiel des articles, si dépréciés aujourd'hui par certains esprits, qui constituent le chapitre intitulé « horaire journalier ».

A Reims comme à Rouen : lever à cinq heures ; une demi-heure pour s'habiller ; deux heures d'exercices spirituels au cours de la matinée ; deux heures d'apostolat auprès des enfants de 8 heures à 10 heures ; examen particulier immédiatement avant le dîner qui dure environ une demi-heure, de 11 heures à 11 h. 30 ; récréation c'est-à-dire conversation gaie entre les sœurs ; une heure d'enseignement auprès des « grandes filles » suivie de deux heures et demie consacrées aux « petites filles » ; études religieuses et exercices de piété pendant deux heures et demie, après la classe, puis, pour finir, le souper étant suivi d'une récréation, coucher à vingt-et-une heures.

Au total, dans une journée de seize heures, quatre heures et demie sont consacrées à la vie contemplative, cinq heures et demie à l'enseignement, profane ou religieux, une heure un quart aux repas, le petit déjeuner se prenant dans les deux congrégations à 7 h. 30 et ne durant pas plus d'un quart d'heure, plus d'une heure à la récréation communautaire. Le

47. *Constitutions de 1683*, p. 9.

reste du temps, moins de quatre heures, est absorbé par des activités communes qu'il n'est pas possible d'éviter. Entre la première classe de l'après-midi, par exemple, et la seconde, il y a une demi-heure de battement qu'il serait difficile de qualifier de « temps libre ». Après la classe du soir, l'horaire laisse encore une demi-heure indécise, mais elle est immanquablement employée par les sœurs à ranger leurs affaires et à se rendre de l'école à la maison communautaire.

Les jours de congé l'horaire est évidemment adapté. Le dîner est avancé d'une heure environ; les *Constitutions* de Reims le situent à 10 heures précises, les *Statuts* de Rouen « après la grande Messe⁴⁸ ». Par contre-coup la récréation régulière se trouve prolongée. Dans l'après-midi des dimanches et jours de fêtes, les sœurs enseignent la religion aux adultes pendant une heure avant de se rendre à l'église paroissiale pour assister aux vêpres.

Les jours de jeûne, le repas principal étant retardé d'une demi-heure (11 h. 30 au lieu de 11 heures), la durée de la récréation se trouve réduite d'autant. C'est une forme de mortification communautaire qui se rencontre aussi bien à Reims qu'à Rouen.

Il faut pourtant reconnaître qu'à l'intérieur de cet ensemble concordant tous les détails ne se superposent pas. A Rouen le lever, fixé à cinq heures les jours ordinaires, est reporté à six heures lorsqu'il n'y a pas de classe à faire⁴⁹. A Reims, les sœurs se lèvent « *en tout temps* à cinq heures⁵⁰ ». A Rouen les exercices spirituels se déroulent sans discontinuer de 5 h. 30 à 7 h. 30. A Reims une interruption d'une demi-heure sépare la fin de l'oraison du petit déjeuner car la sainte messe est entendue après la dernière classe du matin. A Rouen la récréation de midi est moins longue qu'à Reims car les sœurs doivent ouvrir leurs classes aux « grandes filles » une demi-heure plus tôt : à midi, au lieu de midi et demie. A Rouen le souper se prend à 18 h. 45, alors qu'il est fixé à 18 heures chez les sœurs du chanoine Roland. Il en résulte, de nouveau, pour les religieuses de Reims, une prolongation dans la durée de la récréation régulière qui suit le repas. A Rouen, de 17 heures à 17 h. 30, les sœurs partagent leur temps entre l'étude du catéchisme et l'entraînement à la calligraphie. A Reims, au contraire, c'est après le souper, de 19 h. 30 à 20

48. *Statuts...*, Ch. III, art. X.

49. *Ibid.*, ch. II, art. III.

50. *Constitutions de 1683*, p. 44.

heures, que les sœurs doivent perfectionner leurs connaissances religieuses⁵¹.

Dans l'organisation préconisée par le Père Barré, pour les dimanches et fêtes, le catéchisme aux adultes précède immédiatement les vêpres. Le chanoine Roland, plus libéral sur ce point, laisse un temps libre d'une demi-heure entre le cours d'instruction religieuse et les vêpres de la paroisse. En réalité ce libéralisme n'est qu'apparent car les sœurs de Reims, responsables d'un orphelinat, ont été astreintes à donner une heure de cours aux jeunes enfants avant de recevoir les adultes. Leur imposer, sans discontinuer, deux heures d'enseignement avant les vêpres eût été excessif. L'heure des vêpres n'est d'ailleurs pas la même à Reims (15 h. 30) qu'à Rouen (14 heures).

De ce simple examen des horaires il résulte que le chanoine Roland n'a pas adopté *ipso facto* les pratiques ou les règlements administratifs que Françoise Duval et Anne Le Cœur avaient partiellement expérimentés à Rouen. Pleinement conscient des goûts du Père Barré, il n'a pas voulu, cependant, suivre aveuglément les coutumes normandes. Pourquoi ?

Ne disons pas « autre lieu, autres mœurs ». Le Paris des Dames de Saint-Maur, le Bordeaux des Dames de la Foy, pas plus que Castres, Nîmes ou Montauban, ne ressemblent davantage au Rouen des Sœurs de la Providence que le Reims des Sœurs du Saint-Enfant-Jésus. Et pourtant, aux alentours de 1685, Paris, Rouen, Nîmes, Castres... suivaient fidèlement les *Statuts et réglemens* de 1685, Statuts qui reproduisaient sans changement la plupart des points consignés dans le manuscrit de 1677.

Ne disons pas non plus : un pensionnat, à lui seul, exige d'importantes modifications horaires. Ce n'est vrai qu'en partie : les sœurs du Père Barré ouvrirent de nombreux pensionnats, du vivant même de leur fondateur, sans se croire obligées pour autant, à modifier leurs *Statuts*. Il nous faut donc reconnaître dans le chanoine Roland plus qu'un imitateur servile. Ses biographes ont sans doute raison de nous rappeler qu'il chercha à s'instruire, par de multiples voyages, auprès de toutes les personnes qui avaient l'expérience de l'enseignement et des communautés religieuses⁵². Se sentant appelé de Dieu à fonder une Congrégation nouvelle, il prit

51. Toutes ces précisions se tirent du ch. III des *Statuts et réglemens* de 1677, lequel ch. III est parallèle, en quelque sorte, au ch. II des *Constitutions* de Reims.

52. Cf. HANNESSE, *op. cit.*, p. 116-117, 199.

conseil du Père Barré, mais l'humilité de ce dernier lui interdit certainement de s'immiscer outre mesure, aux dépens de la Providence, dans les affaires du nouvel Institut. N'est-il pas symptomatique, en effet, que le chanoine Roland, à toute extrémité, ait confié les Sœurs de l'Enfant-Jésus à la protection de son dirigé le chanoine de La Salle, plutôt que de les rattacher, sous une forme ou sous une autre, à la Congrégation que son conseiller dirigerait encore pendant huit ans (1678-1686) ?

LES DIRECTIVES SPIRITUELLES

Dans leurs grandes lignes tous les Instituts religieux suivent des directives analogues, codifiées aujourd'hui par le droit canon : prière vocale, oraison, assistance à la messe, examen de conscience, lectures et études religieuses, voilà l'essentiel pour chaque journée. Périodiquement, à une fréquence variable, il importe de se confesser et de communier. Lorsqu'une sœur a commis une faute extérieure considérable, la supérieure peut lui interdire de s'approcher de la sainte table jusqu'à sa prochaine confession. Enfin, une fois par an, chacune doit s'appliquer aux exercices de la retraite.

En dehors de ces éléments très généraux, qu'il est impossible de considérer comme caractéristiques de la Congrégation fondée par le Père Barré, quelles analogies, quelles différences, ou quels antagonismes la comparaison des règles de vie propres aux sœurs de Reims et de Rouen nous révèle-t-elle ?

En ce qui concerne la retraite annuelle, les *Statuts et règlements* prescrivent « chaque année une retraite de dix jours » et ajoutent, à l'intention des sœurs nouvellement admises dans l'Institut : « Les sœurs qui entreront en la Maison feront la dite retraite dès l'entrée⁵³ ». Les *Constitutions* rémoises laissent une latitude plus grande, non pas chaque année, puisque la retraite annuelle est de dix jours⁵⁴, mais à la fin du noviciat car il est dit : « La sœur qui sera reçue pour estre associée, se disposera par une retraite de huit ou dix jours au sacrifice qu'elle doit faire à Dieu de sa personne⁵⁵. »

La confession ne doit aucunement déranger les classes, aussi, parlant des sœurs, le Père Barré a-t-il soin de faire remarquer : « Comme elles peuvent se confesser aux Festes,

53. *Statuts...*, ms., ch. III, art. XVIII.

54. *Constitutions de 1683*, p. 16.

55. *Ibid.*, p. 8.

aux Dimanches et aux jours de congé, cela doit suffire⁵⁶. » Point n'est besoin, pense-t-il, de les exciter à se confesser souvent. L'atmosphère ambiante, sujette aux miasmes du jansénisme, ne porte que trop aux sévérités outrées. En 1677, plus explicite encore, le Minime avait écrit : « La confession ordinaire se fera tout au plus deux fois la semaine⁵⁷ ». Fort proche de notre droit canon moderne le texte du chanoine Roland — du moins celui que nous a transmis Mgr Le Tellier — impose une fréquence minimum : « Les sœurs se confesseront au moins une fois la semaine, le samedi⁵⁸ ». Cette confession de règle se fera après la classe, avant cinq heures en hiver, jusqu'à sept heures en été.

Chez les deux législateurs on sent nettement l'intention de ne pas briser systématiquement avec une coutume qui s'était introduite un peu partout au xvii^e siècle : ne pas communier sans s'être confessé au préalable. Ayant l'intention de recommander aux maîtresses d'écoles la communion semi-hebdomadaire, ils ne croient pas devoir les empêcher de se confesser deux fois la semaine, et cela de façon habituelle.

Il est vrai, toutefois, que le chanoine Roland n'impose pas systématiquement deux communions régulières par semaine. Sans doute limité dans son zèle eucharistique par Mgr Le Tellier, il se borne à introduire quelques ajoutés dans le rythme hebdomadaire : « On fera dans la Maison la Communion générale tous les Dimanches, les jours de grandes festes et tous les vingteinquiesmes jours de chaque mois; outre cela chaque fille [= sœur] pourra communier le jour qu'elle a fait ses vœux, la feste du saint ou de la sainte dont elle porte le nom, le jour de son Baptême⁵⁹. » Ce qui suit, étant signé par l'archevêque et revêtant la forme personnelle, il serait abusif de l'attribuer avec trop de certitude au chanoine Roland : « nous deffendons qu'on communie plus souvent sans une permission expresse de la supérieure ». A noter cependant que cette défense ne ressemble en rien à une porte condamnée. Elle est au contraire une modeste suggestion en faveur de communions plus fréquentes. La supérieure, en effet, peut en accorder la permission « à celles qu'elle en jugera plus dignes, sans qu'il soit nécessaire de recourir au supérieur ecclésiastique⁶⁰. »

56. *Statuts et reglemens, édition de 1685*, ch. II, art. 3.

57. *Statuts et reglemens de 1677*, ms., ch. II, art. XXI.

58. *Constitutions de 1683*, p. 13.

59. *Ibidem*.

60. *Ibid.*, p. 13.

Le Père Barré s'était montré plus libéral. Les sœurs, avait-il dit, « communieront pour l'ordinaire tous les Dimanches et Fêtes observées dans chaque Diocèse et tous les jeudys de l'année⁶¹. » Ainsi, certaines semaines, les sœurs peuvent être amenées à communier trois fois. Cependant, une petite restriction intervient ici afin de ne pas privilégier outre mesure le jeudi par rapport aux autres jours de la semaine : « Néanmoins si la Feste de precepte se rencontre le Mercredi ou le Vendredy, ils [les maîtres et les maitresses] ne Communieront point le Jeudy. Ce reglement sera aussi gardé s'il y a deux Fêtes ou plus dans une Semaine. » Pendant la retraite annuelle les sœurs « communieront de deux jours l'un », ce qui porte à quatre le nombre des communions d'une semaine⁶². On comprend aisément, dans ces conditions, pourquoi le Père Barré insiste sur les dispositions qu'il convient d'apporter à la sainte communion. Soucieux d'éviter toute accusation de laxisme, il impose une action de grâce convenable : « L'action de grâce après la Communion sera environ d'une demie-heure⁶³. » Il admet aussi que ces règlements n'ont qu'une valeur directive : « La personne Supérieure toutefois en suite du Conseil pris avec le Confesseur ou avec le Directeur est autorisée tant pour les jours que pour les personnes d'en user autrement selon la Prudence⁶⁴. » Chez les sœurs de Reims la durée de l'action de grâces n'est pas indiquée.

Pour assurer la montée spirituelle des sœurs, le règlement de Rouen prévoit que chaque religieuse bénéficiera chaque mois, à tour de rôle, d'une journée complète de recollection. Ce jour-là elle sera dispensée de toute activité extérieure. Il est même prévu, pour les sœurs responsables de l'instruction religieuse des adultes, deux jours de retraite par mois au lieu d'un :

Il y aura toujours une des Sœurs en retraite, chacune aura un jour entier de chaque mois, pour attirer les bénédictions divines sur elles, sur leur employ [...] afin que l'oraison ne soit jamais interrompuë comme étant l'appuy de cet Institut, supposé aussi que le nombre des Sœurs le permette⁶⁵.

La Supérieure se souviendra de donner deux jours de retraite de suite ou séparés, par chacun mois, aux Sœurs qui sont appliquées aux Instructions des grandes Personnes⁶⁶.

61. *Statuts et reglemens*, éd. 1685, ch. II, art. V.

62. *Ibid.*, ch. III, art. XVIII.

63. *Ibid.*, ch. II, art. VI.

64. *Ibid.*, ch. III, art. V.

65. *Ibid.*, ch. II, art. XVII.

66. *Ibid.*, ch. II, art. XV.

Le bienfait d'une semblable récollection mensuelle n'est pas méprisé par le chanoine Roland, mais il ne juge pas possible, à Reims, de libérer les sœurs, une fois par mois, de toute activité scolaire. Par suite, le vingt-cinquième jour de chaque mois, il demande conjointement aux sœurs et aux élèves, de se retremper dans leur dévotion au saint Enfant Jésus. Ses prescriptions sont trop originales pour qu'un résumé suffise. Il importe de citer intégralement les *Constitutions* :

La Communauté étant consacrée au Saint Enfant Jesus, les Sœurs auront une profonde et singuliere veneration et une devotion toute particuliere pour le Saint Enfant Jesus, elles s'adresseront a luy avec confiance dans leurs besoins, et particulierement pour se bien acquitter de leurs employs dans les escolles, et envers les petits orphelins qui le leur representent incessamment dans l'estat de son enfance; le vingtcinquième de chaque mois sera une grande feste pour toute la maison, on se levera a minuit pour honorer la naissance du Saint Enfant Jesus, et on continuera les exercices de pieté qu'une sainte coutume a introduit dans cette Communauté; après les vespres qui se diront a deux heures il y aura un sermon sur le mystere de l'Enfant Jesus, et on priera quelque Ecclesiastique de venir chanter la grande Messe, où toutes les sœurs communieront⁶⁷.

Lorsque M. Le Goix, Supérieur de la Communauté du Saint-Enfant-Jésus de 1690 à 1710, décida de consigner par écrit les usages que les sœurs avaient le plus à cœur, comme étant un legs de leur fondateur, il consacra tout un chapitre à « la dévotion envers le Saint Enfant Jésus ». S'il n'est pas prouvé que ses successeurs n'ont rien modifié de son texte, il est certain que les détails qui se bornent à concrétiser les directives formulées dans les *Constitutions de 1683* peuvent être considérés comme une interprétation authentique de celles-ci.

C'est ainsi que la phrase « le vingtcinquième de chaque mois... on se levera a minuit » est explicitée par l'horaire détaillé de l'*Usage* :

Les 24^e de chaque mois [...] on avancera les exercices qu'on a coutume de faire a la Communauté après qu'on est de retour de l'Ecole, afin qu'on puisse être couché précisément à 8 heures. La Supérieure donnera charge à une Sœur d'éveiller toute la Communauté à onze heures un quart, laquelle sonnera aussi l'Oraison à onze heures et demie; et toutes les Sœurs se rendront à la Chapelle, où étant assemblées, la Supérieure fera le signe et Semainière commencera le *Veni Sancte*, qui sera continué par la Communauté, elle dira le verset et l'oraison et ensuite elle fera la lecture du point d'oraison en la maniere ordinaire des autres Jours. Le sujet de la méditation de ces Jours là sera toujours sur les Mystères de l'Enfance du Fils de Dieu et on continuera la méditation jusqu'à minuit.

A minuit les Sœurs qui seront marquées par la Supérieure, commen-

67. *Constitutions de 1683*, ms., p. 14-15.

ceront à chanter trois fois *Verbum caro factum est, et habitavit in nobis*. Toutes les Sœurs seront pendant ce tems prosternées la face contre terre pour adorer le Verbe fait chair. Ensuite celles qui seront destinées pour chanter commenceront les Litanies en l'honneur de Jésus Enfant, et toutes les Sœurs répondront posément et avec modestie; pendant ce tems, elles approcheront deux à deux de l'Autel, au bas duquel sera exposé l'Image du Saint Enfant Jésus, et après être demeurées quelque tems pour adorer le Saint-Sacrement, elles s'approcheront de l'Image du Saint Enfant, pour lui rendre quelque marque de respect, honorant intérieurement celui que cette Image leur représente, et qui pour l'amour d'elles et de tous les hommes a voulu s'abaisser jusqu'à l'état de l'enfance [...].

A la fin des Litanies, on chantera toutes ensemble, *Puer natus est nobis etc.* puis le verset et le repons, et la Supérieure dira l'Oraison. Ensuite la Semainière commencera la couronne du Saint Enfant Jésus; qui consiste à trois *Pater* et douze *Ave* et à chaque *Pater* et *Ave*, on fera une prosternation en disant *Verbum caro factum etc.* On la finira par un *gloria Patri*, qui sera continué par toutes les Sœurs de chœur en chœur à la fin de laquelle, elle fera la lecture du point d'oraison pour le matin, qui sera encore sur le sujet de l'Enfance de notre Seigneur; après laquelle les Sœurs sortiront deux à deux et se retireront chacune à leur Cellule pour se coucher incontinent, et ce Jour là on ne se levera qu'à six heures⁶⁸.

D'autres directives ont un caractère d'intériorité plus marqué. Elles se bornent pourtant à éclaircir quelques impératifs des *Constitutions*, et peuvent être considérées comme le fidèle écho de la pensée de Nicolas Roland :

Les 24^e de chaque mois, toutes les Sœurs se disposeront à honorer la Naissance du Saint Enfant Jésus, par un renouvellement intérieur que chacune tâchera d'exciter en elle, et pour ce sujet, elles prendront garde que l'on n'entende dans toute la maison que des discours d'édification qui portent à la piété et à imiter et honorer dignement. non seulement pendant ce Jour, mais pendant toute leur vie, les Mystères de l'Enfance de Jésus à laquelle elles se sont consacrées. Et pour obtenir cette grâce [...] on observera l'abstinence et le Jeûne dans la maison [...] La Supérieure doit veiller à ce que ce Jour ne se passe pas à recevoir des visites et ne permette point d'aller aux parloirs que pour une extrême nécessité⁶⁹.

En dehors de cette récollection du vingt-cinquième jour de chaque mois, le chanoine Roland demande aux Sœurs de réciter chaque jour les *Litanies du saint Enfant Jésus*. A Rouen, les Sœurs du Père Barré ne les récitent qu'un jour par semaine, le jeudi.

Pareille dévotion des Sœurs de Reims au saint Enfant Jésus, surtout dans les détails de ses manifestations, ne paraît pas pouvoir s'expliquer entièrement par l'influence du Père Barré. De Grèzes hasarde une hypothèse lorsqu'il écrit à propos de la fondation rémoise :

68. *Usage*, ms., ch. X, p. 22-26.

69. *Ibidem*.

« Nous ne voulons pas quitter cette fondation, à laquelle le P. Barré concourut si activement, sans mentionner un usage qui y fut introduit dès l'origine, par les Filles du pieux Minime. On ne peut douter qu'elles ne l'eussent appris de celui qui voulait placer toutes ses Écoles charitables sous le titre du Saint-Enfant Jésus. Le vingt-cinquième jour de chaque mois fut consacré à honorer ce divin Enfant avec une dévotion toute particulière⁷⁰. »

Il n'est pas certain, d'abord, que les sœurs rouennaises, Anne Le Cœur et Françoise Duval, aient pris, à Reims, l'initiative de dresser un règlement de vie pour la communauté naissante. Le chanoine Roland, supérieur-fondateur, en avait seul la responsabilité spirituelle. Qu'il ait admis les suggestions des maîtresses, sans aucun doute; mais faut-il pour autant, reconnaître à celles-ci l'exclusive responsabilité de l'œuvre? Il est curieux, ensuite, qu'une telle pratique ait disparu à Rouen, du vivant du Père Barré, son soi-disant initiateur, au moment où elle s'implantait à Reims⁷¹. En toute justice et sérénité, croyons-nous, il convient d'en attribuer le mérite au chanoine Roland. Sans doute sa dévotion au saint Enfant Jésus a-t-elle été encouragée par le Père Barré, mais elle ne date pas de leur première rencontre, et elle a subi d'autres influences, celle du monastère de Beaune, par exemple, où le fondateur des Sœurs du Saint-Enfant Jésus fit un pèlerinage au tombeau de Mère Marguerite du Saint-Sacrement⁷².

En dehors de la dévotion au Saint-Enfant Jésus les *Statuts et reglemens* du Père Barré en recommandent nombre d'autres :

Les sœurs, disent-ils, auront une grande devotion pour saint Joseph et le prendront pour modelle, et sa conduite pour regle de leur vie 1°

70. DE GRÈZES, *op. cit.* 173-174.

71. Une sérieuse recherche a été effectuée dans les Archives des Sœurs de Rouen et rien n'a été trouvé relativement au 25 de chaque mois, bien qu'il soit de tradition immémoriale, dans la Congrégation, de faire une neuvaine au Saint Enfant Jésus se terminant à cette date. Dans le fascicule *Maximes du R. P. Barré et Pratiques en usage dans l'Institut des Sœurs du Saint Enfant Jésus, dites de la Providence de Rouen* (édité à Bruges, Barbiaux-De Gheselle, rue Wallonne, 1914), il y a, p. 29, des *Pratiques en l'honneur du Saint Enfant Jésus* qui, évidemment, n'ont pas été recommandées sous cette forme par le P. Barré : « Sœurs du saint Enfant Jésus, ayons, comme notre Fondateur, une grande dévotion envers la sainte Enfance de Jésus. Consacrons le mois de Janvier et le 25^e jour de chaque mois à l'honorer. En ces jours, récitons les Litanies de la sainte Enfance. Faisons une visite particulière à la Crèche, ou bien vénérons une statue de l'Enfant Jésus. Offrons notre Communion du 25 de chaque mois en l'honneur du divin Enfant, pour obtenir les vertus de la sainte Enfance. »

72. HANNESSE, *op. cit.*, p. 252.

en son employ qui luy a fait prendre soin d'eslever le Verbe Incarné, c'est pourquoy les filles regarderont tous les enfans qu'elles auront a instruire dans l'idée que Notre-Seigneur en donne dans l'Evangile lorsqu'il dit que toutes les fois que vous aurez fait ces actions de charité au moindre de mes. frères, c'est a moy mesme que vous les aurez faictes et ce que vous aurez fait au plus petit de mes enfans je le tiendray fait a moy mesme. 2^e Saint Joseph s'instruisoit par les exemples que luy donnoit Nostre Seigneur, ainsy la simplicité et l'innocence des enfans doit enseigner aux maistresses d'escole la pratique de ces vertus, et comme saint Joseph estoit un homme de silence et d'oraison, ce doit estre aussi la continuelle estude des filles des escoles charitables⁷³.

Il faut recourir ensuite aux Statuts imprimés en 1685 pour rencontrer un supplément à ce texte :

Les Frères et les Sœurs [...] auront une grande devotion à saint Jean-Baptiste, aux saints Apostres et Docteurs de l'Eglise, et aux SS. Anges, et entreprendront l'éducation chrestienne des enfans sous la protection et le secours continuel de leur propre Ange Gardien et de celui de chacun des enfans [...] Ils auront aussi devotion à S. François d'Assise, à cause de son admirable pauvreté et total dégagement, à S. François de Paule pour son éminente et miraculeuse charité et humilité, à S. François Xavier à cause de son zele tout divin et apostolique et à S. François de Sales tout épanché pour le salut et la sanctification des ames par l'extrême douceur et suavité du saint amour⁷⁴.

Il est vrai que, dès 1677, le Père Barré prenait soin de noter les fêtes principales à célébrer avec une ferveur particulière :

Leurs principales festes seront celles de la nativité, de la Mission et communication [...] du] Saint-Esprit [...] et la Presentation de la s^{te} Vierge tres digne mere de Jesus a laquelle elles rendront une veneration singuliere. Elles s'offriront auxdites festes a la tres sainte Trinite⁷⁵.

Les *Constitutions* des sœurs du Saint-Enfant-Jésus de Reims n'entrent pas dans de semblables détails, mais les *Mémoires sur la vie de Monsieur Nicolas Roland* apportent quelques clartés sur ses directives usuelles :

73. *Statuts et reglemens de 1677*, ms., p. 4-5.

74. *Statuts...*, éd. 1685, p. 7. On peut ajouter que la dévotion des sœurs de Rouen aux différents saints se manifeste par la récitation, chaque dimanche, des Litanies des saints, ce qu'ignorent les sœurs de Reims. Le Père Barré prescrit encore à ses disciples d'offrir « à Dieu toutes leurs journées des Lundys, Mercredys et Vendredys, pour le secours de ces ames souffrantes [du Purgatoire], et tous les jours » d'ajouter au *De profundis*, « un *Pater* et *Ave*, descendant en esprit dans le Purgatoire, et se mettant en la place de ces pauvres et néanmoins saintes ames. » Il va sans dire que cette prescription, quelque peu totalitaire, puisqu'elle ravit aux sœurs la libre disposition de leurs mérites personnels trois jours sur sept, a disparu des constitutions qui régissent actuellement des Sœurs de la Providence. Pareille disposition ne se rencontre pas dans les *Usages* ou les *Constitutions* de Reims.

75. *Statuts...*, ms. de 1677, p. 6.

Après Dieu il avoit un tendre amour pour la Sainte Vierge, et on voyait en lui dans les jours de ses solennités une allégresse qui faisoit voir qu'il ne pouvoit se dissimuler, tant il étoit pénétré : c'est ce qui lui faisoit [ouvrir] son cœur aux personnes qui le visitoient par des paroles enflammées [...] Il avoit une vénération très particulière pour son Ange tutélaire, pour Saint Joseph qu'il prenoit pour son avocat à cause qu'il étoit le gardien de Jésus et de Marie; il aimoit aussi très-tendrement Saint Jean⁷⁶ comme modèle des bons Prêtres, Saint Nicolas son Saint Patron; les Saints Apôtres, parce que ce sont eux qui ont fondé l'Eglise; Saint Remi, Saint François et Sainte Thérèse [...] Sa piété pour les âmes du Purgatoire étoit aussi très sensible, on eut dit à l'entendre parler de leurs souffrances qu'il participoit à leurs peines : toutes ses paroles avoient une onction très-grande pour porter à les faire soulager⁷⁷.

Ainsi, dès que l'on quitte les dévotions essentielles et universelles, apparaissent, entre le chanoine Roland et le Père Barré, des divergences irréductibles. Les Docteurs de l'Eglise, saint François de Paule, saint François Xavier et saint François de Sales attirent davantage le Père Barré. Sainte Thérèse et saint Remi leur sont préférés, semble-t-il, par le chanoine Roland.

Entrons dans le détail des exercices spirituels propres à chaque Congrégation.

Sans doute, pour les Sœurs du Saint-Enfant-Jésus de Reims, serait-il possible de se faire quelque idée des prières vocales qui étaient en usage au temps du chanoine Roland, bien que les *Constitutions* de 1683 n'en fournissent pas les formules. Le manuscrit appelé *Usage* explicite en effet toutes les coutumes suivies par les sœurs. Malheureusement pour notre propos, ce manuscrit doit plusieurs de ses chapitres à Monsieur Le Goix, Supérieur ecclésiastique des sœurs au début du XVIII^e siècle. Prendre tous ses dires comme paroles du chanoine Roland serait risquer nombre d'erreurs. Laissons donc de côté la comparaison des prières vocales usitées à Reims et à Rouen. Il n'est pas indispensable d'en faire

76. Il s'agit indubitablement de saint Jean-Baptiste. Beuvelet, dont les *Méditations* étaient familières à son cousin le chanoine Roland, consacre sa *Méditation pour le troisième Dimanche des Advents* à saint Jean-Baptiste qu'il donne pour modèle aux ecclésiastiques (éd. 1664, t. 3, p. 6). La copie des *Mémoires sur la vie de Monsieur Nicolas Roland*, conservée par les Sœurs du Saint-Enfant-Jésus de Reims, renferme une erreur matérielle puisqu'elle écrit Siméon au lieu de Jean, erreur que le livre d'Hannesse reproduit p. 220. Le manuscrit primitif devait porter *S. Jean*, et le lecteur ou la lectrice aura vu *S. Jean* puis transcrit Simeon : erreur facile.

77. *Mémoires sur la vie...*, ms., p. 47. Faut-il ajouter que la dévotion à la Très Sainte Vierge est marquée, à Rouen, par la récitation quotidienne de son office, et le samedi, par l'adjonction des *Litanies* aux prières usuelles ? A Reims, la dévotion des sœurs à Notre-Dame prend d'autres formes.

état pour définir les caractères essentiels de la vie spirituelle des Sœurs de la Providence et des Sœurs du Saint-Enfant-Jésus.

A Rouen le Père Barré prévoit, le matin, une demi-heure de méditation, et, le soir, avant le souper, moins d'un quart d'heure. A Reims le chanoine Roland propose aux sœurs de s'appliquer, chaque matin, durant une petite heure à l'oraison, puis, le soir, avant le souper, il inscrit dans leur horaire une demi-heure de prière mentale.

Si la durée globale des exercices de piété est identique dans les deux Congrégations, c'est que le Père Barré a prévu, à la place de la méditation, la récitation quotidienne de l'office de la très sainte Vierge : Prime, Tierce, Sexte et None, le matin; Vêpres et Complies le soir; Matines et Laudes avant le repos de la nuit (du moins en 1677 car les *Statuts* de 1685 placent la récitation de None au milieu de la journée, au moment de l'examen particulier).

La lecture spirituelle, comme la méditation, dure plus longtemps à Reims qu'à Rouen : une demi-heure au lieu d'un quart d'heure. Étant destinée à préparer les esprits à s'entretenir devant Dieu à l'aide de pensées surnaturelles, il est assez normal que cette lecture prenne plus d'importance là où l'oraison occupe plus de temps.

Avant le repas de midi, à Reims comme à Rouen, les sœurs se recueillent et font un examen particulier; mais à Reims, après le repas, les sœurs retournent à la chapelle en réchant à deux chœurs le « *De profundis* pour les bienfaiteurs de la maison », ce qui ne se fait pas à Rouen.

Enfin, les études religieuses se trouvent avantagées à Reims par rapport à Rouen. Suivant les directives du chanoine Roland, les sœurs doivent y consacrer une demi-heure entière tandis que le Père Barré autorise, pendant le même temps, un double effort, celui « d'avancer dans la doctrine chrestienne » et celui « d'apprendre a mieux escrire⁷⁸ ».

A propos de formation catéchistique il est intéressant de noter que, chaque semaine, à Rouen, les sœurs se réunissent pour écouter une conférence doctrinale ou pour échanger leurs idées sur la manière de bien faire le catéchisme aux enfants ou, à l'occasion, aux adultes⁷⁹. A Reims, le règlement préconisé par le chanoine Roland laisse à la Supérieure locale le soin de décider si l'étude religieuse de tel ou tel jour

78. *Statuts...*, ms. de 1677, ch. VI, § 30.

79. *Ibid.*, ch. II, art. 12.

sera remplacée par un échange de vues sur les méthodes catéchistiques.

Chaque mois, le Père Barré prévoit qu'un prêtre sera invité à donner une conférence spirituelle à la communauté. Pareille assemblée mensuelle n'existe pas à Reims, mais « les Dimanches et les festes a quatre heures et demye du soir la superieure assemblera la Communauté pour faire par elle-même, ou par quelqu'une des anciennes un petit discours de pieté sur les obligations de leur estat⁸⁰. »

La lecture fréquente des règles et constitutions est signalée par la plupart des fondateurs d'ordres comme un excellent moyen de favoriser la régularité d'une maison. Le chanoine Roland comme le Père Barré ne l'oublie pas, mais, le premier dit simplement qu'on pourra profiter de la conférence hebdomadaire pour « y lire un chapitre des Constitutions », tandis que le Père Barré demande que le premier jeudi de chaque mois soit commencée la lecture de la règle, laquelle continuera les jours suivants jusqu'à ce que tous les chapitres aient été remémorés aux sœurs. De plus la conférence du dimanche qui suit le premier jeudi de chaque mois doit obligatoirement porter sur la régularité. Une plus grande latitude est donc laissée, sur ce point, à la supérieure des sœurs de Reims qu'à celle des Sœurs de la Providence⁸¹.

Parmi les exercices d'humiliation, la coulpe occupe une place ainsi définie par les *Constitutions* de 1683 :

La supérieure assemblera la communauté tous les samedys et les sœurs estant assemblées a l'heure et au lieu marqué elles s'accuseront a genoux de leurs fautes pour en recevoir la correction et la penitence que la superieure jugera a propos de leur donner; elle usera plutôt de douceur que de severité⁸².

L'équivalent de cette prescription manque aux *Statuts* du Père Barré. Était-ce pour éviter que les sœurs soient assimilées aux religieuses cloîtrées, à une époque hostile aux nouveautés ? Toujours est-il qu'à l'heure actuelle, à Rouen comme à Reims, la coulpe est à l'honneur. Il est juste, pourtant, de signaler cette prescription du Père Barré :

Si quelqu'une des Sœurs a remarqué quelque chose contre l'observation desdits Statuts et Reglemens, elle sera obligée d'en avertir la Supérieure en secret, et quelques jours aprez la Supérieure en fera la correction publique ou particuliere, selon sa prudence⁸³.

80. *Constitutions de 1683*, p. 33.

81. *Statuts...*, ms. de 1677, ch. II, art. 19.

82. *Constitutions*, ms., p. 33.

83. *Statuts...*, ms. 1677, ch. II, art. XX.

Rien de tel, pour saisir sur le vif les aspirations communes aux âmes consacrées à Dieu dans une Congrégation religieuse, que d'examiner la formule de consécration dans laquelle se concrétise leur idéal au jour de leur profession.

Sans doute le Père Barré n'a-t-il pas voulu que ses premières disciples fassent des vœux. Ses *Statuts* prévoient qu'elles « vivront en communauté sans faire de vœux, ni garder la clôture, sous la conduite du Supérieur ou de la Supérieure » auxquels elles obéiront « dans la vérité du pur et saint amour⁸⁴ ». Cette absence de vœux, de Grèzes l'explique en notant combien il était difficile, vers 1685, de fonder une Congrégation religieuse non cloîtrée. « Ainsi, ajoute-t-il, se trouve justifiée la conduite, inexplicable sans cela du sage fondateur⁸⁵ ». Puis il complète sa remarque, au sujet des vœux dont les sœurs étaient frustrées, par ces mots : « du moins une promesse d'obéissance et de stabilité leur en tenait lieu⁸⁶ ».

Existe-t-il encore des traces de cette promesse ? En connaît-on la formule ? Les modalités ? Il a été impossible de retrouver, dans les Archives des Sœurs de la Providence, le texte auquel de Grèzes fait allusion. Les vœux n'ayant été introduits dans la Congrégation qu'en 1921, on peut toutefois se faire une idée des engagements que les Sœurs prenaient au temps du Père Barré par l'examen des plus anciens cérémoniaux de prise d'habit et de profession.

A la prise d'habit l'accent n'était pas mis sur l'obéissance mais sur le détachement des richesses :

Je dois me proposer, répond la postulante au supérieur ecclésiastique qui l'interroge, de servir Dieu et le prochain dans une dépendance totale de la divine Providence me reposant de tout, attendre tout sans aucune inquiétude de ses soins paternels et amoureux.

A la fin du noviciat la Sœur s'engage ainsi :

Je promets de vivre dans l'obéissance, la pauvreté, et la chasteté, selon les Règles et les Constitutions de cet Institut.

Les Dames de Saint-Maur, dans un cérémonial imprimé en 1836, formulaient alors une promesse analogue. Ces textes témoignent-ils d'usages antérieurs à la Révolution ? C'est vraisemblable mais il serait téméraire d'être trop affirmatif.

Ce qui est certain c'est que, dans l'esprit du Père Barré, les vœux simples n'étaient pas condamnés en eux-mêmes. Ils étaient seulement considérés comme momentanément inop-

84. Article 5 cité par De Grèzes, *op. cit.*, p. 234.

85. De Grèzes, *op. cit.*, p. 235.

86. *Ibid.*, p. 236.

portuns. C'est pourquoi les Sœurs de la Providence, comme les Dames de Saint-Maur, prononcent aujourd'hui des vœux de religion. Évidemment, lorsqu'il leur a fallu choisir une formule de consécration, elles se sont souvenues des pratiques traditionnelles de leur Congrégation et se sont inspirées du plus pur esprit du Père Barré. C'est pourquoi il y a quelque intérêt à la relire :

Sous la protection de la très sainte Vierge Marie, de saint Joseph, de mon Ange Gardien et de mes Saints Patrons (...) je fais à Dieu (...) les vœux simples de pauvreté, de chasteté et d'obéissance, selon nos Constitutions (...) Que la très sainte Trinité et la Cour Céleste me soient en aide. Ainsi soit-il⁸⁷.

Plus heureux que le Père Barré, le chanoine Roland avait trouvé à Reims un précieux appui dans l'estime que lui portait son archevêque. Aussitôt après sa mort — 27 avril 1678 — Mgr Le Tellier prit la défense de son œuvre. Lorsque Jean-Baptiste de La Salle, son principal exécuteur testamentaire, entreprit les démarches indispensables pour obtenir l'approbation du nouvel Institut et les lettres patentes du roi, qui lui conféreraient l'existence légale, il trouva dans Mgr Le Tellier un puissant intercesseur fort bien vu à la Cour. La nouvelle Congrégation fut approuvée et les Constitutions promulguées par un mandement épiscopal en date du 12 novembre 1683. C'était un institut diocésain à vœux simples. Ces derniers donnaient lieu à la très belle formule de consécration que voici :

Je... sœur de la Communauté du Saint Enfant Jésus, en présence de Dieu le Père, le Fils et le Saint-Esprit, promets et fais vœu de pauvreté, chasteté et obéissance perpétuelle à Monseigneur l'Archevêque de Reims, et de plus je fais un vœu inviolable de stabilité dans la Communauté consacrée au Saint Enfant Jésus destinée à l'instruction, a quoy je me consacre dès a present dans le dessein d'y employer tout le temps de ma vie, ce que j'accompliray fidelement avec la grace du Saint Enfant Jesus que je luy demande tres humblement par les merites de son Incarnation et de sa passion⁸⁸.

La formule rouennaise insistait sur les dévotions que le Père Barré recommandait longuement dans ses *Statuts* : très sainte Vierge, saint Joseph, les anges gardiens. Elle ne rappelait pas la dévotion au saint Enfant Jésus car les vœux s'adressant à Dieu il ne semblait pas indispensable de faire ce rappel. Par contre, à Reims, la dévotion au saint Enfant Jésus prend une place considérable dans la formule des

87. *Constitutions de la Congrégation des Sœurs du Saint-Enfant-Jésus dites de la Providence de Rouen* (s. l. n. d.), p. 25. Ce sont les constitutions actuellement en usage.

88. *Constitutions de 1683*, p. 8-9.

vœux et les saints, même la Très Sainte Vierge, s'effacent entièrement devant les trois personnes divines. Assurément le chanoine Roland, dans la mesure où ses directives spirituelles sont responsables de cette consécration, est tout autre chose qu'un imitateur servile.

CONCLUSION

Que conclure au terme de cette minutieuse confrontation des *Statuts* du Père Barré et des *Constitutions* des sœurs du Saint-Enfant-Jésus de Reims ?

Si nous en croyons de Grèzes, « M. Roland trouvait » dans les écoles de Rouen, « un modèle; il n'avait qu'à l'imiter, en tenant compte des circonstances et des difficultés locales⁸⁹ ». Cette opinion mène l'auteur à présenter une hypothèse comme une quasi certitude au sujet des cérémonies introduites à Reims le 25 de chaque mois⁹⁰. Il est difficile de penser, au contraire, que le Père Barré y soit pour quelque chose, puisque ni Rouen, ni Paris, ni les autres villes où ses filles s'implantèrent n'adoptèrent cet usage. Le mérite en revient au chanoine Roland.

Parlant du séjour à Rouen de M. Roland, son historien écrit : « Le Théologal de Reims trouvait là, réalisée, la pensée qui l'occupait depuis longtemps; ses entretiens avec le P. Barré ne firent qu'exciter son ardeur et il revint animé d'un désir plus vif de procurer à son diocèse les mêmes avantages par l'établissement des écoles gratuites⁹¹. » Et plus loin, peut-être par un involontaire souci de rattacher son héros à un personnage de premier plan, mort en odeur de sainteté, Hanneuse continue : « M. Roland trouvait là un modèle, il n'avait plus qu'à l'imiter, en tenant compte des circonstances et des difficultés locales⁹². » On l'aura remarqué,

89. DE GRÈZES, *op. cit.*, p. 169.

90. Cf. note 70 et citation correspondante.

91. HANNEUSE, *op. cit.*, p. 115.

92. *Ibid.*, p. 138. Évidemment on a l'impression de lire de Grèzes, signalé dans la note 89, mais il n'y a pas d'erreur, la citation est du chanoine Hanneuse. Pour éviter de telles redites il faut le talent d'un Georges Rigault qui, mine de rien, conserve la même idée en lui donnant une allure toute personnelle : « La Congrégation fondée par le chanoine Roland [...] correspondit, moyennant quelques adaptations aux exigences locales, à l'œuvre rouennaise de la Providence, à l'œuvre parisienne des Dames de Saint-Maur. » Il avait pourtant vu plus juste lorsqu'il s'était fié à la valeur de sa propre analyse des textes : « Sous le nom cher à Nicolas Barré, mais en sauvegardant l'autonomie de la fondation rémoise, Nicolas Roland crée patiemment, au prix de son temps, de sa fortune, de ses macérations, de ses prières une nouvelle

Hannesse et de Grèzes s'expriment en termes assez voisins. En réalité, ce dernier n'ayant publié son livre que quatre ans après le chanoine Hannesse, il est impossible de l'accuser de chauvinisme en faveur du Père Barré : il se borne à redire ce que l'historien de Nicolas Roland avait cru bon d'attribuer au mérite du Père Barré. Il ne lui appartenait pas d'en rien rabattre.

Pareillement, Blain, dès 1735, écrivant une *Vie de Monsieur Jean-Baptiste de La Salle*, avait tiré la couverture à lui :

Il s'agissoit donc d'établir des Communautés (...) où des Maîtres et des Maîtresses d'Ecole pussent être instruits (...) Le zèle de M. Roland portoit ses vûes à ces grands objets : mais la grâce pour les exécuter étoit réservée à un autre. Monsieur De La Salle (...) devoit exécuter les saints projets de (...) son Père spirituel, au moins dans le principal du dessein car il ne se chargea jamais d'établir des Ecoles Gratuites pour les filles. Le R. P. Barré Minime (...) avoit déjà été inspiré de le faire, et il y avoit réussi par les établissements des Sœurs de la Providence, qui vont partout où on les appelle. Si cette Institution a donné lieu à un grand nombre d'autres, qui se multiplient tous les jours dans les différens Diocèses de France, Monsieur Roland fut peut-être le premier qui sçut en profiter⁹³.

Chanoine de Rouen, Blain publia son livre à Rouen. Supérieur ecclésiastique d'une Congrégation enseignante, il donna à celle-ci, connue sous le nom de « Sœurs d'Ernemont », une règle et des constitutions. Se voyant dans une situation canonique analogue à celle du chanoine Roland, il n'avait nulle envie de louer outre mesure les Supérieurs qui dotent une Communauté naissante de règlements religieux. Un souci majeur se révèle dans ses textes : déceler quel est le génie qui, le premier, a institué les écoles chrétiennes gratuites. Incontestablement, d'après lui, ce mérite revient au Père Barré, et, n'en doutons pas, il a parfaitement raison de ne pas l'attribuer au chanoine Roland. Mais, si l'on envisage un autre aspect de la question, peut-être le plus important, savoir quel mérite revient à chacun dans l'organisation de la vie spirituelle des religieuses enseignantes vouées à l'éducation gratuite des enfants pauvres ou des filles d'ouvriers, il faut bien avouer que l'Institut du chanoine Roland reçut des lettres patentes dès 1679 et une *Constitution* approuvée par

famille religieuse. » Georges RIGAULT, *Histoire Générale de l'Institut des Frères des Écoles chrétiennes*, t. I, *L'Œuvre pédagogique et religieuse de saint Jean-Baptiste de La Salle* (Paris, Plon, 1937), p. 118 et p. 114. L'ouvrage comporte d'excellents chapitres de synthèse sur Demia, Barré, Roland.

93. BLAIN, *Vie de Monsieur Jean-Baptiste de La Salle* (Rouen, Machuel, 1733, in-4°), t. I, p. 138.

l'évêque dès 1683, alors que les deux Congrégations érigées par le Père Barré n'eurent leurs *Statuts* quasi définitifs qu'en 1685.

Chacune des deux familles religieuses revêt des caractères propres qui ne permettent pas d'assimiler l'une à l'autre. L'œuvre du Père Barré était destinée à se propager à travers divers diocèses, à s'étendre au-delà des mers. Celle du chanoine Roland devait rester attachée au diocèse d'origine, et c'est une merveille, en de telles conditions, avec les difficultés de recrutement que cela suppose, de voir subsister encore après trois siècles les Sœurs du Saint-Enfant-Jésus de Reims. Il n'y a pas de doute, mû par la grâce, le chanoine Roland a réalisé une œuvre originale, animée d'un esprit et d'un style de vie qui ne sauraient s'identifier à la spiritualité d'aucun autre Institut. S'il fallait définir le trait essentiel qui différencie cet esprit de celui qui caractérise d'autres congrégations enseignantes on serait porté à tout rassembler dans un mot : humilité. Sans doute les *Constitutions*, à elles seules, ne permettent pas un tel raccourci, mais les *Mémoires sur la vie de Monsieur Nicolas Roland* soulignent les principales vues qu'il avait sur la Congrégation du Saint-Enfant-Jésus :

La grande maxime sur cette Communauté étoit que toutes sortes d'esprits n'y étoient pas propres; car, disoit-il, il faut une vie au-dessus du commun, pour exercer avec édification les fonctions de leur emploi (...); il faut une grande simplicité et candeur pour obéir au dedans, après qu'on a commandé au dehors. Il faut une grande humilité pour dominer dans les Classes sans se perdre par les vains applaudissements des Créatures⁹⁴.

Il est étonnant de voir combien les historiens du chanoine Roland ou du Père Barré ont fait peu de cas d'une attitude fondamentale bien caractéristique de l'esprit de liberté, d'initiative et de saine indépendance qui animait le chanoine de Reims. Quand il se rendait à Paris, ce n'est pas au Père Barré qu'il recourait, pour la conduite de son âme ou la résolution des cas de vie spirituelle qui se posent inmanquablement à tout fondateur d'ordre, c'est au Père César du Saint-Sacrement, religieux Carme de grande vertu, né à Vic, au diocèse de Metz, en 1616, mort à Paris en 1688.

De son côté le Père Barré, initiateur d'une œuvre destinée à transformer l'enseignement populaire de toute la France, a montré toute sa grandeur d'âme en se privant, à Rouen, de deux excellentes maîtresses pour favoriser les desseins du chanoine Roland. Il s'est révélé fin psychologue et directeur spirituel avisé en évitant de se substituer à Dieu dans la con-

94. *Mémoires sur la vie de Monsieur Nicolas Roland*, ms., p. 31.

duite du fondateur des écoles rémoises. Plus que jamais, dans la circonstance, il s'est conformé à ses maximes favorites :

Ceux qui travaillent à perfectionner les âmes, doivent agir avec un total désintéressement. — Un Directeur peut bien éclairer, mais non pas convertir, ny même avancer ou élever une âme. — Le sage et saint Directeur se donne de garde de ne pas conduire et diriger par nature, laquelle au contraire il détruit tant qu'il peut. Il seconde la grâce agissante. — Le parfait Directeur doit agir toujours par dépendance de l'Esprit supérieur et souverain, à qui seul il appartient de régler chaque âme. — Il doit plus écouter que parler, afin de profiter même des connaissances que Dieu luy donnera par les personnes dirigées, s'enfonçant incessamment dans son propre rien. — Qu'il prenne donc garde à ne pas détourner l'âme de la voye qui est propre et particulière à chacune, car ce seroit les reculer, ou les égarer⁹⁵.

N'avoir pas détourné le chanoine Roland de la voie qui lui était « propre et particulière », l'avoir encouragé et conseillé sur certains points particuliers, lorsque son génie personnel, ou son manque d'expérience ou l'absence de grâces illuminatrices le laissaient perplexe, voilà ce qui fait la grandeur du Père Barré dans la fondation de l'Institut rémois. Au lieu d'imposer aux sœurs du Saint-Enfant-Jésus de Reims les *Statuts* qu'il avait dressés avec amour, après des années d'une expérience consommée, il a préféré se faire oublier et laisser la grâce de Dieu agir. Concluons avec lui : « Les différentes espèces d'arbres produisent des fruits divers. Il ne faut pas chercher des cerises sur un prunier. Il en va de même dans les âmes » — et dans les Instituts religieux. — « Chacune doit porter le fruit de son espèce, qui est celui de la grâce et de son attrait. Le soin et la science du Directeur consiste à bien distinguer ce fruit, à le conserver, et à le conduire à une parfaite maturité. Le Directeur d'une âme innocente doit être son serviteur et la suivre⁹⁶. » Il est à croire que le Père Barré sut parfaitement discerner ce que Dieu attendait du chanoine Roland et qu'il sut pareillement écouter cette âme innocente et la suivre.

Y. POUTET.

95. *Maximes* I, II, III, XIX, XXII, XXXIII, dans l'édition toulousaine des *Lettres* du P. Barré : *Lettres spirituelles* du R. Père Nicolas Barré (Toulouse, Douladoure, 1876), p. 324 et suiv.

96. *Ibid.*, p. 334.

MÉLANGES

LES PLUS ANCIENS STATUTS SYNODAUX D'ANGERS ET LEUR EXPANSION DANS LES DIOCÈSES DE L'OUEST DE LA FRANCE

Le premier livre synodal connu, constituant une véritable législation diocésaine, est celui d'Eudes de Sully, évêque de Paris, à l'extrême fin du ^{xii}^e siècle¹.

Ces statuts donnèrent l'essor dans la France entière à toute une série de livres synodaux. Dès le début et dans tout le cours du ^{xiii}^e siècle, les évêques de la plupart des diocèses rédigent ou font rédiger des recueils de statuts en compilant les principales ordonnances extraites des conciles, des décrétales, des synodes provinciaux ou diocésains ou des lettres épiscopales. Il n'y eut pas toujours pour chaque diocèse des statuts originaux dus à une personnalité comme Pierre de Sampson ou Guillaume Durand. Mais le plus souvent les statuts d'un diocèse furent copiés dans un certain nombre d'autres diocèses, soit textuellement, soit avec quelques variantes ou transposition dans le plan, et on eut ainsi de véritables familles de statuts synodaux.

Au nord de la Loire, c'est en général le synodal d'Eudes de Sully qui servit de prototype.

Dans un article sur les statuts de Cambrai, M. Boeren écrit : « Si nous exceptons les statuts anglais, les statuts de Cambrai (1220-1230) constituent le plus ancien descendant de la nombreuse famille d'Odon² ». Or il en est au moins d'aussi anciens que ceux de Cambrai, ce sont ceux des diocèses de l'ouest de la France, qui constituent vraisemblablement la famille synodale (si on peut l'appeler ainsi) la plus nombreuse et la plus répandue. Ces statuts étaient utilisés dans les diocèses d'Angers, Bayeux, Le Mans, Lisieux, Nantes, Orléans, Rouen, Tours, et eurent une telle expansion qu'on les retrouve même jusqu'à Wurtzbourg.

LES MANUSCRITS.

Pour les seuls diocèses de l'ouest de la France énumérés plus haut nous connaissons personnellement 14 manuscrits dont 13 à Paris, et il doit y en avoir bien d'autres égarés en province, puisque Martène pour son édition des statuts de Nantes, comme Bes-

1. Voir L. GUIZARD, *Recherches sur le texte des statuts synodaux d'Eudes de Sully, évêque de Paris*, dans le *Bulletin d'Information de l'Institut de Recherche et d'Histoire des Textes*, fasc. 5 (1956) p. 53-59.

2. P. C. BOEREN, *Les plus anciens statuts du diocèse de Cambrai (XIII^e s.)*, dans la *Revue de droit canonique* de Strasbourg, t. III, 1953.

sin pour ceux de Rouen utilisèrent des manuscrits que nous ne connaissons pas³, et notre manuscrit des statuts du Mans nous signale aussi l'existence d'un autre⁴.

Ces manuscrits varient quant aux titres puisqu'intitulés de diocèses différents, mais commencent tous par le même article qu'on trouve dans la seconde partie des statuts d'Eudes de Sully⁵ : *Die dominica precedente synodum sacerdotes qui capellanos non habent in suis parochiis...*

Les rubriques ou titres de paragraphes sont souvent différents selon les manuscrits, concernant tantôt l'objet des statuts tantôt leur origine. Exemple : le paragraphe titré *De altaris et ornatus ejus munditia* du ms. Bibl. nat. lat. 18340, fol. 16 (statuts d'Angers) porte dans le ms. Bibl. nat. lat. 11029, fol. 27, le titre : *Ex decreto Clementis papae*.

Les chapitres sont parfois coupés différemment : ainsi le premier article des statuts d'Angers forme trois paragraphes à Rouen; de même, les paragraphes 7, 8 et 9 des statuts de Rouen sont concentrés en un seul paragraphe à Angers. Il peut y avoir aussi des interversions de paragraphes⁶, des articles additionnels : il faut considérer que ces statuts datent du xiii^e siècle et que nous n'en connaissons que des copies du xiv^e ou xv^e siècle. Il pouvait arriver que les scribes ajoutassent des statuts promulgués postérieurement, sans les séparer nettement du texte initial, ni spécifier leur auteur.

En fait, si nous considérons les articles individuellement, bien que disposés parfois différemment, ils ont un texte identique, où les variantes paraissent plus souvent dues aux copistes qu'aux évêques⁷.

Même pour les statuts du Mans dont nous n'avons que le texte remanié par l'évêque Geoffroy de Loudun en 1247, malgré quelques articles additionnels, les différences concernent plus la disposition que le texte même⁸.

3. Martène dit avoir utilisé pour l'édition qu'il donnait des statuts de Nantes outre le ms. lat. 1597 (ex-Bigotiano), un ms. de P. Ménard, prévôt de la ville de Tours. Bessin pour Rouen utilise outre le ms. Bigot, un ms. de Chartres et un autre du monastère du Bec.

4. Dans le ms. de la Bibl. nat. de Paris lat. 13328, on trouve sur le feuillet de garde cette note manuscrite : *Habetur in principio alterius libri synodalis manuscripti huic similis omnibus pro titulo*.

5. Nous donnons à la fin de l'article la liste des manuscrits avec les variantes de l'incipit et les explicit.

6. Ainsi au Mans, les statuts concernant les sacrements sont avant les accidents de l'autel, alors qu'à Angers ils sont après.

7. Par exemple, l'article sur les accidents pendant la messe se termine à Tours et à Angers par : ... *ne sui vetustate aliquid ad indevotionem movere valeat aut errorem*; à Nantes et à Rouen par : ... *ne sui vetustate aliquem ad indevotionem movere valeant aut horrorem*. L'explicit des statuts est à Angers : ... *a quo liberemur per Christum Dominum Nostrum. Amen*; à Tours : ... *a quo liberemur nos per Dei Filium*; à Nantes : ... *a quo liberemur per filium Dei qui vivit et regnat per infinita secula seculorum. Amen*.

8. Cf. la liste des mss. *infra* p. 59.

ORIGINE ET FILIATION PROBABLE DES STATUTS

Il est évident que les statuts d'Eudes de Sully ont servi de base à ces statuts de l'ouest, mais ils ont été fortement complétés et développés par des prescriptions extraites du 4^e concile de Latran qui s'était tenu en 1215 et c'est certainement peu après ce concile que furent rédigés ces statuts.

Qui fut l'auteur de cette rédaction ? Les érudits qui ont eu l'occasion d'étudier ou d'éditer ces statuts pour certains diocèses ont eu tendance à les attribuer à un évêque du diocèse qui les intéressait. C'est ainsi que Dom Bessin les attribua à Pierre de Collemedio, archevêque de Rouen, et Fougeron à Ameil Dubreuil, évêque de Tours.

Il semble, en fait, que l'on puisse attribuer ces statuts soit à Guillaume de Beaumont, évêque d'Angers de 1207 à 1240, soit à Maurice, évêque du Mans de 1216 à 1231, car ils apparaissent à peu près simultanément dans les deux diocèses.

Le manuscrit 18340 du fonds latin de la Bibliothèque nationale porte en titre *Statuta andegavensia* et en exergue, d'une main postérieure : *circa 1220*. C'est le seul qui porte une date et bien que cette date ne suffise pas à constituer une preuve à elle seule puisqu'elle a été ajoutée ultérieurement, rien ne permet de l'infirmer.

C'est en effet à Guillaume que Monseigneur Arnauld (évêque d'Angers de 1649 à 1692) attribue ces statuts dans l'édition qu'il en donne en 1680⁹, montrant qu'ils sont postérieurs au concile de Latran de 1215 et antérieurs au concile de Lyon de 1245, mais hésitant cependant entre Guillaume de Beaumont et Michel Avis, comme auteurs.

Or, dans le manuscrit 11030 du fonds latin de la Bibliothèque nationale, nous avons à la suite de nos statuts, de nouveaux statuts en 35 articles de Michel Avis qui succéda à Guillaume de Beaumont en 1240, d'autre part nous verrons plus loin qu'ils passèrent à Rouen avant 1235.

Nicolas Travers¹⁰ ne met pas en doute que leur auteur soit Guillaume de Beaumont et leur date 1220. Et si l'on considère, en effet, que le texte de ces statuts est basé à la fois sur les deux séries de statuts d'Eudes de Sully et sur les prescriptions du 4^e concile de Latran, que Guillaume de Beaumont fut un des pères de ce concile auquel il prit une part active, que d'autre part il s'est beaucoup occupé de l'administration de son diocèse¹¹, on ne peut que trouver logique le souci de cet évêque de codifier pour son diocèse les règles anciennes et récentes du dogme et de

9. Mgr ARNAULD, p. 1-2 (Les titres des ouvrages cités se trouvent énumérés à la fin de cet article).

10. Nicolas TRAVERS, t. III (Nantes, Bibl. mun. 36), p. 43.

11. Ses institutions administratives furent nombreuses, il avait notamment créé un bureau pour administrer les revenus de sa cathédrale.

la morale, et la discipline des ecclésiastiques. Le texte fut entièrement rénové en 1493 par Jean de Rély.

En admettant qu'ils soient partis d'Angers, les statuts passèrent au Mans très rapidement, et c'est, d'après Nicolas Travers, l'évêque Maurice qui les y introduisit en 1229¹².

Nous avons toutes raisons d'accepter soit cette date de 1229, soit celle de 1230 où se tint un important synode, bien que le ms. lat. 13328 de la Bibliothèque nationale porte en marge la date de 1240 : en effet, l'inscription de cette date dans le manuscrit est d'une main bien postérieure au texte. D'autre part, l'évêque Maurice avait de fréquents rapports avec Guillaume de Beaumont : ils furent chargés ensemble, par le pape Honorius III, de juger en son nom d'un procès entre les archevêques de Bourges et de Bordeaux. On les voit ensemble aux funérailles de Guillaume des Roches¹³.

La grande préoccupation de Maurice ayant été de renouveler la discipline de son diocèse¹⁴, il y a toutes chances pour que ce soit lui qui y ait publié les statuts synodaux en vigueur dans le diocèse voisin, d'autant plus (et c'est là le principal argument) que nous les retrouvons avant 1235 à Rouen où le même Maurice est devenu archevêque.

Nous ne connaissons de ces statuts, pour le Mans, que le ms. 13328 du fonds latin de la Bibliothèque nationale qui est le texte rénové en 1247¹⁵ : d'où la disposition un peu différente du texte d'Angers en ce sens que la rénovation porta surtout sur le plan. Il faut signaler cependant deux articles supplémentaires, après l'introduction : *De Trinitate*, *De Incarnatione*, et la division en trois grandes parties; certains paragraphes sont à des places différentes, si bien que ce qui forme l'explicit à Angers se trouve dans le milieu au Mans, et des articles du début à Angers se trouvent à la fin au Mans. Mais les articles, différemment placés, se retrouvent en fait textuellement.

Un des collaborateurs de Maurice au Mans, Juhel de Mathefelon, chanoine écolâtre puis doyen, fut nommé archevêque de Tours en 1226¹⁶. Il avait collaboré avec l'évêque Maurice à rétablir la discipline dans le diocèse du Mans, il va poursuivre la même œuvre à Tours : « Il s'applique avec un zèle infatigable à rétablir la discipline dans le diocèse¹⁷ ». On peut donc penser que c'est lui qui fit passer les statuts d'Angers, du Mans à Tours. De toute fa-

12. Nous savons que Maurice tint aussi un synode en 1230, le 3 octobre; c'est dans ce synode qu'il divisa le diocèse en six archidiaconés nouveaux (livre blanc du chapitre du Mans n° 232) : cf. Mgr GRENTE, *Le Synode du Mans de 1225* (lettre pastorale), p. 146.

13. Cf. DOM PIOLIN, t. IV, p. 271.

14. *Ibid.* p. 280 - *Gallia Christiana*, t. XIV, p. 338.

15. Par l'évêque Geoffroy de Loudun.

16. Cf. MAAN, pp. 134-137.

17. DOM PIOLIN, t. IV, p. 274.

çon, ils y furent introduits bien avant ceux d'Ameil Dubreuil à qui les attribue Fougeron.

Fougeron s'est servi pour son édition du ms. de la Bibl. nat. lat. 1237 qui, de l'incipit à l'explicit, correspond tant aux manuscrits qu'à l'édition des statuts d'Angers. Ce manuscrit 1237 comporte en outre une traduction française des statuts (c'est la première que nous ayons) et, à la suite, les statuts d'Ameil Dubreuil de 1396 : « Cy sont les statuts synodaux faitz et publiez... l'an 1396 etc. » Cet incipit des statuts de 1396, suivant immédiatement nos statuts, a été pris par l'abbé Fougeron pour leur explicit; de là sa confusion.

Nous ne savons trop à quelle date ces statuts commencèrent à être en usage à Nantes. Que ce soit dans le ms. lat. 1555 ou dans le ms. 1597, il n'y a ni nom ni date. Comme ceux de Tours, de l'incipit à l'explicit, ils copient à peu près textuellement ceux d'Angers. En dehors des titres de paragraphes ou des rubriques, il y a très peu de variantes. C'est comme statuts de Nantes que Travers les copia dans son ouvrage manuscrit de la Bibliothèque municipale de Nantes¹⁸ mais en faisant remarquer leur identité avec ceux d'Angers.

Furent-ils introduits à Orléans par l'évêque Manassès (1207-1221) qui était le contemporain de Guillaume de Beaumont et de Maurice évêque du Mans et ami de celui-ci ?¹⁹

Manassès avait visité le diocèse du Mans en tant que délégué apostolique et c'est Maurice qui l'assista à ses derniers moments²⁰. Le synodal était certainement depuis fort longtemps en vigueur dans ce diocèse lorsque en 1314 Milon de Chailli le compila et y ajouta ses propres statuts²¹. Bien que la plupart des passages s'y retrouvent à peu près textuellement, le texte y apparaît assez amendé en raison de la division en paragraphes plus courts et de la disposition différente des chapitres. En outre il y a parfois des adjonctions propres au diocèse : *Statuimus quod per totam dyocesim Aurelianensem...*

On peut dater de façon plus précise l'introduction de nos statuts à Rouen : avant 1235. L'évêque du Mans, Maurice, fut, nous l'avons dit, nommé archevêque de Rouen en 1230, et en 1231 il y tenait son premier synode. Il est donc fort probable que c'est lui qui y apporta les mêmes statuts qu'il avait mis en vigueur au Mans.

18. Nantes, Bibl. mun., ms. 36, fol. 43.

19. Les statuts auraient en ce cas été introduits à Orléans dès leur parution, Manassès étant mort en 1221 (d'après GAMS, *Series episcoporum*, Ratisbonne, 1873). Il convient de remarquer que s'il n'y avait pas alors de synodal proprement dit à Orléans, des statuts épars y avaient été déjà publiés dès 872 par l'évêque Gautier.

20. Dom PIOLIN, t. IV, p. 270.

21. Ms. Bibl. de l'Arsenal 394 F, provenant de Saint-Victor; éd. MARTÈNE, *Vet Script.*, t. VII, p. 1273-1285. Cf. Alphonse DEL BENE, *Codex statutorum synodaliū dioecesis Aurelianensis...*, Aureliae apud Claudium et Jacobum Borde, 1644, in-4°.

C'est ce que pensait Nicolas Travers, avec plus de raison que Dom Bessin qui attribuait ces statuts à Pierre de Collemedio. Or, dans le manuscrit d'Avranches, les statuts sont absolument conformes de bout en bout au texte d'Angers et dans le ms. lat. 3190 de la Bibliothèque nationale intitulé de Rouen, aussi bien que dans les éditions anciennes, les statuts de Pierre de Collemedio suivent les autres, en étant bien différenciés par la rubrique : *Nova precepta Domini Petri de Collemedio*.

D'ailleurs, avant les préceptes de Pierre de Collemedio, nous trouvons des *Precepta inedita collata ad librum synodalem Dyocesis Cenomanensis*. Quant aux 19 préceptes supplémentaires : *Quae desunt andegavensi et cenomanensi*, ce sont en fait les statuts du synode de Pont-Audemer de 1279 qui suivent les statuts de Rouen dans l'incunable.

Ils ne portent pas plus de date dans les manuscrits où ils sont intitulés de Bayeux (mss, lat. 1588 et 1611). D'après les auteurs du XVIII^e siècle, c'est Pierre de Benais (1276-1309), qui les y aurait promulgués aux environs de 1300. De toute façon le texte est tellement identique à celui de Rouen que Dom Bessin ne jugea pas utile de le redonner et renvoie à ceux de Rouen.

Ils passèrent à Lisieux on ne sait quand, mais ils y furent rénovés pour la première fois en 1321 par Gui d'Harcourt (ms. lat. 15172, fol. 137-152) : ... *Precepta synodalia recitata et renovata a Domino G. ... Lexoviensi episcopo*. C'est en fait, de l'incipit à l'explicit, une copie à peu près intégrale du ms. lat. 1588 (statuts de Bayeux).

S'ils ne furent pas littéralement copiés à Coutances, leur influence est cependant très nette dans les anciens statuts de ce diocèse. Et cette influence avait très rapidement débordé au sud de la Loire, car on la retrouve dans les statuts de Clermont-Ferrand promulgués par Gui de la Tour en 1268, dans ceux de Saintes du XIII^e siècle, aussi bien, d'ailleurs, qu'au-delà du Rhin, et les statuts de l'évêque de Wurtzbourg, Mangold, en étaient si bien inspirés qu'on y retrouve des passages presque textuels.

Odette PONTAL.

LISTE DES MANUSCRITS ET ÉDITIONS PAR DIOCÈSES¹

Pour tous les textes l'incipit (déjà cité) étant toujours à un mot près : *Die dominica precedentem synodum sacerdotes qui capellanos non habent in suis parochiis...*, nous n'en donnerons que les variantes.

Nous donnerons également les variantes de l'explicit, l'explicit original : *Ite maledicti in ignem eternum a quo liberemur per Dei filium. Amen*, ayant subi des variations soit par suite de folios absents, soit par suite de remaniements (adjonctions ou interversions d'articles).

1. Partant d'Angers, nous avons suivi, pour le classement, l'ordre de similitude avec ce dernier diocèse, d'abord pour la région de la Loire, ensuite pour la région normande.

ANGERS

Manuscrits : Paris, Bibl. nat. lat. 11029 (xiv^e-xv^e s.), fol. 25-38. Titre : *Incipit caternum synodale secundum usum Andegavensis*. Après l'explicit originel, un article ajouté probablement postérieurement : Expl. : ... *vel in sacris ordinibus constitutis et hanc sententiam volumus in toto diocesi observari. Explicit liber synodalis*.

Paris, Bibl. nat. lat. 11030 (xv^e s.), fol. 4-25. Titre : *Hic incipit quaternum synodale*. Inc. : variantes : ... *insingulis parochiis*. Après l'explicit originel un article supplémentaire différent de celui du ms. précédent : *De plegiis*. Expl. : ... *ad veram contricionem et eterni gaudii considerationem per eam incitatur*.

Paris, Bibl. nat. lat. 18340 (xiv^e s.), fol. 14-26 v^o. Titre : *Hic incipiunt precepta synodalia secundum usum ecclesie Andegavensis*. Inc. : variantes : ... *precedente sanctam synodum*. Le manuscrit est incomplet : il manque un folio au milieu et un à la fin. Il se termine par la rubrique du paragraphe *de Sacris ordinibus*.

Édition² : Mgr Henry ARNAULD, *Statuts du diocèse d'Angers* (Angers, Olivier Avril, 1680, in-4^o).

TOURS

Manuscrit : Paris, Bibl. nat. lat. 1237 (xv^e s.), fol. 51 v^o-80 v^o. Pas de titre. Expl. : variantes : ... *a quo liberemur omnes per...* Chaque article est suivi de sa traduction française³.

Édition : FOUGERON, *op. cit.*, p. 50-115 d'après le ms. ci-dessus.

NANTES

Manuscrits : Paris, Bibl. nat. lat. 1555 (xv^e s.), fol. 1-14 v^o. Titre : *Incipiunt statuta synodalia in diocesim namnetensem*. Inc. : variantes : ... *qui capellanum non habent...*

Paris, Bibl. de l'Arsenal 796 (xiv^e-xv^e s.), fol. 1-27 v^o. Titre : *Incipiunt statuta synodalia*; suivi de la rubrique *quomodo ecclesiasticae personae ante synodum et in synodo debeant providere*. Expl. : variantes : ... *filium Dei qui vivit et regnat Deus per infinita secula seculorum. Amen*.

Paris, Bibl. nat. lat. 1597 (xv^e s.), fol. 3-18 v^o. Titre : pas de titre général mais la rubrique donnée ci-dessus (Arsenal 796). Incipit et explicit identiques à ceux du manuscrit précédent.

Copie manuscrite : Nicolas TRAVERS, *op. cit.*, Nantes, Bibl. mun. 36, fol. 43.

Édition : MARTÈNE, *Thesaurus*, t. IV, p. 929-953, d'après le ms. lat. 1597 (*bigotanus*) et un ms. de P. Ménard, prévôt de la ville de Tours.

LE MANS

Manuscrit : Paris, Bibl. nat. lat. 13328 (xv^e s.). Titre : *Incipit Liber synodalis secundum usum ecclesie Cenomanensis*. Expl. : *Ceteri festivitates sanctorum non sunt cogende sed movende secundum morem antiquum observari*.

Copie manuscrite : Le Mans, Bibl. du Grand Séminaire, ms. Pichon, copie du xix^e s., p. 307-311.

2. Seule édition de ces statuts pour le diocèse d'Angers, « ex codice manuscripto Domini de Roye Antecessoris Andegavensis ».

3. C'est le seul manuscrit qui comporte des statuts en français.

Éditions : MARTÈNE, *Veterum Scriptorum*, t. VII, p. 1369-1403, d'après le ms. lat. 13328 de la Bibl. nat. (provenant de Saint-Germain-des-Prés). MANSI, *Amplissima Collectio*, t. XXIII, p. 733-764; Suppl., t. II, p. 1125-1158.

ORLÉANS

Manuscrit : Paris, Bibl. de l'Arsenal, ms. 394 F (xiv^e s.) (provenant de Saint-Victor), fol. 184-191. Titre : *Haec sunt precepta synodalia Aurelianensis*. Inc. : ... *qui capellanum non habent...* Expl. : ... *si pro infirmitatis causa aliquis eucharistiam evomerit septem diebus penitat...*

Éditions : MARTÈNE, *Veterum Scriptorum*, t. VII, p. 1273-1285 (ex ms. Bibl. S. Victoris). Expl. : ... *si per ebrietatem... eucharistiam evomerit, peniteant episcopi nonaginta.*

ROUEN

Manuscrits : Avranches, Bibl. mun., ms. 156 (xiv^e s.), fol. 218. Pas de titre. Malgré des lacunes provenant de la déchirure du manuscrit, l'explicit ne paraît pas avoir de variante.

Paris, Bibl. nat. lat. 3190 (xv^e s.), fol. 131. Pas de titre, mais rubrique du premier chapitre (voir à Nantes, ms. Bibl. Arsenal, 796). Expl. : ... *tam ipse quam familia ejus ab ingressu ecclesie arceatur.*

Éditions : Incunable : *Statuta Rothomagensis diocesis* (Paris, J. du Pré, 1484), in-4°. Paris, Bibl. S. Geneviève, C 4° 333 Rés., Inv. 333.

Édition du xv^e s. : *Institutorum synodaliū dyocesis Rothomagensis sacerdotibus quavis in synodo observandorum opusculum ab insignibus auctoritate viris compluribus ad eorum informationem exaratum* (s. d., in-12°, 50 fol. chiffrés). Paris, Bibl. nat., Rés. B 19460; Paris, Bibl. S. Geneviève, E 8° Suppl. 328, Rés.; BESSIN, t. II, p. 52-65; COLETI, t. XIII, p. 1341-1366; MANSI, t. XXIII, p. 371-404; POMMERAYE, p. 223-241.

BAYEUX

Manuscrits : Paris, Bibl. nat., lat. 1588 (xv^e s.), fol. 1-33. Titre : *Incipiunt precepta synodalia*. Inc. : ... *domenica vel sabbato...* Expl. : ... *et quantum in ipsis erit, faciant monitione premissa a suis subditis per censuram ecclesiasticam inviolabiliter observari* (ce ms. correspond exactement aux éditions).

Paris, Bibl. nat. 1611 (xv^e s.), fol. 1-12. Titre : *Incipiunt precepta synodalia secundum usum Baiocensis*. Inc. : ... *die dominica vel sabbato...* Expl. : (cf. Rouen, ms. Bibl. nat., lat. 3190).

Éditions : COLETI, t. XIV, p. 1317-1340; HARDOUIN, t. VII, p. 1223-1244; LABBE et COSSART, t. XI, pars 2, p. 1447-1467; MANSI, t. XXV, p. 57-82; BESSIN, t. II, p. 237 indique qu'il ne publie pas le texte des statuts de Bayeux, celui-ci étant identique à celui des statuts de Rouen publiés t. II, p. 53.

LISIEUX

Manuscrits : Paris, Bibl. nat., lat. 15172 (xiv^e s.), fol. 137-152. Titre : *Incipiunt precepta synodalia recitata et renovata a Domino G. Dei gratia Lexoviensi episcopo in sua synodo estivali anno Domini M^oCCC^oXXI^o*. Inc. : ... *synodum precedente...* Expl. : (voir Bayeux, ms. Bibl. nat., lat. 1588).

Édition partielle : BESSIN, t. II, p. 479-480 (d'après un ms. de Bernay).

BIBLIOGRAPHIE

- Dom Luc d'ACHERY, *Spicilegium sive collectio veterum ... scriptorum* (Paris, Montaland, 1735), 3 vol. in-fol.
- Mgr Henri ARNAULD, *Statuts du diocèse d'Angers* (Angers, O. Avril, 1680), in-4°.
- Dom Guillaume BESSIN, *Concilia Rothomagensis provinciae...* (Rothomagi, 1717), in-fol., 2 tomes en 1 vol.
- Nic. COLETI, *Sacrosancta concilia ad regiam editionem exacta* (Venise, 1728-1733).
- Alphonse, ~~cardinal~~ DEL BENE, *Codex statutorum synodaliu diocesis Aurelianensis.. die 27 maii 1664 in synodo generali* (Aureliae, apud Claudium et Jacobum Borde, 1664), in-4°.
- Engène DUCHATEAU, *Histoire du diocèse d'Orléans de son origine à nos jours* (Orléans, 1888), in-8°, xx-343 p.
- Étienne FOUGERON, *Statuts synodaux de Tours*, dans les *Mémoires de la Société archéologique de Touraine*, t. XXIII, 1873, 2^e fasc., pp. 50-122.
- J. HARDOUIN, *Collectio maxima conciliorum generalium et provincialis* (Paris, 1715).
- J HERMANT, *Histoire du diocèse de Bayeux* (Caen, Doublet, 1705), in-4°.
- LABBE et COSSART, *Sacrosancta concilia ad regiam editionem exactam* (Paris, 1671-1672).
- Chanoine Jean MAAN, *Sancta et metropolitana ecclesia Turonensis* (Tours, 1667), 2 parties en 1 vol. in-fol.
- Dom Edmond MARTÈNE, *Veterum scriptorum et monumentorum historicorum dogmaticorum et moralium amplissima collectio* (Paris, 1724-1733).
- MARTÈNE et DURAND, *Thesaurus novus anecdotorum* (Paris, 1717).
- Dom MORICE, *Mémoire pour servir de preuves à l'histoire ecclésiastique et civile de Bretagne* (Paris 1742-1746), 3 vol. in-fol.
- Dom P PIOLIN, *Histoire de l'Église du Mans* (Paris, 1851-1863), 6 vol. in-8°.
- Dom Jean-François POMMERAYE, *Sanctae Rothomagensis ecclesiae concilia ac decreta...* (Rotomagi, impensis B. Le Brun, 1677), in-4°, 540 p.
- Nicolas TRAVERS, *Concilia provinciae Turonensis*, 5 volumes manuscrits, XVIII^e s., manuscrit autographe. Nantes, Bibl. mun., 34-38 (Photo des volumes III, IV, V (mss. 36, 37, 38) dans les collections de l'I. R. H. T.).

TITRES, RUBRIQUES ET INCIPIT DES STATUTS SYNODAUX D'ANGERS
d'après le ms. Paris, Bibl. nat., lat. 11029, fol. 25-371

Incipit caternum synodale secundum usum andegavensem

Die dominica praecedente synodum, sacerdotes qui capellanos non habent in suis parochiis diligenter inquirant publice in ecclesiis suis...

De baptismo

Baptismus cum omni reverentia et honore celebretur, et cum magna cautela maxime in distinctione verborum et prolatione...

1. Nous avons cru intéressant de donner ainsi un aperçu sommaire des statuts qui ont fait l'objet de cet article.

De confirmatione

Sacerdotes scientes adventum episcopi moneant populum diligenter etiam per hospitia singulorum, si opus fuerit, circa duas vel tres leucas, ut omnes conveniant coram episcopo...

De officio sacerdotibus et ministerio altaris

Sacerdos ministrans diligenter attendat quod hostia sit integra, et integrum habeat circulum...

De celebratione

Praecipimus presbyteris, ut qui inceperint in canone missae : « Qui pridie », tenentes hostiam non elevant, sed ante pectus teneant...

Sanctus Bernardus

Si quid de Sanguine Christi ceciderit super corporale, suggenda est pars intincta...

Item Bernardus

Si musca vel aranea, vel aliquid tale in calicem ceciderit...

De celebratione

Nullus audeat in die bis missam celebrare, aut cum dupplici introitu, sine in magna necessitate...

Quot prefationes dicende sunt

Invenimus decem sequentes praefationes in sacro catalogo tantummodo recipiendas...

Ex concilio lateranensi ultimo

Districte praecipitur, ut sacerdotes divinum officium nocturnum pariterque diurnum distincte et aperte, quantum Deus dederit, celebrent et devote et honeste...

De tabula altaris

Praecipitur, quod in altari in quo tabula mota fuerit, vel enormiter fracta sacerdos non celebret donec altare consolidetur...

Ex decreto Clementis pape

Sacerdos sive diaconus corporalia saepe abluat indutus superlicio in vase mundo ad hoc specialiter deputato...

Ex concilio lateranensi de crismate

Statuitur ut per omnes ecclesias chrisma et eucharistia sub fideli custodia clavibus adhibitis servetur...

Item de eodem

In consilio firmiter inhibetur ne superlectilia sacerdotis propria, seu aliena in ecclesiis admittantur...

[.....]

Librum qui dicitur manuale habeant singuli presbyteri parochiales, ubi contineatur ordo servitii, Baptismi, Cathecismi...

De hostiis ecclesiae

Praecipitur sacerdotibus, ut divino officio celebrato, et populo regresso ad propria, ecclesias suas firmare studeant diligenter...

Ne choree fiant in sacro loco

Prohibeant sacerdotes sub pena excommunicationis choreas duci in cimiterio vel in ecclesiis...

Beda

Nullus de novo edificare in cimiterio, permittatur...

Ex concilio lateranensi. De clericis et jocularibus

Clerici officia vel commercia secularia non exerceant maxime inanes...

Ex concilio metropolitano. De habitu clericorum

Si quis autem post festum omnium sanctorum hujus constitutionis transgressus fuerit per superiorem suam puniatur...

Ex concilio metropolitano

Nullus clericus sententiam sanguinis dicat, scribat aut proferat...

Ex concilio lateranensi et turonensi

Clerici beneficiati, seu in sacris ordinibus constituti non sint advocati pro pretio, seu in fraude pretii in curia laicali...

Ne uniantur reliquis laicis ad jurandum nisi certis temporibus

Decretis sancta synodus ab a Septuagesima usque ad octavam Paschae; ab Adventu Domini usque ad octavam Epiphanie...

Ex concilio turonensi

Nullus abbas, vel alia ecclesiastica persona de personalibus injuriis, vel elemosinis ecclesiae factis audeat litigare...

Ex concilio lateranensi

De vita et honestate clericorum

Commensales et case vivere studeant universi, praesertim in sacris ordinibus constituti...

Ex concilio lateranensi. De concubiniis laicorum

Prohibetur sacerdotibus districte ne secum prolem habeant quam in sacro ordine generent...

Ex concilio lateranensi

Nullus possim recipiatur ad praedicandum nisi fuerit autentica persona, vel ad hoc episcopo destinata...

Ex concilio turonensi

Nullus vicarius patronis faciat juramentum antequam sit episcopo praesentatus...

Ex concilio turonensi

Prohibetur districte ne aliqua ecclesia Domino terre corrugiam vel aliquid tale conferre praesumat...

Statutum synodale

Prescribitur sacerdotibus, ut cum res vel homo ecclesie definentur, monent detentorem...

Ex concilio turonensi metropolitano

Statuitur quod donati cujuslibet domus religiose aliquot signum in eminenti loco portent ad arbitrium episcopi...

Modo absolvendi in articulo mortis

Sciendum est quod excommunicatus a domino papa a quolibet sacerdote absolvi potest in articulo mortis...

De observantia jejuniorum

Sacerdotes praecipiant ab omnibus adultam etatem habentibus instituta jejunia observari...

De temporibus feriandis

Pronunciandum est laicis ut sciant tempora feriendi per annum...

Quomodo fiant sponsalia

Prohibemus sub pena excommunicationis et magne emende ne persone alicue consentiant matrimonialiter per verba de praesenti, donec sint ante fores Ecclesie...

De matrimonio

Sciendum est quod in quinto gradu consanguinitatis et affinitatis et supra possunt modo licite matrimonia copulari...

Que impediunt matrimonium

Videlicet utrum inter eos sit consanguinitas, vel affinitas, dispar cultus...

De extrema unctione

Ad sacramentum extreme unctionis moneant sacerdotes, non tantum dives sed divites et pauperes...

Quomodo sacerdotes se habere debent circa infirmos

Statutum est in concilio et districte injunctum medicis corporum, ut cum eos ad infirmos vocari contigerit...

In concilio lateranensi

In concilio prohibetur, ne quis pro benedictionibus nubentium, exequiis mortuorum, et aliis sacramentis pecuniam extorquere praesumat...

De confessione

Praecipitur quod sacerdotes episcopo vel penitentiario suo semel in anno confiteantur peccata sua...

De confessione

Doceant maxime ante XL omnes utriusque sexus fideles, quod, postquam ad annos discretionis pervenerint, omnia sua confiteantur peccata...

Ex concilio lateranensi

Quia per experientiam certam didicimus pro fornicatione vel etiam peccatis majoribus fere nullam vel minimam penitentiam penitentibus injungi...

De vitio galositatis

De crapula et ebrietate omnes clerici diligenter abstineant...

Theodorus

Sacerdos autem quilibet si inebriatur per ignorantiam, septem dies peniteat in pane et aqua...

De peccato luxurie

Circa peccatum luxurie queratur utrum penitens accesserit ad prostantes mulieres seu viduas ve [I] ad alias...

De adulteriis

Quaeratur utrum ad conjugatas accesserit, cum, quot, quotiens, quo loco et quo tempore...

De defloratione virginum

Item de virginibus defloratis : quot autem defloruit, tot debet maritare, si potest...

De peccato luxurie facto malo modo

Queratur si ad consanguineas accesserit, vel ad uxores consanguineorum suorum...

Ex penitentia romana

Si quis cum muliere in puerperio concubuerit decem dies peniteat in pane et aqua...

De pollutione nocturna

Item quaeratur utrum dormiendo aliquando contigerit ei pollutio...

De peccato molitiei

Cum autem peccatum molitiei adulterium vincit, et hominem monstrum efficiat...

De penitentiis injungendis

Injungendo penitentiam pro peccato debet Sacerdos peccatum et circumstantias peccati considerare...

De eodem

Queratur utrum mulierem non suam lascive aspexit, concupivit, sollicitavit, tractavit, osculatus sit...

De hiis qui pro aliis mulieres sollicitant

Item queratur utrum aliquem pro aliquo sollicitavit...

De sortilegia

Queratur utrum sortilegia fecerant...

Quomodo et quibus facienda est restitutio

Queratur utrum habuerit rem alienam injuste videlicet per furtum, fraudem, usuram et rapinam...

De consentientibus alieno dampno

Item queratur utrum alieno dampno consenserit...

Theodorus. De latrociniiis

Si quis propter necessitatem furatus fuerit cibaria, vel pecus per famem, vel vestes per nuditatem...

De filiis fen[er]atorum et raptorum

Dicendum est de filiis et omnium raptorum, quod de hujusmodi artissime vivere debent, prout possunt...

De ira

Item queratur utrum ex ira alicui conviciatus fuerit...

Invidia

Item queratur utrum per invidiam doleat vel doluerit de utilitate proximi...

De superbia

Item queratur utrum per superbiam super alios, mente, vel opere se levaverit, cum dicat Evangelium...

Accidia

Item queratur utrum accidiosus fuerit in his que pertinent ad salutem...

De compensationibus penitentiarum

Dicendum est quod omnibus qui ex justa causa videntur non posse sine magno gravamine frequenter in ardua dieta jejunare...

Quomodo sacerdotes temperant justitiam

In hoc etiam debet esse sacerdos sollicitus ut penitenti pondus importabile non imponat...

Qui mittendi sunt ad episcopum

Sacerdotes in confessione majora majoribus reservantes, mittant ad episcopum penitentes : injectionem manuum in parentes, seu in clericos...

De fide Trinitatis

In fide Trinitatis, et Incarnationis, et septem sacramentorum, et in septem operibus misericordie, que septem capitalibus vitiis opponuntur...

De fide Incarnationis

Circa fidem Incarnationis docere debent Dei Filium pro redemptione generis humani carnem sumpsisse in beata Virgine...

De septem sacramentis

Circa sacramenta videlicet baptismum, confirmationem, poenitentiam...

De confirmatione

De confirmatione quod si digne recipiatur, in ea accipitur Spiritus Sanctus...

De articulis fidei

Dicatur sepe laicis ut non querant rationem de articulis fidei...

De peccatis principalibus

Studeant sacerdotes omnibus septem principalia fugere et timere plusquam mortem corporalem...

CE QU'ÉTAIT L'OFFICIAL DE SAVOIE AU XVIII^e SIÈCLE

En avril 1754 vraisemblablement, mourut le chanoine Petit, official de l'évêque de Grenoble pour la partie du diocèse située en Savoie.

Dès le 2 mai, l'évêque, Mgr de Caulet, rend compte au roi de Sardaigne, Charles-Emmanuel III, de ce « très fâcheux événement », mais il va s'occuper, annonce-t-il aussi, à le réparer d'une manière qui mérite l'approbation royale : il se propose donc de choisir comme nouvel official le chanoine Alex, qui sera remplacé dans ses fonctions de promoteur par un « très bon sujet », M. Trossel; enfin, il supplie le roi d'agréer qu'en ces circonstances on se conforme à ce qui a été pratiqué en 1727 lors de la nomination du défunt au poste d'official et de la désignation de M. Girod pour la charge de promoteur.

Quelques jours après, le 11 mai 1754, un mémoire sur cette affaire est communiqué par l'ambassadeur de France à Turin au comte de Saint-Laurent, chargé du bureau des affaires internes du royaume de Sardaigne. Les mérites des deux ecclésiastiques proposés sont d'abord précisés : M. Alex a rendu à la paroisse Saint-Léger de Chambéry des services qui lui ont valu un canonicat à la Sainte-Chapelle; quant à M. Trossel, qui avait succédé à M. Girod à l'aumônerie de l'Hôtel-Dieu, il a acquis de l'expérience, assure-t-on, et a donné « diverses preuves d'une conduite pleine de sagesse ».

Ainsi qu'il l'a écrit au roi, l'évêque désire établir les nouveaux official et promoteur dans les mêmes conditions que leurs prédécesseurs immédiats, MM. Petit et Girod. En 1727, l'official de Savoie, le chanoine Rambert, ayant été promu à l'évêché d'Aoste, le chanoine Petit lui avait succédé en vertu de lettres épiscopales du 17 octobre, et le même jour M. Girod avait été nommé promoteur.

Les pouvoirs conférés à l'official par Mgr de Caulet, qui occupait le siège de Grenoble depuis l'année précédente (1726), ne furent pas jugés par le roi de Sardaigne Victor-Amédée II assez étendus; l'évêque répliqua que les lettres qu'il avait délivrées contenaient tous les pouvoirs nécessaires à un official et mit en lumière les inconvénients des clauses qui paraissaient être désirées; on polémiqua toute l'année 1728 et une partie de 1729; on finit, cependant, par se mettre d'accord : les lettres de nomination de 1727 furent maintenues selon leur forme et teneur et, dans une patente du 13 novembre 1729, Mgr de Caulet expliqua le sens dans lequel devaient s'entendre les pouvoirs accordés à son official de Savoie. Et c'est une patente conforme à celle de 1729 que l'évêque veut expédier en faveur du chanoine Alex, de façon qu'aucun changement ne soit apporté dans le gouvernement spirituel du « décanat » de Savoie.

Notre propos étant de préciser ce qu'était exactement l'official de Savoie avant la création, en 1779, du premier diocèse de Chambéry, voici, textuellement, le dispositif de la patente de Mgr de Caulet du 13 novembre 1729, déterminant les pouvoirs, prérogatives et obligations de cet ecclésiastique, qui, en somme, représentait officiellement à Chambéry l'évêque de Grenoble.

JOANNÈS CHETAIL.

Joannes de Caulet, *miseratione divina et sanctae sedis apostolicae gratia episcopus, et princeps gratianopolitanus, decanus decanatus Sabaudiae...*

I. — Les Monitoires et dispenses de serment comme actes dépendans de la juridiction contentieuse et du ressort de l'Officialité seront donnés par le S^r Official, les légalisations seront faites par le S^r Official, et le tout sera fait sous notre scel.

II. — Quant aux bulles ou brefs émanés de la Cour de Rome, ceux dont l'adresse est *officiali* doivent être fulminés par le S^r Official; quant à ceux qui sont *in forma dignum*, qui supposent un examen du sujet ou qui contiennent une adresse spéciale *ordinario dioecesis*, c'est à Nous (l'évêque) à les mettre à exécution.

III. — A la veille de l'entrée dans le tems de l'Avent et du Carême, le S^r Official nous demandera un pouvoir d'accorder les dispenses d'un ou de deux bans et de permettre de marier dans le tems défendu ceux dont les bans auront été publiés de la sorte, et nous accorderons ces facultés par une commission particulière *ad singula tempora*.

IV. — Le S^r Official pourra dispenser pour manger des viandes défendues pendant le Carême et autres tems de l'année, ce qui est confirmé par les mandemens que nous envoyons avant le Carême.

V. — Le S^r Official pourra donner la permission de prêcher dans un cas particulier et qui requerrait célérité, tel que serait le cas d'un prédicateur étranger, invité pour une solennité et qui n'arriverait dans le décanat que peu de jours avant. Quant aux permissions générales, elles ne sauraient avoir lieu, puisque nous avons soin de les donner ou de les renouveler suivant les occurrences, dans les tems des voyages que nous faisons dans le décanat de Savoie.

VI. — Le S^r Official pourra de même approuver pour la confession dans des cas urgents, tel que serait la nécessité d'envoyer un prêtre pour excuser un Curé malade ou pour desservir une paroisse après la mort d'un curé jusqu'à ce que nous en soions avertis, et autres cas semblables; il pourra aussi en approuver *quantum ad actum singularem*, et également donner les cas réservés *quantum ad actum singularem*; mais quant aux pouvoirs généraux de confesser ou d'absoudre des cas réservés, on s'adressera à Nous, notamment dans les voyages que nous ferons dans le décanat de Savoie.

VII. — Le S^r Official donnera le *celebret* aux prêtres étrangers qui passeront par Chambéry et par le décanat, mais non d'une façon illimitée et permanente, à ceux qui voudraient s'y établir parce que, à l'égard de ces derniers, il convient que nous soions informés de leur nouvelle résidence. Ne pourra le S^r Official, en conséquence des articles 5 et 6 et du présent, accorder aucune des trois permissions ci-dessus pour prêcher, confesser ou dire la messe à aucun prêtre à qui il jugerait probablement que nous ne l'accorderions pas.

VIII. — Lorsqu'il sera question de faire des examens dans les Com-

munautés religieuses, soit pour vêtements ou pour professions, des élections de supérieurs, la chose nous sera mandée, et ne pouvant aller nous mêmes à Chambéri, nous commettrons le plus ordinairement le S^r Official, sans cependant y être universellement astraits, de manière que l'on ne trouvera rien à redire aux démarches des Ecclésiastiques du décanat que nous pourrons quelquefois commettre à cet effet pour des considérations particulières et dont nous informerons le Roi de Sardaigne.

IX. — Le S^r Official aiant, avec un surcroît d'autorité, dans le décanat, tous les pouvoirs que les archiprêtres ont dans leur canton, il pourra recevoir les abjurations et donner les absolutions pour cas d'hérésie.

X. — Le droit de permettre l'érection des chapelles nous étant réservé, le S^r Official pourra en faire les bénédictions, comme aussi toutes les autres bénédictions où il n'intervient point d'onction sacrée.

XI. — Nous entendons que toutes les concessions ci-dessus énoncées ne pourront nous empêcher de faire par nous-mêmes toutes les susdites fonctions, soit quand nous nous trouverons sur les lieux, soit quand on s'adressera immédiatement à Nous, ce que l'on pourra faire par lettres pour éviter toute distraction des sujets. Nous pourrons pareillement communiquer à d'autres Ecclésiastiques du Décanat ces mêmes pouvoirs, dans les cas particuliers, si nous le jugeons utile pour le Service des peuples et nous en informerons sa Majesté le Roi de Sardaigne.

Toutes les fois que le S^r Official fera une des fonctions ci-dessus énoncées en vertu des pouvoirs qu'il recevra dans les occurrences, il ne manquera point de prendre la qualité de spécialement délégué, et, après la fonction remplie, il nous rendra compte.

Datum Gratianopolis in Palatio nostro episcopali, sub signo sigilloque nostris et subscriptione secretarii nostri, anno Domini millesimo septingentesimo vigesimanono, die vero mensis novembris decima tertia — signé : J. epis. P. Gratianopolis. *De mandato* : Delorme.

Sources. — Archives de Turin : Archives de Cour, Bénéfices delà les Monts, Collégiale de la Sainte-Chapelle.

CHARLES X

ET LA NÉGOCIATION AVEC LE SAINT-SIÈGE AU SUJET DES ORDONNANCES DE JUIN 1828

Après les travaux si approfondis de l'abbé Féret¹ et du chanoine Adrien Garnier², et ce qu'y a encore ajouté la récente biographie de Mgr de Quelen par M. Limouzin-Lamothe³, il sem-

1. Abbé P. FÉRET, *La France et le Saint-Siège, sous le Premier Empire, la Restauration et la Monarchie de juillet* (Paris, 1911).

2. Chanoine Adrien GARNIER, *Les Ordonnances du 16 juin 1828, d'après des documents inédits* (Paris, 1929).

3. R. LIMOUZIN-LAMOTHE, *Monseigneur de Quelen, archevêque de Paris*, 2 vol. (Paris, 1955-1957) Voir t. I, chapitre XI.

blait que tout fût dit sur les négociations auxquelles donnèrent lieu les ordonnances du 16 juin 1828, entre le gouvernement de Charles X et le Saint-Siège. Des documents inédits, glanés dans un fonds d'archives privées⁴, nous obligent pourtant à reviser quelque peu l'idée, qu'on pouvait se faire du déroulement des événements, et surtout du rôle personnel du roi.

Sitôt la signature de ces ordonnances qui devaient soulever l'indignation du clergé de France, le comte Auguste de La Ferronnays, ministre des Affaires étrangères, avait donné au chargé d'affaires à Rome, Bellocq, l'ordre d'aller expliquer au pape les raisons qui avaient contraint le roi de donner cette satisfaction à l'opinion libérale. Le 12 juillet, Bellocq rendait compte de l'audience que lui avait accordée Léon XII, et au cours de laquelle le Souverain Pontife, tout en lui exprimant son chagrin, lui avait cependant donné l'assurance qu'il garderait le silence, à moins que des demandes formelles de l'épiscopat français ne l'obligeassent à se prononcer. Ce rapport fut mis sous les yeux de Charles X, en même temps qu'une note du ministre qui rendait compte du mouvement de résistance qui se développait au sein de l'épiscopat; le nonce Lambruschini paraissait même lui donner son appui, en affectant de ne plus avoir de rapports avec Mgr Feutrier, évêque de Beauvais, ministre des Affaires Ecclésiastiques. Le roi renvoya cette note, avec cette apostille :

Je désire vivement, et j'espère, que la sagesse du Pape et son attachement pour la France lui donneront les moyens de calmer nos évêques et de les empêcher de faire des démarches qui deviendraient nécessairement aussi malheureuses que profondément affligeantes. Je n'éprouve point de remords de ce que j'ai fait, mais tout ceci me peine vivement et m'attriste, ce qui est bien naturel. A présent, c'est à l'évêque de Beauvais et à Mr. Vatimesnil à se conduire vis-à-vis des Evêques français de manière à adoucir les sentiments qu'ils éprouvent.

En attendant, La Ferronnays avait imaginé un autre moyen d'éclairer et d'apaiser le Saint-Siège. Le duc de Blacas, ambassadeur du roi à Naples, était en congé en France et allait prochainement regagner son poste. Cet important personnage jouissait de la plus haute considération à Rome, où il avait représenté Louis XVIII et négocié le concordat de 1817. La Ferronnays, qui était son beau-frère, lui écrivit, le 8 juillet, une lettre confidentielle, dans laquelle il lui demandait de passer à Rome, et d'user de son crédit auprès de la cour pontificale pour la convaincre d'éviter tout geste qui aggraverait le conflit entre l'épiscopat français et le gouvernement. Mais cette lettre ne devait pas de sitôt atteindre son destinataire. En effet, l'ambassadeur, au lieu de prendre la voie de terre comme on l'avait supposé, prit le ba-

4. Ce sont les archives privées du comte Auguste de La Ferronnays, conservées au château de Saint-Mars-la-Jaille (Loire-Atlantique) et que j'ai pu consulter grâce à la bienveillante amitié de M. le comte Artus de Cossé-Brissac.

teau pour aller directement à Naples, et de là seulement se rendre à Rome, où il trouverait les instructions du ministre. N'arriverait-il pas trop tard ? Précisément, les choses semblaient aller de mal en pis. De Rome, Bellocq mandait, le 23 juillet, qu'il y avait eu une réunion de la Congrégation des Affaires politiques et ecclésiastiques, où la question des ordonnances de juin avait donné lieu à une discussion agitée, sans arriver à une conclusion pratique⁵. Toutefois, on devait adresser au nonce l'ordre de se montrer plus prudent dans la manifestation de son courroux. A Paris, les évêques avaient remis au roi, le 1^{er} août, un mémoire de protestation signé par le cardinal de Clermont-Tonnerre, mais dont l'auteur, comme l'a montré M. Limouzin-Lamothe, était Mgr de Quelen; et l'on sut que ce mémoire avait été envoyé à Rome par les soins du nonce. Le pape ne croirait-il pas devoir maintenant se prononcer ? Il fallait à tout prix conjurer cette menace. Pourquoi, pensèrent certains ministres, ne pas y employer Chateaubriand lui-même ? Nommé ambassadeur auprès du Saint-Siège dès le 2 juin 1828, il ne pouvait plus longtemps tarder de se rendre à son poste⁶. La Ferronnays fit donc rédiger en ce sens les instructions générales que devait emporter l'ambassadeur et qui devaient être soumises au roi et au conseil. Charles X se montra dès l'abord très défavorable à cette idée, comme on le voit par cette apostille du 2 août sur une lettre du ministre :

Nous parlerons de l'importante affaire du Clergé, qui ne pourra se terminer d'une manière convenable que par notre accord avec le Saint-Siège. M. de Chateaubriand ne doit pas s'en mêler. M. de Blacas seul peut en être chargé.

Le lendemain dimanche, donc, les ministres se réunirent à Saint-Cloud sous la présidence du roi. Ce que fut la discussion, on peut le deviner d'après la lettre suivante de Charles X, écrite au soir du même jour, et où l'on voit le fond de la pensée du souverain.

Saint Cloud, Dimanche soir, 3 août.

D'après ce que j'ai dit au Conseil, vous ne serez pas étonné, mon cher La Ferronnays, non seulement que je désapprouve le projet d'instruction pour l'ignoble ami⁷, mais que je défends qu'elles lui soient remises. Si c'était vous ou un homme de votre trempe que je fusse dans le cas d'envoyer à Rome, je pourrais consentir aux instructions, en les cantonnant d'abord, et en donnant à mon ambassadeur des instructions verbales de nature à amener des transactions sages et utiles, mais avec le malheureux ouvrier que de tristes (*sic*) m'obligent

5. Arch. des Affaires étrangères, Correspondance politique, Rome, 1828.

6. HYDE DE NEUVILLE, *Mémoires*, t. II, p. 414.

7. Cette curieuse façon de désigner Chateaubriand s'explique de la façon suivante. Le grand écrivain, dans les lettres qu'il adressait à cette époque à La Ferronnays, affectait de l'appeler « mon noble ami ». Charles X, habitué à plus de simplicité cordiale dans le langage, devait trouver que Chateaubriand forçait la note et s'en agacer comme d'un manquement de goût.

d'employer, il ne faut lui parler que de politique générale et réserver à des agens sûrs et subalternes le soin de traiter les affaires délicates et très dangereuses qui nous occupent aujourd'hui.

Si j'avais à combattre aujourd'hui des révoltés à main armée ou même des libéraux qui, avec de belles paroles, ne cherchent qu'à détruire la France et l'autel, je vous dirois : enfonçons notre drapeau et marchons en avant. Mais quand il s'agit d'Évêques et de prêtres qui peuvent s'égarer, qui s'égarent même, je crois qu'il ne faut faire usage pour toute arme que de miel, de bonté, de raisonnements sages et modérés, et même d'adoucissements aux objets qui peuvent les affliger ou les blesser dans les mesures que j'ai adoptées. Je persiste dans ce que je vous ai écrit hier pour M. de Blacas, mais s'il ne peut se trouver à Rome avant l'arrivée de M. de Chateaubriand, il faut s'empresse de faire partir l'abbé de Galard (?) ou un autre agent bien sûr. Communiquez ma lettre à vos collègues, et que mercredi au conseil on puisse me proposer des instructions convenables pour l'agent qui devra être prêt à partir dès jeudi matin. Je désapprouve la forme et une partie de la forme de lettre signée par le Cal. de Clermont-Tonnerre, mais je répète que je ne *dois* ni ne *veux* me brouiller avec le St. Siège, ny avec les évêques français. Bonjour, mon cher La Ferronnays.

CHARLES

M. de Martignac a très bien saisi mon idée que j'avais peut-être mal expliquée. Cette réponse au Cardinal est modérée et nous donne du temps pour éviter un éclat tout à fait scandaleux.

La Ferronnays répondit le lendemain à cette semonce. Regrettant que son projet d'instructions pour Chateaubriand n'eût pas eu l'heur de plaire au roi, il ajoutait :

J'avais fait ce travail d'après l'idée que je me fais de la conduite que je pensais que nous devions suivre et de celle qu'il serait à désirer que suive la Cour de Rome. En un mot, Sire, j'avais dicté ces instructions telles que j'aurais désiré les recevoir si j'avais eu l'honneur d'être aujourd'hui l'ambassadeur de Votre Majesté à la Cour de Rome. Toutefois, Sire, les instructions du Roi seront ponctuellement exécutées, et les instructions de M. de Chateaubriand ne traiteront que de la politique en général.

Apostille de Charles X :

Si vous étiez mon ambassadeur à Rome, j'aurais approuvé les instructions, mais avec celui qui a cette mission c'est tout différent. L'Évêque de Beauvais qui porte le portefeuille vous en expliquera toutes les raisons. Bonjour, mon cher La Ferronnays. Marchons avec constance, mais sans compromettre ce qui peut tenir à la religion. Vous connaissez mes sentiments pour vous.

CHARLES.

L'agent « sûr et subalterne » dont le roi parlait dans sa lettre devait être finalement un conseiller à la Cour de cassation, Lasagni, originaire de Rome et ami du cardinal secrétaire d'État,

8. Il s'agit peut-être de la réponse adressée au Mémoire des évêques, et dont il est question dans le livre de M. Limouzin-Lamothe, t. I, p. 279. Peut-être seulement d'un premier accusé de réception que nous ne connaissons pas.

Bernetti. Ses instructions, signées le 15 août, avaient été mises au point non par La Ferronnays, que sa santé avait obligé, sur ces entrefaites, de partir aux eaux, mais par le baron de Rayneval, qui assumait l'intérim de son département. Leur ton était infiniment plus conciliant que celui des premières instructions préparées pour Chateaubriand. Après avoir expliqué longuement les motifs contraignants qui avait amené le roi à signer les fameuses ordonnances, on ajoutait : « Vous pourrez annoncer que le Roi... est disposé à apporter à l'exécution de ses ordonnances tous les ménagements, tous les adoucissements qui pourront la rendre moins pénible. » C'étaient les expressions mêmes de la lettre du roi. On demandait seulement, en terminant, que le pape s'abstint d'approuver la lettre des évêques français et ne les encourageât point dans leur opposition⁹.

Le résultat de cette démarche est bien connu. Lasagni arriva à Rome le 30 août, et, le 31, eut une première entrevue avec le Secrétaire d'État, avant de voir le Saint Père lui-même, le 2 septembre. Par une fâcheuse coïncidence — qui dut donner au Saint-Siège une idée assez piteuse du manque de coordination de la diplomatie française — Blacas venait précisément de s'acquitter de la mission qui lui avait été confiée par La Ferronnays au début de juillet. Arrivé à Rome le 26 août, il avait enfin pris connaissance des dépêches qui l'attendaient depuis plus de trois semaines. Le 28 août, il avait une première audience du pape. Dans une seconde entrevue, le 31, le pape, non sans malice peut-être, lui apprit que Bernetti avait reçu, le matin même, Lasagni, chargé exactement de la même mission. Blacas en fut outré. C'était, écrit-il à son beau-frère, « le plus grand dégoût que l'on puisse donner à quelqu'un chargé d'une mission très délicate... C'est moi qui devient dès lors en quelque sorte un agent secret et désavoué par le fait... J'aurais passé pour un sot ou un intrigant, si j'eusse été moins connu » (3 septembre).

On peut croire du reste que cette fausse manœuvre, manifestant l'anxiété du gouvernement royal, dut contribuer à convaincre le pape de son désir de conciliation. Aux apaisements donnés verbalement tant à Blacas qu'à Lasagni, et transmis par eux à Paris, s'ajouta bientôt une lettre, écrite le 6 septembre par le cardinal Secrétaire d'État au ministre des Affaires étrangères. C'est tout cela qui permit au cardinal de Latil d'écrire, le 26 septembre, sa fameuse lettre à ses collègues, et dont le texte est trop connu pour que nous la reproduisions encore une fois¹⁰. Chateaubriand pouvait écrire, quelques jours après son arrivée à Rome : « J'ai trouvé tout fait, et très bien, par M. Lasagny, et je n'ai plus rien à faire ici »¹¹. En aurait-il parlé sur ce ton détaché s'il avait pu

9. Arch. des Affaires étrangères, Correspondance politique, Rome, 1828.

10. Voir par exemple, LIMOUZIN-LAMOTHE, *op. cit.*, t. I, p. 281.

11. A Hyde de Neuville, 14 octobre 1828. HYDE DE NEUVILLE, *Mémoires*, t. II, p. 415.

savoir la véritable raison pour laquelle l'affaire lui avait échappé ?

Il est peut-être intéressant, pour terminer, de comparer le texte des premières instructions, qui fut repoussé par le roi, avec celui qu'emporta finalement Chateaubriand. Mme Durry a publié le texte intégral de ces instructions¹², et après le court passage concernant les ordonnances de juin, a noté qu'il y avait eu une rédaction première, plus longue, et qui avait été biffée. Cette circonstance n'a pas arrêté son attention. En effet, il était bien permis, à première vue, d'interpréter cette modification de façon très simple : entre le moment de la première rédaction et celui de son approbation définitive, la mission de Lasagni avait apporté une solution au problème, et dès lors il était inutile de s'y appesantir. Une considération attentive des dates suffirait pour faire douter de cette interprétation. Chateaubriand, en effet, quitta Paris le 14 septembre, et il devait avoir ses instructions depuis plusieurs jours déjà. Or, les courriers mettaient à cette époque de huit à dix jours pour aller de Rome à Paris. Les premières lettres de Blacas et de Lasagni, expédiées seulement les 5 et 7 septembre — au dire de Bellocq — n'ont pu arriver à Paris, au plus tôt, qu'entre le 13 et le 15, trop tard donc, pour influencer sur le texte des instructions de Chateaubriand. A plus forte raison la lettre de Bernetti du 6 septembre.

Lisons maintenant ce texte préparé par La Ferronays et repoussé par Charles X; il est resté, jusqu'ici, inédit¹³.

Le Roi, n'a, dans ce moment, que peu d'affaires importantes à traiter avec le Saint-Siège. Mais il est quelques points essentiels sur lesquels S. M. juge à propos que l'attention de son ambassadeur soit éveillée. Telles sont d'abord les communications irrégulières que les membres du haut clergé de France ne s'abstiennent point assez d'adresser à la Cour de Rome, sur des questions souvent très délicates et pour lesquelles le gouvernement du Roi devrait être seul consulté; puis, le rapport de correspondance qu'entretiennent avec les *zelanti* de Rome plusieurs ecclésiastiques français, partisans des doctrines ultramontaines et des théories si imprudemment prêchées par M. de la Mennais et ses disciples. Cette dernière espèce de communications a, sans contredit, le grave inconvénient de nourrir dans le clergé de France une impulsion contraire aux maximes de l'Église gallicane et à l'esprit de nos institutions politiques. Elles pourraient même devenir pour le gouvernement la source de plus d'un embarras, si la Chaire pontificale n'était pas occupée par un Pape suffisamment sage et éclairé. S'il est difficile de les empêcher entièrement, il est du moins important de les surveiller, ainsi que les démarches et les intrigues qui peuvent s'y attacher.

Ces correspondances, plus souvent empreintes du langage de la passion que de celui de la vérité, n'ont sans doute pas peu contribué, avec quelques mandements indiscrets, à entretenir les alarmes qui, dans ces derniers temps, se sont répandues à Rome sur le sort de l'Église de France. Le rapport présenté au Roi, le 20 janvier dernier, par M. le

12. M. J. DURRY, *L'ambassade romaine de Chateaubriand* (Paris, 1927), Appendice.

13. Arch. des Aff. étr., Correspond. pol., Rome, 965, f° 147-151.

Garde des Sceaux, sur la nécessité de mettre l'existence des écoles secondaires ecclésiastiques en harmonie avec la législation et le droit public du royaume, avait jeté de l'inquiétude au Vatican. On pouvait donc présumer que les ordonnances rendues le 16 juin par S. M. y produiraient à leur tour une vive sensation. Bien que le Roi n'ait point à se justifier vis-à-vis du Saint-Siège, des actes qui rentrent essentiellement dans ses droits de souveraineté et qui ne portent atteinte ni au dogme ni à la discipline, S. M., autant par affection pour le Pape que dans la vue de prémunir Sa Sainteté contre les représentations imprudentes de quelques Évêques, s'est empressé de lui faire donner des explications sur les graves motifs qui avaient dicté sa détermination.

C'est dans cet esprit que le chargé d'affaires de France à Rome a entretenu Sa Sainteté. Le Pape, quoique profondément affligé des mesures adoptées par le Roi, a formellement promis non seulement de n'accueillir aucune représentation des Évêques de France, mais encore d'en exhorter les auteurs à rentrer dans les voies de la soumission et du respect envers les lois de l'État. Cette assurance est très importante, parce qu'en effet l'opposition, si imprudemment manifestée par quelques prélats, ne serait susceptible de conséquences dangereuses pour la paix de l'Église et du Royaume que si de telles résistances trouvaient appui dans le Souverain Pontife. Le gouvernement du Roi n'ignore point que ces Évêques ont adressé des plaintes directes à Sa Sainteté, et que le Nonce a servi d'intermédiaire à ces communications. Mais les sages intentions que le Pape a si récemment annoncées donne lieu de croire qu'il n'abusera pas d'un semblable recours pour exercer une intervention qui serait d'ailleurs sans motifs, et l'on nous mande de Rome que le Nonce a reçu des instructions qui lui prescrivent d'user de la plus grande réserve et de ne rien négliger pour calmer les esprits. Ces recommandations étaient d'autant plus nécessaires que, dans la circonstance actuelle, la conduite et le langage du Nonce n'ont pas toujours été conformes à l'esprit de mesure et de circonspection dont sa position lui fait un devoir, et que le Roi, justement blessé des écarts de zélantisme qui lui sont échappés, n'a pas cru pouvoir s'abstenir d'en faire porter quelques plaintes confidentielles au Saint Père.

Du reste, S. M., qui n'a rendu les ordonnances du 16 juin qu'après en avoir mûrement pesé les principes et les conséquences et dans l'intime conviction qu'elles étaient réclamées par les plus hauts intérêts de la société, est fermement décidée à les faire exécuter dans toutes leurs dispositions et ne l'a pas laissé ignorer au Saint-Siège. Ainsi donc, si les Évêques français méconnaissent leurs devoirs au point de refuser au gouvernement le concours de leur ministère, ou même jusqu'à vouloir lui susciter des entraves, le Roi saurait non seulement se passer de leur coopération, mais encore trouver dans son autorité les moyens de triompher de leur résistance. D'un autre côté, le Saint-Siège, en supposant qu'il commit l'imprudence de s'associer à une opposition de cette nature, compromettrait gravement les intérêts de la Religion, et se nuirait essentiellement à lui-même, parce que une telle conduite, loin de trouver faveur dans l'opinion publique, ne servirait qu'à renforcer les préventions et les méfiances dont il est déjà l'objet, qu'à compliquer ses relations avec la France et qu'à rendre sa position plus embarrassante.

Mais la sagesse du Pape, les sentiments d'estime et d'affection qu'il professe pour le Roi, et la confiance que doivent inspirer ses promesses, permettent d'espérer que le Saint-Siège ne se départira point, en cette occasion, du système de prudence et de conciliation dont il a fait

la base de ses rapports avec les autres gouvernements. Le bruit et les moyens violents ne sont plus du goût de la politique romaine. Le temps, en affaiblissant la puissance de ses premiers ressorts, lui a imprimé une allure plus circonspecte et plus modérée. Dans tout ce qui ne blesse pas trop essentiellement la dogme et la discipline, la Cour de Rome a le bon esprit de ne point s'attacher à des questions dont la discussion causerait un fâcheux éclat sans tourner à son avantage. La position personnelle du Pape comme souverain est une garantie de plus quant à la conduite du Saint-Siège. Il est possible que dans les délibérations du Vatican des conseils imprudents fussent ouverts, mais le Pape, ainsi qu'on l'a déjà fait observer, décide et gouverne seul, et ces avis ne prévaudraient vraisemblablement ni contre ses principes de modération ni contre ses dispositions amicales envers le Roi et la France.

Si (ce qu'on a peine à croire) cette affaire n'était pas terminée lorsque M. le Vte de Chateaubriand arrivera à Rome, le détail dans lequel on vient d'entrer lui donnerait aisément la mesure du langage et de la conduite qu'il aurait à tenir. L'un et l'autre devraient porter la double empreinte d'un caractère de conciliation et de fermeté, en s'attachant à calmer les esprits, l'ambassadeur de S. M. ne négligerait rien, non seulement pour le (*sic*) convaincre que le Roi, quelque résistance qu'on ose lui opposer, saura faire respecter ses droits et l'autorité de ses décisions, mais encore que cette opposition, de quelque part qu'elle vint, ne pourrait qu'avoir de dangereuses conséquences pour les intérêts mêmes qu'elle tendrait à servir. M. le Vte de Chateaubriand recevrait d'ailleurs des instructions plus particulières si les circonstances le demandaient.

A vrai dire, ce langage d'un gallicanisme agressif, et quelque peu méprisant, aurait pu être celui d'un Louis XIV, et l'on conçoit qu'il ait paru peu opportun au bon Charles X.

Voici, maintenant, ce que devint ce texte, après la révision ordonnée par le roi¹⁴.

Les ordonnances rendues par le Roi sur les écoles secondaires ecclésiastiques ont produit à Rome une vive sensation. Le Pape s'en est montré profondément affligé, mais accueillant avec sa confiance habituelle dans les sentiments et la piété du Roi les explications que S. M. s'est empressée de lui faire donner, il a témoigné les intentions les plus conciliantes et a prescrit au Nonce une conduite conforme à cet esprit de paix et de modération. De si sages dispositions ont pénétré le Roi de satisfaction et de reconnaissance. Si quelques évêques, aveuglés par des préventions fâcheuses, quoique respectables dans leurs principes, ont cru pouvoir s'élever contre les actes du 16 juin, il est naturel de croire que l'exemple donné dans cette occasion par le chef de l'Eglise aura sur eux la plus salutaire influence, et le Roi a d'ailleurs lieu d'espérer que les mesures qu'il prendra pour assurer l'exécution de ces actes, feront disparaître toute trace de dissidence et d'irritation, en prouvant à la France et à l'Episcopat le soin avec lequel S. M. s'attache à concilier avec les hauts intérêts de l'Etat les droits légitimes de l'Eglise et les prérogatives sacrées de la Religion.

14. Texte publié par Mme Durry, *op. cit.*

On remarquera que dans cette nouvelle version abrégée il n'est pas encore fait allusion aux missions de Lasagni et de Blacas, bien que leur résultat soit dès lors escompté.

*
**

Les documents que nous avons été en mesure de produire n'apportent pas seulement quelques précisions sur un épisode des relations entre le Saint-Siège et la France. Ils jettent aussi un jour intéressant sur les préventions nourries par Charles X à l'encontre de Chateaubriand, sur les divergences de vues entre le roi et son ministre, sur la façon dont le roi savait imposer sa décision, avec un mélange de fermeté et de bonté. Charles X, ce roi si décrié, apparaît, en la circonstance, plus avisé que ses ministres; la politique qu'ils avaient voulu suivre risquait d'envenimer gravement le conflit et c'est grâce à la sagesse du roi qu'il trouva un heureux apaisement.

G. DE BERTIER DE SAUVIGNY.

BULLETIN CRITIQUE

Marquise de MAILLÉ. — *Recherches sur les origines chrétiennes de Bordeaux.* — Paris, Picard, 1960. Gr. in-4° de 382 p., ill. de 110 fig. et d'un plan dépliant. Prix : 86 NF.

Pour apprécier à sa valeur l'importance des découvertes de l'auteur, il importe en premier lieu de connaître la position du problème au moment où ce livre fut commencé, c'est-à-dire il y a une vingtaine d'années. Le problème était double, problème historique et problème archéologique, l'un et l'autre étant d'ailleurs connexes : d'une part, les origines chrétiennes de Bordeaux et, de l'autre, celles de l'église Saint-Seurin.

Le premier problème était resté centré jusqu'alors sur la cathédrale Saint-André. « Je n'hésite pas à regarder Saint-André, ou du moins la basilique élevée à cet endroit après l'an 300, comme la cathédrale primitive de Bordeaux, l'*Ecclesia Burdegalensis* des monnaies mérovingiennes », avait écrit Jullian. Paul Courteault avait soutenu plus récemment les mêmes affirmations.

Quant à la crypte de Saint-Seurin, on la considérait avec raison d'ailleurs comme une crypte romane fortement restaurée aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, mais recélait-elle encore des vestiges plus anciens ? C'est ce qu'on ignorait.

À l'époque où écrivait Jullian, la notion de la cathédrale unique prévalait encore parce que l'on ne connaissait rien d'autre sur la question, tandis que, depuis lors, l'*Art préroman*, publié dès 1939 par M. Jean Hubert, montrait que l'organisation épiscopale avec cathédrale unique avait été précédée d'une autre organisation fondée sur l'existence d'un groupe épiscopal comprenant en général l'église de l'évêque, l'église des fidèles et le baptistère, au total trois sanctuaires. Où était ce groupe épiscopal qui avait certainement existé à Bordeaux, comme dans les autres cités ? À quelle époque avait eu lieu le transfert à l'intérieur de la cité ? Enfin pouvait-on localiser à la fois la première organisation épiscopale hors les murs et le groupe épiscopal reconstitué à l'intérieur de la cité ? Autant de questions d'une redoutable complexité, que personne ne s'était encore posées et auxquelles Mme de Maillé a donné autant de réponses.

La grande nécropole du plateau Saint-Seurin qu'ont fait connaître les fouilles de 1909-1910 date essentiellement du ^{iv}^e siècle. Elle est étudiée à fond dans l'ouvrage que nous analysons. En interprétant correctement un passage de Fortunat, incompris jusque là, Mme de Maillé pouvait affirmer en toute certitude qu'au début du ^{vi}^e siècle les lieux de culte — *sacra delubra* — étaient

encore hors les murs. En les situant sur le plateau de Saint-Seurin, elle faisait une hypothèse, « mais la seule qu'il était possible de formuler au regard d'un site urbain, coupé en deux par la masse de la ville fortifiée et où, du côté sud, nulle trace chrétienne n'apparaît avant le milieu du ^{vi}^e siècle, alors que, du côté nord, les morts occupent les lieux en grand dès le ^{iv}^e siècle et que la même route qui dessert leur territoire commande l'accès des plus anciennes églises qu'il soit possible de nommer à Bordeaux, Saint-Seurin que cite Grégoire de Tours en 587, Saint-Étienne qui battait monnaie au ^{vi}^e siècle, Saint-Martin, une fondation du second Léonce, vers le milieu du ^{vi}^e siècle ».

Le plateau de Saint-Seurin étant au début du ^{vi}^e siècle le seul site où existaient des lieux de culte et l'église Saint-Étienne étant la seule de ces lieux de culte autour de laquelle se réunissait un ensemble de faits susceptibles de conférer à cette église « un caractère épiscopal, cultuel et public », c'est donc cette église qui devait être l'*ecclesia publica*, car l'église Saint-Seurin n'était qu'une petite basilique funéraire, dont l'évêque Bertechramnus († 585), instaurateur du culte du saint, se présente comme le très vraisemblable constructeur.

Ainsi est résolu par hypothèse, mais à l'aide d'arguments qui emportent la conviction, le problème de la première installation épiscopale hors les murs.

On sait comment, après les destructions des barbares en 276, Bordeaux, ou plutôt un morceau de Bordeaux s'était entouré de murs dans un rectangle de plus de 32 hectares, qui laissait le site de Saint-Seurin et par conséquent l'installation épiscopale dont il vient d'être question en dehors de l'enceinte.

Le passage de Fortunat déjà cité prouve que l'évêque Amelius (après 511-avant 541) amorça le transfert des lieux de culte à l'intérieur de la ville par la construction d'une église de dimensions réduites. Son successeur, Léonce l'Ancien, la remplaça bientôt par une basilique plus vaste dédiée à saint Denis. Puis Léonce le Jeune construisit à son tour l'église Notre-Dame et la maison de l'évêque.

Où étaient ces églises ? La petite église Notre-Dame de la Place, qui existait encore en 1880, à quelque 80 mètres du chevet gothique de la cathédrale Saint-André, perpétuait le souvenir de la basilique Sainte-Marie de Léonce le Jeune. Le plan de Bordeaux vers 1450 par Drouyn montre, collée au flanc de Notre-Dame, une autre église, Saint-Sauveur. Ce vocable ne se répandit dans les Gaules qu'à l'époque carolingienne, mais la formule des églises jumelées était plus ancienne. Il est donc possible et même infiniment probable que cette église du Sauveur ait remplacé l'église Saint-Denis, sans doute détruite lors des ravages du ^{viii}^e siècle.

Ainsi se localise *intra muros* le groupe épiscopal des Léonces que devait remplacer, après les destructions de l'invasion normande, la cathédrale Saint-André, cathédrale tardive, « entrée dans l'histoire sous le couvert d'un diplôme qui, très vraisem-

blement en 814, ratifie toute une réorganisation de l'église matrice de Bordeaux ». La haute antiquité de l'établissement de la cathédrale actuelle, acceptée jusqu'à présent comme un dogme, n'était qu'une rêverie. Elle s'évanouit devant la savante argumentation que nous venons d'exposer.

Le problème historique étant ainsi brillamment résolu, restait le problème archéologique. Puisque, aux termes des propositions précédentes, la primitive église Saint-Seurin était l'une des églises considérées comme ayant appartenu à l'organisation épiscopale hors les murs, sur quelles données positives convenait-il d'appuyer cette hypothèse ? En second lieu, comment s'organisa le culte de saint Seurin, comment et pourquoi ce saint fut-il ultérieurement remplacé par saint Fort ?

L'église Saint-Seurin est une église de corps saint, une église de cimetière. Elle est bâtie sur des tombes comme Saint-Pierre de Vienne et comme Saint-Denis. L'auteur n'en fait pas une description systématique et ne donne pas non plus une monographie de la crypte. En revanche, ce qui est mis en évidence, ce sont certaines particularités de plan et de construction, ce sont des remarques d'une importance capitale sur la crypte et son sous-sol. A travers l'église qui nous est parvenue (chœur de la fin du ^{xii}^e siècle, nef plus tardive encore en chantier à la fin du ^{xiv}^e siècle), il fallait « remonter jusqu'à la petite basilique originelle, voir les églises se faire et se défaire sur le même emplacement, essayer de dire ce que fut le culte de saint Seurin ».

Pénétrons dans la crypte actuelle, crypte romane probablement de la fin du ^x^e siècle, avec remplois mérovingiens et fortement restaurée aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles. Elle est divisée en trois nefs voûtées prolongées à l'est par trois alvéoles imparfaitement rectangulaires « dont tous les éléments décèlent le caractère fortuit et tardif ». Dans l'alvéole centrale, où s'érige le cénotaphe de saint Fort, petit monument du ^{xvi}^e siècle, une trappe permet de descendre à un niveau situé à 0 m. 95 sous le sol de cette alvéole. A ce niveau existe encore un carrelage et, à même ce carrelage, sont déposés parallèlement trois sarcophages suivant l'axe est-ouest. Les murs latéraux de cette alvéole reposent en partie sur les deux sarcophages extrêmes qu'ils ont maintenus en place.

Observons que ces sarcophages sont mérovingiens, ainsi que tous les autres déposés aujourd'hui sur le pavement de la crypte romane. Parmi ces derniers, il en est qui sont ornés — cuve et couvercle — d'un beau décor abstrait et qui étaient par conséquent destinés à être vus. Comme ils ont tous été extraits du sol de la crypte à partir du milieu du ^{xix}^e siècle, sauf les trois qui gisent sous l'alvéole centrale, ils devaient reposer primitivement sur un pavement qui ne pouvait être postérieur à l'époque mérovingienne.

Ayant ainsi conduit son raisonnement, l'auteur est donc bien fondée à dire que le carrelage reconnu à 0 m. 95 au-dessous du sol de l'alvéole centrale et sur lequel sont encore conservés, sans

avoir été remués, les trois sarcophages déjà cités, est celui d'une basilique funéraire qui ne pouvait pas, elle non plus, être postérieure à l'époque mérovingienne. En fait, ce carrelage est le seul vestige de la basilique citée par Grégoire de Tours dans son *De Severino*, et par conséquent antérieure à 587.

De la basilique carolingienne desservie par des *fratres*, il ne reste rien. Vers 1100, l'église Saint-Seurin, en voie de reconstruction, s'achève, avant d'être reprise plus tard par la nef. C'est alors que le corps du saint fut sorti de son tombeau et placé dans l'église haute, dans une châsse de pierre dont Mme de Maillé a identifié le fronton ainsi qu'une colonnette servant actuellement de bénitier, l'un et l'autre aujourd'hui dans la crypte. Un haut-relief surmontant la colonne engagée au sud-est de l'avant-porche et datant du premier tiers du XII^e siècle, représente la caisse bardée de fer renfermant le corps de saint Seurin qu'abritait la châsse.

C'était l'époque où les corps saints sortis des profondeurs sont remontés dans les églises supérieures et placés dans des « sépulcres ». Il en fut ainsi notamment dans la cathédrale d'Autun, où s'érigea au temps de l'évêque Étienne (1170-1189) le beau monument connu sous le nom de tombeau de saint Lazare. Les délicats fragments de sculpture conservés aujourd'hui dans le collatéral nord de l'ancienne abbatale de Souvigny sont les restes du « sépulcre » de saint Mayeul.

Nous n'avons rendu compte jusqu'à présent que des principales découvertes de l'auteur, à vrai dire les plus éclatantes, et nous regrettons de ne pouvoir prolonger plus avant un texte déjà long. Il faut donc se contenter de signaler les savantes dissertations illustrées de cartes sur le Bordeaux gallo-romain et la « ville réduite », sur les basiliques et fondations bordelaises mérovingiennes, sur l'identification d'un sarcophage anonyme publié en 1876 par Braquehay, aujourd'hui perdu, et qui n'est autre que celui de Mommolenus, sur le problème de saint Fort dont la solution neuve réduit à néant celle donnée précédemment par Bruntails, etc.

Ce monument d'érudition est en même temps un beau livre que l'élégance du style, la clarté et l'intérêt des exposés, l'enchaînement convaincant des arguments, rendent d'une lecture particulièrement attrayante. On admire cette succession ininterrompue de découvertes autant que ces perspectives ouvertes l'une après l'autre sur quelques-unes des périodes les plus obscures de notre histoire. Tout un monde est prospecté avant que ne soit risquée une hypothèse et c'est en même temps tout un monde chaque fois recréé, notamment cette période indécise de la transition entre l'Antiquité et le haut Moyen Age, si facilement théorique sous d'autres plumes, mais ici rendue concrète par l'étude des monuments et la vertu des textes, avec ses personnages, ses paysages et j'irais même jusqu'à dire, avec sa couleur locale.

Une aussi belle réussite ne s'explique que par la sûreté d'une

science archéologique fondée uniquement sur des faits et alliée à une délicate sensibilité artistique, par une information d'une ampleur peu commune, passée au crible de la critique la plus exigeante, par la rigueur et la vigueur du raisonnement, par l'art de conduire une recherche jusque dans les derniers retranchements où peut se cacher la vérité, enfin par la parfaite connaissance de l'époque étudiée, de son histoire, de sa littérature, de ses lois, de ses coutumes, que la maîtrise du latin de la basse antiquité peut seule donner. Ce livre est davantage qu'une étude savamment conduite. Il renseigne et en même temps il enseigne. Exemple de la méthode avec laquelle doit être posé et peut être résolu un problème historique ou archéologique, c'est un livre de doctrine. L'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres a d'ores et déjà reconnu ses mérites en décernant à son auteur le grand prix Gobert.

Jean VALLERY-RADOT.

Joseph ROSEROT DE MELIN. — *Le diocèse de Troyes des origines à nos jours (III^e siècle-1955)*. — Troyes, imp. de la Renaissance, 1, rue de la Trinité, 1957. In-8°, 515 p., planches, carte, fac-similés.

Nul n'était plus qualifié que Mgr Roserot de Melin pour traiter un tel sujet. Enfant du diocèse de Troyes où il a été curé avant d'en devenir vicaire général, il a des titres d'historien irrécusables. Chartiste, il s'est fait l'éditeur d'un ouvrage considérable de son savant père, le *Dictionnaire historique de la Champagne méridionale* (Aube), qui est un trésor de renseignements. Docteur ès lettres, il a consacré sa thèse à un des plus marquants évêques de Troyes, Antoine Caracciolo. Plus que tout cela, membre de l'École française de Rome, pensionnaire à Saint-Louis-des-Français, admis dans l'amicale intimité de Mgr Duchesne comme de Mgr Boudinhon, il a vu de près le fonctionnement des rouages centraux de l'Eglise. Il lui est loisible, comme en se jouant, de mettre à sa juste place l'histoire de son diocèse dans le cadre de l'histoire générale. Culture littéraire, culture historique marchent chez lui de pair.

Dans le sujet qu'il a traité, des prédécesseurs lui débayaient la voie, tout au moins jusqu'à la Révolution, y compris celle-ci. Les six volumes du chanoine Arthur Prévost, publiés en 1908-1909, lui fournissaient un solide soubassement ou plutôt une carrière de matériaux où il avait à faire son choix.

En revanche, à partir du Concordat, il ne disposait plus que de travaux épisodiques, monographiques ou biographiques. Or, si l'on compte les pages, on constate que la période moderne est la plus favorisée. Beaucoup plus de la moitié du volume lui est affectée.

Je ne puis me livrer à l'analyse de ce livre qui est lui-même le condensé d'une multitude de faits, présentée, je me plais à le

reconnaître, sous une forme agréablement aérée. D'ailleurs l'originalité de l'œuvre tient moins à ce qui s'y trouve relaté qu'à l'esprit du narrateur. Il n'oublie jamais qu'il est prêtre et catholique, ses principes sont inébranlables, continuellement on les sent affleurer. Mais l'« irénisme » de l'auteur est grand. Il surgit d'une pénétrante psychologie qui cherche et qui souvent trouve chez l'adversaire un germe de fraternité. D'où une bienveillance qui s'adresse aux hommes plus qu'aux idées, sachant, d'ailleurs, distinguer les idées de leur gaine décorative.

Dans la période moderne, il est frappant de voir ce caractère, enclin à l'indulgence, réagir énergiquement contre certaines tendances que la mode accueille favorablement, entre autres dans le domaine de la liturgie. A ce propos il rappelle la nécessité de la soumission aux pasteurs de l'Eglise, sans oublier le Pasteur suprême. A la suite de son évêque, il nous avertit que l'« action » est vaine si elle n'est pas nourrie par la « contemplation », par la piété intérieure. Cette leçon n'est pas superflue. Peut-être m'éloigné-je de l'histoire du passé en suivant l'auteur sur le terrain le plus proche de nous. Mais ce temps présent il le regarde d'assez haut, d'une hauteur où son âge et la profondeur de sa réflexion l'élèvent, pour que ses vues aient une portée générale, valable pour la période qui achemine à « nos jours », valable aussi sans doute pour un avenir dont nous ignorons la limite. Ce livre, très utile, très charmant pour les « Troyens », pourra donc, de plus, ouvrir opportunément les yeux de quelques contemporains sur certains des problèmes qui se posent aux catholiques de France.

B.-A. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ.

Patrice COUSIN, O. S. B. — *Précis d'histoire monastique.*

« La vie de l'Eglise », collection publiée sous la direction d'E. JARRY. — Bloud et Gay, Paris, sans date [1958], 594 pages, 7 cartes. Prix : 3800 francs.

« On a beaucoup écrit sur les moines et le monachisme. Il n'existe pourtant aucun livre où l'on puisse trouver une histoire d'ensemble de l'ordre monastique, qui soit autre chose que des considérations littéraires ou édifiantes. Le livre du P. Patrice est, lui, un pur livre d'histoire. Le lecteur attentif se rendra compte de la somme d'érudition qu'il contient... » En lisant une préface aussi nette, le recenseur a le droit de se demander s'il aura la possibilité d'intervenir. Vingt-six chapitres, tous suivis de plusieurs pages de « notes et bibliographie », trois appendices, trois index (onomastique, toponymique et analytique) et sept cartes mettent le lecteur en face d'une somme de renseignements que dix pages d'addenda et corrigenda poussent jusqu'à des ouvrages parus en 1958.

Il est vrai que le sujet est extrêmement vaste puisque l'auteur a voulu, à juste titre, étendre son enquête à tous les moines, à ceux d'Orient au moins jusqu'au VII^e siècle, à tous ceux d'Occident, et

pas seulement aux Bénédictins noirs. Il exclut les autres religieux, un peu trop peut-être, car l'influence réciproque des Ordres anciens et nouveaux fut beaucoup plus profonde que les historiens de chaque Ordre ne semblent le croire.

Conformément à l'objet de cette revue, nous ne nous occupons que de ce qui concerne la France, qui, même en tenant compte de son importance dans l'histoire du monachisme, jouit d'une prééminence qui ne laisse pas aux autres pays la place qu'ils mériteraient. Il ne peut être question de tout analyser, quelques observations feront connaître la méthode.

L'auteur s'adresse « d'abord aux étudiants » et il « pense combler l'absence regrettable dans l'édition française d'un précis donnant une documentation sérieuse et concise... » C'est de ce point de vue que nous étudierons son livre.

Bien que le P. Cousin voie dans le groupement en congrégations une note dominante de l'histoire monastique (p. 532), les moines ont cultivé avec obstination leurs autonomies locales. Elles ne les ont pas empêché de s'entendre entre eux et d'évoluer, mais aucune législation émanant d'une autorité centrale ne peut aider à dégager des idées générales. Aussi la plupart du temps les moines sont-ils jugés d'après des idées reçues, surgies de faits isolés ou de désirs de théoriciens favorables à une conception particulière du monachisme.

Le P. Cousin a donc voulu voir l'histoire monastique comme dirigée par un mouvement de centralisation de plus en plus accentuée. Il achève son exposé par une page sur l'abbé primat (p. 515), dont il définit le rôle d'une façon telle que les lecteurs étrangers à l'Ordre bénédictin ne comprendront pas à quel point son rôle est différent de celui d'un Général d'Ordre. Rappelons-lui que Dom Bernard Kaelin ne fut pas, en 1947, « désigné par Pie XII », mais élu par les abbés de tout l'Ordre, réunis en congrès.

Cette centralisation serait en partie la conséquence d'un autre mouvement encore plus important : « La nécessité des réformes périodiques est la constante qui frappe d'abord notre réflexion » (p. 531). Et il est exact que pour qui lit ce livre, le déroulement de l'histoire monastique apparaît comme une suite de réformes, qui avortent vite et doivent être renouvelées. Il y a là une colossale erreur de perspective, qui tient au parti pris de ne s'occuper que des débuts des principaux groupements monastiques en négligeant leur histoire postérieure et les monastères restés indépendants, qui furent, jusqu'au xvii^e siècle, la grande majorité. De plus les réformes sont inexactement appréciées : elles réagirent rarement contre une vraie écadence, elles furent ordinairement le désir d'une vie nouvelle, plus austère par certains aspects, beaucoup plus satisfaisante pour le corps et l'esprit sous bien d'autres. L'observance se charge fatalement, au cours des années, de prières supplémentaires et d'obligations de toutes sortes dont le poids finit par écraser les moines, surtout si, pour des motifs qui n'ont souvent rien de blâmable, le recrutement vient à diminuer. Les fondations, dégagées

de contraintes héritées du passé, ont une jeunesse agréable, mais qui dure peu : les Cisterciens refusèrent de payer des dîmes à Cluny sous prétexte qu'ils n'en touchaient pas eux-mêmes (p. 264) ; avant que le conflit fût terminé, ils avaient déjà adopté cette source de profit (p. 383). Il eût été équitable de rappeler que les anciens moines abandonnèrent terres et droits en faveur des nouveaux venus, Cisterciens et Chartreux, sans recevoir d'autre récompense que d'être considérés comme des dégénérés.

Mais comment, s'ils se mettent dans la même perspective que le P. Cousin, les historiens pourront-ils comprendre que la grosse masse des archives des monastères concernent non les débuts, mais les longs siècles que le P. Cousin néglige, et que, sauf chez les Cisterciens favorisés par une expansion rapide à une grande époque de construction, les bâtiments et les églises monastiques furent édifiés au cours de périodes dites de stagnation ? Les « décadences » n'étaient donc pas si complètes.

Sans traiter la question pour elle-même, le P. Cousin parle incidemment de l'emplacement choisi pour les monastères. Il écrit que ceux qui furent fondés par saint Colomban « sont d'ordinaire établis dans des solitudes souvent marécageuses et boisées » (p. 191) et que « les terres données aux Cisterciens étaient généralement incultes... » (p. 263), une des caractéristiques de leur observance était : « dans le site des monastères, retour à la solitude primitive » (p. 257). De cette « solitude primitive », on aura une idée curieuse en consultant la liste des plus anciens monastères gaulois (p. 118-120) : 19 sont dans des villes épiscopales ou leurs faubourgs, 10 autres dans des petites villes ; pour 3 seulement, dont Saint-Vigor de Cerisy probablement moins ancien, on pourrait parler d'un isolement tout relatif. En fait tous les monastères de haute antiquité, y compris ceux fondés par saint Colomban, s'élèvent en des lieux habités à l'époque romaine, villas ou bourgs, quand ils ne sont pas au voisinage des villes. Les établissements cisterciens, eux, sont souvent établis sur des terres défrichées récemment, mais il ne faut pas exagérer leur affection pour les « terrains pauvres, restés solitudes parce que disgrâciés par la nature » (p. 263), ils surent s'isoler en expulsant les habitants et en supprimant des villages, par exemple Sainte-Porcaire, près Pontigny (Charte de 1146, dans Quantin, *Cartulaire de l'Yonne*, t. 1, p. 410).

Il n'aurait peut-être pas été inutile d'indiquer le comportement des moines noirs à côté de celui des moines blancs. Leurs monastères furent des centres de peuplement. Et il ne s'agit pas seulement des villes nouvelles. Autour des monastères urbains s'élevèrent des faubourgs qui furent des centres actifs du commerce, tellement importants qu'ils éclipsèrent souvent le vieux noyau groupé autour de la cathédrale. Peut-on vraiment opposer leur situation à celle des ordres mendiants alors que ceux-ci, suspectés par les évêques, vinrent très fréquemment s'établir sur les terres des abbayes ?

Et cela n'empêcha pas les moines noirs de jouer un rôle très

actif dans les grands défrichements des XI^e et XII^e siècles par leurs priures. Faut-il croire que ceux qui y résidaient n'étaient « ni d'excellents moines, ni de bons fermiers » (p. 259) ? Les contemporains ne jugeaient pas ainsi : en lisant la vie de saint Girard, moine de Saint-Aubin d'Angers (*Acta sanctorum*, 4 novembris, t. II, pp. 493-501) en se souvenant de tous ceux qui voulurent mener la vie érémitique, comme saint Bruno à Sèche-Fontaine, le P. Cousin aurait dû nuancer sa condamnation des prieurés. Il est vrai que les tendances érémitiques, qui jalonnent toute l'histoire monastique, ne sont pas mentionnées. Tandis que le P. Cousin montre sa vive sympathie pour les grosses communautés en déclarant que « le nombre des moines a toujours été en décroissant depuis la période des origines qui représente la prospérité et la ferveur » (p. 346), et en alignant des chiffres dont la variété, de 900 à « une ou deux douzaines de moines, parfois moins », n'a d'égale que la dissemblance des sources nullement mentionnées, mais dans lesquelles on reconnaît, livrées en vrac : légendes, listes d'associations de prières, décisions de chapitres, etc...

La question de l'enseignement doit retenir l'attention d'autant plus que la préface souligne la carence des moines vis-à-vis des universités naissantes (p. 12). Le P. Cousin regrette à plusieurs reprises que les moines ne se soient pas davantage appliqués à l'enseignement : « Le Cluny du XII^e siècle, avec ses trois cents moines, élève six enfants oblates ! Tournant donc le dos à la jeunesse, les moines, fatalement, ne sauront plus comprendre les aspirations des générations qui montent... » (p. 363). Beaucoup de moines ont excellé dans l'enseignement, et y excellent encore, mais l'enseignement n'est pas essentiel à la vie monastique. Et la culture intellectuelle se manifeste souvent intense dans des monastères où aucun enfant n'apprend à lire. « Traditionnellement tournés sur le passé, les moines ne comprendront pas la scolastique naissante... ». Une telle condamnation est une injustice, l'humanisme monastique a eu son originalité. Un livre comme celui de Dom J. Leclercq, *L'amour des lettres et le désir de Dieu*, Paris, 1956 (cité p. 359), l'a suffisamment montré.

Quant aux rapports des moines avec les Universités, ils furent importants. Pourquoi le P. Cousin n'a-t-il pas signalé la libéralité avec laquelle les moines ont mis à la disposition des maîtres et des étudiants leurs précieux manuscrits, fruits de leur travail et de leur vigilance ? « Les bibliothèques monastiques de Paris étaient si bien ouvertes aux Sorbonnistes que, dès le XIII^e siècle, ils s'étaient procuré un catalogue général des livres conservés dans les maisons religieuses voisines de leur collège... », écrit L. Delisle (*Le cabinet des manuscrits de la Bibliothèque nationale*, t. II, 1874, p. 196) qui publia un fragment de liste indiquant les manuscrits de Sainte-Geneviève et de Saint-Germain-des-Prés (*op. cit.*, p. 513-515). Et les collèges monastiques se multiplièrent autour des Universités. Le P. Cousin en cite quelques-uns au hasard, sans rendre compte de

l'importance et de la durée de ces maisons établies par Cluny (p. 382), Cîteaux (p. 385) ou Marmoutier (p. 421).

Heureusement une citation empruntée à G. Lanson dans la *Revue Bleue*, 1892, p. 1, rappelle au lecteur que certains moines ont eu une activité intellectuelle : « ...Quand on veut donner à entendre l'immense effort d'une vie de savant, l'absolu désintéressement uni à l'activité continue, on ne trouve qu'un mot : c'est un bénédictin » (p. 429).

Beaucoup plus grave enfin : la part faite aux œuvres extérieures ne peut apprendre aux lecteurs qui l'ignorent que l'essentiel de la vie monastique est ailleurs. Sans tomber dans les considérations édifiantes, il faut affirmer nettement que le monachisme n'a point d'autre but que de faciliter à ses membres la recherche de Dieu. Même aux pires époques, il y a eu des moines pour le comprendre. A côté des malheureux entrés pour profiter d'avantages matériels, et à côté des enfants oblates (cf. p. 345), il y a toujours eu des adultes qui entrèrent au monastère poussés par un véritable désir d'une vie meilleure, vocations que savait déjà apprécier Ulrich de Cluny.

Copieuses à la fin de chaque chapitre, les « notes et bibliographie » compensent-elles les lacunes que nous avons cru devoir relever dans le texte ? Certainement. Elles le nuancent même quelquefois, comme pour le jansénisme à Saint-Maur justement présenté comme une réaction anti-jésuite (p. 457). Dans cette abondance de titres, on s'attend à voir signalés aussi précisément que possible les textes législatifs : coutumiers, constitutions, déclarations, etc... avec l'indication précise de leurs éditions que les débutants ont tant de peine à découvrir. Or les indications sont vagues, par exemple pour Cluny (p. 250), quand elles ne manquent pas totalement comme pour Saint-Maur. Dom de LeStrange a droit à trois pages (p. 489-491), mais on cherche vainement une référence à ses *Règlements de la Maison-Dieu de Notre-Dame de la Trappe par Mr l'abbé de Rancé, son digne réformateur, mis en nouvel ordre et augmentés des usages particuliers de la Maison-Dieu de la Val-Sainte de Notre-Dame de la Trappe, au canton de Fribourg en Suisse, choisis et tirés par les premiers religieux de ce monastère...*, 2 vol., Fribourg en Suisse, 1794, qu'il a fait précéder d'une très intéressante *Histoire abrégée de l'Établissement des Religieux de la Trappe en Suisse*.

Le P. Cousin se contenterait-il d'articles de seconde main ? Pourtant en abordant les Chartreux, on découvre avec plaisir un long paragraphe (p. 295), où leurs *Consuetudines* sont mentionnées et où même leurs diverses éditions sont appréciées.

« ...Au texte de la *P.L.*..., on préférera les *Éditions des statuts de l'ordre des Chartreux*, par E. Hubert, Lausanne, 1943 : dans ce recueil très pratique, on trouvera la série des recensions depuis celle de Gignies... » Les bibliographes futurs auront du mal à identifier cet ouvrage dont l'auteur, qui s'appelle Hubert Elie, a édité non un recueil, mais une bibliographie détaillée, truffée de remarques saugrenues. Si le P. Cousin l'avait ouvert, il aurait probable-

ment cité l'édition des statuts de 1510, et il n'aurait pas pris les éditions de Dom Carasse et de Dom Le Masson pour de simples rééditions (p. 467).

Une telle erreur n'est pas unique, les recenseurs étrangers ont signalé le massacre de leurs langues respectives. On peut supposer que si le P. Cousin avait regardé la *Bibliografia de la Regla benedictina* de Dom Albareda, il aurait reproduit son titre exactement et il ne l'indiquerait pas « pour une vue d'ensemble » de la Règle de saint Benoît (p. 150). Mais peut-on savoir ? Son exemplaire du *Dictionnaire d'archéologie chrétienne et de liturgie* compterait 32 volumes en 16 tomes, si l'on en croit sa note (p. 518), alors que ceux qu'on trouve habituellement dans le commerce ont 30 volumes en 15 tomes.

En l'examinant de près, la bibliographie apparaît comme un amas hétéroclite qui signale, pêle-mêle, sources et études, des meilleures aux plus médiocres, confondant les ouvrages essentiels et ceux qui n'ont aucun rapport avec l'histoire monastique, disséminant les renseignements au petit bonheur. Sur l'abbaye de Saint-Denis, les renseignements bibliographiques se rencontrent aux pages 125-126, 132, 279, 443, 555, et même à la page 245 non signalée dans l'index ; les références données chevauchent sur les époques, concernent par deux fois la légende de saint Denis lui-même, mais ignorent les célèbres chartes mérovingiennes et le livre de Germaine Lebel, *Histoire administrative, économique et financière de l'abbaye de Saint-Denis*, 2 vol., Paris, 1935.

Nul ne saura jamais pourquoi de minimes articles intéressants quelques abbayes sont signalés, alors que tant d'excellentes études et tant d'éditions de cartulaires n'ont mérité aucune mention, pourquoi quelques monographies archéologiques ont été citées alors que tant de monuments monastiques de premier ordre sont passés sous silence. Le tout forme un chaos, complété au petit bonheur par des informations recueillies au hasard dans des articles de valeur diverse, mais jamais dans les sources.

Dans un *Précis*, les livres et articles mauvais, médiocres ou dépassés, ne devraient pas avoir de place. Ici ils foisonnent. Il est évident que ce sont eux que connaît l'auteur. Les appréciations, louangeuses ou condescendantes, aussi bien sur des monographies insignifiantes que sur des ouvrages de valeur, loin de remédier à ce fâcheux mélange, l'aggravent. Elles reposent sur des impressions ou sur des jugements reproduits sans nuance : elles n'orientent pas.

Pour terminer, signalons que nombre de fautes, *Carta Caritas* pour *Carta Caritatis* (p. 256), temporel pour temporel (p. 359), laissent l'impression d'une rédaction négligée. Ce que confirment les cartes : pourquoi, sur la planche VI, les noms de Noyon, de Corbigny et de Pontoise soulignés sur la carte ne se retrouvent-ils pas dans la légende voisine ? tandis qu'Arras, Châlons-sur-Marne, Evreux, Nîmes et Verdun sont en légende sans être soulignés ?

En résumé, si ce *Précis* peut opportunément rappeler aux his-

toriens une référence (qu'ils devront vérifier), il ne pourra qu'égarer les débutants. La conclusion sera une adhésion sans réserve à la déclaration de l'avant-propos (p. 25) : « Nous aurions voulu... réaliser une présentation analogue à celle des manuels *Clio*. Il y a loin, hélas ! de la coupe aux lèvres. »

Jacques DUBOIS, O.S.B.

René LOUIS. — *L'Épopée française est carolingienne*. — *Publicaciones de la Facultad de Filosofía y Letras*, Série II, Num. 18, Zaragoza, 1956. Extrait de *Coloquios de Roncesvalles*, Agosto 1955, pp. 327-460.

On sait à quels débats a donné lieu la théorie de Joseph Bédier sur l'origine de nos chansons de geste. Les travaux les plus remarquables publiés depuis lors ont été à peu près unanimes à en montrer les faiblesses. Mais autre chose est de poursuivre une critique, si pertinente qu'elle soit, en faisant en chemin de fécondes suggestions ou en proposant des solutions de détail, et de fournir une théorie de remplacement. Le mérite de la communication de M. René Louis au Colloque de Roncevaux est d'avoir pris conscience des divers problèmes engagés, d'en avoir perçu les implications logiques et d'apporter courageusement une explication d'ensemble capable de supplanter désormais celle de Bédier. Je dis : courageusement ; il fallait quelque courage en effet pour revenir à la vieille théorie des cantilènes, si moquée par Bédier. Mais le courage ne manque pas à l'auteur du *Girart de Roussillon* qui, dans les nombreux travaux qu'il a consacrés à l'épopée médiévale, a toujours su faire preuve de lucidité critique et d'imagination créatrice.

Quoiqu'il connaisse parfaitement l'œuvre de ses devanciers, le but de M. R. Louis n'était pas, dans une étude qui ne prétend pas être un répertoire ni un manuel, mais une démonstration originale, de reprendre une à une toutes les critiques et toutes les hypothèses. Mais, ayant si l'on peut dire son idée de manœuvre, il a choisi son point d'impact, sachant que si la théorie de Bédier ne résistait pas en ce point précis, elle s'écroulerait tout entière. Il s'agit ici de la « Liste des cinquante-cinq noms » de personnages historiques mis en scène dans les légendes épiques : presque tous sont carolingiens — et cette constatation justifie déjà le titre de ce mémoire : par ses héros l'épopée française est carolingienne. Reste à étudier, au moins sommairement, ces 55 personnages afin de savoir comment s'est transmise leur biographie et quels points d'attache ils pouvaient avoir, selon l'hypothèse de Bédier, avec les sanctuaires de leur temps. Cet examen montre à l'évidence, je souscris ici entièrement aux conclusions de R. Louis, l'échec de la théorie des localisations. Cela nous vaut de petites monographies qui seront précieuses, même au spécialiste d'histoire carolingienne, sur Guillaume de Gellone ou sur Autchaire.

Un travail parallèle est conduit non plus sur les hommes, mais

sur les événements : les seuls qui aient inspiré des chansons de geste sont des épisodes de l'histoire carolingienne. Un « tableau chronologique des événements de l'histoire carolingienne qui ont fourni leurs thèmes aux chanteurs de geste » (pp. 447-449) aidera le lecteur pressé à saisir cette autre évidence : l'épopée française est carolingienne par sa matière.

Il est facile de prévoir la conclusion. Comment des trouvères de la deuxième moitié du XI^e siècle au plus tôt, auraient-ils eu recours, comme sources d'inspiration, à des personnages lointains et oubliés, puisqu'aucun chant lyrico-épique, dans l'hypothèse de Bédier, n'entretenait leur souvenir, et à des événements d'une époque révolue, alors que l'actualité, avec les croisades ou les pèlerinages à Compostelle, fournissait tant de sujets proprement épiques ? De fait M. R. Louis situe la composition de nos chansons vers le milieu du X^e siècle (pp. 450 sq.) et en fait le terme d'une évolution littéraire à partir des chants arrachés aux trouvères contemporains par le spectacle d'événements tragiques et transmis par la tradition populaire, à l'exclusion de la collaboration des moines dont l'intervention tardive essaiera, dans des *Vitu* du XI^e siècle, de « convertir » — il y a une *Conversio Othgerii* — et de ramener dans les normes de l'habituelle vertu chrétienne des héros encore primitifs. C'est le retour à la théorie de Gaston Paris et plus ou moins aux grandes synthèses de Léon Gautier, sans parler de Jacques Flach.

On ne pouvait demander à l'auteur d'une communication à un congrès scientifique, d'épuiser un sujet, ni de traiter à fond chaque problème rencontré. Depuis ce congrès d'ailleurs, des faits nouveaux se sont produits : c'est ainsi qu'a été rouverte la crypte de sainte Rolende à Gerpinnes ; sur cette question M. R. Louis avait cité l'article de M. Joseph Roland datant de 1933, auquel évidemment il faudra désormais préférer celui de 1958 : *Charlemagne et le mariage lombard à propos de s. Rolende de Gerpinnes* (*Mélanges Rousseau*, 1958, pp. 465-473). Le Congrès de saint Gérard de Brogne tenu dans cette même région en octobre 1959 a pu visiter le tombeau récemment remis au jour de sainte Rolende ; je n'ose lui proposer une date, mais on comprend très bien dans ce cadre comment un sarcophage énigmatique a pu appeler la légende ; M. R. Louis en conviendra mieux que personne qui, dans un bel article, a dit l'influence des cimetières francs sur la formation des chansons de geste. M. R. Louis ne pouvait non plus en quelques pages épuiser le problème de Guillaume de Gellone ; il fait allusion à des traditions monastiques pour rendre compte de la *Vita* du XI^e siècle ; je crois en effet, quant à moi, que cette *Vie* quel qu'en soit le caractère littéraire et la forme poétique, conserve des souvenirs très anciens et par exemple la mention des bains pris par Guillaume selon, je suppose, la tradition colombanienne — n'était-il pas Austrasien ?

Mais au delà de ces remarques de détail, le travail de M. R. Louis a le grand mérite de poser des problèmes d'ensemble dans

l'ordre, je m'en tiendrai là, de l'histoire ecclésiastique et d'inviter à la réflexion et à la recherche. C'est ainsi qu'il pose de façon intéressante la question des rapports de l'hagiographe et du troubadour (pp. 341-342). Il vaudrait la peine ici d'entreprendre toute une recherche sur la façon dont les biographies de héros épiques furent alors « reconverties ». M. R. Louis a signalé des cas frappants où le moine hagiographe se méfie d'une source qui fait la part trop belle à la prouesse. Mais il est d'autres cas où l'hagiographe assume sans fausse honte la *militia saecularis* et en fait gloire à son héros : que l'on pense à la *Vita* de Bouchard, écrite par un religieux de Saint-Maur.

Par là-même nous entrevoyons le problème des *ordines* aux *x^e* et *xi^e* siècles, lié à celui de l'idéal de sainteté. Quel est le héros chrétien ? Le moine, le chevalier, l'évêque, l'ermite ? La réponse bien entendu a varié selon les temps, les régions et les milieux. Il s'y rattache la question des canonisations au Haut Moyen Age. C'est au *x^e* siècle que, pour la première fois, Rome se « réserve » de les proclamer ; il en résultera à l'époque grégorienne — sans que j'aie besoin de préciser davantage — l'organisation juridique des procès de canonisation ; du même coup des normes sont imposées, un style de sainteté est défini de manière plus ou moins implicite. Il y eut alors lieu à révision de certains droits prétendument acquis : M. R. Louis a cité quelques cas intéressants — par exemple pp. 367-368, 381 — où l'on voit le moine du *xi^e* siècle se scandaliser par exemple de l'adultère des héros épiques ; on les rapprochera de la légende de Charlemagne précipité en Enfer pour les scandales de sa vie privée, à laquelle les contemporains, fussent-ils clercs, avaient été si indulgents.

L'étude minutieuse de quelques-uns de ces textes pourrait peut-être aider à proposer ou confirmer les dates que suggèrent les seuls indices littéraires. Si jadis Longnon, durement assailli par Bédier, devait avouer à propos de *Raoul de Cambrai* que les institutions des *x^e* et *xi^e* siècles se ressemblent trop pour que leur étude dans les Chansons de Geste puisse fournir des repères chronologiques précis et imposer des dates *ne varietur*, il est possible que l'historien des mentalités et des spiritualités ait parfois son mot à dire dans l'interprétation des épopées. En apprenant que Girart et Berthe sont devenus *insignes heremitae* (p. 366), il rappellera que l'érémisme fut alors un « mouvement populaire » dont le branle, l'esprit et la diffusion commencent à être entrevus, et non seulement un *topos*. Il constatera que la liturgie des funérailles et la conception même de la mort chrétienne n'est pas la même dans toutes les épopées. Il sera reconnaissant à M. R. Louis des remarques pénétrantes qu'il a faites (p. 341) sur les grandes idées du péché, du repentir et du salut dans la littérature de ce temps.

Ici même on mesure l'apport considérable de ce travail : en datant du *x^e* siècle plusieurs de nos épopées, M. R. Louis nous donne le droit de les utiliser comme sources pour l'histoire de la

civilisation à cette date. Alors que l'œuvre de Bédier rajeunissait — d'ailleurs sans y penser — toute une série de pratiques morales et d'usages religieux, rendus contemporains de la Réforme grégorienne, M. R. Louis, en donnant un siècle de plus à quelques-unes de nos Chansons, éclaire, de façon souvent impressionnante, les ténèbres du x^e siècle. Les « grandes idées religieuses de démesure, de péché, de repentir et d'expiation », attribuées par Bédier et Siciliano (p. 341) à l'influence des grands sanctuaires du xi^e siècle, leur sont antérieures, soit qu'il faille croire à la vitalité monastique du x^e siècle, soit que, dès cette époque, le peuple chrétien les ait tenues pour familières. Ainsi la réforme morale et religieuse carolingienne aurait été plus durable et féconde qu'on ne l'a cru longtemps, anticipant sur la réforme grégorienne.

On voit quelles larges perspectives ouvre ce brillant opuscule que ne pourront désormais ignorer les historiens de ces siècles obscurs.

E. DELARUELLE.

P.-S. — Un compte rendu ne peut s'attarder en discussions érudites; mais je n'ignore pas l'article de M. P. Le Gentil, *Girard de Roussillon (Romania, t. 78, 1957)* qui revient plus ou moins à la théorie de Bédier, tout en essayant de faire place au « traditionalisme » (pp. 504-506). Même après sa lecture, je pense que les vues générales de M. R. Louis sur le problème de l'épopée carolingienne restent exactes.

Aelred de RIEVAULX. — *Quand Jésus eut douze ans*. Introduction et texte critique de Dom Anselme HOSTE, traduction française de J. DUBOIS (collection « Sources Chrétiennes », n° 60). — Éditions du Cerf, Paris, 1958. In-8° de 132 pages.

Guillaume de SAINT-THIERRY. — *La contemplation de Dieu*. Introduction, texte latin et traduction de Dom J. HOURLIER (*Id.*, n° 61). — *Ibid.*, 1959. In-8° de 158 pages.

Richard de SAINT-VICTOR. — *La Trinité*. Texte latin, introduction, traduction et notes de G. SALET (*Id.*, n° 63). — *Ibid.*, 1959. In-8° de 526 pages.

Adam de PERSEIGNE. — *Lettres*, tome I. Texte latin, introduction, traduction et notes de J. BOUVET (*Id.*, n° 66). — *Ibid.*, 1960. In-8°, 249 pages.

La collection « Sources Chrétiennes » s'enrichit d'une nouvelle section, consacrée aux textes monastiques de l'Occident. Cette initiative permettra un meilleur accès aux grandes œuvres qui ont marqué dans la vie de l'Église. Les premiers volumes parus dans cette section offrent des textes suffisamment riches pour être susceptibles de s'adresser à des lecteurs assez différents, à l'érudit et

à l'historien de l'Eglise comme à un fervent de la spiritualité monastique. Cet éventail de lecteurs permet à la collection de publier des travaux dont l'érudition et la précision sont plus ou moins poussées suivant que le traducteur préfère s'adresser à telle ou telle fraction des lecteurs. Il en résulte une certaine inégalité entre les volumes, qui ne doit donc surprendre personne.

Le *De Jesu puero duodenni* de Aelred de Rievaulx, n'est pas un texte majeur du Moyen Age monastique, l'éditeur en convient, mais l'historien peut se poser à son propos des problèmes dont l'importance dépasse celle de ce petit opuscule, délicieux et charmant par la doctrine spirituelle comme par la langue.

La division tripartite de l'ouvrage en sens littéral, sens allégorique et sens moral ne présente rien d'original. Le silence des textes sacrés sur les trois jours que Jésus enfant passe à Jérusalem, loin de ses parents, donne selon les méthodes du temps, occasion à une exégèse qui est imagination théologique. L'interprétation historique de ces trois jours est construite très rationnellement ; Aelred place au premier jour une rencontre de Jésus et de son père céleste ; au second, une rencontre avec les anges ; au troisième, une autre avec les patriarches et les prophètes ; aussi, après le troisième jour, c'est à bon droit (*merito*, dit le texte) que les parents de Jésus le retrouvent dans le temple au milieu des docteurs. Dans le monde de la révélation conçue hiérarchiquement, les docteurs de la loi suivent les patriarches. Cette vision hiérarchique du monde conduit Aelred à admettre quelque chose comme une annonce de la mission de Jésus aux docteurs de la loi du temple de Jérusalem. Or, la conception d'une pareille exégèse va contre l'esprit des premières manifestations publiques du Christ qui se font aux pauvres. Il y a là un curieux résultat du libre jeu de la démarche théologique, qui semble plus tributaire d'une vision générale du monde, spiritualisée certes, mais qui reste irrémédiablement lointaine de l'Evangile que l'on explique.

L'enseignement spirituel de cet opuscule porte pour l'essentiel sur l'imitation du Christ. Il y a là une orientation de la spiritualité que nous connaissons bien pour l'importance qu'elle a prise dans la vie religieuse. Pourtant l'histoire de ce thème théologique de l'imitation de Dieu ou de l'imitation du Christ n'est pas écrite ; on en connaît principalement la diffusion dans la mentalité religieuse par les pratiques des Ordres mendiants, le chemin de croix ou le rosaire, ou parfois même la place et le caractère que prend cette piété dans la *devotio moderna* et dans le célèbre opuscule appelé *l'Imitation de Jésus-Christ*. Le *De Jesu puero* suffit à lui seul, si l'on en doutait, à montrer que la spiritualité de l'imitation du Christ a sa place dans le monde monastique. L'imitation du Christ, telle que l'expose Aelred, n'est pas principalement moralisatrice, la vie du Christ sur terre n'est pas tant un modèle imitable qu'une sorte de guide spirituel qui permet une lecture dans la foi des événements de sa vie personnelle à l'intérieur de l'histoire du salut. La vie charnelle du Christ est l'exemplaire de la vie spirituelle du

chrétien, marquée par les grandes étapes du baptême, de la pénitence et des autres sacrements. Les diverses actions du Christ en sa douzième année permettent dans cette perspective de comprendre les grands actes de l'histoire du salut : le rejet des juifs et l'élection des gentils, les trois jours passés dans Jérusalem figurant le temps de l'Eglise. Le sens moral lui-même n'est aucunement ce que l'on attendrait aujourd'hui sous ce titre, mais une description en tous points admirable des divers états d'oraison. Cette brève analyse laisse entendre que le propos même de l'imitation du Christ a une histoire selon les milieux spirituels et humains où cette piété s'enracine.

Disons, pour finir, que cette édition, due à la collaboration de Dom Hoste et de J. Dubois, est très remarquable, bien supérieure à l'édition et la traduction du *De amicitia spirituali* que J. Dubois nous avait données en 1948.

Le traité de *La contemplation de Dieu* de Guillaume de Saint-Thierry n'est pas lui non plus un texte capital. Nous sommes encore dans une ambiance bernardine, au point que ce traité s'est trouvé très longtemps incorporé dans le *corpus* des œuvres de saint Bernard. Le texte critique, la traduction, les notes sont dus à Dom J. Hourlier qui nous offre un travail particulièrement remarquable par l'étude de l'histoire du texte, par la précision de l'identification des citations plus ou moins explicites. L'abondance et l'importance des notes montrent bien la valeur de cette édition. Mais cela ne va pas sans poser de questions. Nous oserions presque dire que ces notes, trop riches, trop précises, jettent une lumière trop vive, trop explicite sur une pensée bouillonnante, pleine de suggestions qui ne sont pas conduites jusqu'à leur terme. Dom J. Hourlier est d'ailleurs le premier à avoir fait ces diverses remarques. L'aspect le plus curieux de ce texte tient, nous semble-t-il, au style qui paraît particulièrement haché, haletant, brisé. Bien plus le style semble conduire la pensée, ce qui nous semble un témoignage important sur les techniques de la parole et de la pensée au Moyen Age. Le texte fourmille de citations, principalement bibliques ; certaines sont explicites, mais le plus grand nombre restent implicites, quelques mots qui sont en fait tirés de la Vulgate. Plus encore que le contexte, les mots et leurs valeurs évocatrices semblent amener les citations. Parfois, à la suite d'une citation, le texte lui-même semble prendre une nouvelle orientation, et l'on suit ainsi les rebondissements verbaux d'une pensée qui ne s'embarrasse pas toujours du sens du texte qu'elle cite (ainsi la citation du psaume 67, p. 110).

L'hypothèse la plus raisonnable est de considérer cet ouvrage comme le fruit d'un enseignement oral, la place du style et de la valeur d'évocation des mots ne semble pas en admettre d'autres : c'est la conclusion de Dom J. Hourlier. Il faut maintenant s'interroger sur le sens exact que prennent toutes ces formes de la parole parlée dans l'élaboration d'une pensée. Il y a là non seulement un enseignement, mais une pensée nourrie elle-même

par des citations, par la reprise de phrases toutes faites, connues par cœur et que la valeur des mots appelle. La place des psaumes montre quelle part la récitation de l'office divin prend dans l'élaboration de cette conscience théologique. La pensée semble se développer à partir d'un monde de paroles — en fait, la parole de Dieu, — longuement méditées, incorporées à la vie même de l'esprit, si bien que la citation devient le moyen d'être fidèle non pas seulement à une règle de foi, mais à la propre démarche de l'esprit modelée par la méditation de ces mêmes phrases. Il y a là une forme de l'élaboration de la pensée qu'un homme d'aujourd'hui, je crois, a bien du mal à comprendre. Il faut ajouter enfin que le problème critique, d'évaluer exactement la pensée de l'auteur, devient d'autant plus délicat : comment savoir s'il y a une pensée personnelle ou simplement profondément sentie et méditée sous une citation qui ne nous livre qu'un texte classique et reçu par tous ? Dom J. Hourlier, à force de connaissance de son auteur, est parvenu, lui, à une lecture et une interprétation particulièrement dense.

L'importance primordiale du *De Trinitate* de Richard de Saint-Victor dans l'histoire de la théologie trinitaire, et, par voie de conséquence dans toute l'histoire de la pensée au Moyen Âge, ne peut pas être mise en doute. Richard se trouve, dans l'Occident médiéval, à l'origine d'un des deux grands courants théologiques sur le problème de la Trinité. Il faut donc saluer avec joie l'édition de ce texte. Les hasards de l'édition veulent que nous soyons gratifiés à quelques mois d'intervalle de deux éditions de ce même texte. On en reste un peu stupéfait. L'un est dû à J. Ribailleur, qui publie chez Vrin un texte critique avec notes et introduction ; la seconde édition, celle que nous analysons, est l'œuvre du P. G. Salet. Elle offre, elle, un texte, une traduction et des notes. Le texte de cette édition est celui de Migne, mais revu sur deux manuscrits particulièrement importants, puisque l'un d'eux est considéré par J. Ribailleur comme l'archétype. Le P. Salet a pu enfin donner en notes quelques variantes importantes de l'édition critique de J. Ribailleur.

L'intérêt de cette édition ne porte donc pas principalement sur le texte latin, mais sur la traduction, c'est sur elle que le P. G. Salet a fait porter l'essentiel de son effort. C'est un point de vue tout à fait justifiable. Cette traduction reste tout au long de ce texte d'une haute tenue. Nous approuvons le choix du P. Salet, qui a préféré un texte lisible à une traduction trop littérale. On peut relever quelques taches de langue trop littérale : *excogiter* traduit *excogitare* (pages 96-97) ; il ne semble pas d'ailleurs que le verbe français ait la même nuance que le verbe latin, surtout dans le cas de l'argument du *nilhil melius cogitare*. La traduction est parfois curieusement lointaine : *Nam natura divina omnino invariabilis est* est traduit par « dans la nature divine tout est nécessaire » (p. 320-321) ; cela vaudrait une discussion sur le nécessaire.

Par contre, le choix du P. G. Salet en fait de notes et d'introduction nous paraît plus discutable : cette édition compte une introduction, des notes en bas de pages et des notes complémentaires en fin de volume. L'essentiel des notes est rejeté en fin de volume et l'introduction paraît singulièrement maigre. Le premier paragraphe s'intitule « Ambiance ». Naguère, en quelques pages brillantes, le P. Ethier, dans son ouvrage sur le *De Trinitate* de Richard de Saint-Victor, avait marqué comment s'élaborait la théologie de cet ouvrage, dans la perspective de la condamnation, au concile de Reims en 1148, de la doctrine de Gilbert de la Porré sur le constitutif formel du Dieu-un. De l'écho de cette polémique dans l'élaboration de la théologie trinitaire de Richard, il n'est point question dans cette introduction. Dans les notes complémentaires il est brièvement question de ces controverses du concile de Reims sur un problème très voisin : celui de l'identification des personnes divines et de leurs propriétés personnelles; le P. G. Salet écrit alors : « C'est dans tout ce contexte théologique qu'il faut situer et comprendre l'effort de pensée de Richard » (p. 485-486). Nous aurions aimé autre chose que cette pauvre affirmation, qui ne nous éclaire pas beaucoup sur un des grands problèmes de la théologie médiévale.

Cette introduction comporte un long paragraphe sur le rationalisme; l'auteur a voulu présenter la véritable situation de la pensée médiévale, ce qui est louable, mais on peut se demander si cela relève d'une introduction à Richard; en tout cas on ne saurait comprendre les allusions si précises aux décrets du concile du Vatican. En revanche, le petit nombre des citations bibliques, fait curieux dans la théologie médiévale, ne nous vaut aucun commentaire, pas plus d'ailleurs que la composition littéraire de cet ouvrage. Le véritable commentaire se trouve dans les notes complémentaires. Il y a là une riche substance, nourrie d'une bonne connaissance de l'histoire de la pensée chrétienne, principalement de saint Augustin et de saint Anselme. En matière philosophique l'auteur ne remonte pas au delà de Boèce, même pour des problèmes qui trouvent leur origine chez Aristote; il y a là un choix raisonnable puisque Boèce est l'introducteur de tout ce vocabulaire et de tous ces problèmes en Occident. Certaines de ces notes sont de la meilleure venue, ainsi celle sur *caritas ordinata et amor discretus*. Le P. G. Salet semble s'être principalement attaché à ce thème de l'amour; nous approuverions ce choix, s'il n'avait pas contribué à laisser dans l'ombre quelques autres problèmes plus arides, mais de la plus haute importance. La métaphysique de Richard aurait mérité quelques analyses, car elle paraît moins sûre que son génie spirituel. La démonstration du caractère nécessaire de l'existence de Dieu, parce qu'il la tient de lui-même, à partir de considérations sur l'éternité, aurait demandé un long commentaire, du plus haut intérêt pour l'histoire de la pensée médiévale.

Le chanoine Bouvet se propose de nous donner une édition

des lettres et des sermons de Adam de Perseigne. L'intérêt de cette publication est évident, puisque d'après l'introduction de ce premier volume il apparaît que la moitié de cette correspondance est restée inédite. Ce premier volume compte les quinze premières lettres de la série classique, celles que l'on trouve dans Migne. Le texte latin a été amélioré par un recours aux principaux manuscrits. L'intérêt essentiel de ces lettres réside dans la doctrine spirituelle de l'abbé Adam, selon le chanoine Bouvet. Cependant nous ne voulons pas juger de l'originalité de celle-ci, avant d'avoir l'introduction doctrinale que l'éditeur nous annonce. L'historien sera particulièrement attiré par la quinzième lettre, adressée à la comtesse du Perche et qui traite du mariage. Plus que les conseils d'humilité, ce sera la doctrine du mariage qui retiendra l'attention. Adam s'efforce de concilier l'amour dû au mari avec l'amour dû à Dieu ; il ne trouve rien de mieux que de distinguer entre corps et âme. Le mari selon la chair sera l'époux du corps et Dieu sera l'époux de l'âme. On aimerait en savoir plus long sur ce thème. La lettre s'achève par l'analyse des trois biens du mariage : la fidélité, l'espoir d'une descendance, le sacrement. Sur ce point la lettre de l'abbé de Perseigne est une reprise textuelle d'un texte de saint Augustin : *Haec omnia bona sunt, propter quæ nuptiæ bonæ sunt, proles, fides, sacramentum* (*De bono conjugali*, cap. XXIV, P.L., t. XL, col. 394). Il est dommage que le chanoine Bouvet n'ait pas cru devoir donner cette référence. Il faudra, sur cette lettre aussi, attendre l'introduction doctrinale pour discuter de ces vues sur le mariage et sur l'homme.

Jacques PAUL.

RICHARD DE SAINT-VICTOR. — *Liber exceptionum*. Texte critique, avec introduction, notes et tables, publié par Jean CHATILLON (Textes philosophiques du Moyen Age, V). — Paris, Vrin, 1958. Grand in-8° raisin de 548 pages.

Au point où en est parvenue l'histoire de la pensée au Moyen Age, il n'y a aucun paradoxe à soutenir que le plus grand service qu'il soit possible de lui rendre, c'est de procurer des éditions correctes de textes connus ou inconnus. Beaucoup l'ont senti ou commencent à le comprendre. Encore faudrait-il que les efforts ne soient pas anarchiques ou disproportionnés aux ressources réelles dont peuvent disposer des volontaires, courageux certes, mais parfois insuffisamment équipés. Les Ordres religieux sont, à ce point de vue comme à beaucoup d'autres, singulièrement favorisés. Des éditions comme celles de saint Bonaventure, de saint Thomas d'Aquin, de Duns Scot, maintenant, sous l'éminente direction du R. P. Carlo Balic, en fournissent la preuve éclatante, voire, pour les travailleurs solitaires, écrasante. Quand on connaît la puissance d'organisation, la somme de dévouement, la continuité d'exécution qu'exige, d'équipes assez nombreuses,

la publication de tels ouvrages, on ne peut que considérer avec quelque inquiétude les projets de tel ou tel érudit qui ne peut mettre en œuvre que ses propres lumières, son temps réduit, son travail limité...

C'est en vue d'atténuer ce contraste et de constituer des groupes homogènes de spécialistes qualifiés que le toujours regretté Raymond Bayer, professeur à la Sorbonne, avait annexé à son vaste *Corpus des philosophes français* les penseurs du Moyen Age qui lui paraissaient le plus dignes d'y être introduits, et cherché les ouvriers compétents d'une si difficile entreprise. Avec un discernement très digne d'admiration, il avait décidé de réserver un traitement de faveur aux Victorins. Il se trouvait, par bonheur, que quelques ecclésiastiques fort distingués s'intéressaient déjà de façon technique tel à Hugues, tel à Richard. Les rapprocher, les rattacher au C.N.R.S., les stimuler de sa chaleureuse et vigilante sympathie ne fut, pour le maître d'œuvre, que la logique de son dessein. De cette décision, de cette rencontre sont déjà nées quelques œuvres de prix. La thèse de l'abbé Baron sur *Science et sagesse chez Hugues de Saint-Victor*, l'édition critique du *De Trinitate* par le R. P. Ribaillier...

Voici maintenant un ouvrage monumental qui, par ses mérites techniques plus encore que par ses proportions, commande tout au moins le respect. Depuis longtemps appliqué à résoudre les problèmes les plus épineux que soulève à chaque pas l'héritage littéraire de Richard de Saint-Victor, M. l'abbé Jean Châtillon, professeur à l'Institut catholique de Paris et attaché de recherches au C.N.R.S., ne s'était pas octroyé, dans cette entreprise commune, la tâche la plus aisée. L'œuvre achevée, il faut la qualifier de magistrale. En consacrant un labeur considérable à l'édition critique du *Liber exceptionum*, ce parfait médiéviste a, du même coup, rendu à sa teneur originelle un vaste traité qui, à lui seul, nous instruit comme aucun autre sur la genèse des doctrines ricardiennes et sur le milieu où elles se sont élaborées, résolu un nombre extraordinaire de problèmes relatifs à l'école de Saint-Victor, et fait preuve d'une telle virtuosité, d'une telle sûreté d'éditeur, que, tout compte fait, l'on se sent tenté de ne dire de ce livre qu'une chose : prenez-le, étudiez-le à fond, et inspirez-vous de ce modèle.

Peut-être vaut-il mieux, cependant, être un peu plus explicite. Nul, assurément, n'a besoin qu'on lui rappelle l'importance hors de pair de Richard de Saint-Victor. Ce théoricien de la mystique, qu'un Gerson n'hésitait pas à placer le tout premier après le « divin Denys », a exercé sur tout le Moyen Age et bien au delà une action extrêmement profonde. Malheureusement, la qualité des éditions, les incertitudes pesant sur beaucoup de textes édités ou inédits, ne facilitaient pas la tâche des historiens. Persuadé que, tant que toutes ces questions préalables n'auraient pas été méthodiquement élucidées, aucune étude doctrinale ne pourrait être pleinement légitime, M. Châtillon a longuement travaillé à

reconstituer l'œuvre authentique du célèbre Prieur. Quelques décisions ont été négatives. Au grand victorin, il a enlevé le *De baptismo Christi* (qui est de Gauthier de Saint-Victor), puis le *De gradibus caritatis*, au sujet duquel le P. Dumeige lui-même a si longtemps hésité. Restait le *Liber exceptionum*, énorme, terriblement maltraité par les éditeurs, mis si souvent en pièces que ses membres épars jonchent les œuvres de Hugues et défiaient ironiquement des critiques moins perspicaces. Revendiquer pour ce livre de fond la paternité ricardienne en un mémorable article de la *Revue du moyen âge latin*, t. IV (1948, p. 23-51 et 343-366), sous le titre *Le contenu, l'authenticité et la date du Liber exceptionum et des Sermones centum de Richard de Saint-Victor*, n'ayant pas suffi à emporter une conviction unanime, une seule solution pouvait être efficace. Elle exigeait, il faut l'avouer, un héroïsme rare, même chez les érudits les plus scrupuleux qui, pourtant, comme chacun sait, n'en manquent pas. Elle consistait dans l'édition critique intégrale, avec tout ce que cela suppose d'exhaustif dans l'étude, la description, la collation des manuscrits, d'un texte dont les dimensions avaient de quoi faire reculer les plus courageux. Scientifique, au plus noble sens du mot, cette résolution nous vaut ce fort volume de 548 pages — dont 96 pour la seule Introduction — qui ne fait pas moins d'honneur à l'éditeur qu'à l'auteur, sans parler du C.N.R.S. qui, avec une intelligence remarquable de l'opportunité de tels travaux, a voulu contribuer à l'édition.

Le *Liber exceptionum* est une encyclopédie d'autant plus caractéristique de la culture médiévale, qu'elle est l'œuvre d'un théologien mystique. Le meilleur moyen d'en discerner la raison d'être, de la situer dans son milieu et de préciser sa structure, est de lire ces lignes de l'Introduction, p. 8-9 : « L'homme a été fait à l'image et à la ressemblance de son Créateur, lisons-nous dès les premières pages de ce livre qui en définissent tout l'esprit. Il a été créé à l'image de Dieu par la raison et la connaissance, à sa ressemblance par la volonté et l'amour, et à ce double don s'en ajoutait primitivement un troisième, celui de l'immortalité. Le péché malheureusement est venu, et l'homme est maintenant défiguré. Son corps infirme est soumis à la nécessité et à la mort, sa volonté ne se tourne plus spontanément vers le bien ni sa raison vers le vrai. Il faut donc que l'homme revienne à Dieu et guérisse du triple mal dont il est affligé. Il trouvera d'abord quelque remède à son infirmité dans la pratique des arts, notamment dans l'exercice des arts mécaniques qui subviennent à ses nécessités. Il luttera ensuite contre la concupiscence par le pénible apprentissage de la vertu. Mais surtout il s'efforcera de guérir de son ignorance par la recherche positive de la science et de la sagesse, et par l'acquisition des connaissances sans lesquelles tout retour à Dieu est impossible. » Cet idéal, où l'accent est mis avec tant d'insistance sur la nécessité de la connaissance, avait été, dès l'origine, celui de Saint-Victor ; aussi ce monastère avait-il voulu être

une école de science et de sagesse autant que de vertu. Ce fut là même, sans aucun doute, son originalité, et la cause de son rayonnement et de sa grandeur. En même temps dès lors qu'on imposait aux religieux les observances monastiques traditionnelles, analogues à bien des égards à celles, si austères pourtant, qui étaient en usage à Cîteaux ou à Prémontré, on leur proposait aussi un enseignement proprement dit qui n'avait certes point pour but de satisfaire la curiosité des esprits, mais nourrissait cette ambition plus haute de restaurer dans les âmes l'image de Dieu ternie par le péché. Cet enseignement était dispensé aux religieux de trois manières principales : dans des leçons, tout d'abord, données elles-mêmes dans une école dont on sait le succès ; dans des sermons ensuite, presque quotidiens, prononcés dans l'église du monastère ou au chapitre : grâce enfin à la lecture publique ou privée qui, selon la vieille tradition monastique de la *lectio divina*, s'achevait souvent elle-même en oraison ou en contemplation. Il ne faudrait pas croire d'ailleurs qu'il y eût entre ces trois modes d'enseignement de frontières bien rigoureuses. Les religieux passaient aisément de la salle de cours à l'église ou au cloître. Les maîtres eux-mêmes savaient pratiquer tous les genres. Le *Liber exceptionum* nous en apporte un précieux témoignage, nous montrant sur le vif comment un même maître, à la fois professeur et prédicateur, savait reprendre ses cours et ses sermons pour en faire une sorte d'encyclopédie destinée simultanément à instruire et à édifier.

Le *Liber exceptionum* n'a d'autre ambition en effet que de proposer à un disciple anonyme, à qui l'ouvrage est expressément dédié, les notions et les connaissances indispensables pour parvenir à une saine intelligence de l'Écriture. Ces connaissances à vrai dire sont extrêmement variées, aussi l'ouvrage ne devra-t-il pas compter moins de vingt-quatre livres distribués en deux parties principales dont l'auteur, dans son prologue, nous décrit l'ordonnance et la disposition avec le plus grand soin. La première partie est faite, nous dit-il, de dix livres qui traitent successivement de philosophie (livres I-II), de géographie (livre III) et d'histoire (livres IV-X). La seconde partie, en quatorze livres, se présente d'une manière assez différente : les livres I-IX constituent en effet une sorte de commentaire allégorique des principaux livres de l'Ancien Testament ; le livre X est fait de vingt-sept sermons identiques aux vingt-sept premières pièces d'une vaste collection de *Sermones centum* dont l'inspiration est essentiellement biblique et liturgique ; les livres XI-XIV enfin expliquent une suite de textes empruntés aux quatre Évangiles et sont eux aussi visiblement d'origine oratoire. »

La lecture d'un tel ouvrage, fort révélatrice de besoins intellectuels, voire scientifiques, obligera plus d'un historien à modifier l'image qu'il s'était faite de Richard. Le mystique, en lui, est solidement équipé d'Écriture, d'histoire et de philosophie. Plus précisément, sa théologie est fondée sur une exégèse, et aussi sur

une tradition grégorienne et hugonienne qui est beaucoup moins apparente dans les œuvres plus originales dont se sont plus volontiers nourris les spirituels des siècles suivants. Il est dommage que l'on ait trop souvent atténué ou dissimulé ce goût passionné du savoir encyclopédique qui est l'un des traits communs du Moyen Age, mais qui, chez Richard, s'enracine plus consciemment peut-être que chez beaucoup d'autres en une exigence de salut pour la nature même qui doit revenir à son Dieu.

Il conviendra donc, à l'avenir, de ne pas oublier l'auteur du *Liber exceptionum* lorsque l'on étudiera le théoricien de l'extase. L'homme qui a traité avec tant de profondeur de l'*excessus mentis* est le même qui a demandé à tant de sources tout ce qu'elles pouvaient lui apprendre sur l'histoire des hommes, la description de la terre, le sens de l'Écriture. Ici encore, l'on ne saurait mieux dire que J. Châtillon lui-même, p. 10 : « Le *Liber exceptionum* témoigne, au XII^e siècle encore, de l'unité de cette culture médiévale dont saint Augustin avait établi le programme dans son *De doctrina christiana*. Il s'inscrit dans cette longue tradition encyclopédique qui prend son origine dans les manuels de Boèce, de Cassiodore et d'Isidore de Séville, et qui devait porter ses derniers fruits avec les inépuisables *Miroirs* de Vincent de Beauvais. Et si la philosophie, les sciences, les arts, la géographie, l'histoire, la théologie et l'exégèse se rejoignent ici dans une synthèse peut-être maladroite, mais combien suggestive, c'est parce que l'homme du Moyen Age s'est toujours efforcé de considérer l'univers dans toutes ses dimensions, d'y découvrir tout ce qui était capable de l'instruire et de l'éclairer sur sa propre nature et sur sa destinée, d'y reconnaître enfin une manifestation du Dieu dont il voulait retrouver en lui l'image et dont la création et l'Écriture simultanément lui parlaient. Pour comprendre ce livre et en saisir la véritable portée, sans doute eût-il fallu illustrer chacune de ses pages de figures empruntées à tout ce que la peinture, la sculpture ou le vitrail romans nous ont laissé de meilleur. Ainsi eussions-nous senti à quel point le *Liber exceptionum* reflétait cette culture prestigieuse, éprise d'unité et d'absolu, toute pénétrée de foi et d'optimisme, que, par delà les siècles, le Moyen Age nous a léguée. »

J'ajouterai que toute la seconde partie, qui traite de *mysteriis rerum gestarum*, et plus précisément les quatre derniers livres consacrés aux faits évangéliques, constituent un répertoire sans prix d'interprétations allégoriques. Tout médiéviste devrait l'avoir toujours sous la main.

Il faudrait, maintenant, préciser les principes de l'édition et porter, sur la réalisation, un jugement motivé. Ayant réuni, pour les diverses parties de cette œuvre composite, 182 manuscrits, dont 41 pour le *Liber exceptionum* complet ou partiel, l'éditeur n'a retenu, pour son édition, que les onze meilleurs. Soucieux de ne pas reconstituer un texte factice, il s'en est tenu régulièrement à son ms. A (Paris, Arsenal 266 A) et a renvoyé les autres leçons

à l'apparat des variantes qui ne paraît, en chacune de ses pages, qu'en troisième lieu. Deux autres, généralement, le précèdent : le premier, indiquant les sources ou les lieux parallèles ; le second, repérant les citations ou les simples réminiscences bibliques.

Bref, s'il n'est pas sûr que la connaissance de cet ouvrage grandisse Richard à tous les yeux, nul ne saurait contester que, le reliant au monde où il a vécu et dont il a vécu, elle aide beaucoup à le connaître, à le situer, à mieux définir son originalité et à comprendre son influence. Il faut souhaiter que le volume qui permet un tel progrès à l'histoire obtienne un succès qui soit de nature non seulement à récompenser son auteur, mais à le persuader qu'il doit poursuivre dans cette voie, à lui susciter des imitateurs, à satisfaire son éditeur, et à convaincre le C.N.R.S. que ce sont des travaux de cette qualité qu'il est toujours opportun d'accueillir et de publier.

André COMBES.

La Chrétienté et l'Idée de Croisade. II. Recommencements nécessaires (XII^e-XIII^e siècles). Cours professé à l'École Pratique des Hautes-Études par Paul ALPHANDÉRY. Texte établi par Alphonse DUPRONT. — (*L'Évolution de l'humanité*, n° 38 bis). Paris, Albin Michel, 1959. Petit in-8° de ix-336 pages, 1170 fr.

Nous avons déjà dit dans cette Revue (t. 41, 1955, pp. 100 sq.) tout le bien que nous pensions du t. I de ce remarquable ouvrage et la reconnaissance qu'il faut avoir à A. Dupront d'avoir mis tout son talent personnel à entrer dans la pensée d'un maître difficile et de consacrer des années de sa propre existence scientifique à faire connaître l'œuvre maîtresse d'Alphandéry. On ne peut, pour ce tome II, que renchérir sur ces éloges.

Encore faudra-t-il au lecteur non prévenu faire un effort pour se mettre en accord avec une pensée inaccoutumée. On est avec cet ouvrage très loin non seulement de l'histoire événementielle, mais encore d'une certaine histoire des structures qui ne s'intéresserait qu'aux institutions ou aux prix. Il s'agit ici de structures mentales et, pour en déceler les lois et les rythmes, il a fallu au chercheur ne négliger aucun texte, mais aussi à l'écrivain avoir recours parfois à un vocabulaire qui n'est pas celui habituel à l'historien : c'est ainsi qu'on nous parle des « tropismes de migration », de « mythologie collective », de « pulsions » et plus souvent de « mental collectif ». Il en résulte aussi que les perspectives ne sont pas celles auxquelles on est accoutumé quand il s'agit de l'histoire des croisades et que les jugements de valeur — dans la mesure où l'historien adopte ceux de l'époque qu'il étudie — étonneront parfois ceux qui n'auront pas compris la différence que l'auteur établit par exemple entre « réussite » et « accomplissement ».

S'il est possible de dégager une idée maîtresse en un livre si riche et même fourmillant, c'est celle d'une tension entre ordre et turbulence à l'intérieur de l'Eglise de la deuxième moitié du ^{xiii}^e siècle. D'une part des forces de stabilité et de justice, celles de la hiérarchie, mais aussi d'ordres religieux devenus plus ou moins solidaires de ce monde, et en tout cas celles des puissances séculières, alliées traditionnelles de cette Eglise, toujours prêtes à l'accaparer et à y dégrader la mystique en politique. D'autre part un peuple plus ou moins anarchique, prêt à s'ébranler pour un Grand Retour de caractère eschatologique au premier appel d'un prophète marqué d'un signe. Depuis longtemps déjà les historiens allemands avaient fait la distinction entre croisade hiérarchique et croisade populaire et M. Morghen a récemment attiré l'attention sur les « mouvements populaires » qui se déploient en marge de l'Eglise institutionnelle au ^{xiii}^e siècle. Mais le mérite d'Alphandéry et de Dupront a été d'appliquer le maximum de rigueur à la définition et à la détermination de ces tendances.

Nous n'avons pas à le suivre dans tout son ouvrage, qui ne concerne pas tout entier notre Revue, mais simplement à en dégager la part de la France. On entrevoit déjà par ce qui vient d'être dit le problème de la participation de la France aux croisades. La croisade est inspirée, du côté de la hiérarchie, par une pensée d'universel, alors qu'en France — et ailleurs — les mouvements paniques qui secouent périodiquement le peuple, ont un caractère particulariste, résultant de contingences et d'initiatives locales. Le grand mérite d'Innocent III, montre ce livre qui contribue ainsi à la réhabilitation de ce pape longtemps méconnu, fut justement de résoudre cette tension et de s'appuyer sur les aspirations des « pauvres » en même temps qu'il avait recours aux puissants et aux princes.

Le problème des « pauvres » est au cœur du livre. Cette époque est en effet celle des ordres mendiants — auxquels, à mon gré, la place n'est pas faite assez large — et d'un idéal de pauvreté sans cesse présent. Mais il faut bien financer la croisade, et le plus simple n'est-il pas d'organiser pour cela toute une fiscalité, qui retombera un jour ou l'autre sur les plus faibles, le nationalisme français en matière de croisade se parant sans doute des reflets du « messianisme impérial », mais ayant trop souvent un caractère sordide ? Qu'il soit permis ici d'exprimer un regret : c'est que les auteurs n'aient même pas fait allusion à la mystique capétienne du sacre, alors que nous avons avec ce « mythe », pour employer leur vocabulaire, un cas type de la création d'un mental collectif.

C'est cette croisade des pauvres que prêche Foulques de Neuilly, sur lequel sont écrites des pages très neuves. Les auteurs ont très bien vu que dans sa prédication tout se tient et que ce n'est pas un hasard s'il s'attaque à l'usure en même temps qu'il pousse à la croisade ; mais la connexion qu'il établit entre ces deux thèmes, et bien d'autres, elle ne saurait être logique, mais

sera, si l'on veut, existentielle, passionnelle, mystique. Il fallait une connaissance exceptionnellement riche et délicate de ces temps pour en reconstituer ainsi la psychologie la plus secrète. Plus intéressantes peut-être encore sont les pages consacrées aux croisades d'enfants. Et c'est là que l'on voit bien le propos du livre : ces croisades, bien loin d'apparaître comme des aberrations, révèlent au contraire au plus vif les aspirations les plus profondes d'un monde qui cherche son salut par le recours à la pureté, à l'innocence sacrifiée, à l'inefficacité politique ou militaire. Les réactions des contemporains ne peuvent évidemment être comprises que si l'on se rappelle la crèche de Greccio, le culte des Saints Innocents, et ce qu'étaient les enfants de chœur de l'époque ; mais pourquoi avoir négligé de porter l'enquête sur l'art ? Elle aurait abouti, d'ailleurs, me semble-t-il, à des conclusions analogues, en montrant — P. du Colombier l'a récemment suggéré — qu'il a fallu quelque temps au sculpteur gothique pour découvrir dans toute sa réalité l'enfant dont pendant longtemps on ne fit qu'un petit adulte.

On aperçoit alors tout ce qu'avait de monstrueux la déviation de la Quatrième croisade. C'est l'époque où l'on préfère la « réussite » à « l'accomplissement » ; celle encore où commence « l'exposition en proie », à partir d'une théologie et d'un droit complètement étrangers à la mentalité de la collectivité chrétienne. Cette croisade a pourtant elle aussi son caractère religieux ; et nos auteurs d'étudier les diverses suppléances par lesquelles les vainqueurs de Constantinople se donnèrent bonne conscience. La croisade devient pillage de reliques. Ne revient-on pas d'une certaine façon à la mentalité des vieux pèlerins partant pour leur compte et soucieux seulement d'enrichir leur propre trésor ? N'aurait-on pu ajouter, pour expliquer la déviation de la croisade, que les progrès de la prédication et de la scolastique, comme la centralisation croissante de l'Eglise, faisaient percevoir aux croisés du XIII^e siècle, plus qu'à ceux du XI^e et qu'aux pèlerins du X^e, le sens des mots hérétique ou schismatique ? Croisade hiérarchique et croisade populaire n'ont cessé de se confronter, mais aussi de se recharger mutuellement : les papes puisant au plus profond de l'âme chrétienne d'un peuple encore primitif les thèmes animateurs que les Mendiants, eux-mêmes très peuple, vont prêcher partout, mais aussi il peut arriver que l'anarchie de l'enthousiasme populaire parfois se discipline et s'oriente selon les données d'une foi toujours mieux définie.

Qu'il me soit permis en terminant ce trop long compte rendu de regretter que les auteurs aient presque complètement laissé de côté l'étude de la littérature populaire des temps qu'ils étudiaient. On s'attendait à trouver des pages nourries sur les chansons de geste, qui représentent au mieux elles aussi ces aspirations anonymes et révèlent des « psychoses » comme celles qui ont été si bien diagnostiquées dans cet ouvrage. Regret aussi qu'ils aient été si brefs sur les mouvements d'opposition à la croisade, et no-

tamment sur les troubadours, aujourd'hui bien étudiés à ce point de vue. C'est aussi, on s'en est aperçu, que le sujet abordé est presque entièrement neuf ; il était donc difficile de le dominer à tous moments. C'est pourquoi aussi il est permis de signaler à A. Dupront quelques légères erreurs en vue d'une réédition de son ouvrage : p. 52, il est manifestement question *in fine* du xii^e siècle tout court et non seulement de ses dernières années; — p. 53 : c'est par erreur que les historiens ont jadis appelé « de Lausanne » l'hérétique Henri (cf. ma brève mise au point sur ce personnage dans *Catholicisme* d'après les travaux de Manselli); — peut-on parler d'« albigéisme » pour les hérésies combattues par Henri d'Albano ? — le texte d'Inquisition cité p. 110 est bien postérieur aux événements pour lesquels il est invoqué; la bibliographie de Joachim de Flore et de Raymond Lull gagnerait à être un peu rajeunie. Je m'excuse de ces vétilles, mais elles montrent l'intérêt que j'ai pris à la lecture de ce grand livre, qui pénètre plus profondément que jadis dans le « mystère » de la croisade en même temps que de la chrétienté, les auteurs ayant réussi excellentement à monter la connexion profonde de ces deux notions qui se sont mutuellement suscitées et nourries.

J'ai gardé pour la fin la conclusion de l'ouvrage, non seulement parce qu'elle est la conclusion, mais parce qu'elle se présente un peu comme en hors-d'œuvre, A. Dupront en réclamant seul la responsabilité et y reprenant sa thèse sur *Le mythe de croisade. Essai de sociologie religieuse*. Elle est à bien des égards d'un autre ordre et intéressera surtout les philosophes de l'histoire. On y trouvera des vues pénétrantes sur « croisade et révolution » ; on regrettera quelquefois que la langue en soit si obscure : à force d'analyser le *pathos* plus que le *logos* de ces époques obscures, et de vouloir en rendre sans les trahir toutes les obscures richesses, l'auteur s'est habitué à un style dense qui risque de lui faire perdre une partie de l'audience à laquelle il a droit.

Les lecteurs assidus de la belle collection dans laquelle a paru cet ouvrage, ne manquaient pas de plaisanter, à chaque parution, les préfaces où le regretté Henri Berr, injuste à la fois pour ses auteurs et pour leurs lecteurs, résumait le livre et disait où il fallait applaudir. On ne peut que se réjouir de voir M. P. Chalus, qui assume maintenant la direction de la collection et n'a pas besoin de ces Avant-Propos pour se faire estimer, en réduire, tant qu'il a pu, la longueur.

E. DELARUELLE.

Henri PELTIER. — *Histoire du Carmel*. — Paris, Éditions du Seuil, collect. « La vigne du Carmel », 1958, 340 pages.

Il est profitable et pratique de pouvoir disposer désormais, grâce à M. le chanoine Peltier, aumônier des carmélites d'Amiens, d'un manuel à la fois concis et solide sur l'ordre du Carmel.

Les différentes époques ont été parcourues, dans ce livre, avec

la note qui convient à chacune, et ce n'est pas sans un réel mérite en un domaine où subsistent encore pas mal d'obscurités et où un certain nombre de courants prétent à controverse.

Le peuplement du mont Carmel par des cellules de moines n'est qu'un des épisodes, on le sait, de l'érémisme *occidental*, tel qu'il se fait sentir en Europe, au *xii^e* siècle, ou même antérieurement. Il est un épisode aussi du pèlerinage de Terre Sainte et en même temps des Croisades ; on stabilise son pèlerinage en se fixant dans la vie solitaire et contemplative sur une terre sacrée.

Le transfert vient un siècle après. La consécration de l'église d'un couvent de carmes est signalée à Cologne en 1220 ; la première érection bien connue est celle du monastère de Valenciennes en 1235. La foule s'amuse un peu de ce manteau rayé de bandes horizontales, blanches et brunes : chasteté, pénitence ; alternées au nombre de sept, elles symbolisent encore les trois vertus théologiques, les quatre cardinales. L'ordre y renonce définitivement et adopte en 1287, au chapitre de Montpellier, la simple chape blanche.

Saint Simon Stock qui donne à l'ordre d'une façon définitive le style nouveau qui, tout en sauvegardant la tradition, consacre la vie commune, est bien un carme anglais. C'est à Bordeaux qu'il meurt néanmoins, en 1265, après avoir exercé son action dans les neuf provinces alors établies : Terre sainte, Sicile, Angleterre, Provence, Rome, France, Allemagne, Lombardie, Aquitaine. Nicolas le Français, ramené malgré lui de l'Orient, est un « réactionnaire ». On lui doit l'*Ignea sagitta*, rappel incisif et brûlant de l'ancienne ferveur contemplative et solitaire.

Le déclin qui va venir est le fruit des malheurs de l'époque. Guerre de Cent ans et peste noire ont eu, sur toute la chrétienté, une répercussion analogue à celles de nos guerres de maintenant. Un autre abus est celui des études accomplies dans des conditions préjudiciables à la vie régulière ; l'abus surtout de ces *doctores bullati* qui se prévalent de grades obtenus par un pur privilège. Abus encore des chapelains pontificaux, que favorise l'établissement des Papes à Avignon.

Une mitigation officiellement tracée paraît le remède le mieux approprié. Elle est étudiée dans un chapitre général tenu au couvent de Nantes et consacrée par Eugène IV en 1432. Or, dès 1413, un autre mouvement de réforme est né en Italie, à Mantoue, sur la base au contraire de la règle primitive. Il a en France sa répercussion sur l'initiative de l'évêque d'Albi, Louis d'Amboise († 1503). La réforme d'Albi prend dans le royaume une grande diffusion : Melun, Rouen, Toulouse, Paris. Le bienheureux Soreth continue son œuvre en France cependant dans le sens de la mitigation ; c'est un carme anglais lui aussi, mais il meurt au couvent d'Angers en 1471. De beaux indices, de part et d'autre, de la « première Réforme catholique ».

Les carmélites ont attendu ce *xv^e* siècle pour avoir une existence conventuelle. Ce sont jusque-là des recluses, vivant en An-

gleterre, en Flandre, en France, en marge des couvents de Carmes. Nicolas de Cues, chargé par le pape Nicolas V, en 1451, de la visite de l'Allemagne, leur enjoit de prendre une règle, qui se trouve tout naturellement être la règle des Carmes. Un premier groupe se forme à Gueldre. Le régime adopté est celui de la mitigation, et c'est lui que reproduisent les couvents de Dinant et de Liège. Lorsqu'après son veuvage de Pierre de Bretagne, la duchesse Francoise d'Amboise rêve de vie religieuse, c'est sur le même modèle, grâce à un essaim sorti de Huy, où Liège s'est transporté, qu'elle fonde, à Vannes, en 1460, le Bon Don. Elle-même s'y retire en 1468. Elle y devient prieure et fonde encore aux Couëts, près de Nantes, en 1477, y remplaçant les Fontevristes. Jean Soreth a suivi toutes ses pieuses entreprises.

L'Italie voit surgir entre temps diverses initiatives sous l'influence prépondérante de la congrégation de Mantoue. Le couvent de Florence donnera, en fin de xvi^e siècle, la grande mystique Madeleine de Pazzi, contemporaine de sainte Thérèse.

Le couvent de l'Incarnation, où celle-ci était d'abord entrée, à Avila, était primitivement, 1467, une sorte de béguinage. A la fin du xv^e siècle, ces Béates adoptaient la règle du Carmel. Elles étaient cent quarante religieuses lorsqu'entra Thérèse de Ahumada.

L'auteur s'étend longuement, comme il convenait, sur l'expansion de la réforme thérésienne. L'élimination, en France, de l'influence des Carmes déchaussés, à une époque où les relations avec l'Espagne rend leur présence indésirable, l'emprise bérullienne qui se substitue à leur action, sont exposées ici dans un sens nettement défavorable envers Bérulle. Le R. P. Serouet, carme déchaux, dans son beau livre *De la vie dévote à la vie mystique* (Tournai, 1959), s'exprime d'une manière plus nuancée.

Le développement de la réforme de Touraine-Bretagne est exposé parallèlement, M. le chanoine Peltier suivant ici de près l'ouvrage de Mlle Boucheraux. Le couvent d'Auray aurait pu être signalé, en raison de l'importance du pèlerinage de Sainte-Anne.

Au xvi^e siècle, apparaît, chez les Carmes, l'essor missionnaire. Il s'est porté tout de suite vers l'Orient, qui les ramène à leurs origines, et bien au delà, l'Inde et la Perse. L'on ne manque pas de nous parler, mais de façon vivante et originale, des vocations célèbres : Louise de La Vallière, Madame Louise de France, la comédienne moins connue Marie-Jeanne Gauthier. Une production littéraire assez oubliée s'échelonne de même, en notre pays, au long des xvii^e et xviii^e siècles ; en cette fin d'Ancien Régime notamment dans le sens d'une apologétique qui se cherche.

L'ordre comptait en France, en 1780, 129 couvents de Grands Carmes, totalisant 1194 religieux ; 79 couvents de Déchaux, avec 750 religieux. Un fait assez rarement connu est que, lors des massacres de Septembre 1792 accomplis dans leur propre couvent de la rue de Vaugirard, plusieurs des religieux se trouvaient, à l'étage, dans leurs propres cellules, d'où ils pouvaient entendre les voci-

férations. Ils ne furent pas inquiétés, mais déguerpirent ensuite sans demander leur reste.

L'auteur a poursuivi son œuvre avec méthode sur beaucoup d'autres points. Une bibliographie en fin de chacun des chapitres donne une idée de son abondante lecture et peut guider le lecteur à son tour s'il veut approfondir. M. le chanoine Peltier a suivi, d'une façon générale, les positions classiques. On ne saurait pour autant le trouver en défaut sinon sur des points de détail, comme celui par exemple qui répète les redites sur l'introduction en Occident par les Carmes de la dévotion à saint Joseph, qui est beaucoup plus d'origine franciscaine. Opposer, d'autre part, « sagesse » et « sainteté » pour caractériser relâchement et réforme est une formule qui étonnera un peu et qui ne trouve guère de référence dans le langage mystique.

Le cadre de la grande histoire se devine aussi plus qu'il n'est exprimé. Il eût été certainement préférable de laisser tomber des jugements sur quelques points où la critique exigerait plus de rigueur : sur les mobiles de la Commission des Réguliers, par exemple ; sur une atténuation qu'on fait certainement exagérée des mesures de Terreur, en quelques parties de la France ; sur « l'inévitable réaction » du *risorgimento* italien dans un sens anticlérical, etc. Il est beaucoup plus sûr, en de tels cas, de laisser parler simplement les faits, tant qu'il n'est pas question d'étude approfondie.

Etienne CATTÀ.

Raymond OURSEL. — *L'Histoire en appel. Le Procès des Templiers*, traduit, présenté et annoté. — Paris, Denoël, Club du meilleur livre, 1959. In-16, 271 pages. Prix : 800 fr.

Il est peu de périodes de notre histoire aussi énigmatiques que celle de Philippe le Bel, aussi brillantes et aussi sombres à la fois. L'art en est exquis, mais au revers de la médaille le procès des Templiers ne cesse de causer un malaise moral à ses observateurs. M. Raymond Oursel a voulu mettre le débat à la portée d'un public étendu en le faisant tenir dans un exposé relativement court, en le présentant sous une forme accessible à tous, en inspirant la confiance par le sérieux tout chartiste de sa documentation, par la clarté de sa rédaction et la bonne foi évidente qui l'anime.

On trouve ici tantôt la traduction, tantôt l'analyse de l'enquête menée à Paris par la Commission pontificale en 1310-1311 et, en outre, moyennant des emprunts aux sources diverses, le narré des principales péripéties de l'affaire.

Ce travail consciencieux, M. Raymond Oursel ne veut pas le conclure dans un sens ou dans l'autre. Cependant, chemin faisant, il ne néglige pas de fournir une opinion qui, sans doute, ralliera les historiens. L'essentiel en est que les aveux des templiers n'ont pas été libres. Pour ceux qui furent arrachés par la torture cela

ne sera pas contesté. Mais à côté de la torture physique et immédiate, il y eut d'autres moyens de pression dont l'influence ne doit pas être négligée : les menaces et les promesses, notamment la séduction exercée par l'annonce d'une absolution facile à obtenir après un premier aveu, total ou partiel. Au pied du bûcher, le grand maître Jacques de Molay ne proclame-t-il pas que « la crainte des tourments et les caresses du pape et du roi de France l'avaient en d'autres temps incité aux aveux ». Ces aveux, il les rétracte au péril de sa vie. J'estime que cette déclaration dissipe les ombres amoncelées. Il en résulte qu'il n'est pas possible d'ajouter foi aux aveux enregistrés même devant les commissaires du pape. Je ne dis pas que toutes les imputations aient été nécessairement fausses, je dis qu'il n'est pas prouvé qu'elles soient vraies. Cette opinion est fortement corroborée par le fait qu'un *questionnaire* était posé aux accusés, de sorte qu'il leur suffisait pour être sauvés d'y acquiescer mécaniquement, et aussi par les irrégularités de la procédure : présence de gens du roi auprès des juges lors de certaines séances, le choix intentionnel des témoins, le fait que les accusés étaient gardés dans les geôles du roi, l'exécution hâtive de cinquante-quatre Templiers par la commission de la province de Sens, dont l'archevêque était Philippe de Marigny, et dont Paris était suffragant, supplices qui intimidèrent et fermèrent la bouche aux défenseurs de l'Ordre.

Il n'en subsiste pas moins un grand mystère : pourquoi cette haine du roi contre le Temple ? On pense à la question financière, dominante en ce règne. M. Oursel l'écarte en disant que les biens du Temple furent adjugés à l'Hôpital et non au trésor royal. On pourrait lui répondre que telle fut la décision de Clément V en 1312, mais que telle n'avait peut-être pas été la perspective ouverte en 1307 devant les yeux du roi par ses conseillers. On fait valoir par ailleurs que le sacrifice des Templiers aurait été l'effet d'un échange entre Clément V et Philippe le Bel, le roi renonçant à son procès contre la mémoire de Boniface VIII si le pape lui abandonnait les chevaliers. Cette explication suppose que le roi attachait un grand prix à la suppression de l'Ordre, ce qui ramène au point de vue précédent. Et si le roi visait à la confiscation des richesses du Temple, comment s'est-il résigné à être joué ?

Philippe aurait-il haï les Templiers comme constituant un État dans l'État, cela s'accorderait bien avec les doctrines de l'absolutisme de l'État défini par le droit romain alors florissant, non moins que par le retrait du Temple de Paris de la clientèle financière du roi. Mais cette explication est pure supposition.

Je ne dirai rien d'un autre problème, irritant pour nous, je veux parler des dispositions canoniques visant le cas des relaps. Nous n'arrivons pas à comprendre que l'accusé qui, sous l'action de la torture, avait avoué un crime, n'encourût que la prison, tandis que s'il rétractait son aveu, et semble-t-il, proclamait par là même son innocence, il était condamné à mort. N'y aurait-il

pas là une sorte de confusion entre le tribunal de la foi et le for intérieur ? Devant ce dernier, le pénitent qui avoue est censé se repentir de sorte que, s'il revient sur sa confession, c'est comme s'il réitérait le péché absous. Il est récidiviste, relaps. Mais cette discussion dépasse le cas des Templiers.

Le livre de M. Raymond Oursel, petit par le format, sera jugé important par la sincérité avec laquelle il met ses lecteurs en face d'une des plus troublantes contestations historiques, et les aide à se faire en la matière une opinion fondée sur une relation exacte et assez détaillée de cette cruelle affaire.

B.-A. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ.

SAINT IGNACE [de Loyola]. — *Lettres*. Traduites et commentées par Gervais DUMEIGE, S. J. — Collection Christus. Textes. Desclée De Brouwer, 1959. In-8° de 527 pages.

Depuis la biographie classique d'Ignace de Loyola (publiée par le Père Ribadeneira en 1572), l'on a énormément écrit à son propos, mais tout a été pratiquement renouvelé à partir de 1894 grâce à la grande collection des *Monumenta historica Societatis Jesu* (arrivée présentement à son 95^e tome). Une *Bibliographie ignatienne* (1894-1957) des Pères Jean-François Gilmont et Paul Daman (Museum Lessianum, 1958) ne comprend pas moins de 2872 numéros, qu'une autre Orientation bibliographique (Ignacio Iparaguirre, s. j., *Orientaciones Bibliograficas sobre san Ignacio de Loyola*, Institutum historicum Societatis Jesu, Rome, 1957) est parvenue à comprimer en 680, grâce à d'heureux groupements de titres.

Malgré cela, il reste de grandes lacunes. L'un des meilleurs spécialistes, le P. Hugo Rahner, le déclare (Préface à la Bibliographie des PP. Gilmont et Daman, p. IX) : « Les travaux de l'année jubilaire 1956 ont démontré avec évidence qu'il faut en premier lieu redécouvrir, dans Ignace, le théologien ». Or, c'est à Paris qu'Ignace et ses neuf premiers compagnons ont fait leurs études durant douze longues années à l'Université (automne 1525-15 décembre 1536). Toute cette période demeure encore dans la pénombre historique, malgré les apports substantiels du P. Schurhammer (dans son monumental *Franz Xaver. Sein Leben und seine Zeit*, vol. I, 1955) et les essais suggestifs du P. Pedro de Leturia (recueillis dans *Estudios Ignacianos*, collection posthume, Rome, 1957).

Sur ces études de théologie parisiennes, les inexactitudes foisonnent. Dans le Bréviaire romain, au second nocturne de l'office de saint Ignace de Loyola (31 juillet), il est dit par exemple de ce dernier et de ses compagnons : « omnes artium magistris et theologiae gradibus insignes », alors que ces dix « maîtres ès-arts » de l'Université de Paris ont obtenu seulement des certificats attestant qu'ils avaient étudié la sacrée théologie durant un an et demi, et non pendant les dix ou douze années requi-

ses pour l'obtention du doctorat en théologie (cf. Mon. Hist. Soc. Jesu, *Scripta de Sancto Ignatio*, t. II, p. 2-3 : certificat daté du 14 octobre 1536). La Bulle de canonisation d'Ignace de Loyola ne commet pas cette bétise; par contre, elle attribue à l'Université d'Alcala ce qui ressort exclusivement de celle de Paris (« *Compluti Philosophiae, et Theologiae per annum cum dimidio operam dedit, ac demum Parisiis omnia illa studia repetiit* ». Bulle d'Urbain VIII, 6 août 1623 : *Bullarium*, Rome, 1756, p. 133).

On ne doit donc pas s'étonner si, jusqu'à présent, les historiens ont été des plus sobres sur ces débuts de la Compagnie de Jésus. Imbart de la Tour, dans ses *Origines de la Réforme en France*, aurait dû les dresser, en face de Calvin et de l'Institution chrétienne, comme l'autre volet d'un dyptique. Il s'est borné à noter dans son tome III (1914, p. 303), à propos du poète néo-latin Salmon Macrin : « Nous commençons à entrevoir le petit cénacle parisien où, en 1535, quelques étudiants se retrouvent, méditent et prient autour d'Ignace de Loyola ». C'est bien peu. A part quelques précisions de noms de professeurs, l'on ne trouvera guère davantage chez les auteurs les mieux informés.

Pourtant, dans un document capital et pratiquement inexploité encore, le Père Jérôme Nadal, un des jésuites les plus marquants de la deuxième génération et l'un des plus intimes confidentes d'Ignace fondateur d'ordre, a laissé une « Brevis instructio, quam scilicet ratione de rebus theologicis his temporibus loquendum sit vel agendum » (*Monumenta paedagogica*, 1901, p. 123-128), conservée aussi en espagnol (ib., p. 676-680). Par manière de commentaire aux célèbres règles d'orthodoxie des Exercices spirituels, il définit la conduite à tenir, non seulement vis-à-vis des « alumbrados » espagnols, mais aussi des « luthériens » et des « grammairiens » (*grammatici*, c'est-à-dire les humanistes tels qu'Érasme et Lefèvre d'Étaples).

Ce qui a faussé la perspective historique, c'est la participation de la Compagnie de Jésus à la Contre-Réforme, surtout pendant et après le Concile de Trente. On l'a représentée comme entièrement solidarisée avec les théologiens archaisants de la Faculté de théologie de Paris. Or les documents nous révèlent toute autre chose. Ce ne serait pas du collège Montaigu, dominé par Noël Beda, disciple de Jean Standonck, qu'Ignace de Loyola se serait surtout inspiré; ni même du collège Sainte-Barbe où s'affrontaient les deux courants, du passé avec Diogo de Gouveia l'ancien et du présent avec André de Gouveia le neveu; mais de ce qui sera le collège de France, créé en 1530 par François I^{er} sur les conseils de Guillaume Budé. Son aphorisme, si souvent utilisé à propos des professeurs royaux : « Qui graecizabant, lutheranizabant », ne signifierait donc pas qu'il proscrivait le grec et les disciplines connexes, mais tout au contraire qu'il voulait les mettre au service de l'orthodoxie. Un témoignage capital en a été donné en 1560 par un compagnon de la première heure, Guillaume Postel, qui aurait fini ses jours chez les jésuites s'il n'avait joint

à une érudition remarquable pour l'époque, les préjugés du gallicanisme et surtout les folles imaginations d'un illuminisme non contrôlé (cf. François Secret, *Paralipomènes de la vie de François I^{er} par Guillaume Postel*, dans la revue *Studi Francesi*, 1957, p. 60-62) : « ... Praeterquam quod scholasticas nugas et sophismata explodi cepere, écrivait-il des théologiens de Paris [tels que Jean Major], et saltem ut Lutheranis obsisti conarentur, sacri doctores incepere a theologis discuti, paulo mox *compendiosissimum theologiae genus, nempe meditatorium et affectu magis quam intellectu subnixum*, Parisiis obortum est. Nam quidam Navarrus (?) regno ortus, Ignatius nomine, illuc se studiorum causa conferens, collegit decem aut duodecim primaria quidem eruditione sed longe maiori pietatis affectu viros... Et sic revera *spiritum illum* qui Francisco (le roi François I^{er}) datus erat, *pio furto surripuere*... »

Ce « pieux larcin » de l'idéal humaniste se traduisit dans l'es-time profonde des premiers jésuites pour la « théologie positive », non point pour contredire la « théologie scolastique » mais pour l'approfondir et pour l'étayer. De ce point de vue, rien n'aurait empêché Ignace de souscrire à l'apologie d'Érasme, si convaincante, que saint Thomas More envoyait au théologien Dorpius de Louvain et qui provoquait, chez ce dernier, une véritable « conversion ».

L'énorme correspondance d'Ignace de Loyola, lue dans cette perspective, confirme ces témoignages. Malheureusement, par ses dimensions mêmes, elle risque de décourager les lecteurs les plus intrépides.

« Pendant trente-deux années de sa vie, de 1524 à 1556, Ignace a écrit ses lettres, animé toujours par le souci d'aider spirituellement ceux auxquels il les adressait. Si bien qu'à l'heure actuelle, nous possédons encore de lui six mille-huit-cent-treize documents épistolaires dictés, rédigés ou approuvés par lui. Ils se répartissent bien inégalement, puisque de 1524 à 1540 il n'est resté qu'une trentaine de lettres, tandis que le reste couvre la seconde moitié de sa vie active, les seize années qui vont de la fondation de la Compagnie à la mort du saint (31 juillet 1556) » (Introduction du P. Dumeige aux *Lettres choisies*, p. 7-8).

Il faudrait y ajouter mille trois-cent-trente-trois lettres émanant de ses nombreux correspondants, parmi lesquels figure au premier rang, pour le sujet qui nous occupe, le Docteur parisien, originaire de Tolède, Pedro Ortiz, avec son Avis préliminaire aux Exercices spirituels (cf. *Mon. hist. Societatis Jesu, Exercitia spiritualia...*, 1919, p. 699-700) !

« Philippe Néri, plus doué sans doute pour la parole que pour la plume, n'a laissé que trente lettres. Thérèse d'Avila, dont l'œuvre littéraire, il est vrai, s'étend à d'autres genres ignorés d'Ignace, en écrivit quatre-cent-cinquante. Saint François Xavier, cent-trente-sept. Si nous plaçons saint Ignace en face d'hommes du xvi^e siècle, dont l'action et la renommée étaient européennes, il figure encore en bonne place. Érasme, dont la correspondance

est à maints égards si précieuse, en écrivit deux mille quarante; Luther, trois mille quatre-cent-vingt-six et Calvin, quatre mille deux-cent-soixante-et-onze. Pour être tout à fait exact, il faut ajouter que, parmi ces six mille et quelques documents épistolaires d'Ignace, figurent un certain nombre d'abrégés, de copies de lettres, de nomenclatures, de bordereaux d'envoi, qui livrent seulement l'essentiel du contenu de missives aujourd'hui perdues. Quoi qu'il en soit, cet ensemble représente une masse abondante et variée dont l'histoire, particulièrement celle de la spiritualité, n'a pas encore épuisé les richesses » (*ib.*, p. 8).

Ces innombrables lettres n'ont été rendues accessibles au public qu'assez tardivement. Un premier ensemble de cent lettres parut à Bologne en 1804 grâce au Père Menchaca. Quarante-quatre ans plus tard, un jésuite allemand, le Père Genelli, parvenait à en trouver quarante-cinq autres. En 1870, le Père Bouix, un Français, traducteur de sainte Thérèse, en publiait cent-quarante-deux dont beaucoup demeurées jusqu'alors inédites. Huit-cent quarante-deux lettres suivirent, imprimées en quinze ans jusqu'en 1889, dues à une équipe espagnole qu'animait le Père de la Torre. Enfin, entre 1903 et 1911, les *Monumenta historica Societatis Jesu* publiaient, suivant des normes critiques, l'ensemble de plus de six mille lettres (*ib.*, p. 9).

Sur ce nombre le Père Dudon, en 1933, avait traduit cinquante lettres (*ib.*, p. 26-27); dans le recueil du P. Dumeige, on en trouvera quatre fois plus, deux-cents en tout, qu'on peut répartir en trois périodes : 1° onze pour les seize années de 1524 à 1539 (1524 n° 1; 1532 n° 2, 3; 1536 n° 4-8; 1537 n° 9-11); 2° à peu près la moitié de l'ensemble (exactement 92 : n° 12-104) pour les treize années de 1540 à 1552; 3° environ une autre moitié (exactement 95 : n° 104-199) pour les deux dernières années et demie de la vie, 1554-31 juillet 1556. A partir du moment (vers Pâques 1547) où Juan de Polanco devient le secrétaire de confiance, l'on constate qu'elles s'enrichissent de nombreuses « autorités » patristiques ou autres, par exemple pour les « grandes » lettres comme celle sur l'obéissance (n° 88, 26 mars 1553, p. 295-306).

La sélection du P. Dumeige a été faite avant tout pour l'éducation des lecteurs. On pourrait donc y redouter les équivalences un peu lâches des auteurs habituels d'ouvrages de piété. Ce serait à tort. Le traducteur, luttant pour ainsi dire avec le style très malaisé d'Ignace de Loyola (cf. *ib.*, p. 14-15) a réussi, non seulement à nous en livrer le sens exact, mais souvent à mettre en relief certains aspects qui risqueraient autrement de demeurer inaperçus. Ainsi, pour la formation théologique d'Ignace, il est indispensable de se reporter à la lettre adressée de Paris, vers la fin de juin 1532, à son frère Martin Garcia de Oñaz (*ib.*, n° 2, p. 33) :

« La grâce et l'amour du Christ notre Seigneur soient toujours avec nous.

J'ai reçu votre lettre qui m'a causé une grande joie en sa divine Majesté et en son amour. Vous me donniez des nouvelles de votre

fille et m'appreniez votre décision touchant votre fils. Plaise à la Souveraine Bonté de daigner conserver et renforcer toujours davantage nos desseins quand ils sont ordonnés à son service et à sa louange, comme ceux que vous avez résolu d'exécuter. Sauf opinion meilleure de votre part, je crois qu'il n'y aura aucun inconvénient à lui faire suivre des études de théologie plutôt que de droit canonique. C'est une science qui prépare et oriente davantage vers l'acquisition des richesses éternelles et qui vous donnera plus de tranquillité sur vos vieux jours. Pour l'acquérir, je ne crois pas que vous trouviez en aucun lieu de la chrétienté une meilleure formation qu'à l'Université de Paris... Si vous considérez les frais, vous gagnez à l'envoyer à cette Université, car il y profitera plus en quatre ans qu'en aucune autre de ma connaissance [sans doute Alcalá] en six, et je ne croirais pas m'écarter de la vérité en augmentant ce dernier chiffre. »

Il ne nous est resté que trois des nombreux « cahiers » de cours ou de notes théologiques que les dix compagnons emportèrent de Paris (le P. Schurhammer en a donné une analyse succincte dans son *Franz Xaver* : vol. I, p. 245-8, Bobadilla; p. 103, Favre; p. 249-250, Jay). On y trouve une étroite alliance entre théologie scolastique et théologie positive, avec mention expresse des condamnations de Luther et d'Érasme. En gros, l'on s'y meut dans un milieu intellectuel qui fait penser au Maître général de l'ordre de saint Dominique, le cardinal Tommaso de Vio Cajetan. Toutefois, pour Ignace de Loyola, la principale utilité de la théologie était de confirmer et d'explicitier d'une manière orthodoxe ses intuitions mystiques (cf. la consultation sur l'illumination de juillet 1549 : n° 49, p. 186-199). D'ailleurs, les *Lettres* ne doivent pas nous faire oublier d'autres précieux écrits, par exemple le *Journal spirituel* couvrant une année entière (2 février 1544-27 février 1545) dont le P. Giuliani vient de donner dans la même collection *Christus* une traduction aussi soignée, sous la même présentation sobre et élégante. Pour les lecteurs familiarisés avec les « trois temps » de l'élection dans les *Exercices spirituels*, il est bon de remarquer qu'Ignace joint ici à l'élection « du deuxième temps » par les consolations et les désolations, celle « du troisième temps » au moyen des raisons alignées pour et contre la décision. En fut-il toujours ainsi ? A en juger par d'insignes documents, tels que le *Mémorial* du Bienheureux Pierre Favre, la primauté du « deuxième temps » sur le troisième fut longtemps prépondérante.

Cette constatation nous suggère d'autres conclusions au sujet des *Exercices spirituels* de saint Ignace. Ces derniers, expérimentés « quant à la substance » par Ignace lui-même en Espagne, furent adaptés par lui à Paris en des milieux pénétrés d'influences humanistes. Le *Fondement* a été presque textuellement emprunté à un traité d'Érasme. Quand Ignace voulut rassembler en une suite continue les feuillets jusque-là épars, il semble avoir confronté ses conceptions avec la théologie d'un Docteur patenté de

l'Université de Paris, Pedro Ortiz. Il en résulta, vers 1541 (au moment de l'approbation de la Compagnie de Jésus), le double texte que nous possédons, l'un latin (dit *Versio prima*), l'autre espagnol (dit « l'autographe », peut-être transcrit par le jeune Ribadeneira). Entre ces deux textes et celui qui sera donné en août 1548 à l'impression, les différences ne sont pas petites, comme l'a démontré le P. Roothaan, auteur d'une nouvelle version littérale. C'est cependant la Vulgate latine, parfois assez divergente de l'autographe espagnol et de la *Versio prima*, qui eut la préférence d'Ignace de Loyola, durant les huit dernières années de son existence (pour ne citer qu'un exemple typique, les deux mots du Fondement « unice » et « magis » qui se trouvent encore dans la *Versio prima* retouchée de 1547-1548 n'existent plus dans la Vulgate, révisée par le secrétaire Polanco) ! Les Exercices continuent, sans doute, à s'adresser à des âmes héroïques, mais seulement « en puissance », pas nécessairement « en acte » comme le conclura le troisième degré d'humilité. Dans les *Lettres*, il ne serait point malaisé de déceler aussi une évolution semblable : de plus en plus, aux intuitions de l'inspiration personnelle se surajoutèrent les considérations de la tradition théologique.

Henri BERNARD-MAITRE, S. J.

Saint Ignace de Loyola. — *Exercices spirituels*, traduits et commentés par François COUREL, S. J. Collection « Christus » n° 5. — Desclée de Brouwer, 1960. 10×17 cm, 232 pages, sous couverture plastifiée. Prix : 4,50 NF.

Presque immédiatement après l'arrivée de saint Ignace de Loyola dans la ville de Paris (2 février 1528), ses *Exercices spirituels* commencèrent à s'intégrer dans la vie française. En effet, après avoir subi un demi-échec avec trois étudiants espagnols, Ignace ne craignit pas, même sans être encore « maître ès-arts », de les donner à trois représentants de la Faculté de théologie. Le premier, Alvaro Moscoso, exercera un rôle au Concile de Trente. Pour le second, orthographié Valle ou Vagli, nous soupçonnons qu'il s'agit d'un certain Duval connu par ailleurs. Aucun doute ne subsiste pour le troisième, le docteur « Martial » ; c'est Martial Mazurier, l'un des membres les plus représentatifs de ce que l'on a appelé, dans l'histoire des origines de la Réforme française, le « cercle de Meaux ». Ainsi avons-nous la preuve certaine qu'Ignace de Loyola eut des contacts directs et prolongés avec le milieu influencé par le grand humaniste Lefèvre d'Étaples.

Ce fait est de première importance, car il nous aide à replacer l'élaboration des *Exercices spirituels* dans son contexte historique. Il y a, en effet, depuis le R.P. Roothaan, Général de la Compagnie de Jésus renaissante, deux manières d'aborder le petit livret. La plus couramment suivie est celle qui se base sur la philologie. C'est la méthode adoptée par l'auteur de la nouvelle traduction française de ce que l'on a appelé « l'autographe espagnol ». Grâce

aux progrès considérables de l'étude de la langue castillane très spéciale qu'employa Ignace de Loyola, il est parvenu à serrer de plus en plus près le sens exact. Cette édition, présentée dans un format de poche, sera, sans nul doute, bien reçue des retraitants, ainsi que des directeurs de retraite, qui apprécieront à la fois le travail du traducteur et le mode d'impression d'une grande lisibilité. Des notes très étudiées, et surtout un suggestif Index (p. 201-225), constituent en outre un véritable commentaire, facilement utilisable par les chercheurs qui ne connaissent pas l'espagnol.

L'on pourrait donc se contenter de cette présentation si soignée, tout comme l'*Imitation de Jésus-Christ*, si appréciée de saint Ignace lui-même, n'a pas besoin d'être éclaircie par d'infinis Préliminaires sur la *Devotio moderna*. Cependant, des historiens plus curieux voudront sans doute en savoir davantage sur la place qu'ont prise les *Exercices* dans la vie spirituelle de la France durant les onze années à la fois si troublées et si fécondes que saint Ignace et ses premiers compagnons passèrent à Paris (automne 1525-15 novembre 1536). C'est pour eux que nous voudrions suggérer comment cette traduction servirait de point de départ à des rapprochements féconds.

Dans la genèse du petit livret, l'on peut distinguer trois périodes. Durant la première, qui couvre tout le séjour de Paris, les *Exercices* ne se présentaient que sous la forme de « feuillets », dictés ou expliqués oralement aux retraitants. Très tôt, comme pour le docteur Martial, ils durent être transposés en latin, et c'est en latin que nous possédons les seules notes datant de cette époque, prises par un étudiant anglais, John Helyar, vers la fin de 1535-début 1536, sous la direction du Bienheureux Pierre Favre, premier compagnon gagné définitivement par Ignace à Paris.

Par la suite, un excellent témoin de la seconde génération, le Père Nadal, explique qu'Ignace éprouva le besoin d'ordonner ces ébauches : « *congressit delibationes... primas, addidit multa, digressit omnia* ». Ceci eut lieu après qu'Ignace eut terminé ses études théologiques (« *post consummata studia* »), par conséquent en Italie et, semble-t-il, avec le concours d'un théologien parisien expérimenté, Pedro Ortiz. Il en est sorti non seulement le texte espagnol, dit « Autographe », que le Père J. Calveras vient de montrer dépendant d'un scribe portugais, mais un texte latin connu sous le nom de *Versio prima*. Cette élaboration est contemporaine à peu près de la fondation de la Compagnie de Jésus.

Cinq ou six années plus tard, alors que l'expérience avait suggéré à Ignace des retouches imposées par le développement de son Ordre, en plus des corrections introduites dans la vieille *Versio prima*, une nouvelle version latine dite *Vulgata* fut présentée avec cette dernière à l'approbation du Saint-Siège (« *dedit examinanda et iudicanda sedi apostolicæ* », dit le Père Nadal). Toutes deux furent approuvées. La *Vulgata*, revue une fois de plus par un lettré espagnol, Polanco, fut jugée par Ignace digne d'être imprimée avec le Bref d'approbation daté du 31 juillet 1548.

Il serait suggestif de rechercher quelles traces particulières ont laissées ces trois étapes dans le très court livret définitif. En chacune d'elles, la France eut un rôle à jouer, même en la troisième où ce fut un Français, le Père André des Freux, qui composa la *Vulgata* latine sous les yeux mêmes de saint Ignace et de ses collaborateurs espagnols (Polanco, Nadal, plus tard Borgia...). Nous ne signalerons ici que certains traits propres au séjour prolongé à Paris durant la période dite de la Préréforme.

Très opportunément, le Père Courel, dans sa courte Introduction, signale « ces journées privilégiées où, dans le silence, se prépare et s'établit la rencontre avec Dieu » (p. 7) ; le directeur, alors, soutient le travail de l'« élection », « c'est-à-dire la réponse de l'âme quand devient claire pour elle la volonté divine ». Il faut toutefois noter que les deux premiers compagnons d'Ignace avaient choisi leur état de vie avant d'être admis aux Exercices. Pierre Favre, dans son Mémorial, dit de lui-même qu'il dut patienter « plus de deux ans ». Quant à François Xavier, il prononça le 15 août 1534 ses vœux à Montmartre, alors qu'il ne fit les Exercices qu'au mois de septembre suivant !

D'autres remarques pourraient être faites en se servant, par exemple, des notes de John Helyar. Les Règles dites d'orthodoxie, déjà esquissées, d'après Nadal, en Espagne à l'occasion des « *alumbados* », n'ont pas encore toute l'importance définitive. On constate chez lui, sur la « composition de lieu », l'influence certaine des représentations théâtrales des Mystères. Fait plus important encore : le texte du Fondement, comparé par certains auteurs à une « somme érasmienne » de la perfection chrétienne, se trouve chez Helyar intimement mêlé aux conclusions de la « *Contemplatio ad amorem* ». Celle-ci, d'après le P. Courel, « ne fait pas partie des quatre Semaines » (p. 127, note 1). Mais alors que vient-elle faire dans les Exercices, avec ses deux remarques préliminaires ? Ne serait-ce pas une mise au point de cette spiritualité dite « abstraite », sur laquelle beaucoup d'historiens d'aujourd'hui attirent notre attention, chez Guillaume Briçonnet, Marguerite de Navarre, Lefèvre d'Étaples... ? Il n'est pas jusqu'à la distinction entre hommes « parfaits » et « imparfaits » (p. 37, note 1), peu courante dans l'Espagne d'alors, qu'on ne retrouve dans les auteurs français du temps, Lefèvre d'Étaples entre autres.

Il y aurait bien d'autres rapprochements utiles à signaler. Par exemple, comment se fait-il que les premiers jésuites, si prompts cependant à expliquer le texte des épîtres de saint Paul, n'aient fait aucune place à d'autres livres de la Sainte Écriture qu'aux Évangiles (et surtout aux Synoptiques) ? Guillaume Postel, un des premiers disciples de la Compagnie, écrit en 1552 que les Exercices sont « une divine forme et vraiment admirable de doctrine briefve pour faire que l'homme cognoisse au vray et en soy vraiment sente pour quoy il est venu en ce monde, et que plus en un moys s'entende et gouste de la vérité chrestienne, que par vingt ne trente ans vulgairement ne se faict communément suivant les pré-

dications ». Huit ans plus tard, le même Postel, dans une Biographie manuscrite de François I^{er}, reprend le même thème : « praeterquam quod scholasticae nugae et sophismata explodi cepere et saltem ut Lutheranis obsisti conarentur, sacri doctores incepere a theologis discuti, paulo mox *compendiosissimum theologiae genus nempe meditatorium et affectu quam intellectu subnixum* Parisiis obortum est »...

Sur la période précédant immédiatement le concile de Trente, nos renseignements sont trop lacunaires pour que nous ne cherchions à en tirer le meilleur parti. La nouvelle traduction des Exercices d'après l'Autographe espagnol de 1540-1541 est un témoin précieux qui gagne aussi à être comparé avec les nuances qu'introduira la Vulgata corrigée en août 1548.

Henri BERNARD-MAITRE, S. J.

Fontes narrativi de S. Ignatio de Loyola et de Societatis Iesu initiis (Collection « *Monumenta historica Societatis Iesu* », Rome, via dei Penitenzieri 20). 17×24 cm.

Volumen I. Narrationes scriptae ante annum 1557 (éditées par les Pères Zapico, de Dalmases et Leturia), 1943. 110-888 pages.

Volumen II. Narrationes scriptae annis 1557-1574 (éditées par le P. de Dalmases), 1951. 61-631 pages.

Volumen III. Narrationes scriptae ab anno 1574 ad initium saeculi XVII (éditées par le P. de Dalmases), 1960. xxxvi-866 pages.

Après beaucoup d'excellents historiens (Imbart de la Tour, Augustin Renaudet, Lucien Febvre, M. Marcel Bataillon...), il n'est point besoin de longs discours pour rappeler que l'année 1536 marque un tournant décisif de l'Humanisme en France. Ce fut, en effet, à ce moment que, presque simultanément, se produisirent des événements d'une importance capitale : la mort d'Érasme à Bâle, celle de Lefèvre d'Étaples à Nérac, et surtout la publication de l'*Institution chrétienne* de Calvin en latin. Des courants d'idées, jusque-là difficiles à distinguer l'un de l'autre, s'individualisèrent alors en toute clarté. Avant 1536, on pouvait encore hésiter entre la Réforme protestante et le Réformisme catholique; après 1536, cela devint impossible. Un autre grand esprit du temps, Guillaume Budé, se sépare alors décidément des novateurs, pour revendiquer le passage de l'hellénisme au christianisme orthodoxe.

Les dix premiers compagnons de la Compagnie de Jésus ont vécu intensément les événements, parfois sanglants, qui ont marqué ces années confuses. Dès la rentrée des classes de l'année 1525, en automne, Pierre Favre le savoyard et François Xavier le navarrais s'étaient inscrits au collège Sainte-Barbe. Leur futur maître spirituel, Ignace de Loyola, débarquait à Paris le 2 février

1528 et il en repartait sept ans plus tard (vers Pâques 1535) après avoir gagné quatre autres « maitres ès-arts » (Jacques Lainez, Alphonse Salmeron, Nicolas Bobadilla, espagnols; Simon Rodrigues, portugais). Un second Savoyard (Claude Jay) et deux Français (Paschase Broët, Jean Codure) se joignirent encore au petit groupe avant de quitter ensemble Paris, le 15 novembre 1536, pour Venise qu'ils croyaient devoir être la première étape du pèlerinage de Terre Sainte.

Sur ce très long séjour des dix compagnons, futurs fondateurs de la Compagnie de Jésus, les sources jusqu'à présent publiées, d'une manière assez défectueuse, ne nous fournissaient que des renseignements clairsemés. Depuis l'année 1941, cette situation fâcheuse s'est sensiblement améliorée. En l'espace de vingt ans, trois gros volumes de près de 2.600 pages nous procurent environ 200 pages de documents nouveaux, critiquement édités. (La longue Apologie latine, écrite en 1557 par le Père Nadal contre le décret de la Faculté de théologie de Paris, n'était que partiellement connue : Vol. II, p. 38-113). Ils complètent heureusement les extraits d'un volume rarissime (1532) et d'un manuscrit (1560) de Guillaume Postel (Vol. III, p. 753-765), ainsi que les courts fragments des plaidoyers d'Étienne Pasquier contre la Compagnie de Jésus (1565) avec la réponse de Pierre Versoris (Vol. III, p. 804-821). Les très suggestifs dialogues du Père Edmond Auger (Vol. III, p. 249-320), écrits en français, sans doute vers 1588-1591, ne traitent directement que de la période qui suit immédiatement la mort d'Ignace (du 31 juillet 1556 au 2 juillet 1558), mais en un style tellement savoureux et avec des réminiscences si évocatrices que les événements du passé y prennent une sorte de nouvelle vie, par exemple à propos de François Xavier, l'étudiant de Paris (Vol. III, p. 282-283, l. 84-102) :

« J'ai ouï dire à notre grand mouleur d'homme, Ignace, que la plus rude pâte qu'il ait oncques maniée, c'est au commencement ce jeune François Xavier, duquel pourtant Dieu s'est servi plus que tout autre sujet de notre temps... à prendre possession de la quarte partie du monde, pour la croix du Christ. Il était jeune, gaillard et noble biscayen, ayant assez bien étudié sa philosophie. Il faisait si peu d'état d'Ignace qui, pour lors, allait vivotant à la merci d'autrui pour ne rompre le cours de son entreprise, qui était de se graduer ès-arts libéraux et poursuivre bien avant le train de la théologie, qu'à peine ne [le] rencontrait-il sans se gaudir de ses desseins, et jeter quelque mot de risée sur Lainez et Salmeron, qui l'étaient venus trouver de Salamanca à Paris, par dévotion fondée sur le rapport de ses rares vertus et perfections excellentes. Ignace le sut si bien et avec telle adresse et patience amadouer et apprivoiser, qu'il en a fait un immortel apôtre des Indes, et ne s'y est pas montré moins adroit faiseur d'hommes que le grand Alexandre, piqueur excellent, à dompter son farouche Bucé-

phale, me faisant au reste souvenir de Saint Jean l'Évangéliste qui, par un artifice merveilleux, d'un jeune homme du tout dépravé et plein de débauches, en sut bien faire un sage pasteur et très digne évêque d'Asie... »

Le commentaire de ce passage a été donné pour Xavier par l'orientaliste Guillaume Postel dans deux chapitres de son traité « Des merveilles du monde » (Vol. III, p. 756-763). On y trouve aussi une appréciation de la première heure sur les *Exercices spirituels* de saint Ignace de Loyola qui « premièrement avoit dressé une divine forme et vraiment admirable de doctrine brève pour faire que l'homme connaisse au vrai et en soi vraiment sente pourquoi il est venu en ce monde, et que plus en un mois s'entende et goûte de la vérité chrétienne que par vingt ni trente ans vulgairement ne se fait communément suivant les prédications » (Vol. III, p. 576, l. 23-28). Beaucoup d'autres traits révélateurs peuvent être glanés en ces trois volumes : ainsi, quand Étienne Pasquier rappelle qu'il a plusieurs fois vu, durant sa jeunesse, « en la chapelle qui est en la première cour de nos Chartreux (couvent de Vauvert) où les prêtres qui étaient de sa suite (d'Ignace de Loyola), après avoir chanté leurs messes, confessaient et communiaient tous les Dimanches ceux qui se présentaient devant eux » (Vol. III, p. 186, l. 67-71).

Il faut signaler particulièrement l'Apologie rédigée par le Père Nadal à propos du décret de l'Université de Paris contre la naturalisation des Jésuites. Elle était rédigée en termes si vifs qu'Ignace de Loyola refusa d'engager ainsi une âpre polémique. Qu'on en juge par ce portrait satirique de « Nos maîtres » parisiens (Vol. II, p. 56, l. 60-66) :

Quid est necessarium tantam turbam doctorum in illis rebus desidere ? Cur non proficiscitur in ministerium verbi multo maximaeorum pars ? Cur qui Lutetia[e] necessario resident, non egrediuntur in proximos vicos ac civitates, exemplo Christi et Apostolorum, ut penitentiam et regnum coelorum enuntient ? Cur in tam infinito Parisiorum populo tam sunt rari doctores qui concionentur et animarum saluti deserviant ?...

Cette longue apostrophe, toute entière, mériterait d'être lue. Elle débute par quelques mots où l'on croirait entendre un écho des invectives d'Érasme ou de Rabelais contre les « théologastres » (Vol. II, p. 55, l. 37-39) : « *Alii non tacebunt vestra convivia doctoralia, vestras computationes magistrales; alii vestrum ocium infinitum, vestrum talentum absconditum opponent...* ». L'on ne s'étonnera donc pas que l'autorité de tels maîtres fût insuffisante à enchaîner les premiers jésuites à une spéculation théologique véritablement surannée.

A ce point de vue, l'on a souvent compris à contre-sens une phrase de Nicolas Bobadilla ; : « *Qui graecizabant, dit-il dans son Autobiographie (Vol. III, p. 324-325, l. 38-39), lutheranizabant* ». L'on en a conclu que saint Ignace l'avait détourné de l'étude de la théologie renouvelée par l'humanisme, mais le contexte mon-

tre qu'il voulait seulement lui déconseiller de fréquenter les cours du nouveau Collège de France, « *trium linguarum* » (*ib.*, l. 40), considéré comme un foyer d'idées malsonnantes. Il existe à ce sujet un témoignage extrêmement révélateur de Guillaume Postel, mieux placé pour parler en connaissance de cause puisqu'il était lui-même un des professeurs royaux appointés au Collège de France et que durant toute sa longue vie il fut l'apologiste de la Compagnie de Jésus. En 1560, dans sa *Biographie* longtemps inédite de François I^{er}, il affirma qu'Ignace et ses compagnons, par une pieuse manœuvre, se sont appropriés le programme du roi de France, inspiré de l'exemple du Collège trilingue de Louvain : « *spiritum illum qui Francisco datus erat, pio furto surripuere* » (Vol. III, p. 764, l. 22-23).

Il serait véritablement souhaitable qu'on replaçât enfin les fondateurs de la Compagnie de Jésus dans l'axe véritable de leurs préoccupations. Ce qui a causé bien des méprises chez les historiens, c'est que, connaissant leur aversion pour l'ondoyant Érasme, on en a trop tôt conclu qu'ils avaient rejeté indifféremment tout ce que ce dernier avait proposé. C'était oublier que le réformisme catholique avait à Paris d'autres représentants qu'Érasme, entre autres Lefèvre d'Etaples que le nonce Aléandre, pourtant ennemi décidé d'Érasme, désirait se rattacher sous la seule condition de quelques petites « Rétractations » suivant l'exemple de saint Augustin. Parmi les trois Docteurs en théologie qui firent les Exercices spirituels sous la direction d'Ignace de Loyola, il se trouvait un « Martial » (Vol. I, p. 181, note 54), non point Martial de Gouvea, simple « maître ès-arts », mais Martial Mazurier (Vol. II, p. 198, note 35; vol. III, p. 826, addenda), très connu pour sa participation au « cercle de Meaux » dont Lefèvre d'Etaples fut l'inspirateur. Par lui et par d'autres, Ignace et ses compagnons à Paris sont entrés en contact avec les courants les plus progressifs de l'époque. Salmeron, un des premiers jésuites, cite Lefèvre parmi les commentateurs des épîtres de saint Paul sans aucune des réserves qu'il faisait sur Érasme.

Beaucoup d'indications, éparées dans les trois volumes des *Fontes narrativi*, nous permettent ainsi de restituer la véritable physionomie du petit cénacle parisien qu'Imbart de la Tour s'est borné à nous faire entrevoir dans ses *Origines de la Réforme* (Tome III, 1914, p. 303), au moment où, dans un sens tout opposé, évoluait le petit groupe de Jean Calvin.

Henri BERNARD-MAITRE, S. J.

Georges GUITTON, S. J. — *Le Bienheureux Pierre Favre, premier prêtre de la Compagnie de Jésus (1506-1546)*. — Lyon-Paris, Vitte, 1960. 12×19 cm., 246 pages, 4 illustrations ou cartes.

(Michel de CERTEAU, S. J.). — *Bienheureux Pierre Favre. Mémorial*, traduit et commenté. Collection « Christus » n° 4 : Textes. — Desclée de Brouwer, 1960. 13×20 cm., 455 pages, 3 cartes.

Peu à peu Pierre Favre, le premier des compagnons gagnés à Paris pour fonder plus tard l'Ordre des jésuites, émerge de la pénombre où le reléguaient les publications consacrées à son maître spirituel Ignace de Loyola et à son intime ami François Xavier. C'est surtout par son *Mémorial*, imparfaitement édité en 1853, que nous ont été révélés les plus intimes secrets de sa trop courte vie. Les Lettres publiées critiquement en 1914 ont achevé de nous faire connaître cette âme délicieuse et attirante. Plusieurs monographies érudites ont, depuis lors, essayé de retracer en détail l'itinéraire de sa sainteté, mais, tout compte fait, rien ne vaut la lecture attentive et méditée de son Journal commencé seulement à l'âge de trente-six ans (le 15 juin 1542) et interrompu en janvier 1546, quelques mois avant sa mort prématurée (1^{er} août 1546). C'est bien pour ce motif que le P. Georges Guitton, reprenant presque textuellement une étude d'abord parue en 1934 sous le titre *L'âme du bienheureux Pierre Favre*, la rajeunit aujourd'hui en conservant de nombreuses et longues citations empruntées aux lettres ou au *Mémorial* de Pierre Favre. « Quelle joie pour nous si ces extraits mettaient certaines âmes en goût de lire le *Mémorial* intégralement et de le mieux pénétrer ! » (Introduction p. 11).

Ce qui intéressera particulièrement le lecteur de la *Revue d'Histoire de l'Eglise de France*, c'est la marque profonde que laissa dans la vie entière de Pierre Favre son séjour prolongé de plus de onze années (automne 1525-15 novembre 1536) à l'Université de Paris. Les souvenirs rétrospectifs qu'il en a gardés ont été réédités soigneusement en 1943 dans le tome I des *Fontes narrativi de S. Ignatio de Loyola et de Societatis Jesu initiis* (p. 23-39) ; résumés très brièvement par le P. Guitton (p. 20-23), ils méritaient l'ample commentaire que l'on trouvera dans l'excellente Introduction du P. de Certeau (p. 12-40) avec les copieuses notes de la traduction (p. 109-117).

La tâche n'était certes pas facile, car l'on sait combien fut complexe cette période où les courants du réformisme catholique et de la Réforme protestante étaient encore confondus à Paris. Quelques nouveaux traits, glanés dans le volume III des *Fontes narrativi* (le Père de Certeau n'a point pu le consulter) confirment, dans l'ensemble, ces précisions. L'on aimera, par exemple, à recueillir le témoignage d'un ardent ennemi des jésuites, l'avocat Pierre Pasquier (*Fontes narrativi*, vol. III, p. 816), sur le premier apostolat de Favre à Paris : « Cela feut veu par nous estangt

fort jeune en la chapelle qui est en la première cour de nos Chartreux où les Prestres qui estoient de sa suite (d'Ignace de Loyola) après avoir chanté leurs Messes confessoient et communioient tous les Dimanches ceux qui se présentoient devant eux. »

Ces relations fréquentes des futurs jésuites avec la Chartreuse de Vauvert sont à souligner, car un représentant illustre de l'humanisme d'alors, Lefèvre d'Étaples, puisait alors dans les trésors manuscrits qu'on y mettait généreusement à sa disposition pour éditer les œuvres des principaux mystiques, et en particulier l'*Ornement des noces spirituelles* de Ruysbroeck l'Admirable. D'autres textes, venant de Guillaume Postel, l'orientaliste du Collège de France, nous montrent les premiers compagnons s'appropriant par un pieux larcin (*pio furto surripuere*, *ibid.*, p. 764, l. 23) le programme de la réforme des études adopté par le roi François I^{er} sous l'influence de Guillaume Budé ! Faut-il attribuer à cette orientation si nouvelle l'alliance qu'Ignace de Loyola et ses compagnons ont réalisée entre la théologie positive (Écriture Sainte, Pères de l'Église...) et la théologie scolastique (représentée sans doute par Gabriel Biel, mais surtout par saint Thomas d'Aquin) : contrairement à l'interprétation courante d'après laquelle les premiers jésuites n'auraient été avant tout que des logiciens (cf. de Certeau, p. 19, note 1), il faut remarquer, après Pierre Favre, qu'au moment où ils quittèrent un peu précipitamment Paris le 15 novembre 1536 pour éviter les complications de la guerre entre François I^{er} et Charles Quint, ils considéraient que leurs études de théologie étaient moralement achevées (la première date de départ avait été fixée au 25 janvier 1537) et, par la suite, ils seront considérés pourtant comme des théologiens avertis.

Un autre point important a été fort justement relevé par le P. de Certeau (Introduction p. 40) dans le Mémorial (n° 297, p. 335-336), car il explique probablement la réserve observée par eux vis-à-vis de la mystique dite du Nord ou « abstraite », telle que Lefèvre d'Étaples la prêchait dans le cercle de Meaux et l'évêque Briçonnet la proposait à Marguerite de Navarre. Malgré certaines obscurités de détail, le sens général s'en laisse clairement saisir :

« ...Mais puisqu'on ne le respecte pas, il n'y a pas à se soucier de ces distinctions de vocabulaire, car elles sont nouvelles et inusitées chez les docteurs positifs ou même scolastiques.

Nous devons être très attentifs à ne pas nous écarter du langage plus communément employé par les docteurs catholiques et, surtout pour les choses sacrées, à ne pas multiplier les expressions à mesure que se multiplient les mouvements spirituels, car nous savons qu'une même expression peut en traduire plusieurs formes. Si chacun se met à rédiger des écrits et à composer des livres dans un vocabulaire propre à ses idées, il y aura, et il y a déjà, une infinité d'écoles particulières, une infinité de définitions, de divisions et de distinctions pour les choses, même sacrées. Il nous faut donc ramener non pas les écrits approuvés à notre voca-

bulaire, mais notre vocabulaire à ces écrits. Et l'on ne devra rien admettre de ce qui, dans les sentiments ou les mouvements spirituels, ne pourra pas s'exprimer dans le vocabulaire qu'approuve l'enseignement de l'Eglise catholique. »

L'on pourrait multiplier de tels exemples qui méritent les annotations détaillées du P. de Certeau (*v. g.* ici p. 336, n. 3). Qu'il nous suffise d'en recueillir encore un autre de Pierre Favre qui paraît avoir échappé aux hagiographes de métier : « Quand j'étais à Paris..., à certains ordres du Père Ignace, je lui répondais que, dans le pays, on ne souffrait pas telle ou telle chose qui lui paraissait bonne » (n° 418 p. 413). Comme on le voit, le P. Guittou a raison de dire (p. 217) que Pierre Favre est bien « un saint très actuel ».

Henri BERNARD-MAITRE, S. J.

Lettres de Henri III, Roi de France, recueillies par Pierre CHAMPION, publiées avec des compléments, une introduction et des notes pour la Société de l'Histoire de France par Michel FRANÇOIS. Tome I : 1557-août 1574. — Paris, Klincksieck, 1959. 16×24 cm. de 385 pages.

Pierre Champion, mort le 29 juin 1942, avait légué à la Société de l'Histoire de France des matériaux considérables pour l'édition complète de la Correspondance de Henri III, à charge de publier ce travail encore inachevé. Il avait en même temps désigné M. Michel François, professeur à l'Ecole nationale des Chartres, pour mener à bien cette tâche. Diverses circonstances en retardèrent jusqu'à présent l'exécution, entre autres le nombre considérable des lettres de ce roi, même si l'on excluait les actes scellés du grand sceau de la chancellerie ainsi que les lettres adressées à Henri III (sauf accessoirement).

En effet, si l'on met à part les quatorze lettres retrouvées pour les années 1557-1566 et qui ne sont que les épaves d'une correspondance dont le volume ne fut certainement pas considérable puisqu'elle est celle du jeune duc entre sa sixième et sa quinzième année, c'est à un total d'environ mille lettres (compte tenu des numéros *bis*) que l'on arrive déjà pour les huit années qui suivent, et ce nombre ne fera que croître après le retour du souverain dans son royaume (août 1574) pour se stabiliser dès 1576, autour de cinq cents à six cents lettres par an ! Le premier Tome se limite à la période 1557-août 1574.

En présence d'une telle masse, il était contre-indiqué de donner le texte intégral de chacune de ces lettres, d'autant plus qu'un certain nombre d'entre elles (par exemple aux différents papes, ici n° 21, 138, 459, 460, 648, 660, 820, 884, 885, 977, 986, 993, 994, 995, 999, 1004) ne sont souvent que des lettres d'intervention en faveur de tel ou tel personnage, toutes rédigées sur le même modèle, et que de toute façon la langue du xvi^e siècle abonde en formules polies et en redondances inutiles. L'on conçoit que les

éditeurs des lettres de Louis XI (2164 lettres) et de Charles VIII (1145 lettres) en aient donné le texte dans leur intégralité, mais que penser du luxe déployé pour publier *in extenso* les quelque six mille lettres retrouvées de Catherine de Médicis et les quelque huit mille conservées de Henri IV. En général, donc, on ne trouvera ici, pour chacune des lettres de Henri III, « qu'une analyse aussi breve et aussi précise que possible qui, en donnant les éléments de datation et de localisation, fit également état des noms et des faits rapportés... » (p. XIV-XV). M. Michel François, instruit cependant par une longue pratique des correspondances du XVI^e siècle, a pensé que « certaines parties de lettres, voire même certaines lettres devaient être transcrites entièrement en raison de l'importance ou de la complexité de leur contenu ». Il s'est en tout cas fixé pour principe « de donner le texte intégral de tous les écrits autographes du souverain, qu'il s'agit de lettres entières ou d'un simple post-scriptum : c'était là, en effet, le seul parti qui permit de faire connaître dans toute sa fraîcheur d'expression la pensée du roi décrié, et l'historien de la langue... trouvera lui aussi son compte à relever les tournures insolites ou les empêtrements orthographiques dont elles sont pleines et qui sont comme autant d'échos de la langue parlée du temps, quand il ne s'arrêtera pas aux phrases venues à l'emporte-pièce qui y abondent et qui justifieraient à elles seules cette réputation que s'était acquise Henri auprès de ses contemporains d'être l'un des mieux disants de son siècle (Agrippa d'Aubigné) ». .

Les lettres qui figurent dans ce premier tome sont toutes des lettres de jeunesse, mais marquées déjà du caractère primesautier et du ton enjoué dont Henri ne se départira jamais en dépit des accabllements que lui valut son temps. Elles sont écrites en français, sauf, en latin, celles qui ont été envoyées en Pologne. A part la correspondance d'enfance (n° 1-18) et celle de l'aventure polonaise (juillet 1573-juin 1574, n° 823-966), l'on peut dire que presque toutes concernent, au moins indirectement, des événements importants du temps, surtout les guerres de religion, ainsi qu'en témoignent à elles seules les diverses périodes entre lesquelles l'éditeur les a distribuées : Henri, duc d'Anjou, lieutenant général (novembre 1567-mars 1568, n° 19-143), De la paix de Longjumeau à la reprise de la guerre (mars-décembre 1568, n° 144-309), Jarnac et Moncontour (janvier-décembre 1569, n° 309 bis-448), Paix de Saint-Germain (décembre 1569-septembre 1570, n° 449-531), De la paix de Saint-Germain au siège de La Rochelle (octobre 1570-octobre 1572, n° 532-603), Siège de La Rochelle (novembre 1572-juillet 1573, n° 664-822). C'est dire qu'aucun historien ne pourra désormais négliger cette source importante d'informations, par exemple le long rapport envoyé à Charles IX, de Segonzac, le 17 mars 1569 et reproduit intégralement (n° 345 p. 90-94). « On n'en regrettera pas moins de ne trouver ici aucun écho de la bataille de Lépante et que ceux de la Saint-Barthélemy s'y fassent entendre d'une voix aussi faible (n° 627, 629, 630, 631, 636 et 643). On

aurait souhaité aussi... que la rencontre avec le cardinal Charles Borromée fût évoquée dans les lettres que nous avons gardées du voyage de retour de Pologne à travers l'Italie (juin-août 1574, n° 967-1007) ». Trois lettres concernent le jésuite Edmond Auger, dont Henri III fera son confesseur quand il sera devenu roi de France (n° 763, 820 et 821).

Le 28 août 1574, Henri III rentrait en France après son bref séjour en Pologne. C'est à cette date que s'arrête le tome I de la Correspondance. A côté des lettres dites « closes », par lesquelles il s'adresse plus volontiers soit aux cours souveraines ou à des communautés d'habitants, soit à des souverains et princes étrangers ou à tel de ses subordonnés et de ses sujets, il y en aura toujours une troisième catégorie, de caractère privé, qu'il échange avec un familier, une maîtresse ou un membre de la famille royale. C'est là qu'on le saisit sur le vif, ainsi « dans une déclaration qui sonne comme un proverbe quand il s'adresse au duc d'Alençon son frère : « Les lettres ne sont que papier, mais en reste les effets », avant de se donner comme une affirmation de puissance de la Majesté royale : « les autres ne sont rien où nous ne parlons point » (p. XVII, cf. n° 976).

Henri BERNARD-MAITRE, S. J.

François de DAINVILLE, S. J. — *Cartes anciennes de l'Église de France. Historique, Répertoire, Guide d'usage.* — Paris, Vrin, Bibliothèque de la Société d'Histoire ecclésiastique de la France, 1957. In-8°, 323 pages.

Il est bien tard pour rendre compte ici de cet ouvrage dont le contenu si dense répond parfaitement aux annonces du titre. Préfacé par M. Le Bras, il nous apporte sur la cartographie ecclésiastique en France, du xvi^e au xviii^e siècle, des renseignements précis. Il s'agissait, en effet, pour l'auteur, avant de nous donner l'Atlas « qui présentera l'ample vision du christianisme en France » (p. 8), « de réunir les matériaux dispersés en divers dépôts ». On comprend que ce ne fut pas là chose facile et on comprend aussi la nécessité d'une introduction aussi ample que celle qui nous est ici offerte, à cet Atlas indispensable. Il est même permis d'aller plus loin et de souligner l'intérêt géographique général que présente une telle entreprise, elle dépasse naturellement les dimensions du christianisme en France et c'est toute la géographie humaine de l'ancien royaume que cet ouvrage intéresse.

Dans sa première partie, qu'il nomme *historique*, le P. de Dainville examine les « descriptions », les cartes en cabinet, les cartes levées sur les lieux, les cartes géométriques et les cartes diocésaines qui en dérivent, les cartes de communautés religieuses. Elles nous donnent bien plus qu'une nomenclature, elles sont de vrais documents d'histoire, le plus souvent bien informés et si la cartographie a fait des progrès, grâce à des inventions récentes, comme

celle de la photographie aérienne, comment ne pas admirer ces œuvres anciennes et consciencieuses? Puis vient un chapitre consacré à certaines cartes d'un intérêt plus particulier : telles sont les cartes des protestants et celles des pèlerinages, mentionnées aux pages 116-119. On peut et on doit souhaiter ici, toutefois, que les cartes des pages 9, 36, 50 et 99 soient reproduites de façon plus lisible dans une future réédition de ce livre. Elles font, en effet, triste figure alors que l'exposé est toujours clair et solide.

Cette première partie nous permet d'utiliser au mieux le « répertoire » qui constitue la seconde partie du livre. Catalogues et collections sont d'abord passés en revue. Il faudrait que soit entendu l'appel de l'auteur, à la fin de son ouvrage, concernant la conservation, le classement et les inventaires des cartes anciennes. Nous nous trouvons, en effet, devant des débris de collections qui furent autrefois bien plus importantes. Pour n'en citer qu'une, qui était d'ailleurs fort mal conservée, elle a disparu en 1917 lors de l'incendie de la maison forestière de Resclauze dans la haute vallée de l'Aude. Il y avait là tout un lot de cartes anciennes du diocèse d'Alet, des diocèses voisins aussi, et certaines étaient des exemplaires uniques dressés par des cartographes contemporains de Nicolas Pavillon, peut-être même pour étayer quelque revendication du farouche adversaire du Roi. Les cartes anciennes connues des diocèses sont classées par provinces, avec des références bibliographiques. Sans doute, ici encore, existe-t-il des trésors enfouis sous la poussière : il faudrait que le P. de Dainville soit entendu et que l'inventaire se continue dans toute la France. Puis viennent selon le plan adopté déjà dans la première partie, les cartes des protestants et celles des maisons religieuses. Enfin, le guide d'usage est l'œuvre d'un géographe qui sait son métier. L'auteur nous explique les « termes » cartographiques, les « marques » qui ont disparu de nos jours avec la centralisation outrancière dans ce domaine, les « lettres ». Des remarques plus techniques concernent les *échelles* indispensables à tout usager, la *gravure*, le discernement des *bonnes et des mauvaises cartes* (p. 187). Les notes pratiques abondent ici : « une carte manuscrite n'est pas toujours originale. Il faut aussi se défier des fautes de copie » (p. 267). Et cette note si réaliste, à propos des « minutes d'inégale valeur de la carte de Cassini (Roussillon), les plus flatteuses au regard ne sont pas toujours les plus exactes, le géographe ayant sacrifié à la mise à l'effet, l'exactitude » (p. 268). On pourrait multiplier de telles citations pour montrer ce que cet ouvrage contient de richesses. Nul ne peut pénétrer dans l'histoire de France avec le souci sérieux de la recherche, sans lire d'abord cette introduction magistrale. Et cet « humaniste » qu'est l'auteur, pour reprendre un mot qu'il aime, n'est jamais ennuyeux ou d'abord difficile.

Une annexe traite de l'administration ecclésiastique de la France à la fin du XVII^e siècle (1693), d'après l'abbé de Dangeau. Elle est suivie d'un index alphabétique, d'une table et de seize planches hors-texte. Là, sont reproduits des fragments de « des-

criptions », des minutes et des cartes et aussi de très beaux cartouches de cartes diocésaines. Là, aussi, on touche du doigt la complication extrême des circonscriptions ecclésiastiques de l'Ancien Régime et pour un lecteur habitué à la rigueur des divisions napoléoniennes, cette complication est un sujet d'étonnement. Nous n'avions rien de pareil, jusqu'ici, dans le domaine de la cartographie ancienne de l'Eglise de France ; en attendant l'Atlas, nous avons du moins cet excellent instrument de travail, bien qu'il ne se veuille que préalable et provisoire.

Dom Louis GAILLARD, O.S.B.

C. DUBOIS-QUINARD. — *Laurent de Paris. Une doctrine du pur amour en France au début du XVII^e siècle.* — Rome, Institutum historicum O. F. M. cap., 1959. In-8°, xxiii-378 pages.

Peu à peu, trop lentement à notre gré, des études importantes paraissent, qui sont consacrées aux grands spirituels français du xvii^e siècle appartenant à l'Ordre des Capucins. Après Benoît de Canfield, après Yves de Paris, voici le tour de Laurent de Paris. Nous devons à l'Institut historique des Frères Mineurs Capucins l'édition vraiment remarquable de la thèse de Mlle Claude Quinard, thèse dont nous avons parlé en son temps ; cf. *Études Franciscaines*, nouv. sér., 1957, t. VIII, p. 76-80.

L'ouvrage est classique en ce sens qu'il se divise, comme il se doit, en trois parties : l'homme, l'œuvre, sources et influence. En cela rien d'original. L'originalité consiste particulièrement dans la personnalité même de l'auteur étudié. Grâce à lui un éclairage nouveau sera jeté sur une période de la spiritualité chrétienne, sur laquelle pourtant se sont penchés des historiens aussi remarquables que l'abbé H. Bremond et Dom Huybens. C'est que, éblouis sans doute par la découverte qu'ils avaient faite de Benoît de Canfield et de sa *Règle de perfection*, ils n'avaient jeté qu'un rapide regard sur son contemporain et frère en religion : Laurent de Paris ; pourtant celui-ci tout en semblant marcher dans le sillage de son illustre confrère, s'oppose à lui sur un point important en substituant à l'exercice de la volonté divine, celui de l'amour divin. Nous avons là comme un point de départ nouveau, une orientation nouvelle dans l'histoire de la spiritualité.

Entré chez les Capucins le 7 octobre 1581, Laurent de Paris eut pour maîtres trois Italiens : Bernard d'Osimo, Julien de Camerino, Jérôme de Castelferretti, tous les trois disciples de Mathias Bellintani de Salò ; c'est en Italie qu'il fit ses études, très vastes sans aucun doute si l'on en croit son érudition, mais surtout orientées vers la philosophie, la théologie et la mystique. Revenu en France, vivant à l'écart des troubles causés par les guerres de religion, il fut successivement gardien et définitif, tant à Paris qu'en Province, apportant partout son sens de l'équilibre et sa pondération ; comme directeur de conscience il exerça une influence

d'autant plus grande qu'il vivait profondément la doctrine qu'il enseignait, ainsi que le témoignent les confidences semées çà et là dans ses ouvrages. Il mourut au couvent de Meudon le 12 avril 1631.

Il laissait deux énormes volumes : *Les tapisseries du divin amour* et *Le palais d'amour divin* ; en fait nous avons là les tomes quatrième et premier d'un seul ouvrage, dont les autres aujourd'hui disparus s'appelaient : *La chambre du trésor du pur amour* (t. II), *La salle du pur amour* (t. III), *Le sacré cabinet du très pur amour divin* (t. V). L'on pourrait croire qu'en raison de cette perte la doctrine laurentienne nous est parvenue mutilée ; il n'en est rien, car, dès *Le palais de l'amour divin*, Laurent de Paris avait pris soin de pousser de nombreuses pointes dans tous les domaines, de sorte que nous avons vraiment sa pensée dans toute son intégrité. Cet ouvrage eut trois éditions : 1602, 1603 et 1614 ; entre les deux premières et la dernière il existe de notables différences, qui tiennent à ceci que l'auteur voulant répondre à certains reproches d'obscurité condense en courts traités des développements diffus au long de divers chapitres ; le tout gagne sans aucun doute en clarté mais la doctrine demeure la même ; dès le début Laurent de Paris a pris position pour le pur amour en critiquant Benoît de Canfield et sa *Règle de perfection*, ouvrant ainsi une nouvelle voie. L'on ne saurait trop souligner l'importance de la date : 1602, qui fait du *Palais* le premier ouvrage mystique du XVII^e siècle ; il ouvre une voie.

Cette doctrine, quelle est-elle donc ? Elle consiste essentiellement dans l'exercice du pur amour, tous les autres exercices étant dans la dépendance de celui-ci. Voilà qui suppose une psychologie spéciale, l'âme comprenant comme deux régions, l'une inférieure : les sens, l'appétit, l'animalité, l'autre supérieure, qui comprend la mémoire, l'intelligence, la volonté ; ici distinction nouvelle en mémoire inférieure et supérieure, en intelligence inférieure (la raison) et supérieure (l'œil, le fond, le centre), en volonté inférieure et supérieure (le cœur). Quand l'homme en est arrivé au pur amour, les parties inférieures, non seulement les sens mais aussi la raison, sont liées ; les facultés cessent leur mode d'action humaine pour comprendre et aimer à la façon dont cela se passe chez un Dieu. En cette transformation la part qui revient à l'homme consiste essentiellement à préparer par son industrie ce moment où la fine pointe de l'esprit entrera en contact avec le Seigneur ; travail humain d'anéantissement, abandon des images et des discours ; trois indices montrent que l'âme arrive au changement de la vie purgative en vie unitive : l'ennui de tout ce qu'elle a pu concevoir raisonnablement des choses divines ; l'absence de délectations, l'âme subsistant en elle-même sans autre appui que la Foi ; un renforcement de la faim et de la soif de ce souverain bien. Alors la pointe de l'esprit et de la volonté entrant dans le « cabinet » où doit s'effectuer l'union ; Dieu devient l'unique opérant, l'âme l'instrument de Dieu, qui est l'auteur même de sa pas-

sivité et son inaction est un mouvement divin qui semble remplacer le mouvement humain ; il n'y a pourtant pas cessation totale de l'action humaine ; la coopération humaine existe toujours, mais noyée par la puissance du concours divin. L'homme devient un autre Dieu ; la même action, le même amour, la même jouissance, la même perfection : c'est une déification.

Nous avons là une spiritualité de l'amour, amour discursif d'abord, d'amour unitif ensuite ; c'est l'amour qui prévient l'intelligence et lui permet de comprendre dans le simple regard de contemplation amoureuse ; c'est lui qui transforme la volonté en la conformant au divin vouloir. L'exercice d'amour se scinde en trois temps : exercice de la mémoire de la présence de Dieu, exercice de la volonté divine, exercice de la gloire de Dieu ; sont en dépendance de cet exercice unique à trois phases : celui de la connaissance de soi, de la mortification des sens, de la mortification surtout de l'imagination ; l'oraison a normalement sa place de choix dans cet effort d'amour, solitaire plutôt que publique, mentale plutôt qu'orale, passive plutôt qu'active, affective plutôt que méditative ; il faut lui consacrer au moins deux heures par jour et pendant ces deux heures se maintenir en présence de Dieu, se conformer à sa volonté, chercher sa gloire et pour cela faire mourir l'amour-propre, ne pas rechercher les consolations, cultiver la pureté de l'intention ; en somme aider les âmes à cesser d'être mercenaires en sorte qu'elles agissent pour Dieu seul. La dévotion à la Passion a sa place marquée dans tous ces exercices ; il s'agit d'abord d'imiter dans ses souffrances l'humanité du Christ, ensuite de vivre avec lui son Calvaire dans une profonde et amoureuse union ; nous retrouvons là les trois composantes signalées plus haut : se mettre en présence du Christ souffrant, conformer sa volonté à la sienne, union sans entre-deux de chose aucune ; c'est déjà en somme la dévotion au Sacré-Cœur, dévotion qui ne gêne nullement la vie mystique, mais au contraire l'entretient, l'anime dans un long regard de reconnaissance et d'amour.

Cette spiritualité de l'amour suppose toute une philosophie ; certes il ne s'agit pas de spéculation ; l'expérience est la première source ; le raisonnement ne vient qu'ensuite et se confond dans une sagesse, une patience du cœur ; nous n'aurons donc pas une théorie dogmatique de la connaissance ; nous savons seulement qu'à la suite de saint Augustin et de saint Bonaventure, Laurent de Paris est partisan de l'innéisme qui est une tendance à connaître pour l'intelligence, à aimer pour la volonté et qui a son épanouissement dans une illumination ; cette illumination peut se définir : l'acte de l'esprit, qui en tant qu'esprit, perçoit immédiatement les vérités éternelles, non pas qu'elles soient innées en lui, mais parce qu'il est préparé par sa nature à cette compréhension ; une ascèse est nécessaire qui dégage l'esprit de tout ce qui l'encombre et lui permette de s'ouvrir au divin soleil ; Dieu est alors connu sans l'aide de raisonnements et ceux-ci n'interviennent qu'ensuite pour confirmer une expérience première. Tel serait l'ordre naturel ; en fait

cet ordre n'existe que pénétré par le monde de la grâce et c'est une vue de foi que se termine cet effort de purgation : le développement final est d'ordre mystique ; l'homme, qui est excellente entre toutes les créatures, et qui est l'objet d'une providence spéciale, ne peut y parvenir que par la voie de l'anéantissement, celui de la volonté et celui de l'intelligence, grâce à l'exercice continu du Rien et du Tout, qui par l'humilité perd l'homme à soi-même et le conduit jusqu'à la perfection de l'amour.

Une question maintenant se pose : quelles sont les sources d'une telle doctrine et quelle en est l'originalité ? Mlle C. Dubois-Quinard se penche longuement sur ce vaste problème et si sa réponse n'est pas des plus nettes, c'est tout simplement que nous nous trouvons devant un problème des plus complexes.

Deux sortes de sources peuvent être distinguées ; la première comprend les écrivains avoués par Laurent lui-même, l'autre ceux dont il a pu s'inspirer sans les nommer.

Au premier plan des sources avouées, il faut placer saint Bonaventure, tant au point de vue philosophique, qu'au point de vue spiritualité ; après lui saint Augustin, et c'est tout à fait compréhensible, le docteur séraphique s'étant inspiré de l'évêque d'Hippone ; par là nous remontons jusqu'à Platon, du moins jusqu'à ce qu'il a de christianisable ; nous redescendons maintenant le cours du temps en passant par le pseudo-Denis, saint Bernard, les Victorins, saint François d'Assise, Harphius, Louis de Grenade, qui peuvent être cités comme les principaux inspirateurs de la pensée laurentienne ; après eux et à degré moindre et de beaucoup : Tauler, Suso, Ruysbroeck, Louis Dupont, les Capucins Mathias et Alexis de Salo, le franciscain Diego de Estalla, Ludolphe le Chartreux, Louis de Blois, les deux saintes Catherine, celle de Gênes et celle de Bologne.

Parmi les sources non avouées, il faut probablement citer *La perle évangélique* et sainte Thérèse d'Avila.

Ce qui ressort de cette longue et parfois pénible étude, c'est que tous ces écrivains ont exercé sur Laurent de Paris une influence à double point de vue : celui de l'illumination augustienne, celui de la passivité. Peut-être peut-on reprocher à Mlle C. Dubois-Quinard de ne pas avoir assez distingué ces deux aspects qui ne se tiennent pas nécessairement.

Nous passerons vite sur d'autres reproches qui peuvent être formulés : *La Règle de perfection* de Benoît de Canfield ne fut pas condamnée dès 1616, comme le rapporte l'auteur (p. 20), mais seulement en 1667 ; la première édition de la *Philosophie des contemplatifs* du capucin Sébastien de Senlis est de 1621 et non de 1631 ; elle est toute entière sous l'influence de Benoît de Canfield ; les œuvres morales, comme le *Flambeau du juste* et les *Maximes du sage* marquent une réaction très nette contre les mystiques et s'inscrivent dans le sillage de l'humaniste Yves de Paris. Dans la *Nomenclature des termes principaux de la spiritualité de Laurent* (p. 366), deux sens sont donnés au mot amour-propre : le bon amour

et le faux amour-propre ; si on lit attentivement l'ouvrage ici analysé, l'on trouve de nombreux textes laurentiens touchant le faux amour-propre, aucun touchant le bon ; cette lacune peut sembler assez significative. La partie la plus faible de cette thèse porte sur l'humanisme laurentien ; l'auteur s'efforce de faire de Laurent de Paris un humaniste et elle déclare que l'anéantissement prôné par lui est moral, ascétique, moral et suppose comme une exaltation de l'homme, une école d'énergie (p. 173) ; mais il est question aussi d'un anéantissement mystique tant de la volonté que de l'intelligence et les termes employés sont d'une réelle énergie ; l'on ne dit pas anéantissement de la manière humaine de connaître, c'est-à-dire de ce qui est considéré comme un manquement, mais anéantissement de l'intelligence ; et de même pour les autres facultés ; il semble donc bien que la transposition du plan moral au plan mystique tentée par l'auteur soit fautive ; ne pourrait-on pas dire plutôt qu'en essayant, comme nous l'avons signalé, de concilier deux tendances : celle de l'illumination et celle de la passivité, Laurent de Paris est tombé dans une contradiction, dont il n'a pu se tirer ; ce que n'a pas fait saint François de Sales, dont le vocabulaire est beaucoup moins osé.

Des remarques que nous venons de faire, certaines ont peu d'importance, d'autres peuvent provoquer de salutaires réactions et provoquer d'utiles recherches et c'est peut-être là le principal mérite de cet ouvrage ; sans compter celui d'apporter un appoint important à l'histoire de la spiritualité.

LUCIEN-EYMARD D'ANGERS, O.F.M. Cap.

Pierre BLET, S. J. — *Le Clergé de France et la Monarchie. Études sur les Assemblées du Clergé de 1615 à 1666.* — Rome, Université Grégorienne, 1959. 2 vol. in-8° de 534 et 470 p. (*Analecta Gregoriana cura Pontificiae Universitatis Gregoriana edita*, vol. 106 et 107).

Il faut rechercher l'origine des Assemblées du clergé qui se sont tenues en France pendant les xvr^e, xviii^e et xix^e siècles dans les difficultés financières que la Monarchie rencontra au cours de la seconde moitié du xvi^e. Le clergé accepta d'assumer une partie de la dette du Trésor, à charge de lever lui-même le montant de sa contribution. Le but des Assemblées fut d'abord de discuter avec le roi le principe et le montant de l'impôt ecclésiastique. Peu à peu la structure de ces assises se précisa. Les rapports financiers du clergé avec le pouvoir royal en formèrent la base, mais ce serait une erreur de croire qu'ils aient été les seuls. Tout ce qui pouvait intéresser l'Église dans les grandes et les petites questions, spirituelles ou temporelles, vint en discussion devant ces Assemblées. Leurs interventions en tous domaines ont été si variées et si multiples qu'on ne saurait en faire une énumération complète. Les Assemblées générales se sont en quelque sorte substituées aux con-

ciles nationaux, tombés à peu près en désuétude, et ont été regardées, suivant la parole de l'archevêque de Toulouse, Brienne, en 1765, comme le concile de la nation.

Nous ne possédions jusqu'ici aucun ouvrage d'ensemble sur un sujet d'une aussi vaste envergure. La thèse de doctorat ès lettres du R. P. Blet sur les Assemblées générales du clergé de France de 1615 à 1666 a révélé la véritable nature de ces Assemblées qui ont joué un rôle si considérable tout au long du Grand Siècle.

L'ouvrage que présente le professeur Tapié, débute par une large introduction décrivant la position du clergé de France aux États Généraux de 1614. Au cours des séances mouvementées que tinrent les représentants des trois ordres du royaume, de violentes discussions surgirent. Il ne s'agissait plus d'une dispute de préséances, de quelques paroles malsonnantes échangées par l'un ou par l'autre des députés, « incidents courants en semblables rencontres, mais bien des fondements et des limites du pouvoir civil dans ses rapports avec l'Église. » Le clergé de France avait délégué pour participer à ces travaux quelques-uns de ses plus grands noms : un cardinal de Joyeuse, un cardinal de La Rochefoucauld, un cardinal François de Sourdis, un cardinal du Perron. Ce dernier allait occuper une place de premier plan dans le déroulement des événements. Élevé à la pourpre au cours du consistoire de 1604, membre du conseil de régence à la mort d'Henri IV, très écouté de Marie de Médicis, entouré d'une auréole de savant et de controversiste (le Père Blet trace de lui un saisissant portrait), il jouissait d'une extrême renommée. Connue pour son opposition au gallicanisme de la Sorbonne et du Parlement, il représentera dignement le Saint-Siège et soutiendra les théories de Bellarmin. Les divergences apparurent dès l'ouverture des États. Les députés du Tiers exigèrent qu'il soit arrêté par le roi, comme « loi fondamentale du royaume », que le souverain est, dans l'exercice de son pouvoir, indépendant de toute autorité temporelle et spirituelle, de sorte que personne pas même le pape ne puisse le priver de ses droits, et délier ses sujets de leur serment de fidélité. A la demande du clergé, le cardinal du Perron prononça le 2 janvier 1615 une harangue célèbre pour détourner le premier ordre de sa proposition : celle-ci, déclara nettement Du Perron, va à l'encontre de la doctrine catholique et des positions traditionnellement soutenues par l'Église gallicane. D'ailleurs, ajoutait-il, il n'appartient pas aux laïcs de trancher une question de ce genre ; la France se trouve par cette agitation menacée d'un schisme ; la royauté est appelée à souffrir mille maux de cette division entre les ordres. Les députés du tiers demeurèrent assez rétifs, mais un message venu de la cour obtint le retrait du texte. Du Perron avait triomphé. Cependant sa thèse ne parviendra pas à s'imposer définitivement. Par un curieux retour des choses elle sera désavouée dans la *Déclaration de l'Assemblée du clergé de 1682* et dans la *Défense de cette Déclaration* par Bossuet sous prétexte qu'elle ne reflétait pas l'opinion du clergé de France au nom duquel il parlait.

Ce succès permit à la chambre ecclésiastique de passer à la rédaction de ses propres cahiers. Elle s'occupa de la douloureuse situation créée par la fureur des duels. Elle se pencha sur les questions de discipline et de juridiction. Elle étudia le problème protestant. Du côté du clergé, les États eurent leur conclusion dans l'Assemblée de 1615, mémorable assemblée qui décida de recevoir en France le Concile de Trente, proclamant ainsi solennellement la volonté réformatrice de tout le clergé gallican (7 juillet 1615). « Par l'acceptation unanime, que les prélats de France faisaient non seulement du dogme qui était hors de conteste, mais encore des normes disciplinaires de Trente, l'esprit de la réforme catholique romaine se trouvait incorporé au patrimoine spirituel de l'Eglise gallicane. Le concile de Trente restera pour les assemblées du clergé de France, réunies pour discuter du versement des décimes et des exemptions fiscales des ecclésiastiques, de leurs dîmes à toucher et de leurs biens aliénés à récupérer, l'idéal auquel chacun se réfère et la norme sur laquelle chacun doit régler ses discours et mesurer ses jugements. Cette réception du concile de Trente par l'épiscopat gallican montre que le réveil français du XVII^e siècle ne fut pas seulement le fait d'une invasion mystique venue par le bas et inspirée de très loin par l'Eglise de Rome : la hiérarchie du royaume guidait le mouvement. Ce n'était pas sans motif que le pape se félicitait chaudement de l'unanimité qu'avait manifestée l'assemblée de 1615 en faveur du concile : elle ne signifiait pas que tous les évêques du royaume, ni même que tous les ecclésiastiques du premier et du second ordre, présents aux Augustins le 7 juillet 1615, eussent effectivement conformé toute leur vie aux canons du concile et modelé leur conduite sur les exemples de Charles Borromée. Mais elle prouvait que les réformateurs catholiques avaient pour eux l'opinion publique du peuple chrétien et de ses chefs hiérarchiques, que les pasteurs de l'Eglise gallicane approuvaient, encourageaient et soutiendraient, dans une mesure évidemment variable suivant les individus, les ouvriers du renouveau religieux, les Bérulle, Olier, Vincent de Paul, Marie de l'Incarnation et Louise de Marillac ». Ces pages constituent une des pièces maîtresses de l'ouvrage du Père Blet. Dominant les notions les plus complexes de théologie, de droit civil et canonique, d'évolution des institutions et de la spiritualité, l'auteur a saisi le nœud de toute l'histoire ecclésiastique de la France à l'époque moderne. Mais cependant ce prologue, si dense soit-il, ne constitue qu'un « narthex ».

Dans une première partie, le R.P. Blet s'attaque à l'étude de l'organisation financière du clergé de France. Pour saisir toute l'importance de son exposé, il faut le lire. Un compte rendu est impuissant à mettre en valeur toutes les questions traitées. Ceci posé, il en vient dans sa deuxième partie à la politique ecclésiastique du cardinal de Richelieu. En sept chapitres, il développe les thèmes suivants : liberté de l'assemblée et immunités du clergé ; l'autorité épiscopale ; Louytre et les réguliers ; le droit divin des rois ;

bataille avec le Parlement ; trois millions pour La Rochelle ; un cas de conscience dynastique ; le mariage de Monsieur ; l'immunité ecclésiastique et la défense du royaume ; l'orage de 1641. La conclusion que l'on peut tirer d'une synthèse aussi précise est claire : « quels que fussent ses sentiments et ses intentions, il paraît bien que si le cardinal de Richelieu n'entendait pas lier sa politique aux désirs de la cour de Rome, il ne cherchait pas à séparer du Saint-Siège le royaume de Louis XIII. »

La troisième partie de l'ouvrage embrasse la régence et le ministère du cardinal Mazarin. Lorsqu'arriva le temps fixé dans le contrat de 1626 pour la tenue de la grande assemblée décennale, une page d'histoire avait été tournée. Le roi Louis XIII était mort en 1643, précédé de peu dans la tombe par le cardinal de Richelieu. Mazarin avait été chargé d'assurer le gouvernement du royaume. Jugeant le pouvoir du premier ministre encore mal assuré, le clergé de France crut possible de redresser la tête, de discuter plus âprement avec la régente, d'imposer ses conditions, de défendre ses droits et ses privilèges, de jouer dans l'État un rôle qu'il n'avait jamais exercé dans le passé. Les prélats de l'assemblée de 1645 agirent dans ce sens. Ils prirent en tout le contre-pied de la politique ecclésiastique de Richelieu. On « croit assister à une revanche de Charles de Montchal sur le cardinal de Richelieu, pour ne pas dire à un réveil de la féodalité ecclésiastique en face de la monarchie absolue. »

Fier de sa puissance retrouvée et singulièrement augmentée, le clergé de France se retrouva en 1650 aux Grands Augustins. La Fronde sévissait. Le pays était déchiré. Les options du clergé feraient pencher la balance et assureraient la victoire du parti auquel il accorderait son appui. Les évêques n'hésitèrent pas, ils demeurèrent fidèles à la monarchie établie. Les jetons commémoratifs de l'assemblée représentaient les insignes royaux : couronne, sceptre, main de justice posés sur l'autel avec en exergue la devise « *aris innixa quiescant* ». « Cette fidélité du clergé de France constituait le garant le plus ferme de l'autorité royale, mais elle traduisait en même temps une conviction qui dicta toujours son attitude sous la monarchie : l'autorité absolue d'un roi juste et pieux est la garantie la plus sûre de la liberté de l'Église. Cependant si le clergé dans sa grande majorité avait donné l'exemple d'un parfait loyalisme, il comptait dans ses rangs une notable exception, Jean-François-Paul de Gondi, archevêque de Corinthe, cardinal de Retz, coadjuteur de Paris. Sa turbulence entraîna une série de faits regrettables qui paralysèrent l'apostolat de l'archevêché de Paris au moment où se jouait une partie décisive dans la reconquête catholique.

Les prélats venus à Paris en 1655 durent s'occuper du bouillant cardinal, devenu par la mort de son oncle archevêque en titre. « La bataille de Retz » se déroula pendant toute la session. Mais ni Mazarin ni le Saint-Siège ne parvinrent à faire prévaloir leur point de vue. L'épiscopat triompha sur toute la ligne. « Jamais peut-être

une assemblée du clergé n'avait pu et ne pourra se vanter d'un pareil succès ; par ses instances et plus encore par sa résolution, elle a maintenu la juridiction canonique d'un évêque et qui plus est d'un cardinal de Retz contre la rancune de Mazarin et de Louis XIV ; elle s'est opposée victorieusement à l'exercice des droits du Saint-Siège dans toute leur plénitude au moment où la cour de France le réclamait et promettait de lui apporter toute l'aide de l'autorité royale. »

Cette assemblée, la plus longue du siècle (octobre 1655-avril 1657), devait laisser également un grand souvenir à cause de ses interventions dans la querelle de la grâce et des cinq propositions de Cornelius Jansen. On sait comment, le 31 mai 1653, le pape Innocent X avait, par la constitution apostolique *Cum occasione*, déclaré hérétiques les cinq propositions tirées des œuvres de l'évêque d'Ypres. La constitution avait été reçue favorablement à Paris. Les évêques présents dans la capitale s'étaient réunis au Louvre autour du cardinal Mazarin (11 juillet-18 juillet 1654). Ils avaient décidé de publier le document chacun dans leur diocèse. Mais l'archevêque de Sens, Gondrin, accompagna le texte pontifical d'une lettre pastorale qui en dénaturait la pensée. Rome s'en émut et fit exprimer à l'archevêque son désir de voir retirer rapidement cette pastorale. Les évêques de l'assemblée soutinrent Gondrin. Ils supplièrent Louis XIV de protéger le métropolitain de Sens contre les foudres de Rome. S'il est permis de parler en termes modernes d'un « gallicanisme royal », il faut bien reconnaître qu'un « gallicanisme épiscopal » lui avait frayé les voies. En se déclarant l'évêque du dehors, Louis XIV ne fera que reprendre le titre que lui donnait spontanément le corps épiscopal. Mais s'il s'opposait au pontificat romain sur le plan de ses prérogatives, l'épiscopat français se conformait très exactement aux consignes de Rome dans le domaine dogmatique. Il accueillait avec une visible satisfaction le bref du pape Innocent X, promulgué le 20 septembre 1654, confirmant les condamnations déjà fulminées contre le jansénisme. Ce document répondait aux souhaits profonds des évêques, désireux de connaître sans ambiguïté les directives du Saint-Siège en la matière. Par ce bref, le Souverain Pontife demandait aux évêques de faire recevoir et souscrire partout les termes de la condamnation. Quelques chefs de diocèse exigèrent même que l'adhésion aux paroles du pape soit suivie d'un formulaire : Dominique Séguier à Meaux et La Mothe-Houdancourt à Rennes se distinguèrent par leur fermeté. Le premier était frère du chancelier de France, et le second aumônier d'Anne d'Autriche. Il aurait été utile, semble-t-il, de préciser la portée de leur action ; très écoutés dans les Congrégations romaines, ils ont joué un rôle important dans toute l'affaire janséniste. Un autre prélat, conseiller de Mazarin, prit une part importante à tout le débat : Pierre de Marca, évêque de Cousserans, puis archevêque de Toulouse et enfin de Paris. Son action est très bien décrite, mais nous manquons d'une étude complète sur lui, ce qui ne facilite pas un travail de synthèse. Toutes ces

mesures n'arrêterent pas la poussée du mouvement, et Alexandre VII, successeur d'Innocent X, dut se résoudre à prononcer une sentence solennelle (*Constitution Ad sacram Petri sedem*). L'assemblée reçut le document lors de sa séance du 17 mars 1657. « Dans l'histoire des assemblées du clergé, les décisions de 1656 contre les jansénistes marquent une étape importante. Jusque là les élus des bénéficiers du royaume gardaient conscience qu'ils n'étaient envoyés à l'assemblée que pour traiter des intérêts temporels de leurs commettants. On avait bien parlé du mariage de Monsieur, des procédures de Louytre, on n'oubliait jamais les entreprises des réguliers. Mais ce n'était que par forme d'avis ou tout au plus de règlement de discipline. On ne s'était pas aventuré de façon aussi décidée sur le terrain de la doctrine. En 1656, l'assemblée du clergé de France mettait à l'ordre du jour la discussion d'une question dogmatique et osait proclamer ouvertement que le clergé de France, réuni pour ses affaires temporelles, pouvait encore assumer les fonctions d'un concile national. Le souvenir n'en sera pas perdu et le jansénisme rendra aux tenants des libertés gallicanes le service que ceux-ci lui assuraient par la protection de Gondrin. En traitant ouvertement de la doctrine des cinq propositions, on préparait ou du moins on rendait aisée la convocation de l'assemblée qui proclamera la doctrine des Quatre Articles : 1656 préparait 1682. »

Le cardinal Mazarin ne pouvait demeurer sur un échec aussi sensible. L'assemblée du clergé avait placé le Saint-Siège et le ministre français dans une position humiliante. Non contente de sa victoire, elle voulait aller plus loin et tenter d'obtenir le retour de Retz à Paris, avec la plénitude de ses droits. Mais c'était analyser bien superficiellement la conjoncture. D'une part, certains députés, intransigeants sur la question des principes en la personne de l'archevêque de Paris, se montraient peu disposés à s'engager dans un conflit aux issues redoutables, en vue de soutenir Paul de Gondî. D'autre part, les décisions prises pour intensifier en France la lutte contre les jansénistes, la volte-face imposée à l'archevêque de Sens dans les difficultés créées par sa pastorale, avaient renforcé le crédit de Mazarin, conseillé par Pierre de Marca : si bien que la seconde phase de la lutte allait fournir à Mazarin l'occasion de poursuivre son avantage et d'infliger une cruelle déception aux promoteurs les plus ardents des droits de l'épiscopat. Le Père Blet expose comment Mazarin remporta ce succès. Il formule toute une série de remarques pertinentes sur les répercussions de ce retournement. Il suggère quelques conclusions sur la politique ecclésiastique du cardinal. Nous ajouterons pour notre part une hypothèse supplémentaire : ne peut-on considérer qu'en agissant comme il le fit, Mazarin, cardinal de la Sainte Église Romaine — on l'oublie trop souvent — profondément marqué par son passage dans la diplomatie pontificale, se comporta en serviteur dévoué du Saint-Siège ? Bien des indices le laissent supposer, que les historiens ne manqueront pas de préciser un jour ou l'autre.

Dans sa quatrième partie, le Père Blet examine le travail des assemblées de 1660 à 1666. Pleinement rassuré par le succès de sa politique ecclésiastique, Mazarin put se consacrer totalement à son œuvre de pacification de l'Europe. C'est en arbitre du monde occidental, qu'il donna audience aux députés de l'assemblée du clergé accourus à Paris en 1660. Il reçut les félicitations de l'assemblée et l'introduisit auprès du roi et de la « merveilleuse infante ». Mais la maladie vint interrompre toutes les activités. Les présidents de l'assemblée se tinrent au courant jour après jour de l'évolution de la santé du premier ministre. Certains, tel Marca, eurent droit à de nombreux entretiens avec le malade, dans la chambre du château de Vincennes où le cardinal se préparait à mourir. Le Père Blet étudie les derniers rapports du cardinal avec l'assemblée et les premiers actes de Louis XIV devenu seul maître du pouvoir. Il envisage les rapports de la puissance royale et de la puissance spirituelle. Il pose le problème protestant. On aurait pu souhaiter une analyse plus détaillée du caractère de Mazarin et de la personnalité de Louis XIV. Mais il serait vraiment injuste de faire grief à l'auteur de sa réserve sur ce point. Dans l'état actuel de nos connaissances, il était difficile de mieux dire.

Dans sa conclusion, le R.P. Blet résume l'œuvre des treize assemblées du clergé dont il vient d'écrire l'histoire définitive. Il souligne leur action qui, dans l'ordre de la politique financière, a permis d'aboutir à une normalisation de l'impôt ecclésiastique. Il dresse un bilan de l'action des juges royaux et des ministres. Il se penche sur la notion de royauté très chrétienne. Il lui consacre quelques pages décisives. Il montre l'origine du concept, son développement, son évolution et sa déviation au XVII^e siècle. Il synthétise enfin la pensée des évêques de France pendant le siècle de Louis XIV. Il termine en montrant comment leur fidélité, en dépit d'erreurs regrettables, permit à l'Église gallicane de franchir les obstacles en apparence les plus insurmontables. Il termine son ouvrage par une évocation de l'esprit apostolique du clergé de l'Ancien Régime : « Un jeton commémoratif frappé par l'assemblée du clergé de 1655, écrit-il, et conservé aujourd'hui au cabinet des médailles de la Bibliothèque nationale, figure le sceptre royal et la crosse épiscopale entrecroisés et entourés de la devise *una salus ambobus erit*, un seul salut pour tous les deux. Devise poétique, que l'on pouvait graver sur l'or, mais que les évêques eux-mêmes hésitaient à souscrire et que l'histoire a démentie : la monarchie très chrétienne a été emportée par les forces mêmes qui avaient contribué à l'édifier, tandis que l'Église de France est toujours debout. N'est-ce pas que les évêques du Concordat de 1516, nommés par le roi, pourvus de riches bénéfices, seigneurs, ducs et pairs, conseillers du roi en tous ses conseils, n'oubliaient pas leurs charges de pasteurs des âmes et de successeurs des apôtres » ?

Raymond DARRICAU.

Jean CALVET. — *Louise de Marillac par elle-même. Portrait.*
Collection « La Légion de Dieu ». — Paris, Aubier, 1958.
In-8° de 230 pages.

Dans la suite des ouvrages de Mgr Calvet, le secteur vincentien reste spécialement abondant et savoureux. Une bonne vingtaine d'articles et volumes ont pour thème la figure et l'œuvre de Vincent de Paul (1581-1660).

Longtemps attendu, maintes fois demandé, entrepris il y a dix ans et enfin paru en 1958, le présent ouvrage remplit un vide dans cette série vincentienne. Ce travail, précise la Note liminaire, « n'est pas une biographie après tant d'autres biographies, mais un portrait ». Il veut être « une méditation psychologique sur une femme de chez nous qui a souffert plus que d'autres et réalisé une œuvre d'une portée sociale et religieuse immense dont les résultats s'affirment dans le présent » (p. 8).

Pour établir son texte, l'auteur a longuement fréquenté les œuvres imprimées² de Louise de Marillac et celles de saint Vincent de Paul³. Familier de cette collaboratrice avertie de Monsieur Vincent, Mgr Calvet s'est attentivement penché sur la courbe de cette noble existence : « J'ai voulu d'abord dire la vérité ou plus exactement dire mon sentiment sur ce que je crois être la vérité, sans m'embarrasser d'aucune autre considération. La vérité est compagne de sainteté, on ne peut pas aimer l'une sans aimer l'autre. Et je crois qu'on ne peut pas regarder et étudier Louise de Marillac sans l'aimer tant elle est grande par sa bonté, par sa souffrance et par l'action. Elle doit tant à Vincent de Paul, elle a si bien pris soin de dire sa dette envers lui, de marcher dans son sillage et comme à son ombre, qu'elle a un peu disparu dans l'éclat d'une destinée sans égale, et que ses paroles ont été considérées comme un écho. Je voudrais avoir dégagé son originalité et mis en relief sa grandeur propre. Elle est une des plus pures gloires des femmes françaises » (p. 8-9).

Après ces confidences de l'auteur, quatre parties marquent son propos et cerclent l'horizon de cette vie et de cette figure.

1° *A travers le brouillard de sa jeunesse et au-delà* (p. 13-68). Louise était une Marillac... En fait elle ne paraît pas dans la généalogie officielle de cette race vivace, étant fille naturelle⁴ de

1. A ce propos, dans l'ouvrage en l'honneur du jubilaire de 1953 : *Un maître d'aujourd'hui, Jean Calvet*, éditions de Gigord, x-222 p., voir notamment les pages 50-51; 100-106; 108-117, etc.

2. Précisons ici que cette édition hors commerce de 1887 : *Louise de Marillac veuve de M. Le Gras. Sa vie, ses vertus, son esprit*, comprend quatre volumes de viii-326; 414; viii-346; 346 pages. Les deux premiers tomes sont la reproduction fidèle de *La vie de Mademoiselle Le Gras* par Gobillon, en 1676.

3. Cette édition Pierre Coste, 1920-1925, en quatorze volumes in-8°, reste toujours en vente, chez Gabalda.

4. Sur cette origine de Mademoiselle, déjà en 1932, dans son *Monsieur*

Louis de Marillac (12 août 1591), un peu éclipsé par ses deux frères : Michel, garde des sceaux et chancelier de France, et Louis de Beaumont, maréchal de France. Le père de Louise († 24 juillet 1604), quoiqu'il fût « beau et spirituel », était fantasque aussi et un peu vert-galant (p. 17). Cette origine se trouve noir sur blanc, dans le contrat de mariage que Louise de Marillac a signé le 4 février 1613⁵. Ce « brouillard qui pèse sur un berceau inquiet » est plusieurs fois souligné (p. 19, 30, 32, 35, 36, 228, etc.), afin de fournir à l'auteur des explications devant l'orientation de cette grande âme et de sa noble vie. Son mariage avec Antoine Le Gras, en l'église Saint-Gervais de Paris, est pour Louise « un grand *mariage de raison* » (p. 34-38). Son époux, simple écuyer, un bourgeois, lui confère le simple titre de Mademoiselle. Pour sa part elle lui donne un fils, Michel, qui venu au monde le 19 octobre 1613, restera le tourment de cette mère, inquiète devant quelques foudrues de son enfant (p. 101-102). Elle est veuve à 34 ans, le 21 décembre 1625, et ce « tournant » dégage Mademoiselle Le Gras d'une lancinante crise de neurasthénie (p. 39-51). Providentiellement, Louise trouve alors un directeur éminent, Vincent de Paul, qui la comprend et, par une lente guérison, la conduit à l'épanouissement, au service de la charité. Sous cette emprise, ce sont sans retard des expériences enrichissantes et toniques.

Et voici, pour son portraitiste, 2° *La grande réalisation* (p. 69-105)... Le 29 novembre 1633, dans leur plus ancienne réunion connue, les premières Filles de la Charité se trouvent assemblées chez Mademoiselle (Vincent, jusqu'au terme de sa vie, lui maintient cette appellation). Ce sont désormais, 3° *Les grandes pré-occupations* : les œuvres, la formation des Filles de la Charité (p. 109-171). *En elle-même...*, objet de la quatrième partie (p. 175-228), nous fait suivre cette âme, en route vers l'union mystique, dévote à l'Esprit saint, fervente du « pneumocentrisme », risque Mgr Calvet (p. 204-205).

Dans le portrait de cette attachante figure, les observations sont prodiguées dans des formules longuement méditées et pleines de notations heureuses, dont on ferait aisément une anthologie. Cette substantielle étude d'âme se poursuit tout au long du volume qui, comme son aîné le *Saint Vincent de Paul*, reste un *livre parlé*. Cette langue claire et savoureuse, prodigue, à propos de tout, les remarques d'une psychologie avisée.

Vincent, t. II, p. 210, Pierre Coste, pour qui prend la peine de lire, avait dit le fait, appuyé par nombre de références, entassées dans la note 4.

5. Le texte de cet important document, emprunté au Minutier central des Notaires de Paris (Étude LXVIII, liasse 98), se trouve reproduit in extenso dans les *Annales de la Congrégation de la Mission et de la Compagnie des Filles de la Charité*, t. 106-107 (1940-1941), p. 75-78, sans oublier t. 119-120, p. 694, la note 1. Parmi les témoins qui sont mentionnés et ont signé ce contrat de mariage Antoine Le Gras-Louise de Marillac, à côté de leurs maris plusieurs épouses sont, elles aussi, suivant le cas, qualifiées de Madame ou Mademoiselle.

L'amour, le service des pauvres (centre et havre de paix pour cette existence) a sauvé Louise de Marillac, en l'associant à la vie de son génial directeur, Vincent de Paul. C'est ce que suggèrent nombre de pages du livre et notamment ce portrait parallèle des deux grandes âmes (p. 221-222). Cet extrait donne le ton du livre :

« Le pauvre ... est intégré dans la vie d'union de Louise de Marillac. Elle est entrée, comme son directeur et père, dans la mystique du pauvre. Les pauvres sont nos maîtres, nos princes, parce que mystiquement ils sont le Christ pauvre. Plus nous sommes unis à eux et à leur pauvreté, plus nous sommes unis à la pauvreté du Christ et au Christ lui-même. Entre Vincent et Louise il y a sur ce point accord de pensée, de sentiment et d'accent, mais il est curieux de remarquer qu'ils sont arrivés à cette mystique du pauvre par des voies différentes. Aristocrate de naissance, intellectuelle de tendance, Louise de Marillac est allée aux pauvres par devoir chrétien, même si le devoir était dur à remplir jusqu'au bout. Elle a trouvé dans le contact avec le pauvre la chaleur humaine qu'elle n'attendait peut-être pas et elle l'a aimé humainement, mais toujours en grande dame inclinée sur son devoir. La doctrine chrétienne, devenue doctrine vincentienne, a transfiguré ces sentiments humains en leur laissant leur couleur originelle.

« Paysan d'origine, concret de tendance, Vincent n'a pas à aller aux pauvres, il est peuple, il est du même peuple pauvre. Entre l'âme des pauvres et la sienne, il y a continuité. Il les aime profondément parce qu'ils sont lui, humainement. Chrétien, c'est en eux qu'il trouve l'image de Dieu, qu'il trouve Dieu. Si ces formules trop simplificatrices n'arrivaient pas à déformer la réalité, on pourrait dire qu'il va à Dieu dans les pauvres, tandis que Louise de Marillac va aux pauvres par Dieu et en Dieu. Le résultat est le même : il aboutit à la mystique du pauvre. Quand ils en parlent, les formules qu'ils emploient sont les mêmes; j'ai dit que l'accent était le même; je ne crois pas qu'il soit tout à fait le même. Pour discerner la nuance qui les sépare, il faudrait être le pauvre qui aurait envie, s'il osait, de baiser la main de la grande dame et de serrer la main du grand frère. »

Écrit de cette encre, l'ouvrage est nettement fait de main de maître. Il demeure une réussite nouvelle, digne de la plume⁶ et du cœur de Mgr Jean Calvet.

Fernand COMBALUZIER.

6. Au point de vue des minuties de l'histoire, quelques bavures ou erreurs s'expliquent par la vue amoindrie de l'auteur, contraint de corriger son texte à la simple audition.

Ainsi p. 30, *Longjumeaux* pour Longjumeau; Benoit de *Campfeld* pour Canfeld; p. 72, 20 novembre pour 29 novembre 1633; p. 93, Solminhac pour Alain de Solminihac; p. 82, Mlle Le Gras séjourne à Angers du 6 décembre 1639 au 25 février 1640; elle y apprécie grandement l'abbé de Vaux; de son nom, c'était Guy Lasnier, abbé commendataire de Saint-Étienne de Vaux, proche Royan (Cf. *Annales de la Congrégation de la Mission*, 1959 p. 187-188); p. 119 ... les moins bien emparlées, n'est-ce pas en parler ?... etc. Ces brouilles et quelques autres ne sont, il faut le redire, que grains de poussière sur des pages captivantes...

La vie et la doctrine spirituelle du Père Louis Lallemant, de la Compagnie de Jésus. Introduction et notes par François COUREL, S. J. — Paris, Desclée de Brouwer, Collection « Christus » n° 3, Textes, 1959, 412 pages.

Henri Bremond eut, le premier, le mérite d'attirer l'attention sur le P. Louis Lallemant et sur sa *Doctrine spirituelle*. Il le montrait comme le maître d'une « tradition mystique » parmi les jésuites de France au XVII^e siècle (t. V de la *Conquête mystique*, dans l'*Histoire du sentiment religieux*, Paris, 1920). Le P. Aloys Pottier, S. J., donnait peu de temps après une réédition (Paris, 1924). Celle que présente le P. Courel forme le troisième volume d'une collection qui comprend déjà le *Journal spirituel* et les *Lettres* de saint Ignace.

Du personnage lui-même, entendons des épisodes de sa vie, il y a peu à dire. Comme beaucoup de personnalités religieuses de l'époque, Lallemant appartient par sa naissance au monde de la robe. Originaire de la Champagne, il fait à Bourges ses études, au collège des Jésuites. Le plus clair de son apostolat dans la Compagnie où il est entré, consiste dans la formation des jeunes religieux, comme maître des novices d'abord, mais spécialement comme « Instructeur » du « Troisième An », ce second noviciat qui précède les vœux solennels. C'est à cette occasion, sur une période seulement de trois années fécondes à Rouen, 1628 à 1631, qu'il a distribué sa « doctrine ». Il meurt en 1635, âgé de 48 ans.

Il avait rêvé des missions canadiennes ; du moins donna-t-il pour le Canada un martyr, saint Isaac Jogues, et aussi le P. Rague-neau. Ses disciples les plus célèbres furent Surin, Rigoleuc, devenus à leur tour auteurs spirituels ; il faut y ajouter le missionnaire breton, le bienheureux Julien Maunoir, qui profita de ses leçons à Bourges, de 1633 à 1635.

Un problème critique se pose : le P. Lallemant n'a pas publié lui-même, n'a même pas rédigé telle quelle, en vue de la publication, sa *Doctrine spirituelle*. Ses enseignements, recueillis par le P. Rigoleuc, ne furent livrés à l'impression qu'à la fin du XVII^e siècle, en 1694, par les soins du P. Champion, disciple de Rigoleuc ; alors que les œuvres de ce dernier avaient été publiées elles-mêmes, huit années auparavant, en 1686, portant manifestement le reflet, peut-être davantage, des instructions du P. Lallemant.

L'influence du maître n'en apparaît que plus manifeste. De qui lui-même tenait-il sa doctrine ? Ses références personnelles sont rares, et l'on peut y trouver, en somme, tout ce qu'un bon théologien de la Compagnie et un religieux fervent pouvait posséder couramment de lectures. Les Pères et les Docteurs, les auteurs spirituels somme toute assez courants dont le P. François Courel relève (p. 17) une bonne liste. On pensera plus particulièrement à saint Thomas, à cause de l'insistance sur la doctrine des dons du Saint-Esprit, étudiée certainement à son école, et, à travers celle-ci ou plus directement, à celle de saint Augustin. Peut-être dans ce même

sens pourrait-on allonger la liste; la doctrine des dons, comme schéma de la vie spirituelle, a retenu l'attention des mystiques du bas Moyen Age, de Ruysbroeck, de Tauler, mais il faudrait citer surtout Denys le Chartreux chez qui la précision du théologien rejoint l'expérience du contemplatif. Ce qui est dit de la « pureté du cœur » est, d'autre part, comme un écho des maîtres du Désert, dont Cassien a retenu les formules.

L'éditeur a raison d'insister sur le caractère proprement ignatien de la formation de Lallemant, celle qu'il a reçue, celle qu'il donne. Il a fréquenté certainement d'autres maîtres jésuites ; mais c'est bien dans le cadre des *Exercices*, selon leur approfondissement, qu'en « Instructeur » fidèle, il a accompli sa mission. Un esprit général, et les lieux parallèles le prouvent abondamment. Le P. Courel fait ressortir d'une touche très exacte, ce que l'auteur peut devoir au milieu ambiant de l'École française lorsqu'en suivant le plan des *Exercices*, le jésuite en arrive au mystère de l'Incarnation. Il ne faudrait pas trop presser toutefois, et la formule de H. Bremond qui, à propos de la « tradition » de Lallemant, a parlé de « jésuites bérulliens » ne saurait être retenue. Ce n'est pas du seul fait que l'on parle de « vie intérieure » et du Verbe incarné que l'on est bérullien, et lorsque Lallemant met à l'école du Saint-Esprit, il désigne très explicitement et clairement l'Esprit-Saint, Troisième Personne de la Trinité, beaucoup plus que « l'esprit de Jésus », qui, selon les cas, peut, chez Bérulle, renvoyer plutôt aux pensées, aux « états » du Sauveur. Enfin la spiritualité de Lallemant est centrée sur l'amour, bien plus que sur la vertu de religion.

Il s'est produit, de toute évidence, chez le P. Lallemant, bien autre chose qu'une influence. Il a lu encore certainement sainte Thérèse ; certains indices que note le P. Courel, font penser à saint Jean de la Croix (la première édition française est de 1621). Mais il y a surtout le fait d'une expérience. Ramener toute la doctrine spirituelle à la « pureté du cœur » et la « docilité au Saint-Esprit » en vue d'aboutir à l'union, n'est concevable avec cet accent que si l'on a suivi soi-même la route.

Le P. Courel a cru devoir ajouter une insistance sur l'orientation vers l'action de cette doctrine spirituelle. Il n'a fait que suivre en cela, et il l'a fait à juste titre, une tradition constante dans la Compagnie de Jésus. Louis Lallemant fut fidèle à sa tâche de former de futurs apôtres. Mais trop insister serait *trop* vraiment. L'action n'est pas une fin pour le contemplatif même voué à l'action. La seule fin, c'est Dieu même. Opposer à cet égard, à Lallemant, l'un de ses « petits-fils » spirituels, Caussade (même avec une citation de R. Guardini), c'est risquer le contre-sens.

L'histoire religieuse de la France fait, dans ce livre, une rencontre inattendue. Le P. Lallemant déclare du « don d'intelligence » qu'il peut aider à discerner les desseins de Dieu « même dans les choses politiques ». Ainsi apprécie-t-il, à sa lumière, la politique de saint Louis, celle de Louis XIII contre les protestants ; mais il indique encore la voie médiane à suivre, d'après lui, « quand les

princes catholiques font alliance avec les hérétiques ». L'allusion à la politique de Richelieu est évidente. Se garder donc de parler trop avantageusement des succès de ceux-ci, mais aussi d'un « faux zèle, manque de considérer que Dieu peut tirer de là de grands biens qui nous sont cachés ». Voilà qui n'inscrit pas Lallemand dans le parti dévot, ni à la suite de son confrère le P. Caussin.

Il est dit d'ailleurs qu'« entre les dons du Saint-Esprit, celui de piété semble être le partage des Français ». Et d'invoquer le témoignage de Bellarmin : « qu'à peine les Italiens lui semblaient catholiques, quand il les comparait en piété avec les Français » !...

Etienne Catta.

Raymond DARRICAU et Madeleine LAURAIN. — *La mort du cardinal Mazarin*. — Extrait de l'*Annuaire-Bulletin de la Société de l'histoire de France*, s. l. n. d. [Paris, 1960]. In-8°, p. 55-120.

Sous le titre *La mort du cardinal Mazarin*, deux textes du XVII^e siècle sont publiés : le premier, d'Angelo Bissaro, *Relation précise des incidents qui se produisirent pendant la dernière maladie et la mort du cardinal Mazarin* (p. 71-110) ; le second, de Claude Joly, *Relation de la mort du cardinal Mazarin* (p. 111-119). Le premier texte, jusqu'à maintenant inconnu et inédit, reproduit l'original italien avec une traduction française en regard ; il est présenté et annoté par R. Darricau ; il a été traduit par M. Laurain. Le second texte, encore inédit mais non pas inconnu, fait l'objet d'une édition critique, présentée et annotée par M. Laurain.

C'est à Rome, dans les archives des Théatins (à S. Andrea della Valle), que R. Darricau a trouvé le mémoire adressé par le P. Bissaro, en 1661 (vraisemblablement, car il n'est pas daté), à son supérieur général. Bissaro était italien ; il résidait à Paris dans le couvent de Sainte-Anne-la-Royale, situé entre le quai Voltaire (n° 17) et la rue de Lille (n° 26) ; depuis 1652 ou 1653, il était le confesseur de Mazarin ; il avait remplacé dans cette fonction un de ses confrères, le P. Francesco Maria Del Monaco, qui l'avait exercée de 1644 à 1651. Pendant un mois, du 9 février au 9 mars 1661, il demeura dans le château de Vincennes au chevet de Mazarin. Quand la maladie de son illustre pénitent s'aggrava, il eut l'occasion de voir la Cour et « tout Paris » ; « quatre ou six fois par jour », Louis XIV et Anne d'Autriche allaient voir le cardinal, et Louis XIV plus fréquemment encore qu'Anne d'Autriche. Des solliciteurs s'écrasaient devant la chambre du cardinal. Le P. Bissaro écoutait leurs « discours ». De son mieux, il prépara son pénitent à bien mourir. Il fut aidé dans cette tâche par un de ses confrères italiens et par quelques ecclésiastiques français. Parmi ceux-ci, il salua Claude Joly, curé de Saint-Nicolas-des-Champs, futur évêque d'Agen ; il nota la raison de sa venue : ce prêtre avait à Paris « grande réputation pour assister les mourants ». Il n'était donc

pas sans intérêt de faire suivre la longue relation de Bissaro de la relation, beaucoup plus courte, de Joly. Les deux témoignages s'accordent : ils montrent l'un et l'autre avec quel sérieux et même avec quelle sincère piété Mazarin s'est préparé à la mort.

Ces deux témoignages ont leur prix. On pouvait se montrer sceptique devant les *Mazarinades* vilipendant le Mazarin. On demeurerait gêné devant telle appréciation de la bonne Madame de Motteville : « Il (Mazarin) ne faisait nulle profession de piété, et ne donnait, par aucune de ses actions, des marques du contraire, si ce n'est qu'il lui échappait quelquefois des railleries, qui étaient opposées au respect qu'un chrétien doit avoir pour tout ce qui touche la religion. » Pourtant G. Lacour-Gayet, dans un ouvrage excellent, paru en 1898, *l'Education politique de Louis XIV*, avait passé au crible d'une bonne critique une foule de témoignages : il avait reconnu le sérieux et la piété avec lesquels le « surintendant au gouvernement et à la conduite du roi » avait dirigé la formation intellectuelle, morale et politique de Louis XIV.

Bissaro et Joly confirment donc des conclusions solidement établies. Convient-il pour autant d'accorder au témoignage de Bissaro une valeur très supérieure au témoignage de Joly, rédigé vers 1664 pour « désarmer les critiques » ? Pour répondre à cette question, il faut en poser une autre, omise dans l'introduction à la *Relation* de Bissaro : pourquoi ce texte a-t-il été écrit ? Il est en effet surprenant de voir un confesseur rédiger un long mémoire sur un de ses pénitents. Bissaro avait ses raisons. Il avait fait l'objet de critiques. Que son supérieur général l'ait prié de se disculper ou que Bissaro ait pris les devants, il importe peu. Les deux principaux reproches articulés contre lui étaient les suivants : avoir abusé de sa situation auprès de Mazarin pour en obtenir un legs royal, un don de 100.000 écus, soit 300.000 livres, en faveur de son couvent ; avoir négligé d'administrer lui-même les derniers sacrements au cardinal. La *Relation*, c'est tout un plaidoyer *pro domo*. L'auteur, en trois points, explique les difficultés de son ministère : il était le point de mire de tous les regards ; il était assiégé par les quémandeurs ; il risquait à tout moment de faire un faux-pas et de compromettre avec son crédit celui de son Ordre. Et de se vanter d'avoir soutenu, au milieu des envieux, l'honneur des Théatins, d'avoir acquis lui-même « une grande renommée » et d'avoir bien montré par sa conduite quel était son « mérite ». Quant à « la donation de cent mille écus », elle « est considérée à la Cour comme pure volonté de Son Eminence... et chacun nous plaint qu'elle ne nous ait pas laissé davantage. Me voilà donc à couvert sur ce point principal. » Il est exact qu'il n'a pas donné le viatique au cardinal, mais il faut connaître les usages français ; en agissant ainsi, il a évité d'« engager procès avec les curés ». Bref, Bissaro s'est comporté en prudent confesseur et son supérieur général peut être content de lui. Le texte de Bissaro ne présente donc pas ce caractère désintéressé qu'on semble lui avoir un peu trop facilement prêté. Pour confidentiel qu'il soit, il a, tout

autant que le texte de Joly, tendance à surestimer les bons sentiments de Mazarin. La part des circonstances admise, il n'y a pas de raison de rejeter l'hommage rendu par Bissaro à la dignité de vie de son pénitent.

On ne peut que louer l'édition très soignée du texte de Joly. L'édition du texte de Bissaro, par contre, laisse un peu à désirer. Dans la traduction, on relève des inexactitudes : *padre preposito* signifie « Père supérieur », et non « P. Prévot » (p. 79, 80); *confondere dai rapporti*, « troubler par des rapports », et non « déborder par des rapports » (p. 89, 90); *piena di sogetti d'edificazione et dotti*, « pleine de sujets édifiants et instruits », et non « pleine de sujets d'édification et de savants » (p. 94, 95); *Ecclesiastico*, « Ecclésiastique » [VII, 6], et non « Ecclésiaste » (p. 91, 92). Dans la transcription des abréviations, S. Em., pour Son Eminence, eût été préférable à S. E. (selon les bons principes des points abrégatifs, chers à Carrière) et V. P. eût été avantageusement remplacé par Votre Paternité. Faut-il relever quelques graphies fautives ? Des noms allemands sans majuscule (p. 61), Vicence et Vicenze (p. 62, 65), Bonsi et Bonzi (p. 66, 91), Guidi pour Guido (p. 64), Chenevières-Pointe pour Chenevières-Pointel (p. 77)... Quand Mazarin se fait lire Grenade en espagnol, la note sur Louis de Grenade aurait pu préciser le titre de l'ouvrage, *Guia de Pecadores* ; à cette époque, lire dans Grenade et dans Gerson, signifiait lire la *Guide des pécheurs* et l'*Imitation de Jésus-Christ* (ainsi dans une lettre de Louise de Marillac, datée du 9 mai 1642). Un regret enfin, qui a trait à la mise en pages : la traduction française n'est que théoriquement en regard de l'original italien.

Mazarin, trois siècles après sa mort, ne laisse personne indifférent. La littérature commerciale ne l'ignore pas, mais nous pouvons l'ignorer. Des textes contemporains inédits, rédigés par des témoins des derniers jours du cardinal, méritent notre attention, et ceux qui les éditent notre reconnaissance.

Ch. BERTHELOT DU CHESNAY.

Pierre CHEVALLIER. — *Loménie de Brienne et l'ordre monastique, 1766-1789*. — Paris, Vrin, Bibliothèque de la Société d'Histoire ecclésiastique de la France, tome I^{er}, 1959, in-8°, 392 pages; tome II, 1960, in-8°, 287 pages.

La thèse de M. Chevallier est une étude historique complète. L'auteur connaît bien les ordres religieux de la fin de l'Ancien Régime, et il est bien placé pour suivre leur douloureuse décadence, non seulement de l'extérieur, mais aussi de l'intérieur. Dans un discours prononcé devant la Société Académique de Troyes, le 20 juin 1958, il a dit que « l'espèce humaine se plait, semble-t-il, à gaspiller les trésors de la sagesse » et cela après avoir cité les premiers mots de la règle bénédictine qu'il qualifie de trésor : nous avons donc l'assurance qu'il a essayé de connaître à

fond ces âmes religieuses d'une époque de décadence incontestée.

C'est cette décadence et le problème multiple qu'elle pose qu'il étudie d'abord dans son livre premier. Sans vouloir faire des religieux d'alors une critique acerbe et malveillante, et, en se basant légitimement sur des témoignages sûrs, depuis ceux des évêques les moins « partisans », jusqu'à ceux des religieux des ordres conservés, l'auteur arrive à cette conclusion : une réforme était indispensable. Mais ne faut-il pas préciser *Les degrés de la décadence monastique*, si on veut faire une histoire complète de la Commission des Réguliers ? C'est l'objet du livre second, dans lequel sont examinés successivement : les Bénédictins de toutes les branches, les Chanoines réguliers, les Chartreux et les Ordres mendiants. Et si « l'examen du degré de décadence des ordres religieux ainsi achevé aboutit aux mêmes conclusions que celles du rapporteur de la Commission (p. 221) », il y a des exceptions notables. Ni les Chartreux, en effet, ni les Capucins, ni les Chanoines réguliers de la Chancelade ne sont compris parmi les « décadents » : ils ont gardé la régularité et la ferveur. Mais il est évident que le problème de la réforme monastique intéressait au plus haut point l'épiscopat gallican et celui-ci, qui souhaitait avant tout la suppression de l'exemption, espérait y arriver d'une part en établissant des maisons de réforme, d'autre part en supprimant les trop nombreuses « petites maisons ». Qu'ils aient quelque peu confondu deux perspectives : celle de la réforme, celle plus intéressée de la suppression de l'exemption, cela est vrai de beaucoup de prélats séculiers du XVIII^e siècle.

Après cette patiente étude, M. Chevallier est en droit d'aborder, au livre troisième, *La Commission des Réguliers*. Quatre chapitres nous exposent sa création, son œuvre législative, ses relations avec le Saint-Siège, enfin plus particulièrement les rapports du cardinal de Bernis avec Rome. « La connaissance et l'examen des dépêches des nonces et des secrétaires d'État ne manquent pas d'apporter une contribution précieuse et toute nouvelle à l'histoire de la Commission et permettent d'établir avec une précision très exacte les responsabilités du roi, du gouvernement, du Conseil d'État, de la Commission et du Saint-Siège (p. 369) ». L'auteur aborde ensuite l'étude de la révision et de la restauration des observances, en distinguant soigneusement ce qui est du domaine des « Constitutions » et ce qui est du domaine des observances proprement dites dont l'accomplissement « constitue une part essentielle de la vie quotidienne des religieux (t. 2, p. 9) ». Tout un chapitre est consacré aux *Problèmes de l'Ordre bénédictin* et on y apprend que « si la Commission a eu très peu à intervenir à Cluny, elle a essayé sans succès de revivifier Saint-Vanne, et Saint-Maur n'a pu retrouver « la tranquillité » (p. 44). Faut-il en accuser la Commission ? A lire notre livre, il semble que non, mais, peut-être, trouvons-nous exprimé dans cette même page 44 du tome second la vraie raison de ces succès, et sans doute de bien d'autres : « les grands seigneurs ecclésiastiques qui la composent (la Commission) avec les

légistes du conseil du Roi sont trop pénétrés d'une certain despotisme éclairé pour ne pas avoir favorisé les tendances démocratiques des religieux inférieurs. » Il faudrait ajouter ici que ces tendances démocratiques étaient en opposition profonde avec l'esprit de cette règle si sage que l'auteur a louée tout au début de son ouvrage. Les chapitres suivants examinent avec la même objectivité les problèmes des chanoines réguliers (ch. II), des religieux mendiants (ch. III). Retenons la conclusion de ce chapitre troisième qui est la raison historique — et philosophique aussi pourrait-on dire — des échecs de la Commission : « On ne réforme pas une institution aussi originale que l'ordre monastique de l'extérieur, dans un esprit et avec des méthodes étrangères à sa nature (T. II, p. 129) ».

Le livre cinquième est consacré au rétablissement de la conventualité et le chapitre premier n'est en somme que le procès-verbal de la suppression de plusieurs ordres. On pourrait reprocher ici à M. Chevallier d'avoir analysé par trop son histoire, et de nous obliger à passer d'un chapitre à l'autre, si nous voulons suivre l'évolution de tel ou tel ordre, de telle ou telle congrégation. Il faut reconnaître que cette méthode était, cependant, la seule historique et accepter les quelques inconvénients qu'elle présente. Et, de fait, on ne saurait, pour les Célestins, par exemple, parler de « réforme », puisque, sauf de rares exceptions, tous les religieux relâchés de cette branche de l'Ordre bénédictin, refusèrent toute rénovation. Parmi ces monastères définitivement ruinés, on en voit beaucoup dont les richesses étaient excessives : il est évident que, dans bien des cas, non seulement, elles ont nui à la vie monastique, mais que, encore, elles ont attiré de redoutables appétits. Tout cela est bien exposé dans l'ouvrage et la diversité des situations est, elle aussi, bien mise en relief. Parfois, nous aurions tendance à simplifier par trop cette triste histoire et à oublier toutes les nuances de la France d'Ancien Régime. Les chapitres II, III et IV de ce livre cinquième étudient le rétablissement de la conventualité chez les Bénédictins, les Chanoines réguliers et les Ordres mendiants. Là aussi, la diversité des situations est très grande. La conclusion montre que la malheureuse Commission fut attaquée de toutes parts. Les Assemblées du Clergé s'émurent, insistèrent auprès de Louis XVI en 1775 pour que soit supprimé l'édit de 1768 relatif à l'âge des vœux de religion. Si l'affaire, comme le remarque M. Chevallier, avait été portée devant les Parlements, elle aurait eu d'autres suites que celles qu'elle eut en réalité. Et c'est bien là un heureux effet de la création de cette Commission tant décriée : tout est centralisé entre ses mains. Et quelles qu'aient été les intentions réelles de Loménie de Brienne et des commissaires, certains résultats de leur action sont incontestablement bons.

Nous lisons en note à la dernière page de cet ouvrage que de bons juges pressent l'auteur de poursuivre l'histoire de l'ordre monastique depuis 1780 jusqu'à 1789, nous enregistrons, dans la même note, l'annonce que nous trouverons, à la fin de ce volume futur

qui sera le troisième, « les index et les tables indispensables ». Rangeons-nous donc du côté des « bons juges » et souhaitons aussi que ces deux tomes, si lourds d'histoire bien informée, soient, c'est bien le mot, « achevés » par ce troisième volume, qui fera d'eux et de l'ensemble un solide instrument de travail.

Dom Louis GAILLARD, O.S.B.

HANS MAIER. — *Revolution und Kirche*. — Verlag Rombach, Freiburg im Breisgau, 1959. In-8° de 250 pages.

Le titre de l'ouvrage de M. Hans Maier, chargé d'enseignement à l'Université de Fribourg-en-Brisgau, *Révolution et Église*, est précisé par son sous-titre : *Études sur l'histoire des débuts de la démocratie chrétienne, 1789-1850*. Ajoutons que ce travail se limite à la France, mais qu'il déborde le cadre chronologique indiqué (car il débute par un tableau de la démocratie chrétienne dans l'Europe d'après la deuxième guerre mondiale) et qu'enfin le terme de « démocratie chrétienne » englobe, quand il est pris dans son sens large, « les différentes formes du catholicisme politique dans la période post-révolutionnaire » (p. 55).

L'ouvrage qui se situe aux confins de l'histoire des sciences politiques et de la sociologie traduit un effort intelligent et sympathique pour éclairer un aspect fort attachant de l'évolution politique et religieuse de la France depuis l'Ancien Régime jusqu'à nos jours. L'abondance des références et la bibliographie¹ témoignent du sérieux de la recherche. Chronologiquement l'ouvrage de M. Maier se divise en trois parties principales, respectivement intitulées : « la fusion révolutionnaire de la Démocratie et de l'Église (1789-1794) » ; — « l'opposition des tenants de la tradition (1794-1829) » ; — « catholicisme libéral et démocratie chrétienne (1830-1850) ».

La thèse que l'auteur soutient dans sa première partie, c'est que l'histoire de la démocratie chrétienne en France commence avec la Révolution : il montre comment la Constituante a voulu réaliser, au moyen de la Constitution civile du clergé, la « fusion » entre l'Église et la Nation, tentative approuvée par des prêtres tels que l'abbé Grégoire et l'abbé Fauchet. Ce dernier ne disait-il pas que le Christ était mort « pour la démocratie de l'univers » (p. 89), en même temps que Lamourette se servait de la formule « démocratie chrétienne » (p. 88) qui ne deviendra d'usage courant que bien plus tard ?

La rupture ultérieure entre la Révolution et l'Église repousse les catholiques dans le camp des adversaires des idées de 1789 ; d'où la deuxième partie, plus brève (une vingtaine de pages) consacrée aux tenants de la tradition : de Maistre (dont l'ouvrage *Du Pape* est mal daté, p. 113), de Bonald, Lamennais première manière.

1. Signalons que la dernière édition du volume de la collection Halphen-Sagnac sur la Révolution n'est pas de 1938 (p. 231), mais de 1957.

La troisième partie — qui nous a paru la plus intéressante — montre comment, à partir de 1830, le catholicisme est animé par un nouveau courant qui essaie de réconcilier l'Église et la Révolution et oppose à la position des catholiques conservateurs les hardiesses politiques et sociales de la « démocratie chrétienne ». L'auteur y souligne l'importance primordiale de Lamennais et de son journal *l'Avenir*, et celle, moindre il est vrai, de Buchez et de son journal *l'Atelier*. Il note le chassé-croisé Buchez-Lamennais, Buchez se tournant vers l'Église au moment où Lamennais s'en détourne. Il salue en Montalembert le « chef du catholicisme politique en France après 1830 » et en Lacordaire le « rénovateur spirituel du catholicisme français après 1830 », tandis qu'Ozanam, plus attentif aux questions sociales, affirme sa confiance dans la « démocratie chrétienne ».

M. Maier relève déjà chez Buchez et Ozanam « les éléments essentiels de la doctrine sociale catholique telle qu'elle commence à se constituer au XIX^e siècle » (p. 173). Il résume ainsi les caractéristiques de l'école démocrate-chrétienne en 1848 : primauté du social sur le politique, devoirs du citoyen complétant les droits de l'homme, limitation des pouvoirs de l'État au profit des droits individuels ou collectifs (p. 179). Mais cette école fut un « événement sans lendemain ». L'Église et la Démocratie suivaient des chemins distincts jusqu'au moment où Léon XIII procéda à une « réhabilitation du mouvement démocrate-chrétien » (p. 181). Un bref « supplément » retrace l'histoire du catholicisme social et de la démocratie chrétienne en France après 1871.

Telle est la trame de ce livre qui ne prétend nullement être exhaustif et dont quelques menues erreurs chronologiques et confusions (p. 95) ne diminuent pas l'intérêt.

André MEYER.

Chanoine Étienne CATTÀ. — *La doctrine politique et sociale du Cardinal Pie*. — Paris, Nouvelles éditions latines, 1959. Gr. in-8° de 375 pages.

Peut-être a-t-on un peu oublié de nos jours l'influence doctrinale qu'eut, dans l'Église de la seconde moitié du XIX^e siècle, le cardinal Pie. L'important et remarquable ouvrage que vient de publier M. le chanoine Cattà nous la rappelle opportunément. Et il ne s'agit pas seulement de doctrine politique et sociale, comme l'indique le titre, mais aussi bien, et avant tout, de doctrine religieuse, car, pour l'évêque de Poitiers, tout se rattache au « règne de Dieu sur les âmes par Jésus-Christ ».

Après avoir dans une longue introduction, recherché les sources de la doctrine et étudié les étapes de la carrière de Mgr Pie, l'auteur analyse son attitude et son enseignement à propos des principaux problèmes de son temps. Le fondement de sa doctrine, c'est l'ordre surnaturel, affirmé en face du naturalisme philosophique ou politique, et la notion de la royauté de Jésus-Christ,

dont il a véritablement été le docteur, bien avant que fût instituée officiellement par l'Église la fête du Christ-Roi. De là, découle un droit chrétien, qui s'oppose au libéralisme doctrinal et politique et qui « ne minimise jamais » la *thèse* en face de l'*hypothèse*. Cette royauté s'exerce dans l'Église par l'intermédiaire du « Vicaire-Roi », dont Mgr Pie marque la toute-puissance spirituelle et dont il établit l'indépendance appuyée sur le pouvoir temporel. Les rapports des deux pouvoirs, Église et État, ne peuvent se fixer que dans ce contexte, et c'est aussi cette conception du règne du Christ qui fonde les droits de l'enseignement chrétien¹, les principes de l'ordre social chrétien, les rapports entre les peuples, l'attitude même des chrétiens en face des différents régimes politiques. Nos lecteurs apprécieront tout spécialement ce que dit l'auteur des rapports de Mgr Pie avec la Seconde République, le Second Empire et la Troisième République en ses commencements, jusqu'à la crise anticléricale de 1880, au cours de laquelle il disparut. Ils verront comment et pourquoi l'évêque de Poitiers, qui était, on le sait, de très humble origine, a toujours gardé ses préférences à la « royauté très chrétienne », tout en reconnaissant et en aidant les régimes établis.

Il n'est pas possible de s'arrêter à tant de questions soulevées. Notons seulement quelques points qui nous ont paru particulièrement importants du point de vue de l'histoire ecclésiastique.

Mgr Pie, sous l'Empire, s'est consacré pour une large part à la défense du pouvoir temporel du pape. Il s'est mis, de toute son énergie, en travers d'une politique où il voyait la France entraînée et qui ne pouvait aboutir qu'à la ruine de ce pouvoir. On connaît son apostrophe célèbre, dans le mandement du 22 février 1861, qui comparait la passion du pape à celle du Christ : « Lave tes mains, ô Pilate... » Ce mot lui valut une condamnation par le Conseil d'État. Il y perdit son repos, « dont une bonne fois il avait fait le sacrifice, mais la bienveillance, les encouragements reconnaissants de Pie IX le [consolèrent] de ses disgrâces ».

Le rôle de l'évêque de Poitiers dans l'élaboration de l'encyclique *Quanta cura* et du *Syllabus* est, plus encore, à souligner tout particulièrement. Dès 1852, il fut sollicité par le pape, comme plusieurs de ses collègues, de répondre à un questionnaire sur les erreurs contemporaines. En 1859, il eut encore, à la suite de deux Brefs particulièrement insistants, à rédiger un mémoire sur le sujet, et quand parut le document pontifical, le 8 décembre 1864², il put constater que « tout ce qu'il avait appelé, demandé, préparé depuis le commencement de son épiscopat, tous ses avertissements, toutes ses leçons recevaient, ce jour-là, la consécration non seulement de leur vérité, mais de leur opportunité ».

1. A propos de la loi de 1850 sur la liberté de l'enseignement, notons que Mgr Morlot n'était pas encore archevêque de Paris, comme semble l'indiquer une citation de la page 50.

2. Et non 1854 (p. 54).

Quelques années plus tard, les travaux du concile du Vatican devaient donner à Mgr Pie une place beaucoup plus éminente encore, « au centre de l'Eglise ». C'est lui, en effet, qui fut choisi « pour introduire dans la congrégation générale le *schéma*, c'est-à-dire la constitution dogmatique » concernant la définition de la foi catholique et de l'infaillibilité pontificale. « Aucun évêque... n'a pris une part plus personnelle » à l'élaboration de cette doctrine, qui est devenue l'expression même de la croyance catholique; « aucun n'en a retiré, devant Dieu et devant l'Eglise, une telle gloire ».

On ne saurait trop insister sur l'aspect doctrinal de son action : « En combattant le naturalisme sous toutes ses formes, il est devenu le théologien du surnaturel...; en combattant plus spécialement le naturalisme politique, il est devenu le docteur d'un enseignement à la lettre *capital* et peu développé avant lui..., celui de la Royauté sociale de Notre-Seigneur Jésus-Christ ». Et on ne s'étonnera pas, après cela, qu'il ait été comparé maintes fois aux Pères de l'Eglise, notamment à son lointain prédécesseur, saint Hilaire, dont il aimait à évoquer l'exemple : « C'est le propre de ceux qui exposent une doctrine pour elle-même de franchir de la sorte les espaces et le temps... Ce fut la plus belle récompense que sur cette terre reçut... son enseignement que d'être accueilli... par l'autorité doctrinale la plus haute de la terre ».

On a prétendu quelquefois qu'après l'avènement de Léon XIII, en 1878, l'influence de l'évêque de Poitiers avait fortement décliné. En fait, le nouveau pape, avec lequel il avait collaboré au concile du Vatican, le promut cardinal dès 1879. Il devait encore, cinq ans après la mort de Mgr Pie, faire écho à sa doctrine dans l'encyclique *Immortale Dei* du 1^{er} novembre 1885. La politique du ralliement elle-même n'eut sans doute pas dérouté le cardinal de Poitiers, puisque dans son dernier mandement, pour le carême de 1880, il exprimait le vœu que Léon XIII « réussisse pleinement dans l'initiative qu'il a prise d'offrir loyalement et paternellement sa main aux nations chrétiennes et à leurs chefs ». Et ce n'était pas retournement de dernière heure, puisque, dès 1876, par conséquent avant le nouveau pontificat, il avait déclaré à son clergé : « *Sans abdiquer nos convictions personnelles...* nous reconnaissons que *les faits étant ce qu'ils sont*, et les parlements de 1871 s'étant clos dans les conditions existantes, l'Etat de la république s'impose présentement à nous et nous impose des devoirs envers lui ».

Ajoutons encore que la doctrine de Mgr Pie se retrouva plus tard dans les enseignements de Pie X qui était un lecteur assidu de ses œuvres. Le chanoine Catta cite, dans la première encyclique de ce pape, un passage qui est la copie presque littérale d'une partie de la lettre écrite par Mgr Pie à ses diocésains lorsqu'il prit possession de son siège. Et la ressemblance est « plus sensible encore » entre le discours de Pie X aux pèlerins français, le 19 novembre 1911, et l'oraison funèbre du général Lamoricière,

prononcée par l'évêque de Poitiers dans sa cathédrale le 5 décembre 1865. L'influence du cardinal Pie s'est manifestée encore plus tard dans l'encyclique *Urbi arcano* de Pie XI, du 11 décembre 1925, qui instituait la fête du Christ-Roi. Me sera-t-il permis, pour finir, de signaler à M. le chanoine Catta qu'il y a déjà quelques années, Mgr Roncalli, nonce à Paris, confiait à l'un de ses visiteurs qu'il lisait avec un intérêt tout spécial les *Œuvres* de l'ancien évêque de Poitiers ?

R. LIMOUZIN-LAMOTHE.

LOUIS CAPÉLAN. — *Histoire contemporaine de la laïcité française*. Tome I : *La crise du Seize mai et la revanche républicaine*. — Paris, Rivière, 1957. In-8° de xxvi-296 pages.

Nous devons à M. l'abbé Capéran un livre remarquable sur l'anticléricanisme et l'affaire Dreyfus. Le premier volume de son *Histoire contemporaine de la laïcité française*, s'il paraît moins neuf à certains égards, tient, par sa solidité, les promesses qu'on pouvait attendre du nom de l'auteur.

Appuyé sur une large bibliographie, utilisant, outre maints cartons d'archives, l'abondante documentation de la Fondation Jules Ferry, l'ouvrage définit d'abord le concept de laïcité et de laïcité républicaine — une « laïcité en armes ». Il évoque ses fondements philosophiques et politiques et marque, depuis l'Ancien Régime, les différentes étapes de son évolution. On relèvera notamment les pages où M. Capéran éclaire de références suggestives le vocabulaire qui a fourni aux hommes de 1848 et surtout aux chefs de la III^e République leurs mots d'ordre, bientôt leurs cris de guerre.

Avant d'étudier le Seize Mai et ses conséquences, l'auteur présente les portraits des principaux promoteurs de la laïcité républicaine : Ferry, Ferdinand Buisson, Jean Macé. Il couronne la trilogie par un chapitre sur l'homme dont l'éloquente emprise conduisit les 363 à une victoire dont lui-même devait assez mal profiter. Notons cette date : dès 1871, au banquet de Saint-Quentin, Gambetta réclame pour le peuple « une bonne somme d'éducation, d'instruction, bien distribuée, obligatoire, gratuite et, permettez-moi le mot, quoiqu'il ne soit pas fort à la mode, absolument laïque. »

« La revanche des républicains », préface à une toute prochaine « révolution » scolaire, ce furent ici les premiers projets Ferry du 15 mars 1879, les laïcisations administratives, la réorganisation du Conseil supérieur de l'Instruction publique et des conseils académiques, la suppression des jurys mixtes, etc. Le fameux article 7 que Ferry avait artificieusement déposé dans la loi sur l'enseignement supérieur libre était, selon le biographe de Paul Bert, « d'inspiration maçonnique ». La bataille qu'il provoqua donne lieu, chez M. Capéran, à une étude où les protestations des évêques et des catholiques, l'activité des chefs laïciseurs et de leurs parti-

sans encadrent le débat sénatorial qui devait amener la défaite provisoire des anti-congréganistes.

Vinrent alors — nouvelle revanche — les deux décrets du 29 mars 1880 contre les jésuites et les congrégations non autorisées. « La part du feu, c'est les jésuites », avait déclaré le président du Conseil Freycinet : le mot, pour des raisons diverses, se révéla médiocrement prophétique. L'auteur dresse le bilan des réactions, des initiatives, des remous, voire des coups de théâtre qui se développèrent autour du problème des autorisations comme des suites que le gouvernement y donna.

On remarquera la sérénité objective de cette synthèse, assez intelligente pour éclairer, par les sinuosités du contexte historique, l'offensive des républicains, assez équitable aussi (le mérite est devenu plus rare) pour ne pas, selon l'expression de Lamennais, donner a priori tort aux victimes.

Dès le début de son livre, l'auteur évoque le rôle de la franc-maçonnerie dans la lutte scolaire. Il signale l'importance, plus révélatrice encore que spectaculaire, de « l'initiation » de Littré et de Jules Ferry, laquelle eut lieu le 8 juillet 1875, à l'heure où l'Assemblée nationale livrait ses dernières batailles. Les journaux du temps (*La République française* et bien d'autres) assurèrent que, « pour retrouver dans les fastes de la maçonnerie une date aussi glorieuse, il fallait remonter au jour où Voltaire fut reçu membre de la loge Les Neuf-Sœurs ». Edmond About distingua, dans l'énorme assistance, « l'élite du parti républicain, la fleur du libéralisme français, les plus grands orateurs de l'Assemblée, les plus brillants écrivains de la presse, les meilleurs de partout. »

Hommes et discours, la philosophie positiviste et la politique militante s'installaient définitivement au Grand Orient de France. Il s'agissait, déclara alors Gambetta, « de combattre le grand combat de la science contre l'obscurantisme, de la liberté contre l'oppression, de la tolérance contre le fanatisme. » Antithèses somptueuses, faciles à traduire en gestes historiques. Ferry lui-même leur donnera des résonances de plus en plus précises lorsque, commémorant l'année suivante, dans une circonstance aussi solennelle, son initiation et celle de Littré, il crut pouvoir délivrer la morale de ses « béquilles théologiques » et l'humanité de cette « décadence originelle » dont les dogmes l'avaient frappée.

M. Capéran cite au passage un mot bien caractéristique : « Quel est votre but ? demandait un jour Jaurès à Ferry. Où prétendez-vous conduire la société humaine ? »

Le Vosgien hésita un instant. Puis : « Mon but, dit-il, est d'organiser l'humanité sans Dieu et sans roi... »

Charles LEDRÉ.

L. V. MÉJAN, docteur ès lettres. — *La séparation des Églises et de l'État. L'œuvre de Louis Méjan*. Préface de G. LE BRAS. — Paris, Presses Universitaires de France, 1959. Gr. in-8° de xvi-571 pages.

Cette œuvre, thèse principale de doctorat ès lettres, n'est pas simplement un pieux hommage familial à l'un de nos grands administrateurs de la troisième République, elle présente un intérêt capital pour les historiens et les sociologues. Elle décrit en effet la part considérable, quoique souvent occulte et en tout cas peu connue du grand public, de l'un de nos fonctionnaires mêlés de très près au personnel politique, armature solide et permanente de notre administration française depuis de longs siècles et sous tous les régimes, dans l'élaboration puis la mise en application et la destinée de la fameuse loi du 9 décembre 1905 et des textes subséquents qui établirent la séparation des Églises et de l'État dans notre pays.

Plus d'un demi-siècle s'est écoulé depuis lors, couvrant deux générations au cours desquelles deux formidables bouleversements internationaux quasi universels ont transformé la carte des Nations et la physionomie de notre globe terrestre. Cet événement qui avait suscité tant de passions violentes peut être considéré maintenant d'un œil plus serein par l'historien et d'autant plus aisément qu'une évolution des esprits qui découle en partie des modalités mêmes de la mise en œuvre de la loi a profondément modifié les opinions des individus et des groupes politiques ou sociaux sur les principes de ces rapports entre les deux Pouvoirs civil et religieux. Quel paradoxe, se serait écrié le contemporain de Pie X et du Président Loubet, si on lui avait dit narquoisement que dans quelques dizaines d'années à peine la gauche sourirait à l'éventualité d'un nouveau concordat, tandis que la droite se renfrognerait à la même perspective !

Louis Méjan, de souche, de tempérament et de formation d'assez stricte obédience protestante, était, quant à lui, fermement partisan d'une radicale séparation des Églises et de l'État, en un temps où les augures affirmaient que la question ne se posait pas, à la veille même du dépôt des textes qui allaient aboutir assez rapidement à cette solution. Historiquement, ce régime lui semblait mieux convenir aux Églises réformées auxquelles il adhérait, il lui semblait aussi que c'était, pratiquement, la bonne formule dans des pays comme le nôtre pour son temps. Il faut ajouter que, chrétien et loyal, comme dernier Directeur de l'administration autonome des cultes, il déploya toute son énergie et son savoir pour ménager l'avenir de l'Église catholique dans l'application du régime légal, faisant tout son possible pour freiner la dilapidation des biens que la situation de fait peu légale dans laquelle se trouvait cette même Église de France offrait comme une proie tentante et facile non seulement aux ennemis farouches mais, hé-

las, à leurs complices rapaces, émules des dilapideurs du fameux milliard des congrégations.

Ainsi cet ouvrage de belle tenue scientifique démonte les rouages de l'élaboration de la loi, retrace le processus parlementaire sans omettre les circonstances de fait qui ont leur importance également et, à travers cette description objective clairement présentée, l'auteur souligne l'influence prééminente et continue d'hommes bien déterminés : c'est là une justification à elle seule — mais il en est d'autres tenant directement à l'objet même de la thèse qui appartient à sa compétence indéniable — de la Préface donnée par le maître de la Sociologie religieuse, président de notre Société et Doyen de la Faculté de Droit de Paris, M. G. Le Bras. On touche en effet du doigt cette vérité familière à notre maître, à savoir que les institutions ne naissent, vivent et se développent — ou meurent — que par l'action et la réaction d'hommes bien vivants et individualisés ; cela me paraît être d'une évidente vérité : la législation et le Droit n'offrent d'intérêt que par la vérification d'une élaboration et d'une application par et pour des hommes d'un temps et d'un lieu déterminés et non pas dans une aire de planification abstraite et inhumaine, si génial que soit le cerveau qui conçoit et si profonde la pensée qui se déroule impertubablement chez un doctrinaire de cabinet éloigné de ses frères et de la réalité de son temps. Nos maîtres avaient cent fois raison de nous conseiller de nous pencher sur les actes de la pratique pour dégager les véritables courants juridiques ou institutionnels : l'illustre préfacier n'en a-t-il pas donné une preuve péremptoire sur ce sujet même de la séparation de l'Eglise et de l'Etat dans son schéma de l'activité du Conseil d'Etat dans le domaine religieux ?

Le lecteur qui n'aurait pas ce souci d'objectivité historique proche de la réalité, remplaçant les textes et leur interprétation dans l'ambiance du temps, commettrait également une erreur grossière : le Pape Pie X et plus encore son secrétaire d'Etat le Cardinal Merry del Val n'ont-ils pas fait une manœuvre maladroite en imposant strictement le rejet de cette législation, laissant dépouillée l'Eglise de France, la livrant aux tracasseries des politiciens, la plaçant au bord de l'illégalité même..., alors que vingt ans plus tard un accommodement avec cette législation était trouvé, assez aisément semblerait-il ? Ce serait oublier précisément l'atmosphère des premières années de ce ^{xx}e siècle : en effet, si certains hommes politiques — et Mlle Méjan en cite plusieurs — avaient, même dans les rangs des agnostiques ou des adversaires du catholicisme, une vue assez élevée du problème si grave pour toute société humaine des rapports de l'Eglise et de l'Etat, il faut bien se souvenir que cette atmosphère politique était alors empoisonnée par un sectarisme, parfois haineux et virulent, parfois sournois, qui pouvait faire craindre le pire. Les conditions dans lesquelles se poursuivaient depuis plus de vingt ans la lutte contre les congrégations religieuses, puis celles de la rupture officielle des relations

diplomatiques avec le Vatican pouvaient paraître alarmantes en ce qui concernait la situation juridique des Églises et de leur patrimoine comme de leurs fondations. L'un des chefs radicaux — le futur « Tigre », Clémenceau — ne reconnaissait-il pas que « nous nous sommes conduits en goujats... » envers la Papauté ? Certes, des maladresses et des fautes avaient été commises aussi par Rome dans l'application du concordat, mais ce rappel n'est fait que pour souligner l'ambiance de crise et d'incertitude de l'avenir. Toute une fraction importante de l'épiscopat avait bien tenté, au cours de l'élaboration et après même le vote de la loi, de prévoir et d'organiser un *modus vivendi* acceptable — que les Églises réformées et juives avaient aisément trouvé quant à elles — mais qui pouvait prévoir l'avenir même immédiat, en raison de l'organisation hiérarchique du catholicisme avec son chef suprême, le Pape séant à Rome ? Qui pouvait affirmer d'avance avec assez de force que l'interprétation légale par la jurisprudence ou l'administration civile serait libérale et conforme à cette organisation intrinsèque de cette Église catholique ? Ainsi s'explique la stricte interdiction de former ces fameuses *cultuelles* — associations cultuelles au nom si équivoque et d'ailleurs si peu adéquat, Méjan l'observait expressément — il ne faut pas oublier en effet qu'officiellement la loi se refusait à garantir d'avance et expressément le respect de la hiérarchie ecclésiastique ainsi que la certitude d'une exacte conformité aux principes du droit canon ; des polémiques se poursuivaient et des menaces hostiles pouvaient apparaître avec le moindre changement du personnel gouvernemental dont la stabilité n'était pas la qualité dominante !

C'est ici le lieu de souligner encore le rôle des hommes chargés de l'application de la loi, l'importance primordiale du respect que leur caractère imposait ; ce sont ces hommes de caractère bien trempé qui ont permis l'évolution des perspectives ; Méjan fut de ces hommes et l'auteur en cite également quelques autres.

Deux grandes parties successives composent le volume, aux développements à la fois chronologiques et logiques : d'abord les préliminaires immédiats de la séparation et l'élaboration de la loi, ensuite les Églises face à cette loi, la politique gouvernementale. Dans cette seconde partie, le dernier chapitre nous mène au régime juridique actuel, c'est-à-dire au renversement de la situation qui allait replacer l'Église catholique dans la stricte légalité. Comment avait-on parcouru ce chemin ? Certes les causes sont multiples, le bouleversement du conflit de 1914-1918 avait bien apaisé les esprits, la tentative vite avortée d'anticléricalisme après les élections de 1924 en avait été un indice bien net ; mais, plus profondément, les cheminements des années précédentes au cours desquelles les mêmes personnages — Méjan s'y retrouve naturellement — préparaient les quelques données nécessaires, faciles à remplir sans toucher à la loi même non plus qu'à ses principes. L'Église a pour elle l'Éternité ; après la crise aiguë, une fois de plus elle retrouvait l'entente indispensable à l'harmonie

sociale et politique de notre pays sur ce plan capital de la Religion. Les conflits sont inhérents à l'imperfection de la nature humaine, ils peuvent toujours renaître mais saluons ceux qui, durant ces périodes cruelles et tragiques, s'employaient discrètement mais tenacement à réduire la portée des coups et à préparer des lendemains qui chantent... vraiment. Méjan fut de ceux-là, plus obscurément à côté des vedettes de la politique française et l'une d'elles doit être citée nommément en raison de sa personnalité curieuse, pour son rôle conciliateur, Aristide Briand, dont Mlle Méjan, l'auteur de cette thèse, nous trace un portrait en plusieurs touches des plus intéressantes, qui confirment la réputation d'habileté manœuvrière dans un louvoiement fatal d'après les mœurs politiques du temps, mais ce n'est pas le seul portrait que contient ce volume bourré de faits et cependant de lecture aisée.

Inutile d'insister sur l'importance des sources sur lesquelles repose le travail, provenant des archives publiques et privées, voire familiales. Une liste respectable de références bibliographiques renforce la solidité de la construction.

G. LEPOINTE.

Louis RÉAU. — *Histoire du vandalisme. Les monuments détruits de l'Art français*. Tome 1 : *Du Haut Moyen Age au XIX^e siècle*; tome II : *XIX^e et XX^e siècles*. — Paris, Hachette, (1959), 2 vol. in-4°, 424 et 344 pp., 129 illustrations.

M. Louis Réau vient, en écrivant son *Histoire du vandalisme*, de combler une lacune, aucun ouvrage d'ensemble sur ce sujet n'ayant paru en France avant le sien.

Après une introduction consacrée à l'origine du terme de vandalisme, à la psychologie des vandales et à la classification des variétés de vandalisme, l'auteur traite du vandalisme en France dans un certain nombre de chapitres qui embrassent chacun une tranche chronologique et qui passent en revue, à l'intérieur de ce cadre chronologique, les monuments disparus par catégories (monuments religieux, civils, objets...) d'après un classement géographique. Ainsi défilent devant nous le vandalisme du Moyen Age, celui des Huguenots, le vandalisme embellisseur des chanoines du XVIII^e siècle, les vandalismes de la Révolution, de l'Empire, de la période moderne qui englobe un siècle entier (1814-1914), enfin le vandalisme contemporain qui va jusqu'à 1958, parce que M. Réau a arrêté son enquête à cette date si proche de nous.

Citons les annexes, utiles pour retrouver mention d'un monument : Répertoire chronologique des monuments détruits ou mutilés; répertoire topographique des monuments détruits ou mutilés avec un double classement, par régions et par catégories de monuments; répertoire des différentes catégories de monuments : églises de Paris, abbayes, cloîtres, jubés, châteaux, statues royales, tombeaux...; le Pilori des Vandales et par contraste le palmarès

des défenseurs de l'Art français; enfin l'index des noms de personnes, des noms de lieux; le tout abondamment et artistement illustré.

M. Réau dont l'érudition est grande et les travaux d'histoire de l'art justement appréciés, s'est appliqué une fois de plus, avec succès, à faire œuvre non de partisan, mais d'historien qui expose les faits objectivement et avec art; l'on peut lire son livre d'un bout à l'autre sans lassitude, l'attention étant éveillée à chaque instant par un détail, ou bien se référer, avec le même intérêt, à ce qui concerne, dans différents chapitres, un monument, car il n'est pas rare qu'une même œuvre ait subi les effets de vandalismes successifs. Tout en restant objectif, M. Réau, comme tout amateur du beau, vibre devant l'insulte faite à la beauté. L'historien dit-il, avec raison, a le droit et le devoir de juger les faits. « Il faut être impartial sans rester impassible. »

Le terme de vandalisme a été inventé par l'Abbé Grégoire, en 1794, qui écrivait, avec beaucoup d'ambition et non moins de naïveté : « Je créai le mot pour tuer la chose ». L'emploi du terme a trouvé une justification à la fois amusante et profonde sous la plume du comte Léon de Laborde : « Chaque époque ayant des méfaits de vandalisme à reprocher à sa devancière et ne se sentant pas elle-même la conscience bien nette, on est tombé d'accord qu'on rejetterait le tout sur les Vandales qui ne réclameront pas ». Définissant le vandalisme, M. Réau déclare que c'est « la destruction de monuments ayant un caractère artistique ou auxquels s'attachent des souvenirs historiques qui les ennoblissent », c'est aussi « l'altération de leur ambiance, leur déplacement, leur restauration excessive ». Les sites naturels sont aussi des monuments.

Il y a diverses sortes de vandalisme et les vandales obéissent à différents mobiles. M. Réau les classe en mobiles inavoués, en mobiles avouables. Parmi les premiers, il cite l'instinct brutal de destruction, par exemple certains bombardements de cathédrale pendant la guerre de 1914-1918; le vandalisme cupide (fonte des trésors des églises et des abbayes, depeçage de tapisseries pour en retirer les fils d'or ou d'argent); le vandalisme envieux marqué par le désir de certains souverains d'effacer les traces de leurs prédécesseurs en détruisant leurs effigies ou les inscriptions les concernant; le vandalisme intolérant qui prend les formes du fanatisme religieux ou révolutionnaire; il est inutile d'insister, ce vandalisme a causé bien des ravages dans notre patrie; le vandalisme imbécile : la graffitomanie; j'en voyais ces jours derniers les effets lamentables en constatant l'état des gisants de l'Eglise de Souvigny, nécropole des Bourbons.

Au nombre des motifs avouables figurent le vandalisme religieux et sa variante le vandalisme bigot, le premier attaquant les images de la Vierge et des Saints, le second s'en prenant aux persécuteurs des martyrs, aux bourreaux du Christ, crevant les yeux de Judas ou d'Hérode; le vandalisme pudibond qui a voilé des statues ou repeint certaines œuvres jugées trop nues; le van-

dalisme esthétique qui rhabille au goût du jour des monuments des siècles antérieurs, par exemple, la cathédrale de Verdun dont les portails romans et les tympan sculptés, maquillés au XVIII^e siècle en style baroque, ont été retrouvés après les bombardements de 1916; l'elginisme enfin ou la transplantation de monuments, tels des cloîtres qui, déracinés, passent l'Atlantique pour enrichir un très beau musée.

Il faudrait suivre M. Réau tout au long de son passionnant voyage à travers la France pour se faire une idée de la richesse documentaire de l'œuvre qu'il nous présente, même si certaines pièces mineures ne figurent pas dans ce long et copieux inventaire. Ses pages consacrées à Haussmann, à Viollet-le-Duc, passionneront le lecteur. Ce livre méritait d'être écrit pour plusieurs raisons. Il attire d'abord l'attention sur des monuments qui, bien que mutilés ou détruits, doivent entrer dans l'ensemble des œuvres caractérisant un style, une époque; sans eux il manquerait quelque chose à l'histoire de l'art.

Il doit créer un climat de respect pour toute œuvre d'art, de quelque époque qu'elle soit; ainsi augmenteront les chances des monuments qui subsistent de franchir encore beaucoup de siècles.

Il doit faire réfléchir l'Étranger qui le lira, sur la richesse artistique de notre pays. Son admiration pour la variété des œuvres qu'il voit encore debout en parcourant les villes et les villages de France s'accroîtra encore quand il saura ce que serait cette richesse, cette exubérance d'art si tout ce qu'a produit notre génie national pouvait encore se dresser devant lui. Le vandalisme a réduit notre patrimoine aussi bien que celui de l'humanité.

Guy DUBOSQ.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

RÉPERTOIRES

— *Catholicisme*, encyclopédie en 7 volumes dirigée par G. JACQUEMET, fasc. 18 à 20 (Letouzey et Ané, Paris, 1959). — Le tome V^e, comprenant ces trois fascicules, commence par la notice biographique de l'évêque de Versailles, Mgr Gibier, et s'achève par celle de l'orientaliste Henri Hyvernât. Il paraît de plus en plus certain que sept volumes ne suffiront pas à cette encyclopédie du *Catholicisme* où la part faite à l'histoire demeure toujours aussi importante. Les lettres G et H avec neuf Gilberts pour commencer et dix Hyacinthes pour finir réunissent un très grand nombre de biographies : bornons-nous à citer celle du père de l'histoire de l'Église de France, Grégoire de Tours, par l'abbé Jean des Gravières, et, à une époque plus récente, celles de François Harlay de Champvallon par André Latreille et de Gobel par le chanoine Leflon.

Il faut signaler pour leur portée historique et théologique deux articles du P. Congar, l'un sur la Théorie des deux glaives, l'autre, de la col. 767 à la col. 783, sur l'Histoire, qui étudie successivement l'Histoire comme connaissance du passé de l'homme, la théologie de l'Histoire, l'Histoire et la culture catholique; les documents pontificaux recommandant l'étude de l'histoire intéresseront particulièrement ceux qui se consacrent à cette science.

L'Histoire ecclésiastique, confiée au chanoine Jarry, fait la synthèse d'une discipline qui commence à l'âge apostolique et comporte une bibliographie très précieuse.

Il faut faire ici une mention toute spéciale de l'article de R. Limouzin-Lamothe sur la Société d'Histoire ecclésiastique de la France, et ceux de J.-R. Palanque sur la Commission nationale d'histoire ecclésiastique et sur la Commission internationale d'histoire ecclésiastique comparée.

R. VIELLIARD.

— *Dictionnaire d'Histoire et de Géographie ecclésiastiques*, sous la direction de R. AUBERT et E. VAN CAUWENBERGH. Tome XIV, fascicules 80 : *Dioscore-Downside*, et 81 : *Downside-Dumno* (Paris, Letouzey et Ané, 1959. In-4^e, col. 513-1024). — Le fascicule 80 contient des études de diocèses ou de villes : *Dol*, *Douai*; des biographies d'évêques : *Dombidan de Crouseilles*, de Quimper, *Doney*, de Montauban, le cardinal *Donnet*, de Bordeaux, *Douais*, de Beauvais, *Dours*, de Soissons; des monographies de la congrégation des *Doctrinaires* et de différents monastères : *Divielle*, *Domèvre*, *Donzère*, *Le Dorat*, *Doullens*, *Dourgne*; et, parmi les personnages de premier plan, deux importantes notices, l'une sur Étienne *Dolef* et l'autre sur saint *Dominique*.

Dans le fascicule 81, on trouvera surtout des articles sur des lieux ou des personnages étrangers, notamment une très longue étude sur *Dublin*. Cependant, les Français n'y manquent pas, évêques, religieux,

etc. Nous citerons surtout, à cause de leur importance ou de leur nouveauté, les notices sur le cardinal Guillaume Dubois, ministre du Régent, Mgr Louis Duchesne, l'abbé Duine, Mgr Du Lau, le martyr des Carmes, etc. Pourquoi le cardinal Louis Dubois, archevêque de Paris, n'y figure-t-il pas ?

R. L.-L.

— *Dictionnaire de Spiritualité ascétique et mystique...*, fondé par M. VILLER..., continué par André RAYEZ et Charles BAUMGARTNER... Fascicules XXVIII-XXIX : *Épiscopat-États de vie* (Paris, Beauchesne, 1960. In-4°, paginé 897-1408). — Ces deux fascicules, publiés et brochés ensemble, ne contiennent que peu de notices concernant des mystiques français : Claude Togniel d'Espence, recteur de l'université de Paris en 1540, le dominicain Ambroise Estienne, le capucin Ernest-Marie de Beaulieu, la Mère Marie-Alphonse Eppinger, fondatrice des sœurs de Niederbronn. En revanche, ils sont extrêmement riches en articles portant sur des doctrines spirituelles : *Épreuves spirituelles*, *Érémisme*, *Eschatologie*, spiritualité de l'Esclave, l'histoire de la mystique en Espagne des origines à nos jours, l'Espérance, la spiritualité de l'Esprit-Saint, les *États de Jésus*, les *États de vie*, etc. On y trouvera aussi une étude sur la spiritualité des *Ermite de Saint-Augustin*.

R. L.-L.

— *Dictionnaire de Biographie française*, publié sous la direction de ROMAN D'AMAT. Tome IX, fasc. XLIX : *Clésinger-Collas*; fasc. L : *Collas-Constantin* (Paris, Letouzey et Ané, 1960, in-4° paginé 1-256 et 257-512). — Le fascicule XLIX, qui inaugure le tome IX, contient, comme ses devanciers, beaucoup d'articles intéressant l'histoire de l'Église de France. Parmi les plus importants, il faut citer des saints : *Clotilde*, *Cloud*, *Colette de Corbie*; des évêques : le cardinal de *Clinchamp*, théologien du xiii^e siècle; Nicolas *Coeffeteau*, évêque de Marseille et moraliste au début du xvii^e; le cardinal de *Coislin*, évêque d'Orléans en 1665; les *Colbert* : Jacques-Nicolas, archevêque de Rouen, et Charles-Joachim, évêque de Montpellier, l'un des chefs du parti janséniste; Jean-Gilles du *Coëtlosquet*, évêque de Limoges et précepteur des petits-fils de Louis XV; des religieux : le P. *Codoing*, lazariste, l'un des premiers compagnons de saint Vincent de Paul; le P. *Cloche*, maître général des Dominicains en 1686; le P. de *Clorivière*, l'un des restaurateurs de la Compagnie de Jésus après la Révolution; le P. *Coindre*, fondateur de congrégations au début du xix^e siècle; le P. Jean-Claude *Colin*, fondateur des Maristes à la même époque; des prêtres : Charles *Coffin*, recteur de l'Université de Paris en 1718, l'un des jansénistes à qui le curé de Saint-Étienne-du-Mont, Bouettin, refusa les sacrements lors de l'affaire des billets de confession; l'abbé Joseph *Cognat*, qui fut directeur de l'*Ami de la Religion*, adversaire de Louis Veuillot et contradicteur de Renan; des laïques aussi, comme les *Cochin*, dont on connaît le rôle à Paris depuis le xviii^e siècle.

Dans le fascicule L, les notices les plus intéressantes sont, pour l'Antiquité et le Moyen Age, celles de saint *Colomban*, abbé de Luxeuil, de sainte *Colombe*, martyre de Sens, du philosophe du xi^e siècle Guillaume de *Conches*; pour les temps modernes, Mme de *Combé*, fondatrice du Bon-Pasteur à Paris en 1686, le P. *Combefis*, dominicain, auteur d'une *Bibliotheca Patrum* parue en 1622, le P. de *Condren*, second supérieur général de l'Oratoire, le P. Pierre *Collet*, lazariste, écrivain antijanséniste

et auteur spirituel fécond du XVIII^e siècle. C'est l'époque contemporaine qui fournit les articles les plus nombreux : le chanoine H.-D. *Collin*, directeur du *Lorrain*, sénateur de la Moselle après la guerre de 1914; Mgr J.-L. *Colmar*, évêque de Mayence en 1802, après avoir été professeur et prédicateur à Strasbourg; l'abbé Th. *Combalot*, qui fut un des grands prédicateurs du XIX^e siècle et se rendit célèbre par ses disputes avec les prélats gallicans; Mgr *Combes*, archevêque de Carthage et d'Alger; Émile *Combes*, qui fut professeur de séminaire et auteur de plusieurs ouvrages d'histoire et de philosophie religieuses avant de devenir médecin, homme politique et de donner son nom à la lutte anticléricale du début du XX^e siècle; Mgr J. *Compère*, qui fut, après la guerre de 1914, l'initiateur de la vie communautaire dans le clergé; Mgr de *Conny*, savant liturgiste; l'abbé Gustave *Constant*, historien de la Réforme anglicane; le professeur Léonard *Constant*, apôtre de la réconciliation franco-allemande, tué à Mayence en 1923 au cours d'une échauffourée. A noter aussi les philosophes et écrivains *Condillac*, *Condorcet*, Benjamain *Constant*, Auguste *Comte*, et les grandes familles, les *Comborn*, les *Comminges*, les *Condé*; parmi ces derniers, Louise-Adélaïde de Bourbon-Condé, fondatrice des Bénédictines de Saint-Louis du Temple au début de la Restauration.

R. L.-L.

— Hans KÜHNER. *Dictionnaire des Papes, de saint Pierre à Jean XXIII*. Traduit de l'allemand par Marguerite DIEHL (Paris, Corrêa, Buchet-Chastel, 1959. In-8°, 253 p., ill. h. t.). — Après une préface sur le collège des cardinaux et l'élection du pape, cet ouvrage se compose de notices plus ou moins longues sur chacun des papes officiellement reconnus par l'Église, où est mis en valeur leur rôle dans l'histoire générale, dans l'histoire du catholicisme et dans celle des arts et des lettres. L'ensemble paraît sérieux et objectif. Il y a malheureusement trop de fautes d'impression, plus que n'en signale la page d'erratum insérée dès le début du livre, et même quelques erreurs manifestes.

R. L.-L.

HISTOIRE GÉNÉRALE

— Dom Charles POULET. *Histoire de l'Église*. Nouvelle édition, revue et mise à jour par Dom Louis GAILLARD. Tome I : *Antiquité et Moyen Âge. Débuts des Temps modernes* (Paris, Beauchesne, 1959. In-8°, 405 p., un h. t., 20 NF). — Avant d'entreprendre sa grande *Histoire du Christianisme*, Dom Poulet avait publié en deux volumes, en 1926, une *Histoire de l'Église* qui se présentait comme un manuel d'enseignement supérieur (Cf. *Revue*, t. XIV, 1928, p. 242). C'est cet ouvrage que les Éditions Beauchesne rééditent, avec les changements qui s'imposent après plus de trente ans. Il ne s'agissait pas seulement de mettre au point les renseignements bibliographiques, mais aussi de reprendre un certain nombre de questions qui ont été renouvelées par les progrès de la connaissance historique. Le manuel, en outre, a été allégé, notamment dans le domaine de l'histoire de l'Art, et aussi par la suppression des extraits de textes historiques qui contenait la première édition. On a pensé, en effet, avec raison, sur ce dernier point, qu'il fallait laisser au professeur une plus grande latitude de choix. Une bibliographie générale au début du volume et des bibliographies particu-

lières en tête des chapitres permettent de retrouver les sources et les travaux importants ou récents, sans d'ailleurs chercher à être exhaustives. Nul n'était mieux qualifié pour mener à bien ce travail de renouvellement, que Dom Louis Gaillard, moine bénédictin de Saint-Paul de Wisques et professeur aux Facultés catholiques de Lille. Les étudiants et tous ceux qui désirent s'initier à l'Histoire de l'Eglise lui en seront reconnaissants.

R. L.-L.

— Gabriel LEPOINTE. *Les rapports de l'Eglise et de l'Etat en France* (Presses Universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », 1960, in-8° de 128 pages). — Sujet immense, condensé en peu de pages. Les deux premiers chapitres, consacrés aux origines et au Moyen Age, sont assez superficiels : l'on ne pouvait guère d'ailleurs dégager des « rapports de l'Eglise et de l'Etat » tant qu'il n'y avait pas un Etat français digne de ce nom. Le plus intéressant paraît le chapitre III, qui traite de la période du premier Concordat, de 1516 à 1789. Sur la crise révolutionnaire et le second Concordat, l'essentiel est indiqué, un peu succinctement pour le XIX^e siècle. Sur la Séparation enfin, l'auteur utilise largement la thèse récente de Mlle Méjan. La conclusion est modérée et judicieuse : « Il n'y a pas de régime parfait », note avec raison l'éminent historien, qui souhaite la « compréhension mutuelle » des dirigeants « afin de maintenir une harmonie indispensable à la paix intérieure » 1.

Jean-Remy PALANQUE.

— Berthe GAVALDA. *Le mouvement œcuménique* (Coll. « Que sais-je ? », Paris, Presses universitaires de France, 1959. In-8°, 128 p.). — Il s'agit de l'histoire du mouvement qui réunit, surtout depuis 1938, la plupart des Eglises orientales et des Eglises réformées et qui a créé, en 1948, le « Conseil œcuménique ». La position de l'Eglise catholique à l'égard de ce mouvement est analysée p. 80-95. L'auteur insiste sur l'action menée par l'abbé Couturier, inspirateur de la « Semaine de prière pour l'unité », par le P. Congar, etc., et marque les énormes progrès réalisés depuis vingt ans, malgré les difficultés qui subsistent.

R. L.-L.

— Wladimir d'ORMESSON. *La présence française dans la Rome des Papes* (Paris, Hachette, 1959. In-8°, 191 p.). — L'ancien ambassadeur de France auprès du Saint-Siège nous donne, dans ce volume, de précieux renseignements sur les églises françaises de Rome, sur des institutions telles que le Séminaire français, la Procure de Saint-Sulpice, sur des personnalités religieuses comme le cardinal Tisserant, le cardinal Jullien, les prélats français de la secrétairerie d'Etat, sur les religieux français et le rôle qu'ils jouent dans la capitale de la chrétienté (avec l'énumération et l'adresse des différentes maisons religieuses),

1. On peut contester certaines dates : 382 pour l'abandon du pontificat païen par Grégoire (p. 10), 496 pour le baptême de Clovis (p. 11 et 13); le III^e siècle pour l'apparition des premières paroisses (p. 12); ce n'est pas en 1184 que le pape a envoyé des dominicains contre les Albigeois (p. 28). Corriger également : 60 diocèses en 1801 et non 50 (p. 97, l. 1), conoile du Vatican et non de Latran (p. 100), cardinal Sarto et non Sarti (p. 108).

sur les traditions françaises à Rome, les relations de l'ambassade avec la colonie ecclésiastique française, etc. Quelques annexes ajoutent des détails sur Lorette, la chapelle française de Gênes, un moine français reclus à Camaldoli, le récital Paul Claudel donné à Pie XII le 29 avril 1950, le cardinal Tardini. A signaler tout particulièrement une mise au point compréhensive et nuancée de ce qu'on appelle souvent la « politique du Vatican ». Tout cela, avec une profusion de souvenirs personnels qui font de ce volume un témoignage de premier plan.

R. L.-L.

ANTIQUITÉ CHRÉTIENNE

— Jean STEINMANN. *Saint Jérôme* (Les Editions du Cerf, Paris, 1958. In-8° de 384 pages). — La figure attachante de saint Jérôme retient décidément nos contemporains : quelques années après le petit livre excellent de Dom Antin (cf. *Revue*, t. XXVIII, 1951, p. 236), en voici un autre, qui s'adresse également au grand public et qui est écrit d'une plume alerte, primesautière, évocatrice. On le lira avec intérêt, avec profit, en dépit de quelques erreurs, d'ailleurs peu nombreuses¹. Des soixante-douze chapitres, qui forment autant de tableaux dont la succession rappelle les découpages de films, il en est un qui intéresse la Gaule : c'est celui qui a trait au séjour de Jérôme et Bonose à la Cour de Trèves en 367 (p. 34-38). L'auteur y cite l'anecdote rapportée par saint Augustin dans ses *Confessions* : les compagnons de Ponticien convertis par la lecture fortuite de la *Vita Antonii* dans la banlieue de Trèves; mais il aurait pu se référer à l'hypothèse séduisante récemment formulée par P. Courcelle, d'après qui ces deux jeunes gens ne seraient autres que Jérôme et Bonose.

Jean-Remy PALANQUE.

— J. J. HATT. *Histoire de la Gaule romaine* (Paris, Payot, 1959. In-8° de 406 pages). — Un tel ouvrage méritait d'être écrit à la suite de la grande *Histoire* de Camille Jullian et des manuels d'A. Grenier sur l'archéologie gallo-romaine et de P.-M. Duval sur la vie quotidienne; et son auteur a réussi, ainsi que l'en félicite M. Carcopino dans une élogieuse préface, à éviter tout double emploi avec ces œuvres déjà classiques. Il s'est contenté d'une narration chronologique, où tous les problèmes sont abordés à la lumière des travaux récents et des recherches personnelles de l'auteur. Je n'insisterai pas ici sur l'histoire politique et militaire, dont M. Hatt a renouvelé bien des aspects, qu'il s'agisse de la conquête de César, des fortifications des Flaviens ou des campagnes de Julien, — ni sur les idées générales, développées dans la conclusion, sur la romanisation de la Gaule et sur la réussite de cette colonisation libérale. Constatons seulement que l'histoire reli-

1. On contestera par exemple que la révolte de Julien ait commencé seulement après la mort de Constance III (p. 17); que Symmaque et Ammien Marcellin aient vécu à la cour de Trèves (p. 35); que saint Martin y ait été à cette date « catéchumène et officier » (p. 36); qu'Évagrius d'Antioche ait traduit dès 336 la *Vita Antonii*. En outre il faut rectifier : p. 34, Jovien (au lieu de : Jovinien); p. 229, Maxime (au lieu de : Maximin); p. 255, Paulinien (au lieu de : Paulin); p. 362, 30 septembre (au lieu de : 3 septembre).

gieuse n'est pas négligée : M. Hatt fait le point, de façon sobre et judicieuse, sur la persécution de Lyon (p. 186 et s.), sur S. Irénée (p. 191 et s.), sur les persécutions de Septime Sévère (p. 201 et s.), de Dèce (p. 218), de Valérien (p. 219 et s.), de Dioclétien (p. 260), sur la conversion de Constantin (p. 273-281), sur la politique de Constance II (p. 296), de Julien (p. 315), de Maxime (p. 343 et s.); les développements sur S. Martin sont particulièrement étendus et judicieux (p. 329-338). Mais on peut relever un certain nombre de lacunes : parmi les martyrs du III^e siècle ne sont cités ni S. Genès d'Arles ni S. Victor de Marseille (plus authentiques, semble-t-il, que S. Ponce de Cimiez, cité p. 220); on ne trouve rien sur les querelles des métropoles avant le concile de Turin et au temps de Patrocle et d'Hilaire d'Arles, et d'une façon générale le V^e siècle est sacrifié : quoique l'ouvrage se présente comme devant aller jusqu'à 451 (pourquoi pas 476 ?), cette époque n'est traitée que dans la perspective des invasions barbares (encore le problème de l'attitude de l'Eglise à cet égard n'est-il abordé qu'incidemment p. 386). Sous ces réserves, ce livre, bien informé et vigoureusement écrit, sera très utile et mérite les plus grands éloges¹.

Jean-Rémy PALANQUE.

— Anne-Marie LA BONNARDIÈRE. *Chrétiennes des premiers siècles* (Coll. « Eglise d'hier et d'aujourd'hui », Paris, Editions ouvrières, s. d. [1957]. In-12 de 160 pages). — Michel MESLIN. *Hilaire de Poitiers* (*ibid.*, s. d. [1959]. In-12 de 104 pages). — Maurice JOURJON. *Ambroise de Milan* (*ibid.*, s. d. [1956]. In-12 de 128 pages). — Denys GORCE. *Paulin de Nole* (*ibid.*, s. d. [1959]. In-12 de 96 pages). — Pierre RICHÉ. *Césaire d'Arles* (*ibid.*, s. d. [1958]. In-12 de 108 pages). — Cette collection de petits volumes vise à faire connaître les écrits des Pères de l'Eglise, afin d'accroître la culture spirituelle des chrétiens du temps présent, selon une maxime formulée ainsi en tête d'un de ces ouvrages : « On ne refait pas le passé, mais on l'étudie pour mieux construire l'avenir ». Chaque opuscule consiste donc essentiellement en un choix de textes, en traduction française et précédés d'une notice sur leur auteur. Je ne retiens ici que ceux qui intéressent notre pays : parmi les « chrétiens des premiers siècles » (les femmes citées dans le Nouveau Testament, les martyres, les vierges et les veuves du IV^e siècle) la seule gauleoise est Blandine (la pèlerine Ethérie étant probablement espagnole); — Ambroise, s'il est italien par toute sa vie, était né à Trèves, où il est revenu deux fois en ambassade (épisodes qui ne sont pas mentionnés par M. Jourjon); — Paulin, devenu évêque en Campanie, était aqui-

1. A corriger : le concile d'Arles est de 314, non de 313 (p. 280); la victoire de Constantin sur Licinius de 324, non de 323 (*ibid.*), celle de Constant sur Constantin II de 340, non de 339 (p. 291); le préfet d'Orient qui déclina l'Empire en 363 n'est pas Salluste, ancien préfet des Gaules, mais Saluce (p. 317); Itace était évêque d'Ossonoba, non d'Osso-mola (p. 344). Pour la préfecture de Petronius, qui a rétabli le *concilium* de Viennoise, M. Hatt ne tient pas compte (p. 362) de la date que j'ai proposée, 405-7 au lieu de 401; pour l'installation des Burgondes en Rhénanie, il ne tient pas compte (p. 364) des conclusions de H. Grégoire et d'E. Stein, qui écartent la région de Worms. La victoire de Litorius sur les Wisigoths fut suivie d'une défaite totale, en 439 et non en 436 (p. 364). Enfin la phrase de la p. 260 sur les Passions des SS. Ferréol, Ferjeux et Julien est peu claire.

tain par ses origines et ses premières années; — quant à Hilaire et Césaire, ils ont illustré l'Eglise de Gaule au ^{iv}^e et au ^v^e siècles. Il s'agit d'ouvrages de vulgarisation religieuse; mais on soulignera avec satisfaction que tout y est exact et écrit en un style alerte, sobre et vivant, ce qui n'a pas toujours été le cas dans la littérature de cette sorte. L'information et la critique sont de bon aloi; d'ailleurs de brèves indications bibliographiques indiquent où chaque auteur a puisé (sauf pour Ambroise et Césaire). Les historiens ne peuvent que se féliciter de voir les résultats de leur science mis à la portée d'un large public.

Jean-Remy PALANQUE.

— Saint Vincent de Lérins. *Le Commonitorium*. Introduction, traduction et notes par Michel MESLIN (Coll. « Les Ecrits des saints ». Namur, Les Editions du Soleil levant, s. d. [1959]. In-12 de 144 pages). — Dans une collection belge, qui publie tantôt des textes complets, tantôt des textes choisis, la Gaule ancienne est représentée par le traité de Vincent de Lérins, dont M. Meslin donne une traduction intégrale, qu'il accompagne d'une substantielle Introduction et de notes judicieuses. Le personnage est certes fort mal connu, mais il est ici replacé dans le milieu lérinien et son œuvre fort bien présentée à la lumière des travaux récents, ceux de l'anglais Maxon et de l'espagnol Madoz. Ce petit livre fera mieux connaître et comprendre la pensée du théologien gallo-romain, qui depuis le ^{xv}^e siècle a été si souvent étudiée, utilisée et discutée.

Jean-Remy PALANQUE.

— Adalbert HAMMAN. *Naissance des lettres chrétiennes et L'Empire et la Croix* (Ictus, Littératures chrétiennes, Paris, Editions de Paris, 1957, in-8° de 256 et 304 pages). — Encore une nouvelle collection, qui, sous le signe du poisson symbolique, se propose de « livrer au grand public dans leur intégralité des écrits peu connus, introuvables et épars ». Les deux premiers volumes présentent les débuts de la littérature chrétienne aux ⁱ^{er} et ⁱⁱ^e siècles (en dehors du Nouveau Testament) : les 42 hymnes écrits en milieu syrien et connus sous le nom d'« Odes de Salomon »; — le document judéo-chrétien dénommé « lettre de Barnabé »; — le livre anonyme de la Didaché (« Doctrine des Apôtres »), issu du même milieu syrien; — le « Pasteur » de l'affranchi Hermas, frère du pape Pie I; — les lettres des premiers évêques écrivains, le pape Clément I, Ignace d'Antioche, Polycarpe de Smyrne; — des récits de martyres authentiques, ceux de Polycarpe, de Ptolémée et Lucius, de Carpus, Papyrus et Agathonice, des chrétiens de Lyon; — quelques passages des Evangiles apocryphes; — les premières poésies chrétiennes, etc. L'Eglise de Gaule est spécialement intéressée par la lettre des Lyonnais de 177 et l'inscription de Pectorius d'Autun. Les textes, traduits en français, font l'objet de brèves notices, bien informées, et de belles illustrations complètent ces précieux volumes, originaux et attrayants.

Jean-Remy PALANQUE.

— J.-R. PALANQUE. *De Constantin à Charlemagne à travers le chaos barbare* (Paris, Arthème Fayard, coll. « Je sais je crois », 1959. 122 p.). — Le mérite de cet ouvrage ne se situe pas dans la nouveauté de son apport, mais dans la mise en ordre claire et pertinente du donné his-

torique pour les six siècles qu'il couvre. Ce petit manuel a le mérite d'être fait par le meilleur spécialiste français du Bas Empire, le doyen J.-R. Palanque, un de ceux qui connaissent le mieux l'Antiquité et le haut Moyen Age chrétiens. Rédigé sur des matériaux de première main, étayé de lectures innombrables, ce livre fournit aux étudiants, aux lecteurs curieux d'histoire de l'Eglise ou aux catholiques soucieux de mieux connaître le passé de leur religion, les résultats les plus récents de l'érudition, sous une forme extrêmement agréable et ramassée, avec des développements admirablement venus sur le donatisme, les pères de l'Eglise, la liturgie, etc., qui font le tour rapide de la question sans laisser un seul aspect dans l'ombre.

Le spécialiste qui dans ce livre jaugera chaque phrase à son pesant de science sera particulièrement sensible à l'harmonie de l'ensemble qui fait éclater le caractère arbitraire d'un découpage de l'histoire universitaire, la coupure de 476 entre l'Antiquité et le Moyen Age. A ces siècles se posent en commun deux problèmes : comment l'Eglise officiellement reconnue saura résister aux empiètements de l'Etat et à l'entrée massive dans son sein des tièdes, des opportunistes, des convertis de force ? Le césaropapisme, l'établissement public du conformisme ont été les formules que les circonstances ont en partie imposées, que les volontés ont en partie choisies, mais qui ont marqué la chrétienté pour les siècles à venir. Comment oublier que c'est de l'alliance entre le pape et le carolingien que sont nés les Etats pontificaux et que la France est devenue la « Fille aînée de l'Eglise » ?

Jean CHELINI.

MOYEN AGE

— *Notkeri Balbuli Gesta Karoli Magni imperatoris*, éd. H. HAEFELE, *Monumenta Germaniae historica, Scriptores rerum germanicarum N. S.* (Berlin, Weidmann, 1959, in-8°, 127 p.). — Les *Gesta Karoli* sont le célèbre recueil d'histoires sur Charlemagne qu'un moine de Saint-Gall, avant de les mettre par écrit, avait d'abord racontées à Charles le Gros. L'anonymat du conteur fut percé une première fois en 1886 par K. Zeumer qui pensa pouvoir l'identifier avec l'illustre Notker le Bègue, auteur de séquences et de diverses œuvres en prose. Cette hypothèse s'est vérifiée et M. Haefele la confirme par de nouveaux critères stylistiques. Son édition, destinée à remplacer celle de Pertz (*Scriptores*, t. II, 1829) et de Meyer von Knonau (*Mitteilungen zur vaterländischen Geschichte*, t. XXXVI, 1920), est faite à partir d'une trentaine de manuscrits, dont le premier et le plus important, celui de Hanovre, originaire d'Allemagne du Sud, peut-être d'un monastère de la congrégation de Hirsau, appartient au premier tiers du xii^e siècle. C'est alors en effet, à un moment où se prépare l'apogée de la légende carolingienne en Allemagne, que les *Gesta Karoli* émergent de l'oubli où ils étaient tombés depuis la fin du ix^e siècle. Ils seront désormais souvent recopiés dans des manuscrits où ils voisinent avec la Vie de Charlemagne d'Eginhard et souvent avec les *Annales qui dicuntur Einhardi* : nul doute que de pareils recueils veulent être autant de « sommes » sur le grand empereur. A titre tout à fait exceptionnel, les histoires du moine de Saint-Gall sont transmises isolées.

L'introduction de M. Haefele apporte de nouveaux critères à la date de composition de l'ouvrage (vers 886-887) et montre à juste titre qu'en dépit de leur caractère apparemment désordonné, les *Gesta* s'ordonnent

selon un plan logique. Le livre I est centré sur les rapports de Charlemagne avec l'Église et atteint son point culminant avec le couronnement du roi des Francs, résultat et conséquence de sa *religiositas* et de sa *cura ecclesiastica*. Le livre II qui s'ouvre par une comparaison entre l'Empire romain et l'Empire franc traite surtout des guerres et des conquêtes de Charlemagne; il s'achève brusquement au chapitre 22; la troisième partie devait s'occuper de la vie privée de l'empereur. À côté de cette première répartition de la matière selon un plan relativement ordonné, même s'il est interrompu ça et là par des anecdotes qui ne relèvent pas du thème principal, M. Haefele a mis ingénieusement en lumière une certaine articulation du récit selon un plan géographique. Tout se passe comme si Notker avait écrit en consultant la *mappa mundi* qui se trouvait au IX^e siècle dans la bibliothèque de son monastère, où l'intérêt pour les études géographiques était considérable. Cette opinion de M. Haefele se justifie non seulement par les descriptions de pays et de peuples mais par l'ordre que Notker suit dans son exposé. Le livre I^{er} se déroule en Irlande, en Gaule occidentale, en *Francia antiqua*, en *Francia nova*, en Germanie, en Italie, à Rome où Charlemagne reçoit la couronne impériale parce qu'il est *imperator plurimarum nationum*. Le livre II évoque d'abord des peuples plus lointains (Avars, Grecs, Bulgares, Perses, Arméniens, Indiens) pour revenir ensuite dans les environs immédiats de l'empire (Slaves, Danois, Normands) et même à l'intérieur de celui-ci (Lombards). Visiblement les *Gesta* veulent rappeler à Charles le Gros son illustre ancêtre et homonyme en même temps que le thème de la monarchie universelle.

Robert FOLZ.

— *Diplomata regum Germaniae ex stirpe Karolinorum*. Tome IV : *Zwentiboldi et Ludovici Infantis diplomata*, éd. Th. SCHIEFFER, *Monumenta Germaniae historica* (Berlin, 1960, Weidmann, in-4° xiv-332 p.). — Ce volume qui clôt la série des diplômes des Carolingiens allemands édités par feu P. F. Kehr, renferme les diplômes de Zwentibold, roi de Lorraine de 895 à 900 et ceux de Louis l'Enfant, roi de Germanie de 900 à 911. Les vingt-huit actes qui nous sont parvenus de Zwentibold (au nombre desquels sept originaux) sont tous authentiques : à la différence de Muhlbacher, M. Schieffer ne discerne aucun faux parmi eux; trois pièces tout au plus ont subi soit des remaniements (n° 4), soit de légères interpolations (n° 6 et n° 14). Parmi les destinataires, on notera que l'Église de Trèves fut particulièrement favorisée, totalisant à elle seule six diplômes (dont un important privilège forestier, n° 13); en dehors des limites du royaume, relevons un « précepte » pour l'abbaye de Saint-Denis (n° 7), à laquelle fut restitué le monastère de Salonnnes-en-Saulnois (896). Sur la chancellerie lorraine, M. Schieffer avait déjà publié un important mémoire (*Deutsches Archiv*, 14, 1958) dont il résume ici les conclusions essentielles. Le service, créé de toutes pièces, eut pour chefs honorifiques les deux archevêques Gunther de Cologne, avec le titre d'archichapelain, et Ratbod de Trèves, avec celui d'archichancelier, que le roi entendait, par ce moyen, lier à sa personne et à son gouvernement. Ratbod est cité dans la formule de *recognitio* de vingt et un diplômes; les autres portent le nom de Gunther et correspondent à la période où l'archevêque de Trèves, en conflit avec le puissant comte Renier, s'était retiré des affaires. L'élaboration proprement dite des actes se trouvait entre les mains de quelques notaires parmi lesquels Waltger, qui paraît dans dix-neuf diplômes, était sans doute le chancelier effectif.

Lorsque Louis l'Enfant, élevé en 900 à la royauté des Francs orientaux, fut proclamé aussi roi de Lorraine, le nom de Rathod continua à figurer sur les diplômes adressés à des destinataires lorrains, ce qui prouverait la continuité au moins fictive d'une chancellerie lorraine particulière, probablement groupée autour de l'archevêque de Trèves. Mais le lien entre les deux royaumes fut en fait très ténu : le jeune roi ne séjourna que trois fois en Lorraine et le nombre de ses privilèges pour les églises de cette région ne dépasse pas douze (sur un total de quatre-vingt-cinq). Relevons encore dans cette série un diplôme pour l'Église de Trèves (n° 17) qui ouvre la voie à la formation d'un « territoire » archiépiscopal.

La série des diplômes germaniques de Louis l'Enfant suggère un certain nombre de renseignements sur le règne du dernier Carolingien allemand. Il en ressort d'abord que le gouvernement de ce prince — en réalité celui des évêques Hatto de Mayence et Adalbert d'Augsbourg — ne saurait être considéré comme un gouvernement effectif et continu. Le total des diplômes authentiques émis à son nom est de soixante-dix-huit (trente-trois originaux) : cela représente une moyenne de sept par an; la série s'interrompt souvent, ainsi de mai 905 à avril 906; en 910, la chancellerie n'établit que quatre diplômes et un seul en 911. Le roi d'autre part ne réside que dans le Sud, en Bavière d'abord, puis dans les palais du domaine franc (Francfort, Ingelheim, Forchheim). Si la formation des duchés n'apparaît guère dans ces actes, on observe en revanche, très nettement la montée de l'aristocratie : plus de cinquante personnages interviennent dans les diplômes, parmi lesquels les Conradin de Franconie, qu'on voit prendre pied en Lorraine. Quant aux destinataires, ils appartiennent presque tous au sud et au centre du royaume, trois seulement au nord. Les documents eux-mêmes ont été en très grande majorité rédigés à la chancellerie. Dirigée par l'archevêque de Salzbourg avec le titre d'archichapelain, elle fut, semble-t-il, assez rudimentaire. Son personnel reflète les vicissitudes politiques du règne : le notaire Egilpero, ancien chapelain du duc Arnulf de Bavière, est en fonction quand le roi se trouve à Ratisbonne; Ernestus est en fonction quand la cour séjourne hors de Bavière; à la fin du règne apparaît l'évêque Salomon de Constance portant le titre de chancelier et qui poursuivra son activité sous le règne de Conrad I^{er}.

Ces quelques notes montrent tout l'intérêt de la publication que vient de nous donner M. Schieffer. Point n'est besoin d'insister sur sa haute qualité. Les *Monumenta Germaniae* nous ont tellement habitués à des éditions modèles qu'il suffira de dire que celle-ci est digne de la chaîne dans laquelle elle s'insère. Relevons à la fin du volume, placée avant le précieux index des noms et des choses, une bibliographie quasi exhaustive des publications de sources et des études se rapportant à l'ensemble de la période des Carolingiens allemands.

Robert FOLZ.

— Johannes RAMACKERS. *Papsturkunden in Frankreich, nouvelle série*, 6^e tome, *Orléanais* (Göttingen, Vanderhoeck et Ruprecht, 1958. In-8°, 278 pages. Abhandlungen der Akademie der Wissenschaften in Göttingen, Philologisch-Historische Klasse, 3 Folge, N° 41). — Le professeur Ramackers, à l'activité de qui l'on doit cinq volumes sur six de la collection de documents pontificaux que l'Académie de Göttingen emprunte aux dépôts français, donne ici, avec le tome VI, les bulles antérieures à 1198, conservées dans l'Orléanais. Par ce terme il entend les

trois départements du Loiret, de l'Eure-et-Loir et du Loir-et-Cher. On apprendra sans étonnement que sa plus ample récolte s'est effectuée dans les trois archives départementales ainsi que dans les bibliothèques municipales d'Orléans et de Chartres. Assurément la plupart des actes qu'il édite étaient connus. Sur 211 publiés *in extenso* selon les règles d'une exacte méthode, j'en ai compté 72 inédits (dont l'existence n'était pas ignorée et qui ont été utilisés par les historiens). La plupart de ces 211 actes ont été trouvés dans des cartulaires ou dans diverses autres copies, 41 seulement existent encore en originaux (dont 16 inédits).

Sous le rapport chronologique, il n'en est que 9 qui soient antérieurs à 1098, 2 antérieurs à l'an mil, 2 autres du pontificat de Silvestre III (999-1003). Presque tout appartient donc au *x^e* siècle. Dans l'ensemble ils attestent l'activité du Saint-Siège étendant sa protection sur les abbayes et les églises, leur confirmant le droit d'élection abbatiale ou la possession de leurs biens, parfois contre des usurpateurs nommément désignés. Les bénéficiaires du plus grand nombre de ces lettres apostoliques ont été les églises cathédrales de Chartres et d'Orléans, les monastères de Saint-Benoît-sur-Loire, de la Trinité de Vendôme et de Bourgmoyen de Blois.

Souhaitons que ce travail d'édition, qui s'étend déjà à plusieurs provinces de notre pays (I, Champagne et Lorraine, II, Normandie, III, Artois, IV, Picardie, V, Touraine, Anjou, Maine et Bretagne), soit poursuivi sans relâche et contribue à pourvoir l'érudition d'une source essentielle garantie par les traditions de la plus scrupuleuse critique.

B.-A. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ.

— Bernard GUILLEMAIN. *La Chrétienté, sa grandeur et sa ruine, de l'an mille au milieu du XV^e siècle* (Paris, Arthème Fayard, 1959. In-16, 160 pages, cartes. Collection « Je sais, je crois », VIII^e partie, l'Église dans son histoire, n. 75. Prix : 350 frs). — Vulgarisation ne veut pas dire vulgarité, en effet c'est un tableau d'un vif relief et soutenu par une bibliographie récente que l'excellent professeur de la Faculté des lettres de Bordeaux présente à ses lecteurs. Le cadre chronologique s'imposait. Le milieu du *x^e* siècle marque à la fois la séparation entre l'Occident et l'Orient, et la concentration de l'Occident autour de la papauté, se dégageant, non totalement, des enchaînements temporels. Du *xv^e* siècle date une autre déchirure. L'Église perd la confiance d'intellectuels et de spirituels, elle cède à d'autres la direction de la pensée et ne la reprendra plus, dans la suite, aussi complètement qu'au temps de la « chrétienté ». Cette période elle-même a été mobile, traversée par des courants opposés. Elle respire, malgré tout, une certaine unité encore aujourd'hui sous-jacente. Tous auront profit soit à s'initier à cette histoire, soit à s'arrêter quelques instants, au cours de recherches plus spéciales, pour en contempler le panorama sous la conduite d'un guide aussi avisé que le professeur Guillemain.

B.-A. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ.

— Régine PERNOD. *Dans les pas des Croisés*. Photographies de Frédérique DURAN (Paris, Hachette, 1959. In-4°, 128 p., illustr. h.-t. avec planches en couleurs). — Magnifique album de photographies qui présente les principaux lieux visités jadis par les Croisés, depuis les points de concentration au départ (Le Puy, Vézelay, Aigues-Mortes) jusqu'à Constantinople, la Grèce, la Syrie, la Palestine, l'Égypte, Rhodes, etc. Une introduction de Mlle Régine Pernoud retrace brièvement

l'histoire des Croisades dans leur cadre géographique et monumental. A la fin du volume, des notices historiques et archéologiques expliquent toutes les illustrations et sont complétées par une carte des itinéraires des principales croisades.

L. M.

— Elisabeth MAGNOU. *L'introduction de la Réforme grégorienne à Toulouse (fin XI^e-début XII^e siècle)* (Cahiers de l'Assoc. M. Bloch de Toulouse, Études d'Histoire méridionale, n° 3. Toulouse, 1958, Centre Régional de Documentation pédagogique. In-8° de 94-42 pages en offset). — Dû à la plume d'une brillante attachée au C.N.R.S., ce petit ouvrage ne prétend être qu'une monographie, qui épuise à peu près une matière d'ailleurs rare et que l'on n'a pu utiliser qu'après un sérieux examen critique. Mais, outre les historiens du Languedoc, il intéressera tous ceux de l'Église à l'époque critique qu'il étudie, non seulement parce que, sous Urbain II, le Languedoc fut souvent au centre des préoccupations de ce pape — Fliche a même parlé d'un grand projet méditerranéen, et je le suivrais volontiers sur ce point, — mais encore parce que ses analyses et ses conclusions sont souvent valables pour d'autres régions.

La Réforme grégorienne nous apparaît ici dans toute sa complexité. Réforme morale sans doute, mais aussi idéal de la *vita apostolica*. Promotion de la vie canoniale, mais appel encore à Cluny, comme à l'institution réformatrice par excellence. Interventions tour à tour du comte et du pape en faveur d'une réforme qu'ils ne conçoivent pas toujours de même façon. Au vrai, il fallut du temps pour que se dégagât une expérience et que s'imposât une doctrine; le cas de Toulouse permet de saisir clairement que, jusqu'à la fin du x^e siècle, jusque sous des pontificats que l'on jugerait décisifs, l'incertitude a régné sur les buts et les méthodes de la Réforme. Izarn, évêque de Toulouse, ne la conçoit qu'à son initiative, remplace d'autorité les chanoines de Saint-Sernin par des moines clunisiens et conteste le droit du pape à intervenir. Il est encore d'une génération pour laquelle *in episcopo ecclesia est*.

En ouvrant ces perspectives, Mlle Magnou nous a rendu service, nous obligeant à réviser des schémas parfois simplistes. On lui saura gré en outre de publier en *corpus* toutes les pièces du dossier, fournissant ainsi aux historiens un matériel éprouvé et complet.

E. DELARUELLE.

— Laurita et John HILL. *Raymond IV de Saint-Gilles, comte de Toulouse*. Texte français traduit et mis au point par Francisque COSTA et Philippe WOLFF (Biblioth. Méridion. publiée sous les auspices de la Faculté des Lettres de Toulouse, 2^e série, t. XXXV. Toulouse, 1959. In-8° de xxii-144 pages, avec 3 cartes en dépliant). — Dans son livre sur la Réforme grégorienne, Mlle Magnou a bien montré qu'une des caractéristiques de Toulouse fut que le comte y travailla à la réforme. Le frère de ce Guillaume est Raymond de Saint-Gilles, surnommé *christiane milicie excellentissimus princeps*, un des chefs de la Première Croisade, celui sans doute qu'Urbain II avait choisi pour le commandement suprême. Chose étonnante : il n'avait pas encore trouvé de biographe; cette lacune vient d'être comblée.

A vrai dire les historiens de Raymond apparaissent encore un peu jeunes, pour la présentation du moins de leur travail : le chapitre

Sources de la *Bibliographie* donne en un invraisemblable fatras des textes sans rapport direct avec le sujet, comme les *Coutumes de Beauvaisis*; des titres déconcertants — pour les *Acta Sanctorum*, cités pour un seul tome d'Avril —; des traductions en anglais comme si elles pouvaient suppléer au texte authentique. Les notes, au lieu d'appuyer chaque affirmation précise, sont groupées, ce qui rend la vérification laborieuse. La rédaction du texte est parfois encombrée et peu claire. On passera outre à ces premières impressions et on sera reconnaissant aux auteurs de la minutie avec laquelle ils ont scruté tous les documents et établi, d'une façon le plus souvent définitive, la biographie de Raymond.

En apparence, rien n'annonçait en ce féodal, ambitieux et rude, le chevalier chrétien par excellence qu'il apparaîtra plus tard : il avait été excommunié pour mariage consanguin; quoi qu'en ait dit la légende, il ne participa jamais aux croisades en Espagne. Mais il semble qu'il se soit intéressé de plus en plus à la réforme et soit devenu ennemi de toute simonie. On aurait aimé que le récit un peu touffu des auteurs dégageât mieux cette évolution spirituelle.

Peut-être aussi auraient-ils pu montrer en Raymond le champion des *pauperes* à la croisade. Trop occupés à fixer les événements, nos deux historiens ont parfois un peu négligé d'en dégager la signification. En l'occurrence, ils se sont davantage souciés de la marche de la croisade que de l'idée de croisade. Leur bibliographie ne cite pas le remarquable article d'Alphandéry (*Les citations bibliques chez les historiens de la I^{re} Croisade*, *Rev. de l'Hist. des relig.*, t. 99, 1929) qui a montré la place des humbles dans ce grand « mouvement populaire » du XI^e siècle, intuition qu'ont vérifiée de nombreux travaux récents. L'intérêt du bain de Raymond dans le Jourdain n'a pas été non plus perçu et tout l'aspect de la croisade comme manifestation du sentiment religieux populaire a été méconnu. Un autre article d'Alphandéry aurait permis de mieux voir la portée des épisodes relatifs à la Sainte Lance, dont l'histoire est d'ailleurs racontée avec abondance et esprit critique.

Il est vrai que le but de L. et J. Hill n'était pas de refaire l'histoire de la I^{re} Croisade, mais seulement d'établir la biographie de Raymond IV; ils y ont réussi et il semble qu'on puisse souscrire à leur jugement sur ce personnage contesté, en lequel ils voient le chef le plus fidèle aux directives d'Urbain II.

E. DELARUELLE.

— Robert BOUTRUCHE. *Seigneurie et Féodalité. Le premier âge des liens d'homme à homme* (Coll. historique sous la direction de Paul Lemerle, Aubier, éditions Montaigne, 1959. In-8°, 424 p., 1440 f.). — L'ouvrage ne traite pas de l'Eglise et échappe donc quelque peu au but de cette Revue. Il fournit pourtant un cadre, brossé avec vivacité, pour cette époque du haut Moyen Age qui pose tant de problèmes. On saura gré à l'auteur d'avoir montré que dans la célèbre théorie de Pirenne, *Mahomet et Charlemagne*, « presque tout s'ordonne et s'emboîte en fonction de thèmes économiques où la question des échanges tient une place abusive ». Et il n'est pas sans intérêt de replacer la civilisation de l'Occident où les villes sont « squelettiques » et les abbayes immenses, en face des villes du Bosphore, du Nil et de l'Euphrate. Pas d'économie fermée, mais « un monde rustique ». On aura volontiers recours pour l'étude des grandes abbayes, aux chapitres sur la « structure et composition des domaines ».

Livre écrit dans une langue alerte, dans la tradition de Marc Bloch, qui est à la fois utile et agréable.

J. LESTOCQUOY.

— Robert LATOUCHE. *Le Film de l'histoire médiévale en France, 845-1328* (Paris, Arthaud, 1959. In-12, 414 p., 180 héliogr., cartes. Prix : 2390 fr.). — M. Robert Latouche, historien réputé, n'a pas dédaigné naguère d'offrir aux étudiants des « morceaux choisis ». Bien qu'il répudie ici ce genre littéraire, il s'en éloigne peu. Mais il s'adresse cette fois au grand public cultivé. Le terme de *film* et certain goût des néologismes révèlent sa méthode d'encadrement des textes dans une présentation attentive à tout éclairer. L'ensemble est vivant et neuf. Un jugement avisé a discerné les passages à extraire et l'érudition toujours avertie se dissimule sous un aimable commentaire. Destiné à la vulgarisation, ce livre pourra plaire et servir même à de savants lecteurs. L'Eglise de France y tient une grande place puisqu'entre l'avènement de Charles le Chauve et la mort du plus jeune fils de Philippe le Bel elle a été toujours présente, souvent dirigeante ou inspiratrice. Une abondante illustration, due à Mlle Simone Goubet, a tiré des miniatures et des sculptures une merveilleuse galerie (voir entre autres les impressionnants visages du XII^e siècle, p. 220) qui accompagne, appuie et égaie le récit.

La même collection annonce un ouvrage futur du même auteur sur la période antérieure : Gaulois et Francs de Vercingétorix à Charlemagne.

Je dois noter, en passant, que, contrairement à une expression courante, l'Aquitaine n'était pas la dot d'Aliénor, mais son patrimoine, car lors de son premier mariage, elle avait déjà perdu son père.

B.-A. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ.

— Jean SECRET et Fidèle DURIEUX. *Assise et les chemins de saint François* (Paris, Horizons de France, 1960. 23,5x18, 150 p., héli. h.-t.). — Cet ouvrage est un guide touristique qui propose quatre circuits autour d'Assise, pour y retrouver saint François dans les lieux où il vécut. Des cartes et de magnifiques illustrations accompagnent le texte qui, en décrivant les paysages, les ermitages et les œuvres d'art de l'Ombrie, cherche à faire pénétrer le lecteur dans la spiritualité franciscaine. Une seconde partie évoque « les résonances » franciscaines dans les principales villes d'Italie. Une annexe, enfin, que nous signalons tout particulièrement ici, étudie « quelques hauts lieux franciscains en France » : Paris, La Cordelle, Lyon, Annecy, Chambéry-Myans, Saorge, Cimiez, Arles. Enfin, une « Brève chronologie de saint François et de son Ordre » et une bibliographie d'ouvrages récents seront utiles non seulement aux touristes, mais aussi aux innombrables « franciscanisants ».

L. M.

— SCHMITT (P. Clément), O.F.M. *Un Pape réformateur et un défenseur de l'unité de l'Eglise, Benoît XII et l'Ordre des Frères Mineurs (1334-1342)* (Quaracchi, 1959. 1 vol. 25x18 cm., 420 pages). — L'histoire du XIV^e siècle franciscain vient de s'enrichir d'une œuvre magistrale due aux recherches laborieuses du R. P. Clément Schmitt, et consacrée au Pape cistercien Benoît XII et à son action sur l'Ordre des Frères Mineurs. Bien que la pontificat soit court — 1334 à 1342 — il n'en est pas

moins très chargé, et son influence fut prépondérante, sinon toujours heureuse, sur l'Ordre des Mineurs.

Le pontificat de Benoît XII voit se dérouler une suite d'événements de première importance pour l'Ordre de saint François. Cette action s'insère dans une époque historique extrêmement troublée de l'histoire médiévale : guerre de Cent ans, tentatives de réduction du schisme grec, hérésies qui se propagent, et surtout le conflit de la Papauté avec Louis de Bavière et un anti-pape ! Jean XXII avait su tenir tête... Son pontificat avait encore vu se dérouler — sur le plan de l'histoire franciscaine — la lutte contre les spirituels, les thèses relatives à la pauvreté du Christ. Sans cesse, le Pape était intervenu dans ces luttes continues. Quelle allait être la ligne de conduite de son successeur ? Quand Benoît XII accède au souverain pontificat, ces discordes ne sont pas encore apaisées. La grande œuvre du nouveau pape sera surtout d'appliquer les décisions de son prédécesseur. Il se trouvait d'ailleurs très bien préparé à cette tâche par son passé d'inquisiteur et de théologien. Effectivement, Benoît XII sut maintenir durant son pontificat les mesures que Jean XXII avait portées contre les Spirituels, garda les inquisiteurs et sut tenir tête aux Frères Mineurs révoltés de la Cour de Munich, qui, groupés autour de Louis de Bavière, bravaient les foudres pontificales. Occam, Bonagrazia de Bergame, surtout, présentaient le pape comme l'usurpateur des droits de l'empire, critiquaient sa ligne de conduite dans la querelle renaissante de la pauvreté du Christ et allaient même jusqu'à le traiter d'hérétique et à le regarder comme déchu de ses droits et de son titre. Benoît XII, devant ce débordement de libelles et de traités diffamatoires, garda son calme monastique, continua de suivre son programme avec sérénité, sûr qu'il était d'agir comme vicaire du Christ et chef de l'Église.

Par rapport à l'Ordre des Frères Mineurs, Benoît XII eut encore un rôle de législateur en imposant de nouvelles Constitutions, dites Constitutions cisterciennes (1336). L'initiative, en fait, était nouvelle et inédite. Jusqu'alors, seuls les Chapitres généraux avaient autorité en matière législative. On a reproché aux Constitutions de Benoît XII d'insister par trop sur l'office divin, de ne pas parler ou peu de la pauvreté, en quoi on voyait là l'influence de Guiral Ot, ministre général de l'Ordre. Ces critiques qui s'appuient sur Wadding, lequel d'ailleurs ne cite pas ses sources, ne sont plus admises aujourd'hui, et l'étude approfondie des Constitutions cisterciennes montre l'influence prépondérante qu'elles eurent dans la suite sur la législation franciscaine. Aussi l'auteur n'admet-il pas la révocation, au Chapitre de Marseille, en 1343, l'année qui suivit le décès du pape, des Constitutions promulguées en 1336.

L'auteur insiste également longuement, et ce sont de belles pages à la gloire de l'Ordre franciscain, sur les relations entre Benoît XII et les enfants de saint François. Il n'est besoin pour s'en convaincre que de parcourir le bullaire et de lire les innombrables privilèges dont le but était de défendre les droits de l'Ordre dans certains conflits. Le groupe des dissidents réfugiés à la Cour de Munich, ne constituait qu'un petit nombre. Le Saint-Siège ne l'ignorait pas, aussi sut-il conserver intacte son estime pour l'Ordre, et prendre dans son sein nombre de religieux qui devinrent des évêques, des légats, des inquisiteurs, et qui soutinrent l'action du Saint-Siège au *xiv^e* siècle. Benoît XII se plut à choisir parmi eux les religieux qui s'efforcèrent de renouer, suivant le grand désir du pape, les relations diplomatiques avec la dynastie de Gengis-Kan. Même en pleine période de troubles pour l'Ordre Franciscain, ce

dernier sut garder sa fidélité au Saint-Siège, et soutenir l'action apostolique et diplomatique d'un pape, dont un des grands mérites fut justement de s'appuyer sur les Frères Mineurs si populaires à cette époque troublée.

Le P. Schmitt a rendu aux médiévistes et aux historiens de l'Église un grand service par son étude approfondie. Les remarques — et toute œuvre est, en quelque manière, imparfaite — ne peuvent infirmer l'éminente valeur de cette œuvre qui fait suite à l'ouvrage du regretté P. Gratien, O.F.M. Cap. : *Histoire de la fondation et de l'évolution de l'Ordre des Frères Mineurs*. Sans doute, aurait-on aimé connaître un plus grand nombre de sources manuscrites, dont la courte liste contraste avec l'ensemble imposant de la documentation imprimée, peut-être aussi le lecteur aurait-il désiré un texte français plus pur, mais encore une fois, on aurait bien mauvaise grâce à insister sur ces déficiences. L'ensemble de l'ouvrage constitue une étude magistrale consacrée à une des époques les plus troublées et les plus grandioses aussi de l'Ordre franciscain.

P. RAOUL.

— B.-A. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ. *La France gouvernée par Jean-sans-Peur. Les dépenses du receveur général du royaume* (Mémoires et documents publiés par la Société de l'École des Chartes, XIII. Paris, Presses Universitaires, 1959. In-8° de 405 pages). — Sous un titre un peu vague, que complète opportunément le sous-titre, M. Pocquet du Haut-Jussé, professeur à la Faculté des Lettres de Rennes, nous donne un ouvrage annoncé depuis quelque vingt ans, au temps de son laborieux et fécond passage à l'Université de Dijon. Il s'agit en effet, non d'une somme sur le personnage dont l'ambition, l'orgueil et la ruse ont réintroduit des mœurs oubliées, du moins en France, depuis les temps barbares, mais de la publication critique, précédée d'une introduction, d'une source particulièrement rare et précieuse, les dépenses des deux derniers comptes du gouvernement de Charles VII dominé par la faction bourguignonne, de janvier 1418 à septembre 1420, avant la prise en main de l'appareil administratif légal par Henri de Lancastre.

Ces deux registres de comptes, tenus par un certain Pierre Gorremont, bourguignon du duché, dont Jean-sans-Peur fit un receveur général du royaume, sont parvenus à la Chambre des comptes de Dijon et sont aujourd'hui conservés aux Archives départementales de la Côte-d'Or. Dans une précédente étude parue dans la *Bibliothèque de l'École des Chartes* (t. XCVIII, 1937, p. 66-98 et 234-282), sur *Le Compté de Pierre Gorremont, receveur général du royaume (1418-1420)*, M. Pocquet du Haut-Jussé a donné sur l'origine de ces deux registres toutes les indications utiles et a étudié la partie de ces comptes relative aux recettes. La publication d'aujourd'hui concerne la partie des dépenses. Sans qu'il s'agisse d'une édition de texte au sens strict, l'auteur ayant « abrégé les formules trop prolixes », le résumé analytique où il a « conservé le mouvement de la phrase et les termes mêmes » est si complet qu'il évitera désormais tout recours à l'original. Dans une précieuse introduction de cinquante pages, M. Pocquet du Haut-Jussé a réuni « dans un classement rationnel ce qu'il y a de plus intéressant dans les deux gros volumes de Pierre Gorremont ». Il étudie en cinq chapitres successifs l'accession de Jean-sans-Peur au pouvoir, l'organisation de son gouvernement à Chartres, à Troyes, enfin à Paris, et l'octroi d'indemnités et de dons à ses partisans; la guerre, tant civile qu'étrangère; les

moyens financiers dont le duc de Bourgogne a usé; sa diplomatie : relations avec l'Angleterre, le Dauphin, le Languedoc, la Bretagne, la Savoie, le Pape, le roi des Romains, l'Italie, la Rhénanie, la Lorraine, l'Espagne et l'Écosse; la vie de cour, les dépenses privées du pauvre Charles VI, d'Isabeau de Bavière, de la princesse Catherine; le contre-coup enfin du meurtre de Montereau. Très modestement, l'auteur rejette « l'ambition de retracer dans ces courtes pages l'histoire de trois années très chargées ». Mais, comme un maître dijonnais prématurément disparu l'écrivait naguère, « au terme de ses enquêtes analytiques », M. Pocquet du Haut-Jussé « dans un sobre aperçu, atteint une plus large histoire ».

Quelques remarques de détail : un index alphabétique termine le volume; les mots « matières » n'y ont peut-être pas le développement que désirerait le chercheur. Pour nous en tenir à l'histoire religieuse et ecclésiastique, ce n'est, à trois exceptions près, que sous les noms de lieu et de personne qu'on trouvera des indications; et pourtant, combien d'autres que le trop fameux Pierre Cauchon ont bénéficié des largesses du pouvoir, dont on aimerait trouver immédiatement la liste. Quelques taches aussi dans l'introduction : une nomenclature, fort précieuse, des places possédant une garnison bourguignonne est donnée assez bizarrement par départements actuels classés par ordre alphabétique (avec une erreur : Sainte-Menehould dans la Meuse); Cuisery (Saône-et-Loire), bien qu'outre-Saône, n'était pas en « Franche-Comté »; pourquoi désigner sous le nom de Charles I^{er} le beau-père du roi René, que tous les Lorrains appellent Charles II? On a le droit d'être exigeant envers un chartiste médiéviste de la réputation de l'auteur, mais le devoir aussi de dire combien est précieux cet ouvrage qui s'ajoute à la longue liste des travaux bourguignons de M. Pocquet du Haut-Jussé.

Jean RIGAULT.

XVI^e SIÈCLE

— Centre d'études supérieures spécialisé d'Histoire des Religions de Strasbourg. *Courants religieux et Humanisme à la fin du XV^e et au début du XVI^e siècle*. Colloque de Strasbourg, 9-11 mai 1957. Collection « Centres d'études supérieures spécialisés » (Paris, Presses Universitaires de France, 1959. 14x23 cm., 144 pages. Prix : 800 fr.). — En tête de ce recueil de neuf communications, dont quatre concernaient directement la France, le nom qu'il faudrait évoquer est celui de Lucien Febvre dont la verve un peu outrancière bousculait si allègrement les positions supposées acquises. Ce que nous recueillons surtout ici, ce sont les résultats déjà mûrement réfléchis de longues recherches, pour commencer (p. 5-24) les *novissima verba* d'Augustin Renaudet, résumant les résultats devenus presque classiques de sa *Préreforme et Humanisme* à Paris (1494-1517). C'est lui qui donne le ton à ce colloque introduit par M. l'abbé Nédoncelle, président du Centre de Recherches d'Histoire des Religions à Strasbourg : « Le danger d'accommoder le xvi^e siècle à tous les goûts et de se noyer dans un océan d'hypothèses exubérantes n'est pas chimérique », disait ce dernier (p. 2) et il limitait soigneusement l'objet de cette confrontation de vues entre experts : 1^o à ce qu'on pourrait appeler « la naissance de la Renaissance »; 2^o aux seuls rapports de l'humanisme et de la pensée religieuse.

Tour à tour M. Bataillon (*Évangélisme et millénarisme au Nouveau*

Monde), M. Lebègue (*Interprétations chrétiennes d'auteurs païens*), M. Léon-E. Halkin (*La « Devotio moderna » et les origines de la Réforme aux Pays-Bas*), Mrs M. Mann Phillips (*La « Philosophia Christi » reflétée dans les « Adages » d'Érasme*), M. F. Schalk (*Mélancthon et l'humanisme*), M. l'abbé R. Marcel (*Les perspectives de l'« Apologétique », de Lorenzo Valla à Savonarole*), M. D. P. Walker (*Origène en France au début du XVI^e siècle*), ont livré ainsi l'essentiel de leurs travaux, parfois à propos de détails particuliers. M. le Pr. J. Dagens, organisateur de la rencontre avec M. le doyen Simon, conclut sur *Humanisme et évangélisme chez Lefèvre d'Étaples* (121-134), ce qui nous fait regretter une fois de plus qu'après les abbés Clerval et Carrière, le mouvement « fabrisien », parallèle à celui d'Érasme à Paris, n'ait pas encore reçu le traitement approfondi si souvent souhaité. Huit pages, un peu courtes, mentionnent les interventions des participants après les communications (p. 135-142).

HENRI BERNARD-MAITRE, S. J.

— Henri NOGUÈRES. *La Saint-Barthélemy. 24 août 1572* (Collection « Ce jour-là ». Paris, Robert Laffont, 1959. 14x20 cm, 295 pages). — C'est sans doute une gageure de vouloir raconter un épisode aussi lointain que la Saint-Barthélemy sur le ton avec lequel on a narré des événements contemporains tels que « La nuit du Titanic » ou « Pearl Harbour ». Après l'indispensable rappel du contexte historique pour familiariser le lecteur avec les principaux acteurs, le décor et les ressorts essentiels de l'action, M. Henri Noguères s'est efforcé de laisser à ceux qui ont vécu ce drame et qui en ont écrit le récit, le soin d'en évoquer les moindres péripéties. Ce livre n'a donc pas été conçu comme une démonstration se terminant par une conclusion qui s'impose, mais comme « un essai de reconstitution — dans le sens où l'entend un magistrat instructeur — ou encore d'une restauration, telle qu'on en peut tenter pour redonner un peu d'unité et de vie à une vieille fresque ayant durement ressenti les injures du temps » (p. 278). Patient travail de marqueterie où les « raccords » se dissimulent difficilement, mais qui, somme toute, aide à revivre, comme s'il était d'hier, un événement tragique d'une immense portée.

HENRI BERNARD-MAITRE, S. J.

TEMPS MODERNES

— Félix COLMET-DAAGE. *La classe bourgeoise, ses origines, ses lois d'existence et son rôle social* (Paris, Nouvelles éditions latines, 1959. Gr. in-8°, 318 pages). — L'ouvrage dénote un certain courage en face de l'opinion car les temps actuels sont peu favorables à cette classe; cette réhabilitation est d'ailleurs très dure car si l'auteur acquitte la bourgeoisie des reproches qui lui ont été adressés, depuis cinquante ans surtout, tel celui d'avoir été cause de la misère populaire comme suite de l'avidité du profit capitaliste, il la fustige durement et sans ménagement de reproches d'ordre moral et idéologique; ainsi elle serait responsable de la contamination des idéologies modernes qui lui ont fait abandonner les idées traditionnelles et celles-ci qui lui accordaient le sens de ses droits et de ses pouvoirs lui imposaient en retour une mesure précise de ses devoirs et obligations. Cette note d'allure morale paraît intéressante à souligner dans notre Revue.

Pour l'auteur, cette classe bourgeoise est indispensable à la vie et au progrès de l'économie des Nations. L'opposition de l'Occident où elle existe, avec l'Orient où elle est inexistante, est assez significative. On notera également la critique des slogans sur lesquels sont édifiées la réprobation et la haine de la classe capitaliste, ainsi les passages de la fameuse enquête de Villermé sur la misère de la classe prolétarienne du XIX^e siècle qui sont seuls connus et cités, sont ici accompagnés de leur contexte et d'autres passages qui reflètent des idées et des faits assez différents.

En ce qui concerne l'Église, un chapitre entier se réfère à l'attitude du clergé catholique, notamment en France, à l'égard de la bourgeoisie; il est appuyé sur un rappel des idées de l'Ancien Régime sur les conditions sociales, le négoce, le prêt à intérêt, l'attitude de la papauté à l'égard des principes de 1789. Une étude du Concordat de 1801 et des régimes successifs du XIX^e siècle jusqu'à la fin de la quatrième République, des opinions sur la séparation des églises et sur les concordats suivent encore.

Bref, c'est une œuvre sérieuse, étayée sur des connaissances solides de l'histoire mais animée d'une vigoureuse et très nette position doctrinale; c'est un livre qui se lit avec intérêt et sur lequel sociologues et historiens auront profit à méditer.

G. LEPOINTE.

— Paul AUVRAY, prêtre de l'Oratoire. *Jean Morin, 1591-1659* (Extrait de la *Revue biblique*, t. LXVI, 1959, p. 397-414). — Étude sur la vie et les œuvres du P. Jean Morin, protestant converti, devenu oratorien, qui publia des travaux d'exégèse biblique et des traités sur l'histoire des sacrements. Appréciation générale de l'homme et de l'œuvre. Sans doute, était-il « un bon théologien, égaré dans le domaine de la critique biblique ».

R. L.-L.

— JAHAN (Emmanuel). *La confiscation des biens des religionnaires fugitifs de la révocation de l'Édit de Nantes à la Révolution* (Bibliothèque d'Histoire du Droit et de Droit romain, I. Paris, librairie générale de Droit et de jurisprudence R. Pichon et R. Durand-Auzias, 1959. In-8°, 138 pages). — Ce volume, qui fut une thèse d'Histoire de Droit de la Faculté de Paris, est dédié au maître de l'Histoire de l'Église de France, le regretté Olivier-Martin. Il étudie un problème d'ordre patrimonial des plus importants. En effet, il a toujours paru facile pour l'autorité publique de faire pression sur ses ressortissants en les frappant dans leurs biens, ce moyen de contrainte est classique pour l'État autoritaire. Ce problème était bien connu d'un auteur qui s'est penché sur le droit de confiscation, notre collègue Pierre Timbal, directeur de cette nouvelle collection qui commence avec le présent ouvrage et qu'il présente dans un bref avant-propos.

L'auteur a fait une étude consciencieuse et utile : l'Introduction pose le problème de la confiscation comme sanction de l'émigration des protestants, fugitifs pour cause de religion. Il le situe parmi les autres mesures qui ont affecté les biens des religionnaires. L'étude elle-même comprend deux parties en fonction de l'institution de la ferme générale des biens de ces fugitifs qui fut établie en 1733. Dans la première partie, deux chapitres sont consacrés à l'administration pendant les premières années, ainsi qu'aux diverses régies qui se succèdent de 1700 à

1733. La seconde division examine l'histoire de la ferme, son administration, puis la restitution des biens à la fin ainsi que la liquidation de l'institution. Une bibliographie essentielle fait état des recherches aux Archives nationales ainsi qu'aux Archives départementales de l'Isère, témoignant ainsi d'une quête des sources directes sans se limiter aux imprimés; plusieurs tableaux en annexe donnent un état des biens, un autre état des recettes de la ferme de 1724 à 1786, un tableau de répartition géographique des recettes à ces deux dates terminales ainsi que des indications sur les frais de régie illustrent de chiffres concrets le travail.

Bref, ouvrage sérieux, intéressant pour connaître le mécanisme de la gestion financière de la ferme au xviii^e siècle, en dehors de l'intérêt direct touchant l'histoire sociale et religieuse de cette époque.

G. LEPOINTE.

— Maurice BORDES. *Contribution à l'étude de l'enseignement et de la vie intellectuelle dans les pays de l'intendance d'Auch au XVIII^e siècle* (Auch, Cocharaux, 1958. In-8° de 84 pages. Extrait du *Bull. de la Soc. arch. du Gers*, t. 59, 1958). — Nous avons déjà rendu compte ici même (t. XLIV, 1958, p. 174-179) de la thèse importante consacrée par M. Bordes à l'intendance de d'Étigny. A peine docteur, l'auteur a voulu lui donner un supplément qui sera utile à bon nombre de nos lecteurs. C'est en effet avec précision que cette brochure étudie les divers collèges établis dans l'intendance, une douzaine en tout, relevant de congrégations diverses. Rien de bien original dans cette histoire : difficultés au moment du jansénisme notamment chez les Doctrinaires, problème du remplacement des Jésuites, ouverture de ces différentes maisons à l'esprit philosophique; on notera pourtant que souvent ces établissements furent en rapports pénibles avec les municipalités et recoururent même à la grève pour obtenir une augmentation de la contribution promise.

Plus minutieuses encore sont les pages consacrées à l'enseignement que nous dirions primaire. On s'en réjouira car, en une matière qui a fait l'objet de tant de controverses, il est bon d'avoir à sa disposition une étude exhaustive. Les rétributions, prévues pour les maîtres par la déclaration de 1698, furent augmentées au xviii^e siècle, parfois sensiblement et à plusieurs reprises; mais on n'oubliera pas que les prix montaient aussi. Il n'y a d'ailleurs pas en ce domaine de règle générale, mais chaque région a ses usages et complète à sa manière l'allocation versée au régent par la municipalité, ou assurée sur les revenus d'une fondation ecclésiastique. Au total la situation des maîtres est souvent honorable. Quant à la répartition des écoles, la réponse à la question doit être extrêmement nuancée; des écoles signalées ont pu ne pas exister pendant longtemps, comme des écoles peuvent avoir existé sans être signalées. Au total on a l'impression que le niveau atteint d'instruction s'élève de l'Est à l'Ouest. Il vaudrait la peine de se demander pourquoi; peut-être parce que l'Ouest de la région est aussi plus riche que l'Est.

Il faut enfin signaler quelques pages sur les loges maçonniques en Gascogne, en regrettant simplement que M. Bordes se soit borné à recenser, sans répondre aux questions que se pose l'historien d'aujourd'hui sur les rites en question et l'esprit religieux de cette maçonnerie.

E. DELARUELLE.

— J. FABRE DE MASSAGUEL. *L'École de Sorèze de 1758 au 19 Fructidor an IV (5 septembre 1796)* (Association Marc Bloch, 4, rue Albert Lautman, Toulouse. In-8°, 222 p., illustr. Prix : 900 fr. C.C.P. Toulouse 1372-95). — L'ouvrage comporte un premier chapitre qui résume toute l'histoire de Sorèze, depuis la fondation de l'ancienne abbaye jusqu'à nos jours, mais qui s'étend naturellement davantage sur la période à laquelle ce livre est consacré, de 1758 à 1796, c'est-à-dire l'époque où Sorèze devint une école militaire préparatoire. Ensuite, six autres chapitres étudient en détail, pour cette même période, le budget de l'école, l'organisation des études et de l'enseignement, l'invasion des « lumières », les professeurs et les élèves, la destinée des plus marquants parmi les anciens élèves, le rôle et l'influence de Sorèze dans la région, la nation et même les pays voisins. Un relevé des sources, la bibliographie, la publication des pièces justificatives inédites, des cartes (notamment sur le recrutement des élèves), des illustrations font de ce volume une œuvre vraiment scientifique. On y verra comment l'École de Sorèze a été l'une des premières à moderniser l'enseignement en faisant une place importante au français, aux sciences, aux langues vivantes, aux arts, à l'éducation physique, et comment elle a utilisé l'enseignement de l'histoire et de la géographie pour éveiller chez les élèves le sens critique et créer « un nouvel état d'esprit... qui sapait déjà l'ordre établi ».

R. L.-L.

EPOQUE CONTEMPORAINE

— Tony CATTÀ. *Le Père Dujarié (1767-1838)*. Introduction de M. le chanoine É. Catta (Les Editions Fides, 1960, 336 pages, 23 hors-textes). — La biographie du Père Dujarié met le sceau à l'histoire des origines de la famille religieuse de Sainte-Croix du Mans, entreprise il y a quelques années avec la vie du Père Moreau, continuée par celle de Mère Marie des Sept Douleurs. Si l'abbé Dujarié fut d'abord le fondateur des sœurs de la Providence de Ruillé-sur-Loir, c'est lui qui mit au monde les Frères de Saint-Joseph qui, entre les mains de M. Moreau, son légataire, allaient prendre place dans le giron familial sous le nom de Frères de Sainte-Croix.

Juste hommage à la mémoire d'un homme dont toute la vie fut de dévouement et de sacrifice, dans le ministère d'une modeste paroisse rurale du Maine, au lendemain de la période révolutionnaire et dont le zèle charitable s'exerça particulièrement au service de l'instruction populaire. L'œuvre de M. T. Catta, excellemment préfacée par son frère, et dotée de nombreuses illustrations contemporaines, a la valeur d'un document. L'auteur nous fait revivre d'une plume diserte, sans d'autre souci que celui de la vérité, à la seule lumière des faits, un temps et un milieu. C'est d'abord le pitoyable abandon dans lequel la Révolution a laissé le peuple de nos campagnes en matière d'instruction. Le génie organisateur de Napoléon n'a pas réussi à l'en sortir. C'est l'honneur de l'Eglise dans la personne de ses curés d'avoir entrepris l'œuvre de restauration. Le P. Dujarié fut un de ces pionniers et non des moins méritants. Besogne héroïque en effet, commencée dans le dénuement, poursuivie dans les déceptions et les échecs, se heurtant souvent à l'indifférence si ce n'est à l'hostilité des pouvoirs. Luttas et épreuves se doublent pour le curé de Ruillé de souffrances corporelles qui font de lui un infirme avant l'âge. Dieu lui demande le sacrifice suprême pour un fondateur : le détachement de ses fondations. Il accepta.

Plantées dans la croix, ses deux familles religieuses pouvaient prendre leur essor. Les sœurs de la Providence comptent actuellement près d'un millier de sujets, à la tête de 123 établissements dont une quinzaine à l'étranger. Les frères de Sainte-Croix dispensent l'enseignement primaire, secondaire et supérieur à 22.000 élèves. L'Amérique du Nord a la belle part avec 16.000 étudiants pour la seule Université Notre-Dame d'Indiana, dont le *Hall Dujarié* loge le premier scholasticat des Frères.

A. BACHELIER.

— F. LE DOUAREC. *Le Concordat dans un diocèse de l'Ouest. Mgr Caffarelli et le préfet Boullé* (Paris, Alsatia, s. d. In-12 de 179 pages). — L'intérêt majeur de cette rapide étude sur l'application du Concordat de 1801 dans le diocèse de Saint-Brieuc vient des sources privées utilisées par l'auteur : Mémoires du préfet Boullé, Souvenirs du chanoine Lesage, correspondance entre Mgr Caffarelli, Manoir, Besson et Courcoux. Mais parce qu'il s'est presque exclusivement limité à ces sources, sans recourir aux Archives nationales, départementales, municipales, ses perspectives se restreignent (son titre lui-même en témoigne) aux deux protagonistes, l'évêque et le préfet, « ce qui expose à simplifier les problèmes et à porter des jugements un peu sommaires », observe justement dans la préface Mgr Coupel. D'où les lacunes de ce travail. Il eût fallu, en particulier, dresser un état du diocèse en 1802, avec une statistique du clergé réfractaire et du clergé constitutionnel, une carte indiquant par régions la répartition de l'un et de l'autre, essayer une enquête sur la pratique et l'imprégnation religieuses. L'auteur par surcroît s'est trop complu à suivre les Souvenirs du chanoine Lesage qu'il appelle pourtant « un Saint-Simon de sacristie » et, observe encore Mgr Coupel avec un bienveillant « peut-être », « s'est laissé prendre aux ragots qu'ils contiennent ». Sa pratique du journalisme l'entraîne enfin à écrire vite, d'une plume piquante et facile. Historien improvisé, il ignorait sans doute que, pour l'historien des diocèses concordataires, une direction de recherches et un plan de travail ont été établis par des spécialistes, et que nous possédons, tel le *Cardinal Cambacérès* de M. Ledré, d'excellents modèles pour le genre de sujet dans lequel il s'est aventuré.

J. LEFLON.

— E. SEVRIN. *Les Missions religieuses en France sous la Restauration. Tome II : Les missions, 1815-1820* (Paris, J. Vrin, 1959. In-8° de 532 pages). — Le premier volume de cet ouvrage a paru en 1948 (cf. *Revue*, t. XXXV, 1949, p. 121-122). Il traitait des missions en général : les missionnaires (sociétés, hommes, etc.) et la mission (organisation, prédications, cérémonies, etc.). La conclusion, à la suite d'une enquête très consciencieuse, menée avec une grande indépendance de jugement, faisait ressortir « une impression d'ensemble assez favorable aux missionnaires de la Restauration ». Il y avait là de quoi rectifier bien des légendes et bien des préjugés. Il aura fallu plus de dix ans, à cause des difficultés de l'édition, pour voir paraître le second volume, et il est publié chez un éditeur nouveau. Entre temps, l'auteur est mort en février 1957, et c'est un hommage qu'on rend à sa mémoire que de continuer ainsi la publication de la plus importante de ses œuvres.

Ce second volume, narratif et chronologique, retrace le développement de l'œuvre des missions de 1815 à 1820. Il étudie d'abord les premiers travaux des « Missionnaires de France » du P. Rauzan et des

Jésuites jusqu'en 1818, puis les missions du Sud-Est et du Sud-Ouest, organisées surtout, mais non pas uniquement, par les Oblats de Marie; il passe ensuite aux missions des régions de la Loire et de la Seine, avec les missionnaires de Poitiers, les Montfortains, Jean-Marie de La Mennais et ses disciples, les Lazaristes, les Jésuites, les Missionnaires de France (1818-1819); il revient, à propos de l'année 1819, dans le Midi, où se fait alors sentir l'action des Missionnaires de France, en Bretagne et en Normandie avec les Jésuites; enfin, en janvier-février 1820, c'est la mission de Marseille, la dernière, avec les Missionnaires de France et les Missionnaires de Provence. On peut, certes, critiquer ce plan. Il faut convenir, avec l'auteur, qu'il était difficile à établir, et en fait il en vaut bien un autre.

On remarquera que, s'arrêtant en 1820, l'ouvrage est inachevé. Il y a eu, en effet, des missions pendant toute la Restauration. L'auteur aurait voulu prolonger ces deux premiers volumes par un autre, en deux parties, sur les périodes allant de 1820 à 1824 et de 1824 à 1830. Il n'a pu laisser, sur ces années, que des notes incomplètes qui cependant, nous fait-on espérer, seront utilisées et publiées plus tard par un de ses amis.

Compte tenu de ces notes, l'auteur nous a donné, dès ce second volume, une conclusion qu'il déclare « incertaine, pleine de nuances, de doutes et de réserves... », mais qui est pourtant fort intéressante. Il constate tout d'abord que les missions ont eu un indéniable succès, malgré les difficultés qui leur furent opposées par les libéraux. Les résultats, du moins les résultats extérieurs, les seuls qu'on puisse juger, le prouvent largement. D'ailleurs l'hostilité violente dont les missions furent de plus en plus l'objet, ne s'explique que par ce succès. Celui-ci montre qu'au lendemain de la Révolution, où il y avait eu une telle fureur de déchristianisation, « la masse des Français restait au fond croyante ». Pourtant, il y a eu aussi échec : échec final, puisque l'œuvre des missions fut interrompue par la révolution de 1830, mais aussi échec relatif sous la Restauration. Les missions furent insuffisantes en nombre; elle ne donnèrent que des résultats passagers (comme les missions de toutes les époques); on ne put pas les renouveler et, la Restauration eût-elle duré, c'eût été difficile, « à cause des imprudences ou des erreurs que les missionnaires eux-mêmes ont pu commettre » et dont le chanoine Sevrin nous donne un tableau saisissant (p. 509-513), mais surtout à cause de la haine croissante du parti libéral qui avoua par la suite que, pour abattre le régime, il avait dû jouer « une comédie de quinze ans » et feindre de croire que « le mot jésuitisme était synonyme de dévouement à la légitimité ».

R. L.-L.

— Madeleine Louise de S. *Le vrai visage de Madame Royale Duchesse d'Angoulême*. Préface de S.A.R. le prince Xavier de Bourbon (Paris, Beauchesne, 1959. In-8°, 259 p.). — L'auteur qui, entre autres ouvrages, a déjà donné des biographies de Madame Elisabeth et du dauphin Louis XVII, étudie ici la vie de la duchesse d'Angoulême, la seule survivante de la tragédie du Temple. Outre les mémoires, les lettres, les biographies précédentes, elle a utilisé les traditions et les souvenirs qui se sont transmis dans la famille royale et parmi ses intimes. Elle s'efforce de justifier la princesse de sa froideur et de son caractère peu expansif par les circonstances mêmes de sa vie : « La tourmente que traversa sa jeunesse la rendit renfermée et solitaire. Le séjour à la

cour de Vienne la fit méfiante; et la politique de ses deux oncles, dont elle voyait les défauts, acheva de la décevoir. » Sur ce dernier point, on relèvera, en les contrôlant, les renseignements que donne l'auteur sur les efforts qu'elle déploya pour empêcher Charles X « de s'engager dans des rêves utopiques de retour en arrière ».

L. M.

— André MERLAUD. *Jean-Marie de La Mennais. La renaissance d'une chrétienté* (Paris, Bonne Presse, 1960. In-8°, 333 p., illustr. h. t.). — Le centenaire de la mort de Jean-Marie de La Mennais a donné naissance à ce livre qui rappelle opportunément les étapes de la vie d'un apôtre que le destin tragique de son frère a, pour beaucoup de nos contemporains, laissé dans l'ombre. Son rôle, pourtant, fut considérable dans la « renaissance de la chrétienté » française au lendemain de la Révolution. Grand vicaire de Saint-Brieuc, puis vicaire général de la Grande Aumônerie de France, il a élargi son action des dimensions d'un diocèse à celles du royaume, puisqu'il fut, pendant un temps, celui qui « faisait les évêques ». Mais son œuvre de beaucoup la plus importante fut la fondation de l'Institut des Frères de l'Instruction chrétienne de Ploërmel, qui a fourni des instituteurs chrétiens d'abord à la Bretagne, puis aux colonies et qui a subsisté jusqu'à nos jours en étendant de plus en plus son influence. C'est évidemment l'histoire de cette fondation qui retient particulièrement le nouveau biographe de « l'abbé Jean », mais il fait place aussi à ses autres entreprises et il retient l'attention émue de ses lecteurs par le récit des rapports, d'abord si confiants et si intimes, puis si orageux, malgré l'affection qui demeure, de Jean-Marie avec son frère.

Le livre est, comme on dit, un ouvrage de vulgarisation. Il n'apporte rien de nouveau du point de vue documentaire. L'auteur a seulement tiré profit de toutes les publications, même récentes, qui ont pu l'éclairer sur son sujet. Il se fie à l'originalité de son style pour donner vie à des épisodes bien connus. Mais peut-être a-t-il un peu trop de confiance dans la phrase et dans les mots ou formules anachroniques (« pagaie », p. 23; « week-end », p. 71; « fanas », p. 125; « nouvelle vague », p. 127; « téléguider les équipages de Ploërmel », p. 235; « suspense », p. 250, etc.). Il a aussi, trop souvent, des simplifications, des raccourcis qui faussent la réalité. Il anoblit à plaisir ses personnages : si Mgr « de » Frayssinous a pris la particule, ce ne fut, comme tant d'autres, que sous la Restauration (p. 49), mais Mgr « de » Parisis (p. 250) n'en a jamais eu la prétention. De quelle « Altesse royale » Mgr de Croy était-il Grand Aumônier (p. 118), sinon du roi lui-même ? On pourrait multiplier ces remarques de détail. Nous nous contenterons, pour finir, de signaler que l'auteur nous paraît profondément injuste à l'égard de Mgr Frayssinous, lorsqu'il l'accuse « d'onctueuses palinodies » et d'avoir, par intérêt, « sacrifié la foi de toute une génération » (p. 126)¹.

E. H.

1. L'ouvrage ne comporte ni références, ni bibliographie. Il lui manque aussi une Table des matières. Il y a vraiment trop de fautes d'impression : par ex. Ney duc d'Enghien (pour *Elchingen*), p. 163 (orthographié *Erlkingen*, p. 186); Saumur (pour *Semur*), p. 213, etc.

— *Lettres de Frédéric Ozanam. Lettres de jeunesse (1819-1840)*, publiées avec le concours des descendants d'Ozanam, par Léonce CELIER, Jean-Baptiste DUROSELLE, Didier OZANAM (Paris, Bloud et Gay (1959), 462 p., gr. in-8°). — Ce n'est pas la première fois que l'on publie des lettres de Frédéric Ozanam. Les tomes X et XI de ses *Œuvres Complètes*, publiées peu après sa mort, de 1855 à 1865, sont consacrés à celles de ses lettres que l'on connaissait alors; puis en 1912, l'éditeur J. de Gigord les publia de nouveau en deux volumes in-16, sous le titre de *Lettres de Frédéric Ozanam (1831-1853)*.

La présente édition est exhaustive; les travaux de recherches ont été commencés, ainsi que nous l'apprend l'un des éditeurs, M. Léonce Celier, dans son *Frédéric Ozanam*, en 1952 ou 1953; je pense qu'en raison de la constitution du dossier pour le procès canonique en cour de Rome, il était nécessaire de connaître tous les écrits d'Ozanam.

Les 271 lettres renfermées dans ce premier volume s'échelonnent entre le 24 juin 1819 et le 25 décembre 1840, c'est-à-dire entre la 7^e et la 27^e année de leur auteur.

L'édition a été établie par MM. Celier, Duroselle et Ozanam suivant les principes les plus rigoureux : pour chaque lettre, date de celle-ci, titre légèrement développé plutôt qu'analyse, texte, mention de destinataire portée au dos de la lettre, références à l'original, à la copie, éventuellement à l'édition antérieure, et, naturellement, notes d'identifications en bas de pages.

Je regrette seulement que l'édition proprement dite des lettres n'ait pas été précédée de quelques indications qu'il eût été utile au lecteur de trouver groupées au début du volume. J'en donnerai quelques-unes recueillies en lisant ce livre.

Sur les 271 lettres de l'édition, 86 avaient été déjà publiées en totalité ou en partie; la référence donnée est celle de l'édition de 1912. Dans 51 cas, les lettres n'existent qu'en copie et ces copies appartiennent soit à la Société de Saint-Vincent-de-Paul, soit au journal *La Croix*. La très grande majorité des lettres proviennent des Archives Laporte; 39 seulement sont conservées ailleurs : aux Archives nationales, à la Bibliothèque de l'Institut, à la Bibliothèque Victor Cousin, au Musée Calvet d'Avignon, à la Bibliothèque royale de Prusse à Berlin, dans les Collections de la Société de Saint-Vincent de Paul et de la Propagation de la Foi, dans les Archives de la Maison Gabalda, des familles Aillaud de Caseneuve, Arthaud, Dugas de la Boissonie, Foisset, de Montalembert et Robillard de Beaurepaire. C'est assez dire le soin apporté par les éditeurs dans leur prospection et la richesse de leur collecte par rapport à celle de leurs prédécesseurs.

Je citerai quelques-uns des principaux destinataires de cette correspondance : la mère d'Ozanam, son père, ses parents, Ernest Falconnet, Henri Pessoneaux, ses amis Auguste Materne, François Lallier; les pionniers des conférences de charité et parmi eux le plus vénérable Emmanuel Bailly, différentes personnalités : Victor Cousin, Charles de Montalembert, Jean-Jacques Ampère, etc...

Les sujets traités sont d'ordre familial, scientifique, juridique, littéraire, politique, social, religieux, charitable.

De l'ensemble se dégage un portrait très net et fort émouvant dans sa simplicité, de Frédéric Ozanam; je ne tenterai pas de le reproduire, mais renverrai à l'ouvrage déjà cité de M. Léonce Celier, paru en 1956, *Frédéric Ozanam (1813-1853)*, où l'auteur met en relief avec justesse et objectivité les différents aspects de la personnalité de celui qui restera pour notre époque comme l'ardent patron de cette œuvre de cha-

rité connue et répandue dans le monde entier sous le nom de Conférences de Saint-Vincent de Paul.

Guy DUBOSQ.

— Maurice de LAUGARDIÈRE. *Le clergé du Berry aux élections de 1848* (Bourges, Tardy, 1959. In-8°, 128 p.). — Plusieurs prêtres du diocèse de Bourges furent candidats à l'Assemblée constituante de 1848 : dans le Cher, l'abbé Antoine Raymond, curé de Notre-Dame de Bourges, et l'abbé Georges Rochet, desservant de Vesdun, disciple de Lamennais et ami de George Sand; dans l'Indre, le vicaire général Caillaud, l'abbé Damourette, aumônier du collège de Châteauroux, et l'abbé Roumette, desservant de Lourouer-les-Bois, qui se signalèrent par de regrettables divisions. Ils échouèrent tous, plus ou moins lamentablement. Cependant, le vicaire général Caillaud réussit à atteindre son but qui était, semble-t-il de contrecarrer les représentants du bas-clergé. Il est intéressant de noter que, « socialistes, mennaisiens ou non, ces prêtres ont porté un intérêt passionné aux perspectives de transformation sociale qui se découvraient ». Par la suite, le clergé du Berry, « déçu par la profondeur des divisions politiques, par la formation de partis implacables, par la froideur avec laquelle son intervention avait été accueillie, se replia, se tut... Plus jamais il ne se mêla d'élections ».

Il faut ajouter que l'ouvrage de M. de Laugardière déborde le sujet annoncé par son titre. Il traite en fait de l'attitude du clergé berrichon aux origines de la III^e République et même, dans une certaine mesure, de la situation politique en Berry à la même époque. Il apporte aussi des précisions intéressantes sur la biographie du cardinal Dupont, archevêque de Bourges, et il fournit, en appendice, une liste provisoire et malheureusement incomplète des candidatures ecclésiastiques en 1848 dans l'ensemble de la France.

R. L.-L.

— R. P. Dom Léon ROBERT. *Dom Guéranger chez Pie IX, 1851-1852* (Solesmes, 1960. In-8°, 41 p.). — Dans cette conférence prononcée le 7 août 1960 à l'Assemblée générale des « Amis de Solesmes », le R. P. Dom Robert fait le récit du séjour de Dom Guéranger à Rome, de novembre 1851 à mars 1852, et des différentes audiences que lui accorda Pie IX. Il s'agissait, pour lui, d'obtenir l'exemption qui lui permettrait d'échapper aux difficultés suscitées par l'évêque du Mans. Pie IX accueillit l'Abbé de Solesmes avec la plus grande bienveillance. Bien plus, il le nomma consultant des congrégations de l'Index et des Rites et, parmi les tâches délicates qu'il lui confia, il le chargea de préparer, avec le P. Passaglia, jésuite, l'encyclique sur le dogme de l'Immaculée Conception qu'il se proposait de proclamer. Pie IX avait voulu, dans ce document, condamner en même temps les « erreurs modernes ». C'est Dom Guéranger qui le décida à le faire plutôt en une encyclique séparée. Malgré tant de faveurs de la part du pape, Dom Guéranger se heurta, pour les affaires de Solesmes, à une vive résistance de la part du pro-secrétaire de la congrégation des Réguliers, Mgr Bizzarri. Ce n'est qu'avec l'aide du cardinal Fornari et grâce à la décision finale de Pie IX lui-même, qu'il put en triompher en grande partie. Il y a là, sur l'histoire de l'Église en ces années décisives, et sur le fonctionnement de la Curie, des renseignements du plus grand intérêt.

R. L.-L.

— Louis BASSETTE. *Notre-Dame de la Salette et le bienheureux Pierre-Julien Eymard. La Salette et quelques historiens* (Grenoble, Eymont, 1960, 54 p.). — Dans la première partie de cette brochure, l'historien des apparitions de la Salette (cf. *Revue*, t. XLIV, 1958, p. 211) se plaît à relever la confiance qu'eut toujours le P. Eymard dans la « Belle Dame » et les faits miraculeux dont il fut le témoin et qu'il lui a attribués. L'auteur montre en outre comment le bienheureux a défendu la réalité du « fait » de la Salette, à l'occasion même contre le curé d'Ars et contre certains évêques, comme Mgr Depéry, évêque de Gap. Dans la seconde partie, il fait la critique de ce qu'en ont dit quelques historiens, comme le P. Delehaye dans ses *Légendes hagiographiques*, J. Maurain dans *La politique ecclésiastique du second Empire* (1930) et Clovis Brunel dans les *Mélanges Paul Peeters* (1950). Il discute en particulier l'hypothèse que les voyants de la Salette auraient été influencés par une de ces « lettres tombées du ciel » qui ont parfois circulé dans le public.

R. L.-L.

— Dom Charles POULET. *Histoire du Christianisme*, fasc. XXXVII-XXXVIII (Paris, Beauchesne, gr. in-8°, 256 p.). — Avec les fascicules XXXVII et XXXVIII de l'*Histoire du Christianisme* s'achève le manuscrit laissé par Dom Poulet. M. l'abbé Sécher et les éditeurs de l'ouvrage ont estimé qu'il convenait d'en poursuivre la publication jusqu'au point entrevu par l'auteur lui-même. Nous aurons donc encore un certain nombre de chapitres écrits par des collaborateurs « pressentis » par Dom Poulet ou choisis depuis.

Les fascicules que nous avons sous les yeux résument deux grandes histoires : celle de l'Église sous la Troisième République (des décrets de 1880 à la Séparation de décembre 1905 inclusivement) et celle de la Renaissance catholique en Angleterre. Symbolique rapprochement : ici le catholicisme qui reprend officiellement sa place dans la vie d'une grande nation protestante, là une grande nation catholique où l'État impose à la religion du pays un régime de guerre.

Même après Thureau-Dangin, on lira avec un intérêt mêlé d'émotion les pages où l'auteur retrace « la marche vers Rome » de Newman et de ses amis, les événements, les luttes, les angoisses, les résistances qui ont marqué tout ce vaste affrontement des esprits et des âmes.

Les luttes, hélas ! continuèrent au lendemain du « mouvement d'Oxford », revêtirent même un tour dramatique. Si elles nous ont valu l'admirable *Apologia* de Newman, les attaques que l'illustre « minimiser » dut soutenir permettent à Dom Poulet de reprendre ces questions inquiétantes : « Pourquoi, a-t-on demandé un peu trop péremptoirement. Pie IX ignora-t-il toute sa vie l'immense, l'éclatant service rendu par Newman à la cause catholique ? Pourquoi Manning, qui était son favori, ne l'a-t-il pas éclairé ? Pourquoi, pouvant et devant faire la lumière, a-t-il fait l'obscurité ? »

En face de ce drame, plus lumineux pourtant que chargé d'ombre, celui que la France a vécu au temps du combisme, dégagera toujours, malgré certaines résistances courageuses, une impression de sombre torpeur. Même si la bibliographie de l'ouvrage est volontairement restée contemporaine des années où Dom Poulet le rédigeait, le tableau qu'on nous présente ici se déploie avec ampleur : il repose sur une solide documentation.

On ne surprendra personne en ajoutant qu'il est vigoureux. L'auteur n'avait pas coutume d'abriter ses sentiments sous des formules balan-

cées. Il appelle par leur nom les organismes et les hommes qui ont mené alors la lutte contre l'Église. Il ne se croit pas tenu de leur accorder une indulgence oublieuse. Et malgré « la divergence des procédés » qu'ils employèrent, il souligne, chez Waldeck-Rousseau et chez Combes, l'identité des buts à l'égard des congrégations. « Moins odieux devant la postérité », le premier lui paraît « presque » aussi responsable que le second. Un discours tardif n'y change rien...

Charles LEDRÉ.

— Pierre MIQUEL. *L'Affaire Dreyfus* (Collection « Que sais-je ? », Presses Universitaires, 1959, 128 pages). — De l'affaire fameuse, aujourd'hui entrée dans l'histoire à la suite des publications de documents Schwartzkoppen et Paléologue, on nous donne ici un résumé, bien informé et objectif, pas toujours aussi clair et circonstancié que le lecteur le souhaiterait; mais le cadre de la collection ne permettait pas tous les développements désirables. L'Église de France a été intéressée à cette affaire, hélas ! L'auteur l'indique brièvement à l'occasion. On relèvera au passage cette notation, empruntée au livre de l'abbé Capéran : « les journaux de droite voulaient cacher à leur clientèle qu'il y avait des catholiques dreyfusards, tandis que ceux de gauche voulaient laisser ignorer les dreyfusards catholiques » (p. 83).

J.-R. P.

— Louis ANTOINE. *Un témoin de l'Église. René Bazin, 1853-1932. Ses conflits. D'après ses carnets inédits* (Paris, Lethielleux, 1959. In-8°, 208 p., 4 grav. h. t., 780 fr. Coll. « Apôtres d'aujourd'hui », XIV). — Cette nouvelle biographie de René Bazin tranche sur les précédentes, non seulement parce qu'elle a utilisé les carnets intimes de l'écrivain, dont quelques rares extraits seulement avaient été publiés jusqu'à présent, mais aussi parce qu'elle montre, au lieu du personnage figé de l'« écrivain catholique », qu'on connaissait seul jusqu'ici, un homme douloureusement divisé en lui-même, par l'opposition entre la formation traditionaliste de son milieu que voulait conserver son cœur, et les tendances nouvelles en littérature, en politique, en matière sociale, vers lesquelles penchait son esprit.

L. M.

— Patrick de RUFFRAY. *Le procès du Centurion* (Paris, Bloud et Gay, 1959. In-8°, 182 p., illustr. h. t.). — Défense du général de Sonis contre les critiques dont sa vie et son idéal ont été l'objet au cours de ces dernières années.

HAGIOGRAPHIE ET SPIRITUALITÉ

— RR. PP. Bénédictins de Paris. *Vies des saints et des bienheureux selon l'ordre du calendrier, avec l'historique des fêtes*. Tome XIII : *Supplément. Table générale* (Paris, Letouzey et Ané, 1959. In-8°, 595 pages). — On saluera avec joie la publication du dernier volume de cette précieuse collection. Commencée par Dom Baudot, continuée par Dom Chaussin puis par un groupe de religieux bénédictins de Paris sous la direction de Dom Jacques Dubois, elle aura été achevée en moins d'un quart de siècle, puisque ce fut en 1935 que parut le premier volume.

C'est une remarquable performance, dont il faut féliciter chaleureusement les auteurs, car cela représente un travail acharné dont on a difficilement l'idée.

Le tome XIII donne les notices de quelques saints qui, pour des raisons variées, n'avaient pas trouvé place dans les volumes précédents et surtout de ceux qui ont été béatifiés ou canonisés récemment, jusqu'à la fin du pontificat de Pie XII. On y trouvera des fondateurs ou supérieurs de congrégations (Alix Le Clerc, Marguerite Bourgeoys, Eugénie Smet, Placide Viel, Jean-Martin Moyé, André-Hubert Fournet, Marcellin Champagnat, Anne-Marie Javouhey, Thérèse Coudere), des religieux (Julien Maunoir, Claude de la Colombière), des martyrs (les martyrs de Laval de 1794, Pierre-René Rogue, Léon-Ignace Mangin et ses compagnons martyrs en Chine en 1900), des papes (Innocent XI béatifié en 1956 et Pie X canonisé en 1954), et même un empereur, Charlemagne, dont la notice étudie de façon fort intéressante, d'après les ouvrages récents de R. Folz, comment « l'administrateur habile, le chef de guerre qui sut dominer l'Occident a été transformé par les hommes en figure de vitrail ».

Le volume contient ensuite la table générale, par ordre alphabétique, de tous les saints ou bienheureux qui ont été l'objet d'une notice. Cette table rendra les plus grands services pour l'utilisation de la collection, car il était parfois difficile de retrouver l'article concernant tel ou tel saint local, quand on ignorait la date de sa fête liturgique. Des recherches un peu poussées, à propos d'un diocèse particulier, nous ont convaincu que les lacunes sont extrêmement rares.

En tête de l'ouvrage, le R. P. Dom Dubois fait l'historique de la collection et justifie les méthodes employées, surtout le souci qu'ont eu les auteurs de soumettre les légendes hagiographiques à la critique historique, sans tomber d'ailleurs « dans l'excès... d'une critique systématiquement destructrice ». C'est bien cela, en effet, qui fait l'originalité et la valeur de la collection, surtout à partir du volume de *Juin*. Le R. P. Dom Dubois semble envisager pour plus tard une refonte de l'œuvre, nécessaire surtout pour les premiers volumes. Nous souhaitons bien vivement que sa santé, ébranlée par l'effort qu'il a fourni depuis de longues années, se rétablisse complètement et lui permette d'entreprendre ce nouveau travail.

R. L.-L.

— *Maria. Études sur la sainte Vierge*, sous la direction d'Hubert du MANOIR, S. J., tome V (Paris, Beauchesne, 1958, 1086 pages). — Le 5^e tome de la volumineuse collection comprend deux genres d'études, les unes consacrées au culte marial en Afrique, Amérique et Océanie, faisant suite par conséquent à celles du tome précédent; les autres constituées par des articles de synthèse.

Le rôle des missionnaires français dans les différentes parties du monde énumérées de la sorte appelait de nombreuses mentions soit sur leur apostolat, souvent traduit par les formes diverses de la piété mariale, soit sur les sociétés religieuses auxquelles ils appartiennent et qui se réclament la plupart d'une même dévotion. Certains détails relèvent d'un passé plus ancien : tel le sanctuaire de Sainte-Marie de Marrakech, « tête et mère de toutes les églises du Maroc », qui se réclame de la mission des premiers fils de saint François au XIII^e siècle. Nous avons ici, cependant, d'une façon plus particulière, tout l'ensemble des faits qui se rapportent à l'Afrique du Nord depuis la conquête de

l'Algérie; Spiritains, Pères blancs, Missionnaires africains de Lyon rivalisent d'une même piété autant que d'un même zèle. La fondation de la congrégation du Saint-Esprit unie à celle du Saint-Cœur de Marie, fondée par le P. Libermann, se rattache avec lui au sanctuaire de N.-D. des Victoires, placé ainsi à l'origine. en 1841, de l'apostolat parmi les noirs. On retrouve à propos des Maristes en Océanie les traits émouvants d'une œuvre particulièrement difficile et que consacra le martyre de saint Pierre Chanel; ce qu'une mission comme celle de la Nouvelle-Zélande doit aux religieux français est d'ordinaire moins connu.

Un appendice sur des régions parcourues déjà dans les tomes précédents nous vaut deux bons articles, l'un de A. Michel sur *Sainte Jeanne d'Arc et Notre-Dame de Bermont*; l'autre dans lequel M. Vloberg, revenant sur la question du *Vœu de Louis XIII*, en dégage de façon on ne peut plus heureuse la part prise par Richelieu. Pour quiconque se plait enfin à relever au Canada les attaches françaises, satisfaction se trouve ici donnée de façon simple mais précise par M. Roger Brien, de l'Académie canadienne-française. Il eût été possible, par contre, de grouper beaucoup plus de faits concernant l'influence immédiatement française, ou canadienne, dans l'article qui traite des États-Unis; des réflexions bien superficielles dans cet article inquiètent un peu sur les qualités que peuvent revêtir, par delà les mers, les connaissances touchant l'histoire religieuse de notre pays.

Parmi les études d'inspiration proprement doctrinale, dans ce volume, plusieurs peuvent être mises au compte, pour une large part, de la spiritualité en France. Tel particulièrement l'important article du R. P. J. Arragain, qui met en pleine lumière la doctrine de saint Jean Eudes sur le Cœur immaculé de Marie, et montre sa répercussion sur une dévotion devenue traditionnelle dans l'Église. Quelques aperçus plus techniques, et quelque peu inattendus, renseigneront jusqu'aux amateurs de philatélie sur les émissions de timbres portant effigie de la Vierge, ou rendront compte encore de la manière directe ou indirecte dont les sujets marials peuvent être portés sur l'écran.

Entre tant de travaux — 49 articles en ce volume —, il était difficile de maintenir un parfait équilibre. Il n'est aucun lecteur qui ne puisse être frappé de la place donnée à de longues pages dans lesquelles une piété, d'ailleurs délicate, apporte peu au point de vue de la théologie autant que de l'histoire. Une note spirituelle comme celle-là ne dépare pas — il va sans dire — l'ensemble de ce bel ouvrage.

E. C.

— Dom Jean LECLERCQ. *L'idée de la royauté du Christ au Moyen Age* (Coll. *Unam sanctam*, 32, Paris, Ed. du Cerf, 1959. In-8° de 240 p.). — C'est une heureuse idée qu'a eue Dom Jean Leclercq de rassembler dans ce volume une série d'articles et de textes qu'il nous avait donnés naguère dans des revues ou des publications d'accès parfois difficile. Cette suite assez diverse est précédée d'une communication sur le thème de la seigneurie du Christ que le Conseil œcuménique des Églises a inscrit à son programme d'étude. Ces quelques pages, qui servent d'introduction, rattachent ainsi l'ensemble à l'actualité et lui confèrent une certaine unité.

Le sujet abordé ici est à vrai dire d'une grande complexité. Il se trouve en effet que si la doctrine de la royauté du Christ est clairement affirmée par l'Écriture et la théologie, sa signification exacte et les implications ecclésiologiques, sociologiques ou même politiques qu'elle

comporte n'ont cessé de poser de multiples problèmes à la conscience chrétienne. En quel sens d'abord le Christ est-il roi ? L'Église, les prélats, les princes, les fidèles participent-ils à sa royauté ? Celle-ci confère-t-elle au pouvoir spirituel une autorité sur le pouvoir temporel ? On sait que le XIII^e et le XIV^e siècles, dont s'occupe principalement le livre de Dom Jean Leclercq, ont débattu ces questions avec passion. Une abondante littérature est née de ces controverses, sur laquelle l'attention des historiens et des ecclésiologues s'est parfois trop exclusivement portée. Sans négliger ces textes auxquels il consacre une part de son ouvrage, Dom Leclercq nous invite à en examiner d'autres, moins connus, plus « ordinaires » nous dit-il, mais aussi plus exacts et plus riches d'enseignement si on se donne la peine de les interpréter à la lumière des faits auxquels ils sont liés : exigences pastorales et missionnaires, controverses sur la pauvreté, expéditions de Terre sainte, Grand Schisme, etc... Plus encore qu'aux analyses des théologiens ou aux lettres des papes relatives à ces événements, on s'intéressera aux pages si neuves et si suggestives que l'auteur consacre à la prédication médiévale. L'inventaire des sermons sur le thème de l'entrée du Christ à Jérusalem qu'il nous donne, les textes qu'il nous présente, l'étude littéraire et doctrinale qu'il en propose nous introduisent à une théologie du Christ-Roi autrement sereine et saisissante que celle des poétistes et des controversistes. Ajoutons que l'historien trouvera là, pour la connaissance des hommes et des mœurs ou pour celle des usages de la féodalité et de la chevalerie, des documents d'un grand intérêt. Ainsi le livre de Dom Jean Leclercq constitue-t-il, sur le point précis qui l'occupe, un dossier médiéval dont l'auteur déclare sans doute qu'il n'est « ni complet, ni définitif », mais qui, tel qu'il est, modifiera bien des perspectives et attirera l'attention des historiens et des ecclésiologues sur des sources d'information trop souvent négligées.

Jean CHATILLON.

— Ioannis Carlerii de Gerson. *De mystica theologia* edidit A. COMBES (Lugano, 1958. In-8° de xxxiv-256 p., 210x140 mm. *Thesaurus mundi*). — Voici un livre qu'accueilleront avec joie, non seulement les admirateurs de Gerson, mais aussi tous ceux qu'intéresse la spiritualité du Moyen Âge finissant, encore si mal connue. Depuis longtemps nous attendions ce *De mystica theologia* dont Mgr Combes avait publié naguère quelques pages dans son *Essai sur la critique de Ruysbroeck par Gerson* (t. I, Paris 1945, p. 664-682), non sans évoquer les problèmes critiques posés par cet ouvrage (*ibid.*, p. 42) et dont les anciennes éditions n'avaient rien soupçonné. Avec un soin et une patience dignes d'un tel objet, le nouvel éditeur s'est donc efforcé de retrouver tous les manuscrits encore accessibles de ce traité. Encore que tout espoir d'en découvrir d'autres, et peut-être même l'autographe de Gerson, ne soit point perdu, les soixante-sept témoins qui ont été examinés constituent déjà, on en conviendra volontiers, une base solide. Sans nous donner ici l'étude exhaustive de cette tradition manuscrite que les dimensions étroites imposées à son introduction l'ont obligé à remettre à plus tard, Mgr Combes nous livre dès maintenant les conclusions auxquelles il est parvenu. Les manuscrits l'ont en effet amené à isoler quatre états textuels distincts qu'expliquent trois révisions successives de la première rédaction, dues toutes trois à Gerson lui-même. C'est le troisième texte, issu de la seconde révision opérée en 1422-1423, qui correspond le plus adéquatement aux intentions dernières de l'auteur; c'est donc

renu-ni qui nous est donné les apparaît quasi exhaustifs établis par l'éditeur pourvuient l'auteur de retrouver aisément les trois sections différentes.

Le lecteur abandonne volontiers au philologue le soin de tirer de ces agnoscis tous les enseignements qu'ils contiennent. Il lui suffit de se laisser entraîner par l'intérêt et ainsi par le charme de ce livre où sont traités tous les problèmes fondamentaux relatifs à la nature de la théologie et de la vie mystique, à l'anthropologie spirituelle, à la contemplation, à l'union à Dieu et à la contrainte de l'âme qui veut y parvenir. L'ouvrage d'une typographie particulièrement nette et soignée, se lit aisément de bout en bout. Gerson y use d'un latin presque élémentaire, mais tellement qu'il soit possible, en une telle matière, des termes de la scolastique. Il sait éviter les obscurités, les longueurs ou les élucubrations si fréquentes dans les livres de cette sorte. Cet exposé si sobre ne nous paraît nullement sans doute pas de sous-estimer l'importante attention du Chancelier et celle de Mgr Combes, discrètement mais généreusement répandue dans des notes d'une extrême densité, ne signalant, n'expliquant et ne regardant pour nous, avec toutes les précisions désirables, les citations explicites ou implicites ainsi que les innombrables références dont le texte est rempli. C'est toute la tradition spirituelle de l'Eglise qui revit ici, fondée bien sûr d'abord sur l'Écriture, mais surtout des enseignements des Pères latins et du Pseudo-Denys, toute peignée suivant des lignes des maîtres cisterciens et victorins du XII^e siècle, chartrains ou franciscains du XIII^e, dont Gerson retrouve l'inspiration et renouvelle sans doute aussi l'expérience.

À l'histoire du *De theologia mystica* Mgr Combes joint celle de deux agnoscis qui y vont avec, en sont inséparables. C'est d'abord la brève *agnoscis* *historica* *diffinitionis* qui de *contemplationis* *habet* *autem* *sorte* de table des auteurs traités par Gerson pour la rédaction de la *Theologia mystica*. Dont le texte nous avait déjà été donné dans *l'Essai sur la critique de Raynbroeck* t. I, p. 451-464. C'est ensuite *l'Expositio* *adversus* *historiam* *theologiam*, consacrée à éclaircir quelques problèmes plus obscurs, abordés dans le traité dont elle est le complément. En terminant le beau volume on ne peut qu'exprimer le vœu ardent de voir bientôt paraître les ouvrages relatifs à Gerson que Mgr Combes nous a fait espérer. Chacun de ses promesses tenues nous fait attendre de lui davantage.

JEAN CHATELAIN.

— André COMBES. *Essai sur la critique de Raynbroeck par Gerson*. Tome III : *L'Évolution spirituelle de la critique gersonnienne*. 1^{re} partie : Études de Théologie et d'histoire de la spiritualité. V. 29. Librairie philosophique J. Vrin, Paris, 1954. In-4°, 327 p. — C'est avec une vive satisfaction que les lecteurs des deux premiers gros volumes de Mgr André Combes représentent, après un intervalle de dix ans, le contact avec les problèmes de la critique et de la spiritualité gersonnienne. On connaît la méthode de leur enseignement, de minutieuse discussion exigeant le psychologisme de l'analyse, qui lui a fait consacrer 450 pages au commentaire d'une seule lettre de Gerson, *l'Expositio I ad Bartholomaeum* : méthode qu'il défend dans la préface du présent volume en arguant des progrès de la métaphysique (op. cit., p. 9). On en comprend d'ailleurs la valeur maintenant que la critique commence à dévoiler ses batteries.

Le but de la première série des trois ou quatre volumes composant le

tome III est en effet d'étudier les variations de la doctrine mystique du chancelier dans la période de neuf ans qui sépare l'épître en question (datée de 1399) et la riposte de Groenendaël, *l'Epistola responsalis* (1408). Dans cette évolution qu'il juge considérable, Mgr Combes accorde la plus grande importance à *l'Epistola I*, qu'il considère non seulement comme base de départ mais comme une position ayant tendance à se durcir et à se simplifier, avec le temps, dans l'esprit de son auteur; ce qu'il exprime par le terme un peu sybillin de « cristallisation majorative » (*op. cit.*, p. 273).

L'analyse des textes pousse le critique à considérer le *De vita spiritali animae* comme à peu près contemporaine, et encore marqué par une incompréhension étonnante de l'attitude proprement mystique. Le sermon *A Deo exivit*, du 27 mars 1399, représente aux yeux de Mgr Combes un progrès « dans la qualité de l'élaboration doctrinale », mais sans avoir encore introduit son auteur dans le domaine de la vraie théologie mystique. Cette introduction est une revanche déjà sensible dans la *Montagne de contemplation* (avril-juin 1460) et surtout dans le sermon *Ad Deum vadit* qui définit enfin la primauté de l'amour et la vocation du chrétien à l'expérience mystique. Mais, d'après notre auteur, cette expérience ne se développerait que dans une période ultérieure qui fera l'objet d'une troisième et d'une quatrième partie.

Ceux qui connaissent la méthode d'implication réciproque des dates et des doctrines que l'auteur manie avec tant de brio, ne seront pas surpris si, à l'issue de ce troisième volume, toujours introductif, Mgr Combes nous laisse devant un double « suspense » : celui de la chronologie exacte des *Notulae super quaedam verba Dionysii de caeleste hierarchia* et celui du rattachement de l'exégèse dionysienne à la critique de Ruysbroeck. Souhaitons qu'il ne nous faille pas attendre vingt ans avant de goûter enfin les sommets mystiques de la dernière période avec *l'Annotatio doctorum qui de contemplatione locuti sunt* et le *De mystica theologia* que nous entrevoyons déjà comme la cause finale de cette œuvre critique, à tant d'égards si importante.

La présentation typographique de cet ouvrage est une des plus belles réussites de la librairie Vrin, et elle en facilite beaucoup la lecture.

Pierre MESNARD.

— R. BELLEMARE. *Le sens de la créature dans la doctrine de Bérulle* (Paris, Desclée de Brouwer, 1959. In-16, 190 pages). — La portée de cet ouvrage ne saurait être assez soulignée. Le P. Bellemare, O.M.I., grâce à une méthode sévère et pénétrante, s'est appliqué à découvrir quel était l'élément primordial et profond de la pensée bérullienne. On s'est trop contenté jusqu'ici de ces vues globales autour du « théocentrisme », tel que l'a présenté H. Bremond; ou bien l'on a considéré dans un même ensemble ce qui était de « l'École française », envisagée d'un seul regard en Bérulle, en Condren et en leurs disciples.

La recherche est difficile. Bérulle décourage l'érudition, moins encore par « sa brave lourdeur » et ses dissertations prolixes, que par la quasi impossibilité d'établir une chronologie entre un grand nombre de ses œuvres. L'auteur a su, du moins, tirer d'un inédit du cardinal sur la vie de sainte Catherine de Gênes, des notes qui éclairent singulièrement sa spiritualité.

Le fondement est métaphysique; il tient à la définition de l'être créé. Cet être est essentiellement *relation* : « *esse ad* ». L'analyse contenue dans ce livre montre Bérulle « hanté par l'idée de relation ». Toute

sa doctrine spirituelle pourrait se synthétiser en cette formule : « Nous devons désirer non pas d'être, mais ou de n'être point ou d'être en relation vers Dieu et son Fils unique, voire n'être que relation vers lui ».

Toute philosophie chrétienne établit ce rapport « nécessaire » de l'être créé à Dieu. Il y a des nuances d'école toutefois, dont nous n'avons pas ici à faire l'examen, et parmi lesquelles, en ce qui concerne Bérulle, il est difficile de saisir les attaches. L'auteur s'est appliqué à tous les rapprochements. Il n'a pas de peine à discerner, soutenant le tout, la présence d'un augustinisme latent. Il fait voir, non seulement en saint Thomas, en Scot, mais jusque chez des scolastiques obscurs, ce que l'auteur des *Grandeurs de Jésus* peut ou non leur devoir, ce en quoi il se sépare d'eux. En dépit de toute confrontation, le problème des lectures, chez Bérulle, reste entier, et, quelle qu'ait pu être à son égard la portée des influences reçues, on doit faire la part d'une foncière originalité.

D'un point de vue historique d'ordre général, le P. Bellemare insiste avec raison sur le « climat de la restauration catholique » dans lequel se forme la doctrine bérullienne et dans lequel elle se propage. Le souci de maintenir, à l'encontre des Réformateurs, l'« intrinsécisme » de la grâce, conduit à rechercher, jusque dans *Pêtré* de la créature — et de la créature raisonnable — le principe même de sa réalité profonde.

E. CATTÀ.

— Pierre SÉROUET, Carme déchaux. *De la Vie dévote à la vie mystique, Sainte Thérèse d'Avila, Saint François de Sales* (Les Études carmélitaines, Paris, Desclée de Brouwer, 1958, 448 pages, 1500 francs). — Les études de spiritualité comparée sont un genre délicat. Il faut en dire autant de ces problèmes d'influence dans lesquels se recherchent sur une vie, sur une doctrine, les leçons et les exemples antérieurs.

Le problème se posait néanmoins à propos de saint François de Sales vis-à-vis de sainte Thérèse, car l'évêque de Genève se réfère à elle fréquemment. De là souvent des vues trop générales et des inductions trop sommaires touchant ce sujet.

Le premier éloge qu'il faille faire de cet ouvrage, c'est celui de la perfection de la méthode; elle peut servir de modèle. Le second — et il en résulte — est celui de l'objectivité.

Le scrupule chronologique est ici l'essentielle condition de toute méthode. On ne saurait assez noter le soin avec lequel le R. P. Sérouet a pris date de chaque fait et de chaque document pour situer ou pour éluder les relations possibles. Mais il faut ajouter, en outre, la pénétration pleine et entière de la pensée d'un saint, dans la mesure du moins où la chose est possible. Une telle pénétration suppose une connaissance approfondie des sources, une familiarité constante avec l'un comme avec l'autre des deux grands maîtres spirituels, l'absence de tout esprit de système, mais bien plutôt une sympathie gagnée de part et d'autre, et le respect des libres voies de Dieu.

Bien des questions, dans ce sujet, intéressent l'histoire extérieure de la France, tout au moins de la Savoie; ou bien sont en rapport avec la culture humaniste de l'époque. Saint François de Sales savait-il l'espagnol, et put-il donc ainsi lire sainte Thérèse dans la langue originale? Eh! bien, non. L'espagnol sera de mode dans la seconde moitié du xvii^e siècle; il n'en va pas de la sorte pour les débuts, où se conservent les souvenirs cuisants de la Ligue. L'occupation espagnole néanmoins en Savoie a duré huit ans, de 1601 à 1609, le roi catholique et le duc

de Savoie méditant un assaut contre la capitale du calvinisme; l'évêque de Genève eut l'occasion d'intervenir.

François dont l'érudition est considérable, a connu très abondamment les auteurs espagnols. En spiritualité, comme en théologie, il s'est mis à l'école des grands docteurs du temps et des principaux auteurs spirituels. Il les cite; mais ils ont écrit en latin, ou bien il les a lus dans des traductions, françaises ou italiennes.

L'Espagne, de son côté, a entendu parler de saint François de Sales, dès son vivant. Il n'en avait pas été ainsi de la France au xvr^e siècle à l'égard de sainte Thérèse. La première traduction française des œuvres de la sainte est celle, en 1601, de ce Jean de Quintanadoine (cher à Henri Bremond), que ses ascendances espagnoles, ses voyages en Espagne et sa propre piété avaient rapproché de la réforme thérésienne. Mais François de Sales connaîtra l'œuvre avant de connaître les œuvres; ses relations avec Bérulle et l'hôtel de Madame Acarie, lors du voyage de 1602 qui l'amène à Paris pour les affaires du comté de Gex, provoquent son appui en cour de Rome pour faciliter l'introduction en France des carmélites d'Espagne.

C'est l'âme de saint François de Sales qui intéresse le plus, au cours de cet ouvrage. Avec un soin très averti, le P. Sérout en recherche les traits aux étapes décisives : en 1602, avant tout contact de la doctrine de sainte Thérèse; en 1609, entre l'*Introduction à la vie dévote* et la fondation de la Visitation; en 1616, à la veille du *Traité de l'amour de Dieu*; aux « sommets » enfin « de l'union ». La direction de l'âme de Jeanne de Chantal, que son père spirituel a portée lui-même à fréquenter le carmel de Dijon, sa propre expérience spirituelle, celle des premières visitandines, tout cet ensemble a contribué à faire mieux saisir à François de Sales les enseignements de Thérèse d'Avila, à lui donner plus d'assurance dans des voies mystiques vers lesquelles il n'orientera jamais qu'avec prudence, mais en pleine connaissance de cause, procédant toujours, même à l'égard de sainte Thérèse, dans le sens d'une simplification à laquelle l'auteur rend hommage. H. Bremond avait bien eu l'idée de ces choses, mais il fallait ici approfondissement et sérieuses mises au point.

Le R. P. Sérout fait d'abord l'élémentaire distinction, dont on n'a pas toujours tenu un compte suffisant, chez François de Sales, entre l'auteur spirituel et le saint dans sa vie personnelle. L'*Introduction à la vie dévote* est loin de représenter un niveau initial, qui serait, à l'époque où elle fut écrite, le sien; encore que ça et là se discernent dans le livre certaines touches qui en disent plus long que ne le comporterait l'ensemble de l'ouvrage, et que déjà la connaissance de l'œuvre thérésienne se signale par quelques emprunts significatifs.

Il faut distinguer aussi le fondateur. Les deux chapitres consacrés aux origines de la Visitation sont sans doute ce qui a jamais été écrit de plus pertinent sur cette œuvre de choix de l'évêque de Genève. L'exemple du Carmel a été sous-jacent; mais il est impossible de ne pas reconnaître ce que François a apporté au point de vue de l'esprit comme au point de vue des institutions, de souverainement original. Nul plus peut-être que l'auteur, religieux carme, n'a su à ce point mettre en valeur ce fonds extrêmement riche.

En dépit d'appréciations jusqu'ici également trop superficielles et rapides, on doit donc reconnaître en saint François de Sales un mystique (comme le fit Mgr Trochu), et cela avant tout contact avec sainte Thérèse. Un mystique très personnel, très averti des voies de Dieu, très pratique, « suavement » ouvert à tous les états et à tous les degrés de

la contemplation. Dans l'évolution de sa vie mystique comme dans le développement de sa propre doctrine, l'évêque doit beaucoup à la sainte, sans en être pourtant tributaire. Celle-ci intervient suivant une loi de suprême liberté, qui est la liberté de l'Esprit-Saint, dans ce qui fit de lui un grand mystique.

Quant à saint Jean de la Croix, il faut renoncer à l'idée même de toute possibilité d'influence directe. François n'a rien connu de son œuvre. Il n'en a pas été de même pour Jeanne de Chantal; mais cela après la mort de son directeur spirituel.

E. CATTÀ.

— André DODIN. *Saint Vincent de Paul et la charité* (Paris, Éditions du Seuil, 1960, 188 p. *Les Maîtres spirituels*, N° 21). — Le tricentenaire de la mort de Monsieur Vincent († 27 septembre 1660) vaut au Saint de la charité toute une littérature occasionnelle qui exploite son souvenir. Ainsi *Monsieur Vincent vit encore*, après quelques notes d'historioire, présente l'évocation des œuvres actuelles des Filles de la Charité (Sœurs de Saint Vincent de Paul, Paris, 140, rue du Bac), etc.

Dans la même note d'actualité, voici un autre guide, mais cette fois à travers les écrits dont les quatorze volumes de l'édition critique de Pierre Coste (publiée entre 1920 et 1925) se trouvent toujours en librairie. Les Éditions du Seuil, dans la collection *Maîtres Spirituels*, nous offrent un volume attentivement préparé par un disciple familier de la pensée de saint Vincent.

Tout d'abord l'évocation de sa vie tend un fil conducteur, bien tissé, de quelque 35 pages. Cette introduction pratiquement ne peut que baliser les trois volumes trapus du *Grand Saint du grand siècle* de Coste, dont la plume se tient obstinément aux documents sans effets de style, ni le moindre éclat des images (540-740-636 pages).

Puis 13 pages nous font rapidement survoler dans ses sommets la doctrine spirituelle de Vincent qui, pour sa part, s'est énergiquement défendu d'avoir le moindre système. En avisé paysan, en prêtre humble et réaliste, il utilise les tests de l'expérience, il vit de la simplicité de sa foi et avec prudence règle le don total de soi dans la soumission et le principat de la charité.

Ensuite seize pages (tradition et inspiration) ne peuvent que retracer en ses grandes lignes les trois siècles d'histoire de la famille vincentienne : la Mission, apostolat de ses fils, les Lazaristes, adonnés à la prédication et à la direction des séminaires; et surtout les Filles de la Charité dont la cornette et les activités multiformes sont, pour leur père, bien mieux que tous les écrits, la diffusion pratique de l'esprit vincentien. Trente-trois pages présentent ensuite un surchoix de textes du chef, suggestifs et de valeur.

Enfin, sous le titre, aguichant et surprenant, de *Questions disputées*, voici trois points de la vie de Vincent. 1° *La date de la naissance*. Historiquement, les dires de Vincent lui-même, bien compris, résolvent le problème. Si trois ou quatre de ces affirmations peuvent s'interpréter en faveur de 1580, l'ensemble des dix autres ne se peut comprendre qu'autrement et impose dès lors la conclusion scientifiquement établie par Coste : Vincent est né en avril 1581. La date du 24 avril, traditionnelle au moins depuis Abelly, cadre fort bien avec les assertions de Vincent sur son âge. — 2° *La captivité en Barbarie* (en Berbérie). Elle pose certes un exercice ardu pour interpréter les premières lettres autographes de Vincent. Le caractère exceptionnel de cette correspondance, sa

conservation, son isolement dans la vie du fondateur compliquent la question. Le maniement est ici délicat, mais il relève du doigté dans le labeur de l'historien. — 3° *La conversion*. Au vrai, discussion de dates entre biographes qui, après coup, essaient de loger dans la vie de Vincent cette brisure, ce virage vers une forme de vie détachée et serene. Cela nous ménage quelques notations sur un côté subjectif dans le travail de l'histoire.

Quant à l'illustration (une des techniques des artisans de la maison), les graveurs du temps permettent amplement de garnir de croquis et de silhouettes tout un milieu sociologique coloré : paysans et gueux, grands seigneurs et nobles dames dans ce xvi^e siècle français. On ne s'en est pas privé. Bibliographie et iconographie fournissent enfin les notes essentielles sur le vaste sujet. Au total le volume est digne des meilleurs de la collection...

Par delà les pages de ce livre, Vincent continue à demeurer une figure sympathique que l'histoire et les auteurs saisissent et reprennent parfois en traits fortement colorés : tel récemment Jean Mauduit, André Frossard, etc., sans oublier les *Albums* dans le goût du jour : éditions du Chalet (avec Daniel-Rops), librairie Desclée de Brouwer (avec Louis Cognet) etc., et la foule des illustrés, des plaquettes, des études qui grossissent ce bataillon de publications qui, dans les vitrines des libraires, accompagnent le N° 21 des *Mattres spirituels*.

Fernand COMBALUZIER.

— Jacques DELARUE. *L'eau vive. Sainteté de Monsieur Vincent* (Paris, Éditions du Cerf, 1959. In-8° carré, 224 p.). — A l'Institut catholique de Paris, le 10 janvier 1946, le présent auteur consacra sa thèse de théologie à la pensée vincentienne sur le sacerdoce : *L'idéal missionnaire du prêtre d'après Saint Vincent de Paul* (ouvrage toujours en vente aux Éditions vincentiennes, 93, rue de Sèvres, Paris).

De ce contact, depuis lors prolongé avec Vincent de Paul, M. Delarue nous tend un autre livre, à l'occasion du tricentenaire de la mort de saint Vincent († 27 septembre 1660).

Deux parties : *Une vie menée par Dieu* (p. 11-69), alerte esquisse biographique; *Une sainteté ouverte à tous* (p. 73-215), recueil de textes vincentiens, avec renvois à l'édition Coste, groupés en dix paragraphes, thèmes de réflexions. A la suite de l'auteur qui reconnaît « devoir à Monsieur Vincent une bonne partie de ce que je suis comme prêtre », on entend dans ces pages « un saint tout proche, simple et familier, qui n'a connu ni extases ni miracles, qui n'a pas composé de grands ouvrages, mais s'est efforcé de vivre humblement et fidèlement à niveau d'homme, à notre niveau, la mission divine qu'il avait reçue de son Sauveur » (p. 69).

Vivant volume qui remplit bien les promesses de son titre. Vraiment cette fontaine nous fournit de l'eau vive.

F. COMBALUZIER.

— Raymond CHALUMEAU, lazariste. *La vie et l'âme de Monsieur Vincent. Textes choisis*. Coll. « Textes pour l'histoire sacrée » (Paris, A. Fayard, 1959. In-16, xxxvii-265 p., 1000 fr.). — Cette collection, dirigée par M. Daniel-Rops, a commencé par éditer des textes bibliques; en conservant l'expression « histoire sacrée », elle publie maintenant des textes relatifs à l'histoire ecclésiastique. Le volume, que vient de faire paraître M. Chalumeau, illustre le premier chapitre de *L'église des temps*

classiques, œuvre de M. Daniel-Rops (*Histoire de l'Église du Christ*, t. V, 1^{re} partie). Daniel-Rops a résumé lui-même son propre texte dans une introduction (p. vii-xxxvii), où 47 numéros renvoient à 47 morceaux choisis, extraits des 14 volumes des œuvres de saint Vincent de Paul, éditées par Pierre Coste (*Correspondance, entretiens, documents*, Paris 1920-1925). Ces 47 textes « sur la vie du saint » (p. 3-181) sont complétés par « quelques textes spirituels » (p. 185-263), destinés à faire comprendre « l'âme de monsieur Vincent » (textes également extraits des 14 volumes). M. Chaluveau offre ainsi une autobiographie de saint Vincent de Paul, puisque ce sont les lettres et les entretiens de celui-ci qui nous le font connaître. Chacun des morceaux choisis est précédé de deux ou trois lignes d'introduction et d'une référence à l'édition de Coste. On n'a malheureusement pas cru nécessaire de reproduire ou de résumer les notes du savant éditeur, qui fut aussi, on le sait, le biographe du *Grand saint du grand siècle* (Paris, 1932, 3 vol. in-8°). On se consolera de cette absence de notes, en pensant qu'elle a permis, dans cette collection de « Textes pour l'histoire sacrée », à saint Vincent de Paul de s'exprimer avec plus d'abondance, une abondance savoureuse, souvent souriante et toujours édifiante.

C. D.

— *Saint Vincent de Paul*. Texte et légendes de Louis COGNET. 190 photos de Léonard von MATT (Desclée de Brouwer, 1959. 17x24, 247 p., pl. h. t.). — C'est un magnifique album que ce livre, édité à l'occasion du troisième centenaire de la mort de M. Vincent. Il est constitué par près de 200 photographies d'une netteté et d'une qualité parfaites (paysages, monuments, gravures, portraits, etc.) qui évoquent non seulement la vie du saint et les lieux où il a vécu, mais aussi tous les personnages importants avec qui il fut en contact et toute son époque. Il y a là vraiment une documentation exceptionnelle. Ces illustrations sont accompagnées de notices explicatives très précises. Elles sont réparties par chapitres, car un certain nombre de courts chapitres, dûs à la plume élégante et claire de M. l'abbé Cognet, retracent de façon saisissante la vie de saint Vincent de Paul. Il ne faudrait d'ailleurs pas croire qu'ils se contentent de résumer les biographies antérieures. En fait, ils mettent au point et ils précisent, dans la mesure du possible, les épisodes restés un peu mystérieux de cette existence. Par exemple, M. Cognet ne semble pas croire beaucoup à « l'aventure tunisienne » de son héros; il ne cache pas les ombres de la première partie de son existence; il étudie avec maîtrise les vicissitudes de ses rapports avec Bérulle, Saint-Cyran, etc. Il y a là vraiment œuvre originale.

Ajoutons avec regret que plusieurs pages manquent à l'exemplaire que l'éditeur nous a envoyé. Il arrive trop souvent que les éditeurs se débarrassent, dans leur service de presse, des exemplaires fautifs. Ce sont, il faut bien le dire, des procédés mesquins et inadmissibles.

R. L.-L.

— G. O. DUVIC. *Vincent de Paul, ministre de la Charité* (Paris, Spes, 1959. In-8°, 190 p., illustr.).

— Robert SABATIER. *Saint Vincent de Paul*. Coll. « Meneurs d'hommes » (Paris, La Table Ronde, 1959. In-8°, 124 p.).

— Jean GUENNOU. *La couturière mystique de Paris* (Éditions du Cerf, 1959. In-8°, 310 p. Prix : 13,20 NF). — Voici une révélation : une insi-

gne mystique du temps de Louis XIII que ni Bremond ni ses émules n'ont connue. La découverte du manuscrit de ses *Relations spirituelles* aux archives du Séminaire des Missions Étrangères a permis au R. P. Guennou non seulement d'étudier sa doctrine, qui s'apparente à celle des plus grands mystiques, mais aussi de reconstituer sa vie, du moins en grande partie, avec une sagacité admirable.

Elle s'appelait Claudine Moine et appartenait à une famille aisée de Franche-Comté. Ruinée par la guerre de Trente ans, elle vint, en avril 1642, à Paris, où elle exerça pauvrement le métier de couturière, aidée par l'Annonciade du Marais et par les Jésuites de la rue Saint-Antoine. « Touchée par Dieu » en octobre de la même année, elle fit, sous la direction de ses confesseurs jésuites, notamment le P. de Sesmaisons et le P. Castillon, des expériences mystiques extraordinaires. Elle connut six mois de consolations, deux ans de tentations et trois ans de grandes lumières aboutissant à l'union transformante ou mariage spirituel. Puis, ce fut « la grande ténèbre », qui lui laissa toutefois une paix profonde. Sur l'ordre de son directeur, de 1652 à 1655, elle décrivit ses états mystiques. Elle résidait alors chez une famille noble du Marais, qui était peut-être les Coulanges. Puis elle disparaît de l'histoire, aucun document jusqu'à présent ne renseignant sur ses dernières années.

Ses *Relations* sont d'une belle langue, presque classique déjà, remarquables par leur « clarté toute cartésienne ». Si on les compare à celles de Marie de l'Incarnation, sa contemporaine, on les trouve « plus psychologiques, plus denses, plus centrées sur les problèmes essentiels ». A la lire, on évoque sainte Thérèse d'Avila, sainte Catherine de Gênes, Marie de l'Incarnation, sainte Thérèse de l'Enfant-Jésus, « et elle supporte sans désavantage la comparaison avec ces gloires établies de l'Église de Dieu ». Le livre du R. P. Guennou, clair, bien disposé, facile à suivre dans son cadre chronologique, fait largement connaître la « couturière mystique ». Il fait désirer une prompte publication du texte intégral des *Relations*, que l'auteur nous fait espérer.

R. L.-L.

— Gaétan BERNOVILLE. *La Sainte du Rouergue. Émilie de Rodat, fondatrice de la Sainte-Famille* (Paris, Grasset, 1959. In-8°, 382 p., portr. h. t., 1200 fr.). — Ce livre, qui est peut-être le dernier sorti de la plume de l'auteur de *l'Itinéraire spirituel de la France*, est particulièrement émouvant. A l'ancienne biographie de L. Aubineau¹, il ajoute de nombreux détails fournis par des documents récemment mis au jour. Il s'efforce surtout, avec bonheur, de retracer « un portrait d'âme », car la correspondance, les instructions, les entretiens et surtout l'autobiographie de la sainte ont fourni à l'auteur une matière dont il n'avait, dit-il, trouvé l'équivalent en aucune de ses biographies antérieures. Il a, en outre, eu le mérite, au témoignage de Mgr Ménard, évêque de Rodez, de situer exactement cette vie, « avec son originalité propre, dans les courants de la vitalité religieuse du XIX^e siècle et dans une rédaction pleine de charme qui lui assure la plus large audience ».

L. M.

1. L'auteur aurait pu rappeler aussi celles de Mgr Ricard, 1912, et de Marguerite Savigny-Vesco, 1940, qui n'étaient pas sans apporter déjà d'intéressants compléments.

— Marguerite SAVIGNY-VESCO. *Oiseau de paradis. Maria de La Fruglaye (1808-1862)* (Brest, Éditions Sésame, 1960. In-8°, 191 p., ill. h. t.). — L'auteur de tant de biographies de l'époque romantique nous donne ici un nouveau portrait, celui d'une âme délicate et sainte qui s'est épanouie dans l'aristocratie bretonne de la première moitié du XIX^e siècle. Fille d'un député de la Restauration, qui fut aussi pair de France, et qui était lui-même le petit-fils de M. de La Chalotais, le héros de « l'affaire de Bretagne » sous Louis XV, Maria de La Fruglaye eut, dès son jeune âge, une tendance marquée au mysticisme et une inclination sérieuse vers la vie religieuse. Cependant, son père étant resté veuf de bonne heure et ses sœurs s'étant mariées, elle jugea qu'il était de son devoir de rester auprès de son père tant qu'il vivrait et ce ne fut qu'à plus de quarante ans qu'elle entra, malgré une santé fragile, chez les religieuses de Notre-Dame, chanoinesses de Saint-Augustin, au célèbre couvent des Oiseaux à Paris (d'où, je pense, le titre du livre). Elle y mourut douze ans plus tard, en odeur de sainteté. Écrit grâce aux archives familiales, ce livre cite de longs passages des lettres de Maria, où s'exprime une spiritualité simple et forte, puisée surtout à l'école des Jésuites, notamment des Pères Ronsin et Renault qui furent ses directeurs.

R. L.-L.

— André COMBES. *Deux flammes d'amour. Thérèse de Lisieux. Thérèse Couderc* (Paris, Éditions du Cèdre, 1959. In-8°, 197 p. Coll. « Spiritualité-Doctrine-Expériences »). — L'auteur, qui a étudié les deux saintes séparément dans des ouvrages précédents, les rapproche ici pour montrer comment elles ont résolu, sous des aspects bien différents, le problème unique de leur vie, à l'une et à l'autre : comment aimer Dieu qui est Amour ?

L. M.

— Henri Bosco. *Saint Jean Bosco*. Préface de DANIEL-ROPS (Paris, Gallimard, 1959. In-8°, 325 p., 950 fr. Collection « Leurs Figures »). — Henri Bosco, l'auteur du *Mas Théotime*, parent de saint Jean Bosco, était tout désigné pour écrire ce livre, non seulement à cause des liens familiaux qu'il a avec son héros, mais aussi, selon Daniel-Rops, parce qu'il « avait en lui tout ce qu'il fallait de gentillesse, d'humour discret, de bonté quelque peu narquoise, et aussi de sensibilité aux êtres, pour comprendre, par l'intérieur, le fondateur des Salésiens ». Ce n'est pas un portrait « truculent, plus monté de ton, non dépourvu d'une certaine véhémence », comme celui qu'a dessiné La Varende, mais une image « d'une saveur terrienne plus modeste » et qui montre que l'auteur a participé aux émotions profondes des initiatives charitables de son héros. Les rapports de celui-ci avec la France (fondations de Nice, de Marseille, voyage à Paris) et l'enthousiasme qu'il y a suscité sont soulignés avec une joie particulière. A noter aussi un chapitre aussi éclairant qu'il est possible en ces matières sur la « sainteté » de Don Bosco, qui n'a pas toujours été comprise. Parmi les notes documentaires qui terminent le volume, signalons l'état actuel des œuvres salésiennes, notamment en France.

L. M.

— *Saint Pie X*. Textes choisis et présentés par Josse ALZIN (« Les écrits des Saints », Namur, Éditions du Soleil Levant, 1960, 182 p.). —

Après une introduction sur la vie de Pie X et sa bibliographie, cet ouvrage donne des extraits de ses lettres et de ses encycliques, notamment sur l'enseignement du catéchisme, sur la sainteté sacerdotale, sur les questions sociales. On doit signaler tout spécialement, dans cette Revue, le discours que Pie X a prononcé à l'audience générale des pèlerins français, le 18 novembre 1908, sur les conséquences de la Séparation, et surtout l'allocution confidentielle (inédictée) adressée aux quatorze évêques français qu'il venait de sacrer lui-même à Saint-Pierre, le 25 février 1906.

La même collection « Les écrits des saints » a, en outre, publié récemment : *Saint Robert Bellarmin*, textes choisis, traduits et présentés par Denise PEZZOLI, 192 p., où se trouvent des extraits de son autobiographie, de ses opuscules et de ses exhortations familières; *Sainte Louise de Marillac*, par J.-P. FOUCHER, 181 p., avec des passages de ses méditations, avis, maximes, pensées, testament et surtout — ce qui est le plus intéressant au point de vue historique — de ses lettres; *Sainte Jeanne de Chantal*, par Dom Idesbald VAN HOUTRYVE, 203 p., qui contient la déposition de sainte Jeanne de Chantal au procès de béatification de saint François de Sales, de sorte que ce volume, avec son introduction sur la vie des deux saints et sur le procès de béatification de l'évêque d'Annecy, est, malgré son titre, un document particulièrement intéressant pour l'histoire de ce dernier.

R. L.-L.

— Geneviève DUHAMELET. *Le miracle de l'amour chrétien. Elisabeth Leseur, 1866-1914* (Paris, Lethielleux, 1959. In-8°, vi-167 p., illustr. h. t. Coll. « Apôtres d'aujourd'hui », XV). — La vie et les œuvres spirituelles d'Elisabeth Leseur, publiées par son mari, devenu le P. Leseur, dominicain, ont eu, il y a trente et quarante ans, une diffusion extraordinaire. Il n'était pas sans intérêt de reprendre, pour une nouvelle génération, cet admirable exemple de foi, d'apostolat discret, de spiritualisation de la souffrance. Mlle Duhamel l'a fait sous une forme plus ramassée et plus moderne qui obtiendra mieux l'audience de nos contemporains. Elle apporte d'ailleurs, pour enrichir cette biographie, de nombreuses lettres inédites, écrites par Elisabeth à sa sœur Amélie. Le volume se partage entre le récit de la vie et l'analyse des œuvres de l'héroïne. Il se termine par un remarquable portrait psychologique et moral.

L. M.

— *Écrits spirituels et paroles de l'abbé Huvelin*, recueillis et annotés par M.-Th. Lefebvre. Préface de S. Exc. Mgr Blanchet (Paris, Lethielleux, 1959. In-8° (12x19) de 200 p., 870 fr.). — L'auteur de la biographie de l'abbé Huvelin (cf. *Revue*, t. XLIV, 1958, p. 214) nous donne ici des extraits de ses lettres de direction. Les plus nombreuses ont été adressées à Marguerite Ubicini, « l'âme la plus évidemment mystique », disait-il, qu'il ait connue. Les lettres adressées aux Carmélites de Fontainebleau et celles qui concernent « le Prêtre » montrent aussi la variété et la richesse d'une spiritualité qu'on ne connaissait guère, jusqu'à présent, que par sa correspondance avec Charles de Foucauld, et qui comptera dans l'histoire de la mystique de notre temps. Plusieurs

annexes apportent des renseignements biographiques sur quelques-unes des dirigées de l'abbé Huvelin et aussi sur la conversion et la mort de Littré.

R. L.-L.

— Jean MARCHAL. *Monseigneur Pol Lejeune, curé-archiprêtre de Charleville. Simple esquisse* (Coll. « Visages ardennais, n° 2, 1959. 8 p. in-4°, illustr.). — Notice biographique d'un prélat qui ne fut pas seulement, pendant vingt-quatre ans (1904-1928), l'archiprêtre de l'importante paroisse Notre-Dame de Charleville, mais aussi un auteur mystique apprécié, avec des ouvrages comme *l'Introduction à la vie mystique*, 1899, *La journée du prêtre et du religieux*, d'après le jésuite espagnol Alvarez de Paz, 1900, *L'oraison rendue facile*, 1904, *Le Sacré-Cœur et la vie chrétienne*, 1907, *La vie contemplative*, 1927, etc.

R. L.-L.

— Jean MELLOT. *La superstition, ersatz de foi* (Coll. « Je sais, je crois ». Paris, A. Fayard, 1959. In-16, 120 p.). — C'est un exposé très vivant de la superstition à travers les temps et les pays que nous donne M. J. Mellot. Après avoir précisé ce qu'est la superstition et étudié ses trois formes principales (magie, sorcellerie, divination), il recherche ses « constantes » dans le temps et l'espace, expose la lutte que l'Église mena de tout temps contre elle et analyse les formes qu'elle a prises de nos jours. Sa conclusion fournit « quelques remèdes » contre cette déviation du sentiment religieux, notamment l'action contre la peur, contre la misère, contre l'ignorance religieuse. L'ouvrage, bien documenté, comme on pouvait l'attendre d'un spécialiste de l'histoire des croyances populaires, contient de nombreux textes, parfois très récents, et fourmille d'anecdotes et de récits qui en font une mise au point très précieuse de la question. Des « indications bibliographiques » le terminent, pour en prolonger l'enseignement.

E. H.

ORDRES MONASTIQUES

— Maria Caritas MCCARTHY. *The rule of nuns of St. Caesarius of Arles. A translation with a critical introduction* (The Catholic University of America, Studies in mediaeval History, New Series, vol. XVI, Washington, 1960, in-8° de VIII-230 pages). — La Gaule chrétienne du VI^e siècle devient familière aux érudits américains : après l'excellent travail de Mgr Beck sur « le soin des âmes » dans le sud-est (recensé ici, t. XXXVIII, 1952, p. 61), la R. Mère McCarthy, de la Congrégation du S. Enfant Jésus, publie comme thèse de doctorat une étude sur la *Regula virginum* de Césaire d'Arles, qui ne mérite que des éloges. La traduction anglaise (p. 170-204), agrémentée de notes¹, est précédée d'une copieuse Introduction, qui expose en cinq chapitres toutes les questions qui se posent à propos de ce texte. La documentation paraît exhaustive et bien assimilée; l'auteur aborde même les problèmes archéologiques étudiés par Fernand Benoit et Jean Hubert (elle préfère celui-ci au premier sur la localisation du couvent féminin d'Arles, p. 22-24). Naturellement

1. A corriger p. 157, n. 18, l. 2 : n° 1851, p. 314# (au lieu de : n° 314).

les travaux de dom Morin et dom Lambot sont abondamment utilisés, en particulier pour l'étude des manuscrits et du style de l'œuvre. Le chapitre le plus fouillé est celui qui est consacré aux sources de la Règle : la tradition lérininienne, en particulier à travers Cassien et la *Regula Magistri* (datée du v^e siècle, selon les conclusions de dom Vanderhoven, Masai et Corbett) et la tradition augustinienne; un tableau (p. 127-129) rapproche de chacun des chapitres 1 à 47 les passages correspondants de la *Regula monachorum* du même Césaire, des *Institutiones* de Cassien, de la « Règle » de saint Augustin et de la *Recapitulatio* de la même règle (chap. 48 à 73); enfin des citations textuelles parallèles illustrent ces rapprochements (p. 130-153). Également intéressant, quoique plus bref, le dernier chapitre, qui traite de l'influence de cet écrit : sur la règle bénédictine, sur la mystérieuse *Regula Tarnatensis*, sur les autres monastères mérovingiens. Une sobre conclusion (p. 162-169) résume clairement les développements de l'ouvrage, complété par une Bibliographie et un Index alphabétique.

Jean-Remy PALANQUE.

— Dom Claude J. NESMY. *Saint Benoît et la vie monastique*. Coll. « Maitres spirituels » (Paris, Éditions du Seuil. In-8°, 190 p., illustr.).

— Ce petit ouvrage est un véritable « compendium » de la spiritualité bénédictine. Après une première partie qui étudie et commente la vie de saint Benoît et une seconde qui met en valeur le caractère évangélique de la vie monastique, il fournit un choix de textes tirés de la *Règle de saint Benoît*, des *Dialogues* de saint Grégoire le Grand et de quelques auteurs bénédictins de différentes époques (Smaragde, Pierre le Vénérable, Mabillon). A la fin du volume, des tableaux chronologiques, des listes de monastères et des cartes, une bibliographie, constituent une documentation précieuse. Il faut enfin louer l'illustration qui est extrêmement variée et suggestive.

R. L.-L.

— Catherine CAPELLE. *Le vœu d'obéissance des origines au XIII^e siècle, étude juridique* (Bibliothèque d'histoire du Droit et du Droit romain. Tome II. Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1959. 261 pages. 3210 francs). — L'histoire du vœu d'obéissance peut être envisagée à de multiples points de vue. A-t-il existé avant ou en dehors du christianisme ? Comment a-t-il été défini par les théologiens ? Comment les auteurs ascétiques et les pasteurs d'âmes l'ont-ils recommandé ? Comment les saints... et les autres l'ont-ils pratiqué ? Comment les législateurs ecclésiastiques et civils ont-ils favorisé l'exercice du vœu d'obéissance en conférant aux supérieurs l'autorité nécessaire, en défendant les inférieurs contre les abus de pouvoir, en favorisant la persévérance des religieux ? Comment enfin les juristes et surtout les canonistes ont-ils compris et interprété les dispositions prises aussi bien par les fondateurs d'ordre que par les papes, les évêques ou les princes ?

Malgré son sous-titre, « étude juridique », ce livre entend répondre à toutes ces questions à la fois, en insistant suffisamment sur le côté juridique pour sembler y ramener tous les autres. Il est certes intéressant de voir que le mot *votum* est pour la première fois appliqué à la vie monastique en impliquant un plein sens religieux dans un capitulaire de Charlemagne en 789. Il est excellent d'avoir attiré l'attention sur le pacte wisigothique, précurseur le plus significatif de la formula-

tion du vœu d'obéissance à l'époque carolingienne. Il est plus difficile de faire accepter que l'introduction du mot *votum* dans un sens nouveau est le signe d'une conception nouvelle de l'obéissance monastique. Bien que « les vérités spirituelles échappent à nos regards », elles existent et dans ce cas particulier à un point tel qu'il est impossible d'expliquer les faits en se tenant aux mots des textes juridiques. Et ces vérités spirituelles ont certainement eu plus d'importance que les mots : une formulation inédite ne correspond pas nécessairement à une pensée originale.

De nombreuses références à des livres et à des articles de toutes tendances, quelques citations de textes juridiques montrent clairement la complexité du problème et la diversité des solutions proposées. Ceux qui s'occuperont du vœu d'obéissance trouveront dans ce livre de précieuses indications, même s'ils ne peuvent suivre la démonstration proposée par l'auteur.

Jacques DUBOIS, O.S.B.

— *Otto von Freising. Gedenkgabe zu seinen 800. Todesjahr*, publié par J. A. FISHER (Un vol. (16,5x24 cm.) de xiv-150 p., Freising, Verlag des historischen Vereins, 1958). — Les liens qui unissent l'historien Otton, mort évêque de Freising en 1158, à l'Église de France, se sont noués à Paris, où il fut étudiant, puis à Morimond, en Champagne, où il fut moine cistercien. Dans ce volume de mélanges, publié à l'occasion de son centenaire, H. Glaser retrace la vie d'Otton; J. Spörl et E. Krausen étudient la formation qu'il avait reçue, sa culture, son attitude à l'égard de la philosophie et de la théologie, et envers les mouvements d'idées auxquels sont associés les noms de Hugues de Saint-Victor, Abélard, saint Bernard, Gilbert de la Porrée. Les attaches d'Otton avec la famille impériale favorisèrent la diffusion de l'ordre religieux auquel il appartenait dans les régions de l'Autriche et de la Bavière actuelles, et ceci ne fut point sans conséquences pour l'histoire textuelle des écrits de saint Bernard. Ce moine favorisa aussi, dans son vaste diocèse, les prémontrés, spécialement à l'occasion de la fondation de Neustift, et, d'une manière générale, les chanoines réguliers, comme le montrent deux études de H. J. Busley. Il joua même un rôle dans la fondation d'une ville, Munich, dont le nom même, en sa forme première, désigne des moines : R. Bauerreisse rassemble des précisions sur ce point. Enfin — L. Grill le rappelle — Otton fut mêlé à la seconde croisade. Il en devint l'historien, et il est aussi l'un de ceux qui nous renseignent sur des événements de France : J. Staber le compare à d'autres chroniqueurs de son temps et montre qu'Otton a uni à des informations justes un sens exact du mystère de l'Église. Ce volume, peu systématique, apporte des lumières nouvelles et utiles sur l'un des plus remarquables représentants de l'historiographie médiévale.

J. LECLÈRCQ.

— P. Jean de la Croix BOUTON, O.C.S.O. *Bibliographie bernardine, 1891-1957* (Paris, Lethielleux, 1958. In-16, xiv-168 p. *Commission d'histoire de l'Ordre de Cîteaux*, V). — Le huitième centenaire de la naissance de saint Bernard avait vu paraître, en hommage au dernier des Pères, l'œuvre monumentale du P. Janauschek, de l'abbaye autrichienne de Zwettl et du P. Gsell, d'Heiligenkreuz : les quatre volumes des *Xenia bernardina*, dont le dernier était une très importante bibliographie bernardine de 2761 titres. Elle rassemblait la quasi totalité des

ouvrages imprimés consacrés au saint, du *xv*^e siècle à l'année 1890. Une liste de 129 manuscrits était jointe à cette collection; il ne s'agissait pas là d'œuvres de l'abbé de Clairvaux, mais d'études inédites le concernant.

S'il y a peu à ajouter à la bibliographie de Janauschek, par contre, depuis 1890, la littérature bernardine s'est considérablement accrue; là seule année 1891 (où l'on fêta, avec un an de retard, le huitième centenaire de la naissance) vit paraître une quarantaine de publications. Jusqu'en 1914, la liste s'accroît annuellement d'une dizaine de titres. Ce chiffre augmente après la guerre pour atteindre, en 1930, le record de quarante études. En 1953, le huitième centenaire de la mort de saint Bernard a été l'occasion d'études et de publications de valeur fort inégale, en tout cas fort nombreuses (333 parues en 1953-1955; quelques-unes sont des volumes collectifs groupant près de trois cents études particulières). Plusieurs bibliographies bernardines partielles avaient paru depuis le début du siècle; une mise au point définitive s'imposait. Dès 1949, la Commission d'histoire de l'Ordre de Cîteaux l'avait mise à son programme à l'occasion des fêtes du Centenaire. Mais M. Cordoliani, bibliothécaire à la Bibliothèque Nationale, pressenti pour coordonner les fiches de la Bibliographie, suggéra, avec sagesse, d'attendre la fin de l'année bernardine 1953, afin d'enrichir la publication des travaux annoncés pour le Centenaire. L'œuvre a été menée à bien par le P. Jean de la Croix Bouton, secrétaire de la Commission. Elle rassemble 1072 + 16 numéros et se termine avec l'année 1957. Sous un petit format, l'auteur nous a donné un livre d'une utilité incontestable, qui ne saurait être absent d'aucune bibliothèque de travail. Il a suivi le même plan que Janauschek : un plan chronologique que des index (noms d'auteurs, géographie, matières) permettent d'utiliser correctement. Les ouvrages collectifs, placés en tête de la liste annuelle, sont décrits soigneusement et leur contenu indiqué. Quand l'auteur n'a pas pu vérifier personnellement un ouvrage, il a ajouté aux renseignements bibliographiques la mention de la source où il a puisé ses indications; c'est là une mesure de sécurité destinée à parer à l'éventualité d'une référence erronée ou incomplète. Une innovation, utile pour tout travailleur, et qui pourra éviter des pertes de temps considérables, est l'addition de sigles qui opèrent un classement dans la valeur des œuvres recensées et tiennent lieu d'appréciation critique; classement sommaire certes, hâtif quelquefois (cela se comprend aisément !) mais rarement erroné : il peut être piquant de relever que certains recenseurs se sont révélés jusqu'ici moins perspicaces que l'auteur ! Les ouvrages, études et publications ont été répartis en cinq classes : le lettre A affecte un ouvrage scientifique d'intérêt capital; B, une étude scientifique portant sur un point particulier; C, une étude très sérieuse qui apporte une meilleure connaissance de la Vie ou de la pensée de saint Bernard; D, une étude sérieuse, mais ne donnant rien de bien nouveau; E, une publication de simple vulgarisation. On peut critiquer ce classement; à l'usage, il se révèle bon. D'ailleurs, en certains cas, une note d'une ligne ou deux, apporte des précisions sur le contenu, quand le titre est trop général ou imprécis. Enfin, les recensions des ouvrages les plus importants ont été notées; leur recherche n'a pas été faite systématiquement; les plus importantes, toutefois, ne semblent pas avoir échappé.

Assurément, un pareil ouvrage, englobant une période assez longue et un sujet fort vaste, ne saurait être sans lacunes. On s'étonnerait par exemple, si l'on ne songeait à la perte d'une fiche, de l'oubli de l'étude

de A.-H. Bredero, publiée dans un ouvrage que l'auteur a eu certainement entre les mains, les *Studia Anselmiana*, parues en 1956 : *The Controversy between Peter the Venerable and Saint Bernard of Clairvaux*. Signalons, après le P. Bruno Griesser, une petite correction à apporter aux n^{os} 855-856 : lire *Klimmer* au lieu de *Klimmers*; elle ne figure pas dans la table des *Errata et corrigenda*.

J. MARILIER.

— P. Amédée HALLIER. *Un éducateur monastique, Aelred de Rievaulx* (Paris Gabalda, 1959. In-8°, 199 pages). — Né à Hexham en 1110, Aelred fut élevé par les moines noirs d'Hexham et de Durham. Il fut pendant deux ou trois ans intendant du roi d'Écosse. A l'occasion d'un voyage dans le Yorkshire, il visita l'abbaye cistercienne de Rievaulx alors toute récente. Il y fut admis et formé par les premiers moines venus de Clairvaux. Bientôt il devint lui-même maître des novices, puis abbé de Revesby en 1143, enfin abbé de Rievaulx de 1147 à sa mort, en 1167.

Aelred fut un abbé modèle, à la fois administrateur clairvoyant et maître spirituel. N'ayant pas eu à exercer son activité en dehors de son Ordre, il donna à son enseignement un aspect proprement monastique. Il insista sur l'autorité de la Règle : « Pour nous, moines, saint Benoît est l'agent de Dieu pour notre sanctification » et il rappela que les observances sont sanctifiantes. En situant saint Benoît dans une perspective biblique, Aelred évita de rétrécir son horizon spirituel : « Saint Benoît est notre Moïse et sa Règle, notre Loi, est le guide de notre marche à travers le désert. » Il vit en lui l'intermédiaire providentiel qui transmet l'esprit et la sagesse des Pères : « En sa Règle resplendissent l'or du bienheureux Augustin, l'argent de saint Jérôme, le cramoisi deux fois teint de saint Grégoire. On y trouve aussi les sentences des Pères, qui sont autant de pierres précieuses qui servent à la décoration de ce célèbre édifice. »

La personnalité d'Aelred, l'humanisme de sa culture et le sain réalisme de sa spiritualité ont donné à son œuvre une originalité marquée; il est un des témoins les plus attachants de la théologie spirituelle du XII^e siècle. Le P. Hallier en montre l'aspect fondamental : « L'homme image de Dieu », puis le sommet de la théologie d'Aelred : « Dieu est amitié ». Il étudie ensuite ses applications dans « La vie monastique et le retour à Dieu » et cherche « les caractères de cette formation monastique ».

L'auteur regrette de n'avoir pu reproduire autant de textes d'Aelred qu'il l'aurait désiré. Il peut être sûr que son étude donnera à ses lecteurs le désir de les lire. Il est seulement dommage qu'il n'ait pas ajouté à sa liste des œuvres d'Aelred l'indication précise de leurs éditions et de leurs traductions.

Jacques DUBOIS, O.S.B.

— Norbertus BACKMUND. *Monasticon praemonstratense, id est historia circariorum atque canoniarum candidi et canonici ordinis praemonstratensis*. Tomus secundus (Straubing, 1952, in-8°, 608 pages); tomus tertius (Straubing, 1956, in-8°, 688 pages). — Le P. Backmund, chanoine prémontré, qui avait déjà publié un premier tome du *Monasticon* en 1949, vient, par la publication de deux tomes nouveaux, d'achever son œuvre magistrale sur les sources de l'histoire des abbayes prémontrées.

Du premier tome, j'avais rendu compte dans cette revue (tome XXXIX, numéro 132, janvier-juin 1953, p. 120). Je ne reviendrai pas sur les buts que s'est proposé d'atteindre le P. Backmund, ni sur la méthode qu'il a employée; elle est restée la même du tome I au tome III; je renvoie donc le lecteur à mon précédent compte rendu.

Mais il importe de signaler ce que renferment exactement ces deux nouveaux volumes. Le tome II et le tome III commencent l'un et l'autre par une introduction générale à peu près semblable dans chacun des tomes, par une bibliographie des ouvrages le plus souvent cités, par une liste des registres pontificaux ayant fait l'objet d'une publication. Ces redites s'expliquent, au dire de l'auteur, par le fait qu'il a voulu que le lecteur qui ne pourrait consulter qu'un des tomes puisse y trouver toutes les indications générales valables pour l'ensemble de son œuvre.

Le tome II renferme ensuite un très court chapitre sur les archives des chapitres généraux et provinciaux de l'ordre; ainsi nous apprenons que le texte des chapitres généraux ne semble exister que dans deux manuscrits, l'un conservé à la Bibliothèque municipale de Laon, qui donne quelques fragments des chapitres tenus au ^{xv}^e siècle et la totalité de ceux qui se sont déroulés de 1498 à 1660, date du manuscrit; l'autre qui se trouve à la Bibliothèque municipale de Nancy contient les textes complets des chapitres du ^{xvii}^e siècle et du début du ^{xviii}^e siècle. Puis viennent des pages consacrées aux circaries (provinces) d'Angleterre, d'Écosse, d'Irlande, de Frise, de Brabant, de Florefe, de France et de Ponthieu; dans la circarie de France se trouve l'abbaye chef d'ordre, Prémontré.

Dans le tome III sont passés en revue les monastères des circaries de Normandie, de Lorraine, d'Auvergne, de Gascogne et d'Espagne. Le P. Backmund a décrit également les monastères de fondation récente (^{xix}^e et ^{xx}^e siècles).

Les tomes II et III comprennent des tableaux de filiations des abbayes par circarie et des cartes. Dans le seul tome III un chapitre est intitulé *Veteres catalogi circariarum*; l'on y décrit de vieux catalogues remontant soit au ^{xiii}^e siècle, soit au ^{xiv}^e siècle et l'on publie les listes des monastères par circaries.

Les saints patrons des monastères sont énumérés dans l'ordre alphabétique et en regard de chacun d'eux figure la liste des monastères consacrés à lui.

Après les *errata* et les suppléments, l'ouvrage s'achève par un index des abréviations et un index général pour les trois tomes.

Les dépouillements auxquels s'est livré le P. Backmund dans la plupart des pays d'Europe sont considérables, sa méthode de travail est rigoureuse et il est bien difficile de se rendre compte si son ouvrage renferme des omissions ou des erreurs, aucun spécialiste ne possédant, à mon sens, au même degré que lui, une connaissance aussi poussée de l'histoire de l'ordre des Prémontrés. Passons sur les préfaces répétées et les premiers chapitres de chaque tome qui auraient pu être ramassés au début du seul premier tome. Il n'en reste pas moins que grâce à lui toute étude partielle ou générale sur l'ordre prémontré est ren-

1. Dans une note de la page 524 du tome II, le P. Backmund annonce la prochaine publication du cartulaire de Prémontré et il donne comme référence un manuscrit de la Bibliothèque nationale; il s'agit en réalité du manuscrit 7 de la Bibliothèque municipale de Soissons.

due possible. Souhaitons qu'il soit le premier à exploiter l'immense gerbe de matériaux accumulés avec méthode, patience, érudition et succès.

Guy DUBOSQ.

— Anne LEFLAIVE. *L'Hôtel-Dieu de Beaune et les Hospitalières* (Paris, Grasset, 1959. In-8°, 223 p., 8 ill. h. t.). — On connaît le fameux Hôtel-Dieu de Beaune et ses remarquables bâtiments du xv^e siècle. C'est son histoire que raconte le présent volume, depuis sa fondation par le chancelier Nicolas Rolin et sa seconde femme, Guigone de Salins, en 1443, jusqu'à l'époque actuelle, à travers les vicissitudes des guerres, des révolutions, des épidémies... Les Sœurs, qui tenaient leur règle du chancelier lui-même (exemple sans doute unique d'une législation monastique rédigée par un laïque), ont essaimé dès le xvi^e siècle dans diverses villes de Bourgogne, de Franche-Comté, de Bresse, etc., mais ce n'est qu'à partir de 1939 qu'elles ont formé, avec leurs fondations, une congrégation centralisée, dite des Sœurs Hospitalières de Sainte-Marthe de Beaune. L'auteur conte leur histoire et décrit leur genre de vie avec beaucoup d'agrément. Un chapitre sur « La vocation d'hospitalière » est tout particulièrement émouvant. Peut-être aurait-on pu réunir, dans un même chapitre, ce qui est dit des Constitutions au chapitre XI et au chapitre XII. A noter aussi quelques lapsus d'ordre historique : Saint Vincent de Paul n'a pas fondé les « Fils de la Charité » (p. 107); le futur Charles X n'était pas duc, mais comte d'Artois (p. 153); Napoléon III n'a pas été proclamé empereur le 10 décembre 1848, mais le 2 décembre 1852, et il n'a pas abdiqué en 1871, mais a été renversé le 4 septembre 1870 (p. 157), etc.

R. L.-L.

— Jean CANU. *Les ordres religieux masculins* (Coll. « Je sais, je crois ». Paris, A. Fayard, 1959. In-16, 125 p.). — Brève, mais suggestive synthèse, divisée en quatre parties : *Contemplation (IV^e-XII^e siècle)*, sur les origines du monachisme, l'expansion et les réformes de la vie bénédictine, les ordres canoniaux et militaires; *Présence au monde (XIII^e-XV^e siècle)*, sur les ordres mendiants; *Action dans le monde (XVI^e-XX^e siècle)*, sur les jésuites, les compagnies de prêtres et les innombrables congrégations religieuses fondées au xix^e siècle; *Les religieux et le monde d'aujourd'hui*, où l'auteur évoque la naissance d'une nouvelle forme de vie religieuse avec les Instituts séculiers et où il donne, d'après l'*Annuario Pontificio* de 1958, l'état actuel et les effectifs des différentes organisations de droit pontifical.

R. L.-L.

HISTOIRE LOCALE

— L. de LACGER. *Le Tarn chrétien*. Fascicules 2, 3 et 4, pages 27 à 126 (Albi, Imprimerie Coopérative du Sud-Ouest, 1955, 1957, 1958, 150 francs chacun). — Continuant l'histoire du « Tarn chrétien », le chanoine de Lager la conduit de « l'âge carolingien » « au temps des papes français d'Avignon, 1308-1418 ». L'auteur présente très heureusement l'histoire locale dans le cadre de l'histoire générale en notant ses traits originaux et caractéristiques. Les plus actifs artisans de la réforme grégorienne furent les moines de Saint-Victor de Marseille dont les maisons se multiplièrent rapidement et restèrent toujours plus nom-

breuses que celles de la Chaise-Dieu et de Cluny. « L'affaire albigeoise », qui a évidemment une particulière importance, se présente sous des aspects très spéciaux dans le diocèse d'Albi qui se trouve en dehors des principales opérations militaires. L'évêque Guillaume Peyré (1183-1227) combattit l'hérésie d'une façon habile que les intransigeants considérèrent comme de la faiblesse. L'Inquisition fut longtemps incapable de venir à bout des Cathares qui bénéficièrent souvent de la complicité de clercs et d'officiers royaux. L'énergique évêque Bernard de Castanet (1276-1308) entreprit une réorganisation totale : il rebâtit la cathédrale, supprima l'exemption du chapitre, soumit à son autorité les monastères du diocèse, réforma le clergé paroissial et enleva soixante-dix paroisses à leurs patrons laïcs; il se fit nommer par le pape vice-gérant de l'Inquisition et organisa la conversion des hérétiques en deux temps : des prédications pendant un mois éclairaient les suspects, qui, en cas de repentir, recevaient de légères pénitences; les obstinés étaient alors conduits devant l'Inquisition. Son énergie valut à l'évêque d'être dénoncé au roi et au pape, Clément V, qui le déclara innocent, mais le transféra au Puy en 1308. Jean XXII le créa cardinal en 1316. Il mourut le 13 août 1317.

En 1317, Jean XXII créa, dans le Tarn actuel, deux nouveaux diocèses : Castres détaché d'Albi, et Lavaur de Toulouse. Là, comme ailleurs, le xiv^e siècle fut une époque de désolation.

Il faut souhaiter que les histoires diocésaines aussi bien documentées se multiplient.

Jacques DUBOIS, O.S.B.

— Philippe WOLFF. *Histoire de Toulouse* (Toulouse, Privat, 1958. In-8° de 418 pages, avec de nombreuses illustrations dans le texte et hors-texte, et 4 cartes en dépliant). — Le grand public sera émerveillé par la présentation de cet ouvrage de luxe, dont la typographie est impeccable, l'illustration choisie, suggestive, lisible et de grande qualité artistique. Mais les historiens seront encore plus reconnaissants à M. Wolff de leur avoir donné un ouvrage qui leur manquait.

Auteur d'une thèse, *Commerces et Marchands de Toulouse (v. 1350-v. 1450)*, professeur à la Faculté des Lettres où il a, depuis une quinzaine d'années, animé de nombreux diplômes d'études, voire des thèses en préparation, sur divers aspects de l'histoire de Toulouse au Moyen Age, avec cela mêlé aux activités régionales pour l'aménagement du territoire, M. Wolff était bien placé pour faire dans cette Histoire le bilan des études les plus récentes. On appréciera surtout l'art de la composition en grands chapitres équilibrés, chacun dominé par une idée maîtresse, en sorte que la seule table des matières fait découvrir le rythme d'évolution de cette capitale.

Dans pareil ouvrage, l'histoire religieuse a la part belle, on le pense bien, surtout pour le Moyen Age. M. Wolff a bien marqué l'importance au Haut Moyen Age des monastères de Saint-Sernin et de la Daurade; il a tenu avec raison à consacrer tout un chapitre à *la Crise albigeoise*, qui a en effet remis en question le rôle même de Toulouse et y a bouleversé structures, couches sociales et consciences; je m'étonne seulement que les paragraphes sur saint Dominique, l'Inquisition et l'Université, dont les connexions sont heureusement marquées, n'aient pas trouvé place dans ce chapitre dont ils seraient la conclusion naturelle. C'est avec raison encore que *les Guerres religieuses* du xvr^e siècle, qui eurent, elles aussi, une influence décisive, sont l'objet d'un autre cha-

pitre. A beaucoup de lecteurs, les pages sur *la Vie religieuse au XVII^e siècle* apporteront du neuf.

Il était inévitable que dans une œuvre aussi ample se glissent quelques erreurs, par exemple, dans les Bibliographies de la page 381 où est annoncée *A paraître* un ouvrage publié en 1954. On devine aussi que, pour des problèmes aussi complexes, des historiens puissent avoir des idées différentes de celles de l'auteur : que l'on me permette donc quelques remarques : saint Honorat présenté (p. 28) comme le successeur de saint Saturnin, est certainement légendaire; — la *Vita* de saint Germier, résumée p. 43 d'après une étude de Mgr Douais, ne peut être retenue comme une source valable, ainsi que l'a montré depuis Mgr Saltet; — p. 53, les indications sur la pauvreté chez les chanoines auraient pu être nuancées pour tenir compte notamment des travaux de Ch. Dereine. Mais il ne peut être question de multiplier ici des remarques sur des points de détail. Il vaut mieux souhaiter que M. Wolff ait maintenant l'ambition de redonner aux historiens cet ouvrage, mais en plusieurs volumes, pour apaiser la faim qu'il a provoquée en nous.

E. DELARUELLE.

— Daniel Ligou. *Montauban à la fin de l'Ancien Régime et aux débuts de la Révolution (1787-1794)* (Paris, Librairie Marcel Rivière, 31, rue Jacob. In-8° de 720 p., 22 NF). — A considérer ce volume sous l'angle de l'histoire religieuse, il faut d'abord rendre hommage à l'impartialité de son auteur; formé par son père, « héritier d'une longue race de huguenots », qui lui « a appris à aimer la République », biographe d'un parlementaire grand-maître du Grand-Orient de France, M. Ligou a cherché la vérité.

Celle-ci nous semblerait dominée par le contraste entre la bourgeoisie protestante et favorable aux idées avancées et le peuple et l'aristocratie réactionnaires et catholiques qui parviennent à dominer de février à août 1790, après une expérience bourgeoise de juillet 1789 à février 1790.

En 1787 le clergé comprend un évêque, Le Tonnelier de Breteuil, administrateur charitable selon la formule du moment et environ 300 ecclésiastiques (1,4% de la population); 29 religieux (ce qui est très peu en comparaison de ce que l'on trouve ailleurs) et 101 religieuses dont l'âge moyen est plus favorable que celui des religieux. Clergé « d'une haute tenue et d'une grande puissance ». On eût aimé quelques précisions, quelques personnalités. Sur les protestants, M. Ligou se borne à renvoyer à ses travaux précédents : lacune très regrettable pour le lecteur étranger à la région.

Le mouvement intellectuel d'autre part est, comme partout, localisé dans une Académie qui commente l'Encyclopédie et dans quatre Loges d'un modèle courant, si l'on en juge par la trop courte notice qui leur est dévolue.

Arrive la Constitution civile du clergé; phénomène de première importance (et qui n'est pas assez mis en relief). Montauban étant rattaché au nouveau département du Lot doit perdre son évêché (et par voie de conséquence le séminaire tout comme le chapitre). Montauban ne sera chef-lieu qu'en 1808 et l'évêché sera rétabli sous la Restauration. On devine ce que produit dans les esprits ce changement peu fait pour concilier la population aux idées nouvelles.

Pourtant la suite semble d'une grande banalité. A vrai dire, M. Ligou n'a pas fait, à propos du serment, de statistiques précises; 15 serments

et 40 refus. Mais dans quelles catégories du clergé ? Les assermentés sont soutenus par la Société populaire, où il y a de nombreux protestants, semble-t-il. La population, dont les 5/6^e, en 1787, étaient formés de catholiques fervents, ne suit guère. On fait encore les processions en mai 1793; bientôt la déesse Raison, « austère huguenote », préside la fête classique dans la cathédrale. La municipalité, en majorité réformée, est « hostile à l'idolâtrie papiste ».

Tout reste relativement calme jusqu'à l'arrivée du représentant Bô, qui déjà, en 1793, avait manifesté son anticléricalisme: fermeture des églises, arrêt du culte protestant. Et si les choses s'étaient passées jusque là sans violence, on voit alors 140 ecclésiastiques du Lot envoyés aux pontons de Rochefort; 40 y meurent et 25 autres, après Thermidor, au séminaire de Cahors.

Quelle part faut-il attribuer à la religion dans le fait que « la Révolution n'a jamais été populaire à Montauban » ? Il est difficile de le dire, mais catholiques et protestants n'ont guère eu à s'en féliciter.

Ce genre de monographies est utile. Constatons pourtant que sur le plan général elles sont d'une grande monotonie. Non point par la faute des auteurs, mais par le fait des événements. La province française, certes, présente des nuances à la fin du XVIII^e siècle; mais comme ces Académies, ces Loges, ce clergé et plus tard les Sociétés populaires se ressemblent ! M. Ligou constate que les bibliothèques d'un bourgeois protestant et d'un avocat catholique étaient identiques; et on pourrait dans n'importe quelle ville de France découvrir les mêmes ressources intellectuelles, aussi bien dans les cabinets de lecture qui s'ouvrent à l'époque que dans les couvents, tous orientés vers les Encyclopédistes et les auteurs anglais, sans négliger pour autant la théologie ou l'édification. Partout aussi, à Montauban l'abbé de la Tour comme à Niort l'abbé Bion, constituent des bibliothèques qu'ils veulent léguer à leurs concitoyens.

Que les travailleurs qui s'intéressent à juste titre à cette période découvrent ce qui éclaire d'un jour nouveau l'évolution des esprits; qu'ils fassent de l'histoire comparée; tel est le vœu que l'on doit former.

J. LESTOCQVOY.

— Abbé Jean CHARAY. *Petite histoire politique et administrative du Vivarais* (Lyon, Audin, s. d. [1959], 200 pages in-8°). — A une époque où les ecclésiastiques érudits se font de plus en plus rares, il faut se féliciter de voir paraître cet ouvrage modeste, mais plein de substance. Il faut y louer, non seulement les belles photographies hors texte et les seize cartes historiques, mais une excellente bibliographie méthodique et le soin que l'auteur a apporté à sa rédaction. En quelques chapitres clairs et bien informés, toutes les époques défilent sous la plume de l'abbé Charay, et naturellement l'histoire religieuse y tient, en dépit du titre de l'ouvrage, une large place : sur les origines de l'évêché d'Alba au IV^e siècle et son transfert à Viviers, l'état de la question est présenté correctement et avec une saine critique (quoiqu'on puisse ne pas être d'accord avec l'auteur sur certains détails); sur les vicissitudes de la seigneurie épiscopale, sur les monastères et les archiprêtres médiévaux, sur l'organisation des églises réformées (« colloques » du XVI^e siècle, consistoires du XIX^e), sur les avatars du diocèse de Viviers de la Révolution à la Restauration (agrandi en 1790 de portions des diocèses de Valence et de Vienne, supprimé en 1801, rétabli en 1823), tout l'essentiel est dit. On regrettera peut-être de ne pas trouver plus

d'indications sur la vie religieuse à toutes les époques, sur la diffusion du protestantisme et la reconquête catholique, sur les troubles révolutionnaires; mais l'auteur réserve assurément ces développements pour des publications ultérieures; et il est capable de les traiter excellemment, si l'on en juge par ses travaux, déjà nombreux, en particulier ceux qu'il a consacrés à *Aubenas en Vivarais*¹: dans un gros ouvrage en 2 volumes, il donne des détails abondants sur les barons de Montlaur lors de la guerre des Albigeois, sur les paroisses et les couvents du Moyen Age, et reproduit comme pièces justificatives de nombreux documents significatifs (un hommage rendu par Pons III de Montlaur à l'évêque de Viviers, une lettre de l'évêque du Puy Étienne IV de Chalançon au roi Louis IX, et une lettre de ce roi à l'évêque du Puy, une lettre de Pons IV de Montlaur pour la fondation du couvent des Frères Prêcheurs, un contrat entre les Frères Mineurs et les régents d'Aubenas, etc.).

Jean-Remy PALANQUE.

— François DORNIC. *Histoire du Maine* (Paris, Presses Universitaires. Collection « Que sais-je ? », 1960. Pet. in-8°, 128 p.). — Les exigences de cette collection d'intelligente vulgarisation limitent strictement l'étendue du volume; une synthèse suffisante quoique rapide donne les éléments essentiels de connaissance de cette province dont l'histoire est des plus attachantes. L'ordre suivi dans la narration est nécessairement l'ordre historique et les chapitres évoquent donc dans leur intitulé les principales divisions de notre histoire de France. Le Maine est un pays de lointain peuplement, les découvertes qui se poursuivent actuellement encore (à Allonnes près du Mans notamment) attestent et accroissent même l'importance de deux anciennes cités romaines, Jublains et plus encore Le Mans. La période franque montre l'influence capitale des évêques du Mans, autorités civiles autant qu'ecclésiastiques et le renom de saint Aldric dépasse les murs du séminaire et de la chronologie locale, il est familier à tout médiéviste de même que le renom de saint Bertrand pour ne citer que deux des personnalités les plus célèbres.

La civilisation du Moyen Age autour de la féodalité, dont les savants de notre époque reconnaissent bien simplement qu'elle correspondait à une défense spontanée d'une société bien vivante, sans avoir été seulement l'anarchie brutale et brouillonne que l'imagerie populaire soulignait à l'excès, s'organise autour des châteaux, centres de défense. Mais l'œuvre de l'Eglise est alors fondamentale aussi, le Moyen Age est avant tout chrétien unanimement et si les défrichements ne furent pas son œuvre exclusive, certes, comme le remarque justement M. Dornic, il y a pourtant un aspect de culture intellectuelle et charitable qui pourrait être noté à côté des manifestations artistiques évidentes dont la construction de la magnifique cathédrale Saint-Julien reste le chef-d'œuvre, parmi de multiples autres joyaux d'ailleurs, comme l'observe l'auteur.

1. Aubenas, Editions Habauzit, 2 vol., 1950-1952. Sous le même titre, l'auteur a publié un *Guide historique et artistique* (même éditeur, s. d. [1951], 120 pages), qui décrit le château et l'église de la ville, et un *Album* très bien illustré sur cette « ville-château », « centre économique » et « carrefour touristique » (Lyon, impr. Lescuyer, s. d. [1960], 40 pages).

Les ravages de la guerre de Cent ans, accompagnés d'une dure et longue occupation anglaise, sont décrits ensuite, suivis du nouvel épanouissement de la Renaissance qu'accompagnent les nombreux troubles et destructions de la Réforme, l'auteur précise quelques points de ce temps touchant notre province. Les siècles de la monarchie administrative attestent encore l'importance de la région dans le royaume, sa vitalité et son expansion dans tous les domaines. Les vicissitudes de la Révolution et de l'Empire suivent; souvent on retrouve les vues de l'abbé Girault, le spécialiste compétent que nos lecteurs connaissent bien; puis c'est la période contemporaine où les trente dernières années marquent une transformation considérable du pays, avec une cité autrefois marché équilibré d'une région agricole, plus rurale qu'industrielle en tout cas, devenue cité pilote d'une des régions satellites de l'industrialisme parisien, transformation étudiée dans un mémoire de l'École des Sciences politiques (Gouhier, 1953) et dont j'ai fait état moi-même dans une des publications de la Société Jean Bodin (« la Ville », Bruxelles, 1955).

Comme toujours dans cette collection, une notice bibliographique sommaire indique les principaux appuis scientifiques de cette synthèse solide.

G. LEPOINTE.

— Ch. GIRAULT, *La noblesse émigrée et ses pertes foncières dans la Sarthe* (Laval, Goupil, 1957. Gr. in-8°, iv-436 p., tiré à cent exemplaires). — L'abbé Girault, qui est bien connu par ses études sur la situation du clergé pendant la Révolution — son bel ouvrage sur la destinée de ces biens dans la Sarthe a été analysé en son temps à cette Revue (t. XXXIX, 1953, p. 263), — vient de publier un important volume sur les biens de la noblesse dans notre région sarthoise au cours de cette tourmente de la fin du XVIII^e siècle. C'est le pendant, pour la noblesse, de son travail sur les biens d'église et nous avons beaucoup moins de travaux sur cette catégorie sociale, d'où l'intérêt plus considérable encore de ce fait. Inutile d'insister sur la probité scientifique et le souci minutieux de la recherche des sources qui donne une information aussi exacte que possible et appuie le récit de solides assises. De multiples dépouillements dans les dossiers des Archives départementales soulignent les préliminaires sérieux de la rédaction, des tables annexes dont la moins importante n'est pas la nomenclature des noms qui sera si précieuse pour toute étude ultérieure sur la Société sarthoise, complètent utilement des développements en douze chapitres dont il n'est pas besoin de souligner l'intérêt capital tant pour les historiens que pour les sociologues, marquant à l'évidence le fabuleux transfert de patrimoine — surtout foncier, mais également mobilier — opéré dans cette décade. Après deux chapitres posant la situation de la noblesse sarthoise en 1789, dissociant d'ailleurs les *grands* et les *petits* parmi ces nobles, dans un troisième chapitre l'abbé Girault étudie le comportement *face à l'esprit nouveau*; puis, dans un quatrième, il dissèque la vie de ces gens *dans leur cadre* : les détails sur la transformation et l'adaptation des châteaux eux-mêmes, de leur aménagement, leur mobilier et la vie quotidienne ou celle des jours de fastes dans ces très belles ou plus austères demeures, sont d'un intérêt psychologique et sociologique de premier ordre. *La propriété foncière* est ensuite analysée, des textes examinent la constitution et l'évolution de ces richesses foncières. Après ces deux cents pages, vient l'étude de

l'émigration, concrètement limitée à la Sarthe, territorialement, les nobles inscrits sur les listes, les confiscations et ventes de biens, les pertes de biens consécutives pour les familles et les individus, — plusieurs pages recoupent un intérêt direct touchant l'Église de France. La tourmente passée, c'est alors *la reconstitution des domaines* dans une mesure très inégale, souvent très faible, *l'aumône du fameux milliard* (c'est le titre effectif du chapitre XI, il est typique de la question qui a donné lieu à tant de polémiques partisans, lesquelles ont apporté la confusion et enraciné bien des sottises, comme le voulaient des politiciens à propos d'une question juridique si simple en soi !). Enfin le chapitre terminal, sur *le déplacement de la fortune foncière* donne le bilan, très intéressant pour le sociologue et l'historien ou plus généralement l'homme cultivé, honnête homme désirant avoir une idée de la réalité.

C'est un excellent travail, digne de récompense, faisant honneur à son auteur et à notre littérature historique française.

G. LEPOINTE.

— Charles GIRAULT. *Le clergé sarthois face au serment constitutionnel* (Chez l'auteur, à Coulaines, Sarthe; Laval, impr. Madiot, 1959. In-8°, 67 p.). — Trois chapitres, solidement étayés et clairement présentés, décrivent le choix crucial, la situation des insoumis qui va de la retraite à la déportation, en passant par la proscription, la fuite ou la clandestinité anxieuse et apostolique à la fois... il y a des maquisards sacrés ! Le troisième point s'attache à ceux qui se sont soumis et inclinés, essaie de comprendre avec objectivité et le sens de l'humain; l'abbé Girault montre un souci d'équité qui fait honneur au prêtre autant qu'à l'historien; là encore les situations de fait sont variées, des excuses certaines, des circonstances atténuantes coexistent avec des faiblesses et certes des lâchetés ou des compromissions ambitieuses, mais c'est un jugement nuancé qui convient en définitive. Le chanoine Chartier, dans ses études sur les papiers Caprara, spécialement pour les diocèses du Nord, avait déjà montré, à propos des réconciliations toutes les nuances qu'il fallait apporter en ce domaine. Peut-être aussi, hélas, notre époque peut-elle mieux comprendre la complexité qu'une âme rigoureuse du siècle dernier n'aurait pas pu concevoir aisément, il est des faits qu'on ne conçoit qu'en les accomplissant ou en les voyant se produire sous nos yeux ! Le bilan de la situation sarthoise est donné par l'auteur en conclusion, d'ailleurs nullement scandaleux.

Il faut ajouter pour nos lecteurs cette précision que ce petit volume — qui est un tirage à part d'articles de la *Province du Maine* — est dédié à notre président, M. le doyen de la Faculté de Droit de Paris, Gabriel Le Bras, maître de l'histoire et de la sociologie de notre Église de France.

G. LEPOINTE.

— Albert DURAND. *Une paroisse mayennaise : Fougerolles sous la Révolution, 1789-1800* (Laval, Madiot, 1960. In-8°, 160 p.). — Ce travail est un bon exemple de ces monographies si utiles pour elles-mêmes, mais aussi utiles par leur confrontation pour les futures synthèses, que recommandait judicieusement le regretté abbé Carrière. Un intérêt spécial les anime d'ailleurs d'ordinaire, c'est la sympathie et l'affectueuse sollicitude que l'auteur leur a vouée au long de l'élaboration par souvenir d'enfance ou par contact quotidien avec le pays.

Dans ces cent-soixante pages, l'abbé Durand résume une douzaine d'années d'histoire; il s'agit, il est vrai, d'une période très remplie d'événements et de troubles, la charnière entre la France d'ancien Régime et la France du XIX^e siècle. L'ordre chronologique est suivi, du moins dans les grandes lignes, pour les trois premiers chapitres qui avaient déjà été publiés dans le *Bulletin de la Commission historique et archéologique de la Mayenne* (1952 à 1958); c'est un schéma de la vie au cours de ces années d'épreuves, années souvent parsemées d'événements tragiques; maint épisode qui est narré sobrement est imprégné d'une émotion qui se communique au lecteur, tel ce drame sanglant de la Hautonnière et, dans l'avant-propos du volume, le vicaire général Chérel le souligne déjà très justement.

Puis c'est un chapitre d'histoire extérieure qui se déroule cependant à Fougerolles et aussi dans ses alentours, même plus loin, il s'agit de la *Chouannerie* (1792-1800); ce sont des événements essentiels pour comprendre la mentalité du pays et les réactions diverses, car nous sommes en effet dans un des centres actifs de ce mouvement aux causes complexes. Un cinquième chapitre étudie plus spécialement pour cette même période ce qui a trait à l'hôpital de Fougerolles et enfin un dernier contient une biographie du curé dont les vicissitudes ont été très nombreuses, mais se sont terminées en définitive comme un conte de la Bibliothèque rose; ce curé, gentilhomme de bonne souche familiale du Maine, Jean-Baptiste Michel Ouvrard de La Haye, arrivé au pays dans l'été de 1773 et qui y revint après un exil mouvementé et mourut, finalement... de joie le 15 avril 1821 à l'annonce qu'il allait avoir une audience de la duchesse d'Angoulême, manifestation touchante de ses sentiments de fidélité envers les Bourbons, alors que déjà, au retour de Louis XVIII après les Cent jours, il avait versé des larmes d'hilarité joyeuse en revoyant le souverain dans son palais, disant « je suis heureux et je mourrai content » ! Quelques notes sont ajoutées concernant un chapelain de la Bigotière dépendant de Fougerolles († 1803), lui aussi victime survivante de la Terreur, l'abbé Lessaulnier-Lamotte.

Les appendices donnent des détails sur les villages — dépendances agglomérées — et les habitants de Fougerolles, ainsi que la nomenclature des sources d'archives et de bibliographie.

Plusieurs gravures égalaient l'ouvrage, dont celle du curé J.-B. Ouvrard et de son frère François-Louis Ouvrard de La Ménardière, pour qui j'ai quelque sympathie de voisin puisqu'il fut prieur de Saint-Saturnin, paroisse voisine de ma résidence de vacances de Neuville-sur-Sarthe !

G. LEPOINTE.

— MARIE-ANDRÉ. *La Vierge Noire de Paris, châtelaine de Neuilly. Notre-Dame de Bonne Délivrance* (Paris, Lethielleux, 1959. In-8°, 102 p., illustr.). — Une Vierge noire, appelée Notre-Dame de Bonne Délivrance, était vénérée à Paris sous l'Ancien Régime, au moins depuis le XI^e siècle, dans l'église Saint-Étienne des Grès, au quartier latin. L'antique statue fut remplacée au XIV^e siècle par celle qui a été conservée jusqu'à nos jours. Près d'elle fut fondée en 1533 la confrérie royale de la Charité de Notre-Dame, qui se donnait pour tâche de délivrer les prisonniers pour dettes. Parmi les innombrables pèlerins qui la visitèrent, on cite saint Dominique et ses disciples Albert le Grand, Thomas d'Aquin, Jourdain de Saxe; plus tard, saint François de Sales,

qu'elle aurait délivré d'une tentation de doute, alors qu'il faisait ses études à Paris; Claude Bernard, le « pauvre prêtre », qui se serait converti à ses pieds; le P. Poullard des Places dont on a pu dire que sa congrégation du Saint-Esprit fut fondée devant son autel; M. Olier, saint Vincent de Paul, qui méditèrent aussi, devant elle, la fondation des prêtres de Saint-Sulpice et de la Mission. Conservée sous la Révolution par la comtesse de Carignan en son hôtel Traversière, rue Notre-Dame-des-Champs, la statue fut confiée en 1806 aux religieuses de Saint-Thomas de Villeneuve qui avaient leur maison-mère rue de Sèvres. Elle y fut vénérée, au cours du XIX^e siècle, par sainte Madeleine-Sophie Barat, Ozanam, don Bosco, Huymans, etc. Quand la chapelle fut expropriée en 1907, à cause du percement du boulevard Raspail, la Vierge Noire fut transférée par les religieuses dans leur nouvelle résidence de Neuilly, 52, boulevard d'Argenson, dans un reste de l'ancien château de Louis-Philippe. Elle s'y trouve encore aujourd'hui et sa chapelle mérite de redevenir un lieu de pèlerinage fréquenté par les Parisiens¹.

R. L.-L.

— Jacques CAMELL, O.F.M. *Essai sur la vraie Croix de Baugé. I. Histoire. II. Appendice documentaire* (Baugé, Filles du Sacré-Cœur de Marie, 1959. In-8° de 89 et 55 p., illustr.). — La chapelle de l'hospice des Incurables de Baugé, en Anjou, possède une importante relique de la vraie Croix. L'auteur des brochures que nous signalons la décrit et en fait l'histoire depuis que le seigneur Jean d'Alluye, venu en Orient pour accompagner Thibaut le Chansonnier dans sa Croisade, la reçut, le 22 août 1241, de Thomas, évêque de Jérapétra et d'Arkadi en Crète. Ce Croisé la confia, à son retour en 1244, aux Cisterciens de la Boissière qui la conservèrent jusqu'à la Révolution. En 1790, elle fut transférée à l'hospice des Incurables de Baugé qui venait d'être fondé, en accord avec le prieur-curé René Berault, par Anne Hardouin de la Girouardière, fondatrice en même temps de l'institut des Filles du Sacré-Cœur de Marie. Cette relique insigne serait à l'origine de la « croix d'Anjou » qui inspira elle-même plus tard l'emblème de la « croix de Lorraine ». Toutes les pièces d'archives sur lesquelles se fonde cette histoire sont publiées par l'auteur en une brochure distincte qui comporte aussi des Tables : analytique, onomastique et géographique.

R. L.-L.

— Frédéric LEMEUNIER. *Mélanges manceaux d'Histoire sociale; Mélanges manceaux d'Histoire religieuse* (Le Mans, 1959. 2 brochures de 29 et 70 p.). — L'abbé Frédéric Lemeunier, secrétaire général de *La Province du Maine*, vient de publier, extraits de la Revue, deux opuscules de *Mélanges manceaux*. Le premier touche à *l'Histoire sociale*, surtout celle du XIX^e siècle (le premier train au Mans en 1854, le Crédit de l'ouest, extraits de correspondance autour de la Révolution de 1848 et le coup d'état du 2 décembre, des notes sur l'histoire coloniale, des notes biographiques sur Robert Montagne, sociologue et homme d'action, un récit concernant un charpentier manceau aux confins du XVIII^e et du XIX^e siècle).

Dans le second, consacré à *l'Histoire religieuse*, il est question de

1. Page 62, « Mgr de Bruyart », évêque de Grenoble, s'appelait en fait Bruillard.

La découverte de monnaies mangaises à Saint-Pierre de Rome, des synodes et statuts synodaux du diocèse du Mans, puis de ceux de Laval; l'atmosphère politico-religieuse d'un bourg sarthois sous la Restauration précède une étude de l'éducation et de l'évolution des idées religieuses aux XVIII^e et XIX^e siècles d'après une correspondance familiale; une petite note sur la communion des fidèles au Mans le vendredi-saint au XVIII^e siècle est suivie d'une étude sur l'ouvrage d'un missionnaire sarthois en Chine dont l'exorde est rattaché à des directives de G. Le Bras; une notice sur un gentilhomme angevin, « le voyageur catholique » François Le Gour (1628-1688) et sa famille et une autre sur un retable de Négilise de Penthièvre terminent l'ouvrage.

G. LEPOINTE.

— André LAGUAT. *Histoire du Bourbonnais* (Coll. « Que sais-je ? ». Presses universitaires de France, 1960. In-16, 128 p., cartes). — Résumé clair et bien documenté de l'histoire du Bourbonnais. On y trouve d'intéressantes mises au point d'histoire religieuse : la pénétration du christianisme au III-IV^e siècle, l'expansion de la vie monastique et de l'art roman au Moyen Âge, le clergé à l'époque de la guerre de Cent ans, la renaissance catholique du XVIII^e siècle, le rétablissement du diocèse de Moulins en 1607, etc. Une place importante, à côté des événements, est faite à l'évolution sociale et économique.

R. L.-L.

ART CHRÉTIEN

— Docteur Paul THOBY. *Histoire du Crucifix des origines au Concile de Trente. Étude iconographique* (Nantes, 1959. In-4^e, xiv-490 p., avec 261 pl., dont 4 hors texte en couleurs). — Le Docteur Paul Thoby a consacré à l'histoire du crucifix des origines au Concile de Trente une magistrale étude iconographique. Son travail, réparti en neuf chapitres consacrés successivement à la croix et au crucifiement dans l'Antiquité, à la période des origines à la fin du VIII^e siècle, aux IX^e, X^e, XI^e siècles, à l'art de Byzance, aux XII^e, XIII^e, XIV^e et XV^e siècles, au XVI^e siècle, enfin, jusqu'au Concile de Trente, s'accompagne d'une bibliographie, d'indites des monuments décrits, des noms de lieux, des noms d'artistes, d'une liste des origines des photographies.

La richesse de l'illustration d'une excellente qualité, permet de suivre, page après page, la description de l'auteur de cet ouvrage, tandis qu'à la fin de chaque chapitre sont résumés les principaux caractères du crucifix pour la période étudiée et que des schémas à la plume rendent ces caractères encore plus sensibles. L'étude est poussée dans les moindres détails, avec les caractéristiques générales et les exceptions aux règles que l'auteur a dégagées.

Il est impossible de donner dans un compte rendu de quelques lignes plus qu'un aperçu de la richesse de l'œuvre. Cependant l'idée générale qui se dégage de cette longue et pénétrante analyse est l'opposition, après les balbutiements des origines, existant entre la conception byzantine et la conception occidentale des artistes qui ont peint, sculpté, ciselé, tissé la représentation de la crucifixion. Cette opposition ne se dégage que lentement. Au Christ de Gloire et de majesté, au Christ triomphant de l'art byzantin s'oppose, dans les tout derniers siècles de la tranche historique considérée, le Christ de Douleur, le Christ qui

par ses souffrances a racheté l'humanité. Les facteurs historiques, théologiques, mystiques, psychologiques qui ont influencé les artistes sont analysés dans le détail, que ces artistes aient pour s'exprimer utilisé le dessin, la miniature, la peinture, qu'ils aient travaillé l'ivoire, le bois, le marbre, la pierre, l'albâtre, le verre, le bronze, les étoffes, la tapisserie, sans oublier le parchemin.

M. le Docteur Thoby a su rendre son étude fort accessible aux profanes tout en apportant aux spécialistes une mine particulièrement précieuse de données originales et peu connues et même toutes nouvelles.

Pour donner une idée plus précise du travail d'analyse auquel s'est livré le docteur Thoby, je citerai les principaux caractères signalés par l'auteur, en matière de résumé, à la fin de chacun des chapitres de son livre : croix, *titulus*, *suppedaneum*, Christ, tête, bras, pieds, *perizonium*, expression du visage, attitude générale du corps, anatomie.

Il me paraît juste de souligner, en terminant, que le Docteur Thoby a consacré de très longues années à rassembler la documentation considérable qu'il nous présente et que son frère, l'abbé Henri-Marie Thoby, aujourd'hui décédé, et à qui il dédie son ouvrage, a contribué, sa vie durant, à la passionnante enquête dont nous avons plaisir à connaître les magnifiques résultats.

Guy DUBOSQ.

— Elie LAMBERT. *Abbayes et cathédrales du Sud-Ouest* (Toulouse, Privat-Didier, 1958. In-4° de 292 p., ill. de 47 fig. et 20 pl. h. t.). — Cette série de monographies est précédée d'une étude d'ensemble sur les principaux monuments romans et gothiques des départements de la Haute-Garonne, de l'Ariège, du Gers, des Hautes-Pyrénées, du Tarn, du Tarn-et-Garonne, du Lot-et-Garonne, des Landes et des Basses-Pyrénées. L'auteur y brosse le fond de tableau sur lequel se détacheront en bonne lumière les édifices qu'il étudiera au cours des chapitres suivants.

En précisant les caractéristiques du groupe de la Bigorre (églises de Saint-Orens, de Saint-Savin de Lavedan, de Saint-Sever de Rustan, cathédrale de Tarbes), du groupe de Sainte-Croix et Sainte-Marie d'Oloron, auquel se rattache l'église de Sauveterre en Béarn, du groupe de la région de Pau (ancienne cathédrale de Lescar, Sainte-Foy de Morlaas) auquel s'apparente l'ancienne abbatale de Saint-Jean de Sorde, M. Elie Lambert ébauche un classement des variantes d'art roman qui s'épanouissent dans cette vaste superficie, les églises de moindre importance ne faisant l'objet que d'une simple énumération.

Parmi les neuf monographies présentées par l'auteur, deux, celles de la cathédrale de Bayonne et de l'abbaye d'Arthous, sont des rééditions de ses notices du Congrès archéologique de Bordeaux et Bayonne (1939). Les autres sont celles de l'ancienne abbaye de Saint-Pé de Générès, des cathédrales de Toulouse, de Saint-Bertrand de Comminges, d'Albi, d'Auch, de Pampelune, et de l'ancienne cathédrale d'Agen.

Passons-en quelques-unes en revue. L'ancienne abbatale de Saint-Pé de Générès, amputée et restaurée au xvii^e siècle par les Mauristes, était une vaste église romane que M. Elie Lambert a pu restituer grâce aux documents inédits du département des Manuscrits de la Bibliothèque nationale et grâce aux plans également inédits qu'il a retrouvés aux Archives nationales.

C'est une autre restitution non moins importante, mais plus complète encore, puisqu'il s'agit d'un édifice complètement disparu, que

l'auteur présente dans sa monographie de l'ancienne cathédrale d'Agen. Son chevet était l'une des meilleures œuvres de l'architecture gothique du Nord importée dans les provinces de langue d'oc. Il faut le rattacher « à tout un groupe de cathédrales méridionales que l'on sait aujourd'hui avoir été originairement conçues dans le style du Nord par un même architecte, les cathédrales de Clermont, de Limoges, de Narbonne, de Toulouse et de Rodez, toutes œuvres que l'on attribue désormais au génie créateur de Jean des Champs, un des plus grands maîtres gothiques de la deuxième moitié du xiii^e siècle ».

Dans sa monographie d'Albi, l'auteur présente, non seulement les deux cathédrales successives, la romane et la gothique, mais aussi la Berbie, cet étonnant ensemble d'édifices constituant l'ancienne cité épiscopale et qui accompagne de si pittoresque façon la silhouette de Sainte-Cécile.

La cathédrale romane de Saint-Bertrand-de-Comminges fut transformée au xiv^e siècle et dotée au xvr^e siècle de ses célèbres stalles, qui font pendant à celles non moins célèbres de la cathédrale d'Auch. Ce dernier édifice « fournit une transition d'une exceptionnelle valeur entre l'art du Moyen Age et celui de l'époque classique dans cette région ».

Avec son cloître et ses constructions capitulaires élevées en majeure partie entre 1317 et 1356, la cathédrale de Pampelune constitue une œuvre majeure de l'art franco-navarrais.

Les églises décrites sont accompagnées d'une belle illustration photographique et d'excellents plans teintés. L'auteur, qui est un familier des régions situées en-deçà et au-delà des Pyrénées, connaît depuis longtemps ces magnifiques monuments. Le volume qu'il leur consacre est riche de cette longue expérience. Ce texte d'une haute tenue scientifique retiendra l'attention des archéologues et de tous ceux qui, au cours d'un voyage, s'intéressent au patrimoine monumental de la région qu'ils visitent.

Jean VALLÉRY-RADOT.

— Louis RÉAU. *Iconographie de l'art chrétien*. Tome II : *Iconographie de la Bible. Nouveau Testament* (Paris, Presses universitaires de France, 1957. In-4°, 772 p., 48 pl. h. t. Prix : 40 NF). Tome III : *Iconographie des Saints* (Ibid., 1958. 3 vol. in-4° de 1528 p., 80 pl. h. t. Prix : 30 NF le volume). — Cette gigantesque *Iconographie de l'art chrétien* dont nous avons analysé les premiers volumes dans la Revue s'est poursuivie avec le deuxième volume du tome II et achevée avec les trois volumes du tome III.

Le deuxième volume du tome II consacré à l'iconographie du Nouveau Testament se divise en trois parties. La première présente les types iconographiques du Christ et de la Vierge suivis de l'analyse des représentations collectives de leur famille ou de leur lignée (Arbre de Jessé, Sainte Parenté ou lignée de sainte Anne, Sainte Famille). La seconde analyse les représentations des scènes narratives des évangiles. La troisième partie, intitulée *Les fins dernières*, est consacrée à la Mort (Rencontre des Trois Morts et des Trois Vifs, Danse macabre), à l'Apocalypse, au Jugement dernier. Les index alphabétiques des noms de personnes, des noms de lieux, des sujets permettent de trouver facilement les renseignements cherchés parmi tous ceux réunis par l'auteur et dont la richesse est considérable.

Essayons d'en donner une idée en prenant pour exemple le thème iconographique de la Crucifixion qui ne comprend pas moins d'une cinquantaine de pages, chaque période du drame ayant donné lieu à un nouveau thème iconographique : Portement de croix, Voile de sainte Véronique, le Christ attendant son supplice ou Dieu de pitié, etc... Chaque thème est étudié en fonction de sa date d'apparition et de son évolution, et accompagné de la liste sélectionnée des œuvres d'art les plus belles ou les plus typiques qui le représentent et d'une bibliographie. Comme la même méthode est appliquée d'un bout à l'autre du volume, on se rend aisément compte de la richesse d'un répertoire ainsi conçu.

Dans l'iconographie des saints n'ont été retenus que ceux ayant laissé une trace dans l'art chrétien. L'auteur les classe par ordre alphabétique et les homonymes suivent l'ordre chronologique. Les saints anciens figurent sous leur prénom et les saints modernes sous leur nom de famille.

Chaque notice de saint comporte quatre rubriques : histoire et légende, culte, iconographie, bibliographie. Sous la rubrique *culte*, la date de la béatification ou de la canonisation est d'une importance capitale du point de vue iconographique, car c'est seulement à partir de ce moment que le saint entre dans le domaine de l'art. C'est ainsi que l'iconographie de saint Bruno, fondateur de l'ordre des Chartreux, mais canonisé seulement en 1623, est de plusieurs siècles en retard sur sa vie.

Les translations de reliques sont soigneusement notées, car elles entraînent des migrations de cultes, domaine d'une branche nouvelle de l'iconographie (géographie hagiographique).

L'iconographie d'un saint comporte la définition de son type, de ses caractéristiques et de ses attributs, définition suivie d'un triple catalogue où sont énumérés les figures isolées ou groupées, les cycles narratifs et les scènes détachées de sa vie ou de sa légende.

C'est dans ce choix — car il ne pouvait s'agir d'un dénombrement exhaustif — qu'un historien de l'art de l'envergure de l'auteur pouvait donner toute sa mesure en ne citant que les œuvres les plus remarquables pour leur valeur d'art ou les plus typiques au point de vue iconographique. Une large part est faite non seulement à l'art médiéval de l'Occident, mais aussi à l'art byzantin, à l'art baroque de la Contre-Réforme et même à l'art contemporain.

Dans ce florilège, à côté des peintures et des sculptures, figurent également des miniatures, des vitraux et des tapisseries. Les illustrations rendent compte de la richesse et de l'excellence de ce choix.

Les notices ainsi traitées sont extrêmement nourries et ne laissent rien ignorer de l'iconographie des saints étudiés.

Le dernier volume du troisième tome se termine par un copieux appendice intitulé *Répertoire des saints*, qui se divise en trois parties. La première est une nomenclature alphabétique des noms de saints avec leur appellation en latin, leurs variantes en français et leurs équivalents dans les principales langues étrangères, précieux tableau de concordance rappelant ou apprenant à ceux qui l'ignorent, que saint Érasme est le même personnage que saint Elme, qu'il en est de même de saint Gui et de saint Vit, que saint Baldomer n'est autre que saint Galmier, etc...

La deuxième partie, *Les patronages*, comprend plusieurs répertoires extrêmement utiles permettant de répondre aux questions suivantes : Quels sont les patrons de tel pays, de telle province, de telle ville ? Quels sont les principaux lieux du culte de tel saint ? Quels sont les patrons de tel ordre religieux, de telle corporation, de tel métier ? Quels

sont les saints invoqués contre telle maladie des hommes et des animaux ?

La troisième partie, *Les attributs*, comprend un répertoire des saints avec leurs attributs et, en contre-partie, un répertoire des attributs avec les saints correspondants.

L'iconographie des saints comprend plus d'un millier de notices. A ce chiffre, qui ne concerne que le troisième tome, s'ajoutent naturellement les scènes de l'Ancien et du Nouveau Testament décrites dans les deux premiers tomes et précédées elles-mêmes d'une copieuse introduction. On se rend compte ainsi de l'ampleur de ce monumental ouvrage, véritable « somme » de l'iconographie de l'art chrétien, mais c'est à l'usage que l'on constatera combien sa consultation est devenue indispensable, depuis sa publication, à tous ceux qui entreprennent des recherches dans ce domaine.

Jean VALLERY-RADOT.

— Louis RÉAU. *La civilisation française au Moyen Age* (Paris, Éditions Ventadour, 1958. In-8° de 272 pages. Coll. « Lumières de l'histoire »). — A une vingtaine d'années d'intervalle, M. Louis Réau reprend seul et sous une autre forme un sujet qu'il avait déjà traité avec le regretté Gustave Cohen et donne les raisons de ce qu'il appelle modestement un nouvel essai de synthèse. Les progrès rapides des études médiévales, qui sont comme les autres disciplines, périodiquement sujettes à révision, exigent en effet une révision également périodique, la seule ambition de cette mise à jour étant « de fournir aux étudiants et aux chercheurs une base de départ, une rampe de lancement ».

Après avoir éliminé, dans son introduction, les théories périmées, par exemple le dogme de la valeur constructive de la croisée d'ogives, et prôné la nécessité d'une réforme de la terminologie, à laquelle il nous paraît d'ailleurs difficile de toucher lorsqu'elle est consacrée par l'usage, l'auteur divise son ouvrage en deux parties d'importance inégale : l'évolution de la France médiévale des origines à la fin de l'époque gothique et le rayonnement de la France à l'étranger.

Il passe successivement en revue les origines du iv^e au xi^e siècle, l'apogée (xii^e-xiv^e siècle) et « le coucher de soleil du gothique flamboyant », brochant pour chacune de ces périodes « la toile de fond historique », relevant au passage telle ou telle théorie (voir p. 92 sa critique de la loi du cadre formulée par Focillon), décrivant de façon volontairement sommaire la production littéraire, s'étendant longuement, au contraire, sur la création artistique : architecture, sculpture, peinture. Tous ces chapitres sont pourvus d'une précieuse bibliographie signalant les principaux ouvrages français et étrangers publiés au cours de ces récentes années.

M. Louis Réau est d'autant plus à son aise pour traiter de sujets aussi variés, et aussi du rayonnement de la France à l'étranger, qu'il est lui-même, comme on le sait, l'auteur de *l'Histoire de l'expansion de l'Art français* (1924-1932), d'une *Histoire universelle des Arts* (1934), d'une monumentale *Iconographie de l'art chrétien* (1955-1959) et de bien d'autres travaux sur l'histoire de l'art en rapport avec les questions exposées dans le livre que nous analysons. C'est assez dire qu'il était

1. *L'art du Moyen Age, arts plastiques, art littéraire et la civilisation française*, Paris, Renaissance du Livre, 1935 (Coll. « L'Évolution de l'Humanité », dirigée par Henri Berr).

particulièrement désigné pour entreprendre cette nouvelle synthèse destinée à rendre de signalés services à tous ceux qui désirent connaître comment s'est déroulée dans ses grandes lignes l'évolution littéraire et artistique de la France médiévale.

Jean VALLERY-RADOT.

— Henri WAQUET. *Art breton*, édition entièrement renouvelée (Paris-Grenoble, Arthaud, 1960. Petit in-4°, 192 pages, 284 héliogravures, carte. Prix : 32 NF). — Depuis sa première édition en 1933, l'ouvrage du regretté Henri Waquet est devenu un classique indispensable à la connaissance des monuments de la Bretagne. On sait quel développement original le style gothique a revêtu dans ce pays lorsque régna le flamboyant, au xv^e siècle, comment l'art ainsi créé s'est couvert d'un manteau Renaissance sans rompre avec ses traditions et comment il a continué de briller jusque vers la fin du xvii^e siècle. Alors il a subi un certain fléchissement sous l'influence des difficultés économiques qui lui ont enlevé une part de sa luxuriance, et sous celle de l'académisme qui lui a fait perdre quelque chose de son originalité.

Dans cette nouvelle forme les deux volumes de l'édition primitive de Waquet sont fondus en un seul. Ce résultat est dû au choix d'un papier moins épais et à l'élimination d'aquarelles sans valeur documentaire, nullement à la réduction du texte. Au contraire, celui-ci, dégagé de certaines superfétations littéraires, a été soigneusement mis au point par l'auteur et complété par des notions nouvelles. Il a profité des travaux groupés à l'occasion des congrès de la Société française d'archéologie tenus dans les Côtes-du-Nord et dans le Finistère, et surtout des recherches de M. René Couffon. Ainsi l'« école de Pontcroix », mieux datée, est passée de la période romane dans la gothique; de M. Couffon vient aussi la définition des églises « à nœuds multiples » (je préférerais : à pignons multiples), disposition inventée par Philippe Beaumanoir à la fin du xv^e siècle et qui s'est propagée de Morlaix jusqu'à Dinan. M. Couffon a rapproché avec perspicacité les motifs de divers vitraux bretons et certaines gravures venues des Pays-Bas. Tout cela trouve équitablement sa place dans cette nouvelle édition que M. Waquet a fait bénéficier de nombreuses autres additions. Le chapitre consacré aux châteaux et aux édifices civils est presque entièrement neuf. Des développements sont ajoutés sur les sacristies ainsi que sur la décoration dans toutes ses branches, peinture, vitraux, orfèvrerie, fer forgé, céramique, sur le mobilier et même sur le costume.

L'illustration est complètement rajeunie et soignée selon les principes de la maison. En définitive, cette nouvelle édition, sans annuler les précédentes, vient opportunément les enrichir et sera la bienvenue.

B.-A. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ.

RECUEILS ET PÉRIODIQUES GÉNÉRAUX

Mélanges d'histoire du livre et des bibliothèques offerts à Monsieur Frantz Calot, conservateur en chef honoraire de la bibliothèque de l'Arsenal. Paris, librairie d'Argences, 1960. In-8° de xxiii-384 p. (Bibliothèque elzévirienne. Nouvelle série. Études et documents).

Simone LE GAL : *Bibliographie des travaux de Frantz Calot*, p. xiii-xviii. — J. BOUSSARD : *L'évangélaire d'or, Ms. 599 de la bibliothèque de l'Arsenal*, p. 3-14, 2 pl. Désigné parfois sous le nom d'*Évangélaire de Saint-Martin-des-Champs*. D'un faisceau d'indices et sans sortir du domaine des hypothèses, on peut penser que ce manuscrit de grand luxe fut exécuté soit à Tours, soit dans l'atelier d'Aix-la-Chapelle, mais destiné à l'Église de Tours, vers 796. — Robert BARROUX : *Recueil historique en français composé, transcrit et exhumé à Saint-Denis, vers 1280*, p. 15-34. Ce recueil d'un réel intérêt est dû à un seul rédacteur, moine de Saint-Denis, qui a traduit divers ouvrages latins bien connus et composé une chronique française d'après la chronique latine de Guillaume de Nangis. L'auteur — un moine — pourrait être soit Primat, soit Guillaume de Nangis. — Maurice PIQUARD : *La bibliothèque d'un homme d'État au XVI^e siècle*, p. 227-235. Celle du cardinal de Granvelle (1517-1586); bibliothèque célèbre, dont une faible partie est conservée aujourd'hui à la bibliothèque de Besançon, et qui était encyclopédique telle qu'elle pouvait satisfaire un esprit de la Renaissance. — Jean TREMBLOT DE LA CROIX : *Marques de la bibliothèque capitulaire de Nogon*, p. 239-242, fig. La bibliothèque, construite en 1506 à l'ombre du croisillon nord de la cathédrale, vient d'être restaurée. L'auteur décrit deux des compositions de l'abbé Nicolas Oudoux « capellanus et punctator noviomensis » qui ornent quelques livres de cette bibliothèque. — Louise-Noëlle MALCLÈS : *Le fondateur de la bibliographie nationale en France, le Père Louis Jacob de Saint-Charles (1608-1670)*, p. 243-255. Ce Carme, né à Chalon-sur-Saône, fonda en 1645 la première bibliographie nationale, c'est-à-dire le premier inventaire périodique des nouveautés de la librairie en France et le poursuivit chaque année jusqu'en 1654, sous les titres : *Bibliographia Parisina* et *Bibliographia Gallica*.

J. M.

Études historiques à la mémoire de Noël Didier. Paris, éd. Montchrestain. Gr. in-8°, xix-364 p.

Dans ce volume dédié à l'un de nos maîtres historiens du droit et canoniste prématurément disparu, plusieurs études ont été consacrées à des questions touchant l'histoire de l'Église de France. Les voici. V. CHOMEL : *Notes sur l'activité disciplinaire des Officialités du diocèse de Grenoble (1418-1449)*, p. 49-59. L'auteur fournit de précieux renseignements sur le for ecclésiastique de ce diocèse et le comportement assez réfractaire des laïcs à l'égard des injonctions de l'officialité. — L. FALLETTI : *Les « Instructions et Constitutions » de Guillaume Durand comme sources du concile provincial de Trèves de 1310*, p. 95-110. — G. FORCHIELLI : *Carta de reddicione domus episcopalis vacante episcopatu Gratianopolitano a. 1221*, p. 121-124. — J. GAUDEMET : *Unani-*

mité et majorité (observations sur quelques études récentes). p. 149-162. M. G. montre le rôle de l'Eglise dans la construction juridique des mécanismes de l'adhésion populaire aux décisions légales. — G. HUBRECHT : *Note sur la politique religieuse et le régime des cultes dans la principauté de Sedan*, p. 173-188. L'intérêt du sujet tient en particulier à la conversion au protestantisme d'un prince souverain suivie de l'abjuration d'un de ses successeurs, quatre-vingts ans après, puis de l'annexion de la principauté au royaume; il y a des renseignements intéressants sur la situation religieuse dans cette région pendant tout un siècle; l'auteur publie un texte inédit fondamental, édit du 10 septembre 1638, dont le rapprochement avec l'édit de Nantes s'impose à l'esprit; on notera l'évolution d'un libéralisme, où le calvinisme prédomine de 1563 à 1638, à une reprise du catholicisme à partir de 1643 jusqu'à l'application de l'édit de Fontainebleau après une période de tracasseries depuis 1662. — R. LATOUCHE : *Le bourg des Juifs (Hebraeorum burgus) de Vienne (Isère) au X^e siècle*, p. 189-194. M. L. analyse un texte curieux de la fin du x^e siècle, où un juif reçoit l'habitat en échange de l'obligation d'être homme d'affaires des moines de Saint-André-le-Bas. — G. LE BRAS : *Théologie et droit romain dans l'œuvre d'Henri de Suze*, p. 195-204. — P. OURLIAC : *La théorie canonique des rentes au XV^e siècle*, p. 231-243. — Ch.-E. PERRIN : *Le manse dans le polyptyque de l'abbaye de Prüm à la fin du IX^e siècle*, p. 245-258. L'auteur fait une instructive comparaison avec le polyptyque de Saint-Germain-des-Prés, si connu depuis Guérard et Longnon au siècle dernier; il en découle que le texte de Prüm est d'un intérêt sans doute plus grand que celui d'Irminon. — P. PETOT : « *Nul ne part au roi* », p. 259-264. M. P. souligne l'intérêt de l'adage à propos de la destinée des enfants nés de formariage entre le roi et les abbayes orléanaises et parisiennes. — P.-C. TIMBAL : *La garde de l'abbaye de Morimond au XIV^e siècle*, p. 309-313. L'auteur reprend un sujet qu'avait étudié le regretté Didier dans sa thèse de doctorat en droit. — A. VETULARI : *Stephanus Polonus, un canoniste [polonais] du XIII^e siècle*, p. 341-350. — Déjà nous dépassons les limites de notre Revue, ce qui nous prive du plaisir de signaler la douzaine d'autres constitutions si intéressantes en elles-mêmes. Tout au plus l'étude de G. Chevrier sur *Les transformations du don « in extremis » dans le droit dauphinois du XII^e siècle* (p. 37-47) est-elle à la limite de notre compétence.

G. LEPOINTE.

Thèses soutenues à l'École des chartes en 1960.

Paris, École des chartes, 19, rue de la Sorbonne, 1960, in-8°, 116 p.

Marie-Annick BLANC : *La confrérie Notre-Dame-de-l'Assomption et la vie paroissiale à Gisors de la fin du XIV^e siècle à la Révolution*, p. 19-24. — Françoise GRELIER : *Le temporel de l'abbaye de Fontevault dans le Haut-Poitou des origines à la réforme du XV^e siècle*, p. 35-40. — Christiane LEREBOLLET : *Recherches sur les confréries de métiers à Rouen du XIII^e au XV^e siècle*, p. 67-74. « La confrérie de métier, annexe religieuse et charitable nécessaire du métier organisé, n'intervient pas dans la vie professionnelle elle-même. A part l'obligation qu'ont les membres du métier d'entrer dans la confrérie et le soutien financier qu'ils lui apportent, une confrérie de métier est très proche d'une confrérie ordinaire ». — Pierre WAKSMAN : *Histoire des dépendances de l'abbaye de Saint-Bertin du VII^e à la fin du X^e siècle*, p. 103-106. — Des

lecteurs de la *Revue* pourront être aussi intéressés par les thèses suivantes : Marie-Anne ELISSAGARAY : *La légende des rois mages. Introduction historique et édition de l'Histoire des trois rois* [traduction française de l'*Historia trium regum*, œuvre de Jean de Hildesheim, composée à la gloire de Cologne au milieu du xiv^e siècle], p. 25-28. — Claude HOHL : *La peste et les hôpitaux parisiens au XVI^e siècle*, p. 49-52. — Monique PELLETIER : *Le Grand Conseil de Charles VIII à François I^{er} (1483-1547)*, p. 85-90 [un chapitre sur la justice retenue et les causes bénéficiales].

G. L.

**Revue des travaux de l'Académie des Sciences morales et politiques
et comptes rendus de ses séances***

1948.

Henry GAILLARD DE CHAMPRIS : *Le sentiment religieux chez Baudelaire*, p. 31-37. Un homme de bonne volonté, surtout dans ses dernières années, mais non un vrai chrétien.

1949.

Henry GAILLARD DE CHAMPRIS : *L'Église de France devant les problèmes de l'heure*, p. 117-137. La politique d'omni-présence du cardinal Suhard (Mission de Paris, etc.). Les intellectuels catholiques. Les œuvres d'assistance.

1950.

Adrien DANSETTE : *Marc Sangnier et le « Sillon »*, p. 153-168. Biographie et psychologie de Marc Sangnier, créateur d'un mouvement religieux de jeunesse. — Henry GAILLARD DE CHAMPRIS : *L'usage d'une liberté. Les Instituts catholiques au service de la France*, p. 100-115.

1951.

Adrien DANSETTE : *L'Action française et l'Église catholique*, p. 111-120. De la condamnation de 1914, non publiée à l'époque, à la réconciliation de 1939. L'auteur s'est servi de plusieurs sources inédites.

1952.

Henry GAILLARD DE CHAMPRIS : *A propos d'un centenaire. L'Oratoire de France (1852-1952)*, p. 47-66. L'œuvre des oratoriens : travaux littéraires et scientifiques; lutte contre toutes les oppressions; collèges; paroisses.

1953.

Robert JACQUIN : *Ozanam, professeur de droit commercial, 1839-1840*, p. 28-37. Il se montra, dans ses cours à l'Université de Lyon, un précurseur dans l'élaboration d'une doctrine de justice sociale inspirée par l'idéal chrétien.

1954.

Robert JACQUIN : *Qui introduisit dans la charte de 1830 le principe de la liberté de l'enseignement ?* p. 160-166. Le rôle du député Simon Bérard, d'après ses *Souvenirs historiques sur la Révolution de 1830* publiés en 1834.

1955.

André LATREILLE : *L'idée concordataire en France au XX^e siècle*, p. 161-169. La réapparition du désir d'un Concordat résulte d'une évolution générale des États modernes à l'égard du Saint-Siège et d'une situation particulière à la France. Mais de nombreuses difficultés subsistent.

1956.

Adrien DANSETTE : *Les prêtres ouvriers*, p. 85-104. Une expérience insuffisamment préparée. Problèmes de l'engagement temporel et de la vie sacerdotale. Attitude des prêtres ouvriers après l'interdiction, en 1954, du travail à plein temps. — Louis MARIN : *Le rôle de l'abbé Grégoire dans la fondation de l'Institut et de l'Académie des Sciences Morales et Politiques*, p. 38-64.

1959.

Jean DÉSY : *Marie de l'Incarnation, fondatrice des Ursulines de Québec*, p. 242-250. — Jean POMMIER : *Documents nouveaux sur la crise religieuse de Renan*, p. 18-30. Évolution psychologique pendant son séjour à Saint-Sulpice.

1960.

Maurice VAUSSARD : *Les dernières luttes du gallicanisme à travers les écrits inédits d'un évêque constitutionnel*, p. 170-180. L'ex-jésuite Michel-Joseph Defraisse, d'abord vicaire épiscopal de l'oratorien Périer dans le Puy-de-Dôme, fut ensuite évêque constitutionnel. Il fut emprisonné quelques mois sous la Terreur. Gallican, mais non janséniste, il devint l'ami de Grégoire et défendit toujours ardemment la légitimité de l'Église constitutionnelle. Il ne fit pas une seule ordination pendant son épiscopat.

Henry Trouvé.

Annales... Économies. Sociétés. Civilisations.

15^e année, 1960. Paris, A. Colin.

Jacques LE GOFF : *Au moyen âge. Temps de l'Église et temps des marchands*, p. 417-433. C'est peut-être sous l'action des maîtres d'Oxford et de Paris que « le temps des marchands se libère du temps biblique que l'Église ne sait pas maintenir dans son ambivalence fondamentale » - ce temps qui n'appartient qu'à Dieu et ne peut être objet de lucre. — Émile POULAT : *La découverte de la ville par le catholicisme français contemporain*, p. 1168-1179. L'auteur étudie les « techniques d'équipement » du catholicisme dans les villes, essentiellement à Paris, du Concordat à nos jours.

J. M.

Revue historique.

84^e année. Tome CCXXIII. 1960.

Marcel ÉMERIT : *Le problème de la conversion des musulmans d'Algérie sous le Second Empire*, p. 63-84. Critique sévère, et partielle, de la politique adoptée par Mgr Lavigerie, nommé à Alger en 1867; ses efforts pour convertir les musulmans l'opposent au gouverneur général, Mac Mahon, qui veut le cantonner dans l'apostolat auprès des colons. L'alliance conclue entre le prélat et les colons, hostiles à la politique im-

périale favorable aux agriculteurs indigènes, est brisée par la fondation des villages de Saint-Cyprien et de Sainte-Monique. La note 4, p. 77, sur l'affaire Mortara (« L'enfant n'a jamais été retrouvé »...) suscitera un légitime étonnement. — Émile G. LÉONARD : *Bulletin d'histoire du protestantisme*, p. 387-412. Suite des bulletins dont la publication a été commencée en 1953 : histoires du xvi^e s. et de la Réformation; Luther et le luthéranisme; Calvin et le calvinisme; protestantisme moderne et contemporain. L'auteur a limité ses dépouillements, en raison de la publication prochaine des deux premiers volumes de son *Histoire générale du protestantisme* (xvi^e-xviii^e s.).

René RANCEUR.

Actes du 82^e congrès national des Sociétés savantes.

Aix-Marseille, 1958

Paris, Impr. nationale, 1959.

R. P. Charles SETY, O.M.I. : *Recrutement du Carmel d'Aix-en-Provence (1625-1792)*, p. 11-17. Des 132 carmélites ayant fait profession entre la fondation et l'expulsion des religieuses en 1792, une vingtaine appartenaient à de grandes familles provençales (Forbin, Simiane, Sulfren, Vauvenargues), une cinquantaine étaient filles de membres des cours souveraines, les autres sortaient de la bonne bourgeoisie; les 19 converses venaient du monde des paysans et des artisans. La dernière prieure, Rose-Sexte Julien, fille d'un professeur à la Faculté de droit d'Aix, reconstitua le Carmel en 1802. — Joannes CHÉTAIL : *Pierre-Louis de Leyssin, archevêque d'Embrun*, p. 19-38. D'origine dauphinoise, Mgr de Leyssin était vicaire général de Troyes quand il fut nommé à Embrun (1767); actif, entreprenant, rigoureux dans la défense des droits de son archevêché, ne reculant pas devant les procès, il combattit le mandat impératif aux États de Romans; après le refus de serment, il émigra en juillet 1791, résidant successivement en Savoie, en Suisse et en Bavière, à Nuremberg, où il mourut en août 1801, sans avoir été amené à démissionner. — M. BALMELLE : *Un Aixois, évêque de Mende, archevêque d'Avignon, Mgr Morel de Mons (1752-1830)*, p. 39-40. — Marius DARGAUD : *L'instruction publique avant la Révolution dans l'ancienne paroisse de Dortan [Ain]*, p. 41-55. — L. BONIFACE : *L'instruction publique dans le comté de Nice sous la restauration sarde (1814-1860)*, p. 57-74. De 1820 à 1848, le collège de Nice fut confié aux jésuites.

René RANCEUR.

Bulletin archéologique

du Comité des Travaux historiques et scientifiques.

Année 1958 [1960].

Alfred GANDILHON (†) et René GANDILHON : *L'ancienne église Saint-Jean-des-Champs à Bourges*, p. 91-108. Démolie en 1793, après la réduction des paroisses de la ville de quinze à quatre, l'église rappelait dans son plan la cathédrale et ses treize chapelles offraient un grand intérêt. — Chan. Pierre GAYNE : *Les églises romanes de l'arrondissement de Moissac (essai de répertoire archéologique)*, p. 129-146. Sur les cent trente-sept églises subsistantes de l'archiprêtré de Moissac, qui correspond à l'arrondissement supprimé en 1926, quarante-huit sont d'époque romane (fin du xi^e-xii^e s.). Presque toutes sont des églises rurales, caractérisées par la simplicité du plan et la pauvreté de l'ornementation.

Cette floraison d'édifices religieux ne peut s'expliquer que par l'influence exercée par les abbayes bénédictines de Moissac et de Saint-Maurin. — *Bibliographie signalétique des travaux intéressant l'archéologie et l'histoire monumentale* (1956-1957 et complément des années antérieures), p. 147-192.

René RANCŒUR.

Bulletin de littérature ecclésiastique.

Tome LX, 1959. Toulouse, Institut catholique.

Antanas LIUIMA : *L'influence de saint Augustin chez saint François de Sales*, p. 3-37. — A. SABARTHÈS : *La Constitution civile du clergé dans l'Aude*, p. 38-56, 135-149. Attitude des évêques de Carcassonne, de Mirrepeix, d'Alet et de Saint-Papoul et de l'archevêque de Narbonne (Arthur-Richard Dillon). Prestation de serment dans les divers districts du département; la majorité des prêtres prêtèrent serment, mais il ne cessa d'y avoir des rétractations. — É. GRIFFE : *Toulouse romaine et chrétienne. Controverses et incertitudes*, p. 117-134. Récit d'une controverse au sujet de l'emplacement du Capitole romain de Toulouse où l'évêque Saturnin fut martyrisé. Étude d'un poème de Fortunat (II, 8) qui permet de situer le Capitole à l'église du Taur. — Id. : *La patrie de saint Didier, évêque de Cahors*, p. 203-205. Dans la *Vita Desiderii*, il faut lire *Albige* (Albi) et non *Obrege*, qui ne peut être qu'une erreur de copiste. — L. CAPÉLAN : *Une thèse de doctorat sur la Séparation*, p. 274-287. A propos de l'ouvrage de Mlle Méjean, *La séparation des Églises et de l'État; l'œuvre de M. Méjan*. — Marcel BÉCAMEL : *Saint Dominique et l'Albigeois*, p. 288-296. Rien ne prouve que saint Dominique ait reçu l'église de Notre-Dame de la Drèche et qu'il ait prêché à Albi.

É. GRIFFE.

Bibliothèque de l'École des chartes.

Tome CXVII, année 1959. Paris, 1960.

L. CAROLUS-BARRÉ : *Consultation du cardinal Pietro Colonna sur le II^e miracle de saint Louis*, p. 57-72. C'est la publication du texte inédit de la relation du 2^e miracle de saint Louis concernant Amelot de Chaumont. Ce document permet de saisir sur le vif l'une des phases du procès de canonisation, celle qui consistait en l'examen par les cardinaux des témoignages reçus lors de l'enquête faite à Saint-Denis, du 2 mai 1282 au 31 mars 1283, par les commissaires désignés par le pape à cet effet. L'auteur de la consultation, qui dut se faire avant le 3 mai 1297, est Pietro Colonna. C'est sans doute la pièce originale la plus ancienne provenant d'un procès de canonisation. — André BOSSUAT : *Le servage en Nivernais au XV^e siècle d'après les registres du Parlement*, p. 89-134. Cet important article sur le servage en Nivernais concerne, dans le comté de Nevers, des seigneuries ecclésiastiques, en particulier le prieuré de Saint-Révérien et des seigneuries laïques, spécialement Château-Chinon. Dès le début du xv^e s., les serfs de Saint-Révérien entreprirent de se soustraire à la servitude, en affirmant simplement qu'ils n'étaient pas serfs. Il s'ensuivit des conflits violents. Après l'assassinat du porte-parole des serfs par les hommes du prieur de Saint-Révérien, les serfs demandèrent justice au roi et l'affaire fut portée devant le Parlement de Paris. Au même moment les serfs des monastères voisins de Saint-Saulge et de Saint-Léonard de Corbigny se levaient égale-

ment contre leurs seigneurs. Les conflits se multiplièrent au cours du ^{xv}^e s. à Saint-Révérien à propos du guet, des tailles et des corvées. Le mouvement de protestation n'était pas moins vif dans les seigneuries laïques voisines. Grâce à ces documents nous pouvons nous faire une idée du servage tel qu'il existait dans les régions soumises à la coutume de Nivernais avant sa rédaction. — *Nouvelles acquisitions latines et françaises du Département des Manuscrits de la Bibliothèque nationale pendant les années 1951-1957*, p. 135-273. Parmi ces acquisitions, signalons comme intéressant l'histoire de l'Église : Fragments d'archives de l'évêché et de l'officialité de Toul. — Fragment d'un registre des causes pendantes devant l'auditeur de rote, Bartholomeus de Balencinis. — Fragments de Bibles (xii^e s.). — Œuvre d'Armand de Belvézer. — *Breviarium Virdunense*. — Livre d'Heures d'Anne d'Autriche à l'usage de Rome. — Liste des revenus de la collégiale Saint-Étienne de Troyes, à la fin du xiii^e s. — « Très belles Heures de Notre-Dame ». — Lettres adressées à Mgr François Lagrange, évêque de Chartres. — Extraits d'inventaires de chartes de la Sainte-Chapelle. — Lettres adressées à Mgr Dupanloup. — Papiers de Mgr Dupanloup. — Documents historiques concernant la communauté de Saint-Sulpice et l'Église de France aux xviii^e et xix^e s. — Abbé L. DUCHESNE, *Liber Pontificalis*; Id., « Histoire ancienne de l'Église », t. IV. — Département des décimes du clergé de France de l'année 1516. — Département des décimes du clergé de France, établi à l'assemblée de Mantes en 1641. — Vie de la bienheureuse Philippe de Chantemilan. — Comptes des religieuses de Longchamp. — Fragments du Mystère de la Passion d'Arnoul Gréban.

Hélène VERLET.

Analecta Bollandiana.

Bruxelles, tome LXVIII, 1960.

Paul GROSJEAN : *La prétendue canonisation d'Aelred de Rievaulx par Célestin III*, p. 124-129. Cette canonisation d'un abbé de Clairvaux est affirmée par bien des modernes à la suite de la Chronique de Peterborough, qui en fait mention pour l'année 1191; mais cet événement n'a laissé aucune trace ni dans les actes du pape Célestin III ni dans les annales cisterciennes, ce qui le rend bien invraisemblable. D'ailleurs la chronique n'est pas l'œuvre de Jean de Peterborough au xiii^e s., mais une compilation du xiv^e, dont l'erreur s'explique par une confusion entre *Bellevolensis* ou *Bonevallensis* (nom d'abbayes intéressant Pierre de Tarentaise, canonisé en 1191) et *Rievallensis* (nom de l'abbaye de Rievaulx, illustrée par Aelred). — Joseph VAN DER STRAETEN : *La Passion de saint Patrocle de Troyes. Ses sources*, p. 145-153. Le récit de ce martyre (sans doute légendaire) de la persécution d'Aurélien, antérieur à Grégoire de Tours, qui y fait allusion, n'est pas de la même main que la Passion de saint Bénigne de Dijon, comme le pensait Duchesne, mais dérive de celle de saint Symphorien d'Autun (début du v^e s.) et de celle de saint Alban de Verulam (entre 515 et 540) : il n'est donc pas antérieur au milieu du vi^e s. — Baudouin de GAIFFIER : *Notes sur le culte de sainte Marie-Madeleine*, p. 161-168. A propos du livre de l'abbé Saxer, dont il est fait un grand éloge (avec quelques compléments ou rectifications, en particulier sur le culte de la sainte dans le diocèse de Liège).

Jean-Remy PALANQUE.

XVII^e siècle. Bulletin de la Société d'étude du XVII^e siècle.3^e trimestre 1960 (n° 48). 24, boulevard Poissonnière, Paris (9^e).

Y. POUTET : *Une phase scolaire de la querelle des Anciens et des Modernes. La dispute des syllabaires*, p. 28-43. Aux origines de la crise, c'est-à-dire au cours du xvii^e siècle, avant 1688, l'idée moderne, l'excellence de la langue française, fait son chemin même dans les milieux catholiques de l'enseignement. La vraie dispute du syllabaire éclata au niveau des écoles populaires à l'arrivée de M. de la Salle sur la paroisse Saint-Sulpice. Saint Jean-Baptiste de la Salle, avec son *Syllabaire français*, devait l'emporter finalement. Bien entendu, les vieilles routines subsistèrent longtemps ici ou là, surtout dans les provinces.

Jean de La MONNERAYE.

Revue historique de droit français et étranger.

4^e série, 1960. Paris, Sirey.

P. BIERZANEK : *Sur les origines du droit de la guerre et de la paix*, p. 83-123. La déclaration de guerre, les traités internationaux, l'hostilité naturelle et l'immunité des envoyés étrangers forment les trois chapitres de cette étude reposant sur des textes de l'antiquité, mais comprenant aussi quelques références à des usages ou coutumes de peuples dits primitifs. Le dernier chapitre intéressera plus spécialement ceux qui s'attachent à l'idée de paix médiévale puisque la notion d'immunité des envoyés passe du droit romain dans les droits savants médiévaux et dans le droit laïque. — H. JAEGER : *Justinien et l'« episcopalis audientia »*, p. 214-262. Solide contribution à l'étude des rapports de l'Eglise et de l'Etat au Bas-Empire; l'auteur met en relief l'idée de Justinien de recourir aux évêques pour « renforcer cet esprit de collaboration en vue de rechercher un juste équilibre entre les deux pouvoirs, pour faire bénéficier tous les chrétiens de l'équité humaine que vient soutenir l'équité vivante dans la tradition chrétienne à tous les échelons de la vie sociale ». — G. LE BRAS : *Miettes pour une nouvelle édition de l'« Histoire des collections canoniques »*, p. 309-312. Dans ces pages l'auteur fait le point des progrès accomplis dans les éditions de textes, les études critiques et sur les problèmes fondamentaux. — Journées d'Histoire du Droit et des institutions des pays de l'Ouest de la France (Nantes, 8-10 juin 1959). — ID. : *Les sources nantaises du droit de l'Eglise*, p. 481. — M. de BOÜARD : *Nouvelles remarques sur l'introduction de la Trêve de Dieu en Normandie*, p. 481-482. — R. FILHOL : *Protestantisme et droit d'aînesse au XVI^e siècle*, p. 482-483. — M. BAUDOT : *Les droits de mer de l'abbaye de Fécamp*, p. 487. — J. BOUSSARD : *L'enclave royale de Saint-Martin de Tours*, p. 491-492. — M. DUVAL : *De quelques inféodations de moyenne justice dans l'ouest de la France au XVI^e siècle*, p. 492-493. — H. GILLES : *Un canoniste oublié : l'abbé de Joncels*, p. 578-602. L'auteur nous donne des indications (qui rectifient les nombreuses erreurs de la *Gallia christiana*) sur la vie de Jean de Jean, abbé du monastère bénédictin de Joncels au diocèse de Béziers au xiv^e s., qui joua « un rôle appréciable dans la diplomatie et l'administration pontificales », et dans une seconde partie M. G. étudie les deux ouvrages qu'indubitablement on doit attribuer à Jean de Jean : le *Memoriale Decreti* et les *Sermones populares*. De l'analyse de ces derniers, l'auteur conclut que la sociologie religieuse tirerait des renseignements précieux sur l'état d'esprit des populations langue-

dociennes vers le milieu du xiv^e s. Non seulement le sociologue glane-rait des traits utiles, mais l'historien et le philologue y trouveraient aussi un matériel abondant.

Juliette M. TURLAN.

Revue d'histoire littéraire de la France.

59^e année. 1959.

Madeleine COTTIN : *M. et Mme de Chateaubriand à l'ambassade de Rome d'après des documents nouveaux*, p. 13-38. Vingt-cinq lettres de Mme Salvage de Faverolles à Mme Récamier, du 11 novembre 1828 au 16 mai 1829, — provenant du fond Récamier, — riches en détail anecdotiques sur les faits et gestes de l'ambassadeur. — Raymond LEBÈGUE : *Renan et Chateaubriand*, p. 39-49. Assez sévère pour l'historien, critique de l'apologiste, Renan a subi cependant l'influence de Chateaubriand, particulièrement dans son style. — Henri BUSSON : *Vers oubliés de Ronsard*, p. 145-152. Soixante-quatorze vers figurant en tête du traité du P. Edmond Auger, S.J., *Des sacrements de l'Eglise catholique* (février 1567). — Louis ALLEN : *Une lettre inédite de Sainte-Beuve*, p. 533-535. Pour assurer sa nomination à la chaire de littérature française à l'Université de Liège, Sainte-Beuve avait sollicité de Montalembert l'appui de son beau-père, le comte Félix de Mérode; le succès obtenu, il pria Montalembert de le recommander auprès de l'évêque de Liège.

60^e année. 1960.

Georges HUARD : *Le Petit-Picpus des « Misérables » et les informatrices de V. Hugo, Mme Biard et Juliette Drouet*, p. 345-387. Pour la première rédaction des « Misérables » (« Les Misères »), V. Hugo avait utilisé surtout des renseignements donnés par Mme Biard sur le monastère des bénédictines de l'Adoration perpétuelle du Saint-Sacrement, où l'une de ses tantes avait été pensionnaire; la part de J. Drouet pour les informations concernant le couvent des Madelonnettes installé chez les dames de Saint-Michel est beaucoup plus restreinte. Dans la version définitive, V. Hugo transfère le couvent au Petit-Picpus, sur la rive droite. Les archives des bénédictines de l'Adoration perpétuelle ont apporté de nombreuses précisions sur le monastère et les religieuses.

René RANCEUR.

Bulletin monumental. Tome CXVIII, 1960

Dom Romain CLAIR : *L'église abbatiale d'Hautecombe au XII^e siècle*, p. 7-30, 4 fig. L'auteur s'efforce de retrouver dans cet édifice si souvent remanié les traces de l'église cistercienne primitive. — Pierre HÉLIOT : *Encore l'ordre colossal et les arcades murales dans les églises romanes*, p. 31-36, 1 fig. — Jean SECRET : *Les façades à arcatures dans les églises romanes du Périgord*, p. 89-109, 6 fig. Catalogue de trente-trois églises qui trahissent une influence venue du nord-ouest : Angoumois, Saintonge et Poitou, et particulièrement des abbayes de cette région. — Robert BRANNER : *Les débuts de la cathédrale de Troges*, p. 111-122, 5 fig. — P. DESCHAMPS : *Un monument aux morts du XV^e siècle. La Vierge au manteau de l'église de Laval en Dauphiné*, p. 123-131, 1 fig. Ce serait une réplique des peintures perdues des Jacobins de Grenoble et de Saint-Antoine de Viennois. — Pierre PRADEL : *Découverte dans le chœur de Saint-Germain-des-Prés*, p. 133-137, 6 fig. Étude des chapelles rayon-

nantes du chevet. — Fr. M.-Anselme DIMIER : *L'église de l'abbaye de Foigny*, p. 191-205, 10 fig. Abbaye cistercienne qui reproduit le plan de l'église de Clairvaux, que l'on retrouve aussi dans la seconde église de Cîteaux (1140-1150) et de Prenilly (achevée avant 1185). — Robert BRANNER : *Une statue gothique inconnue de Sens*, p. 207-209, 1 fig. — René CROZET : *Les sujets sculptés aux voûtes de l'église de Saint-Jouin de Marnes*, p. 261-272. — Marcel AUBERT : *La construction au moyen âge*, p. 241-259, 2 fig. — Marguerite ROQUES : *Le peintre de la chambre de Clément VI au palais d'Avignon*, p. 273-296, 11 fig. Attribution à Robin de Romans qui s'inspire de l'art des tapisseries franco-flamandes.

P.-A. FÉVRIER.

Gallia. Tome XVIII, 1960.

André BLANC : *Inscriptions nouvelles de la région en face de Valence*, p. 201. Inscription chrétienne. — Jean-Jacques HATT : *Informations archéologiques*, p. 217-219, 236-239. Compte rendu sommaire des fouilles sous la basilique Saint-Pierre-aux-Nonnains de Metz et sous Saint-Étienne de Strasbourg où l'on peut reconnaître une basilique du v^e s. — Fernand BENOÎT : *Informations archéologiques*, p. 288-290, 312-313. Nécropoles chrétiennes de Marseille (rue du Tapis-Vert) et d'Olbia près d'Hyères (Var). — Roland MARTIN : *Informations archéologiques*, p. 348-350. Fouilles dans la crypte de Saint-Germain d'Auxerre; identification des travaux de l'évêque Optat.

P. A. F.

Cahiers archéologiques. Tome XI, 1960.

J. SCHWARTZ : *Quelques sources antiques d'ivoires carolingiens*, p. 145-162, 7 fig. — Geneviève MORACCHINI : *Les fouilles de Saint-Jean de Corté (Corse)* en 1956 et 1958, p. 185-198, 11 fig. Deux édifices existent en ce lieu, une église et un baptistère, à peu de distance l'un de l'autre. Les fouilles ont mis au jour le banc presbytéral de l'église et son ambon avec l'estrade pour la *schola*. L'auteur suppose que ces édifices sont l'œuvre des moines bénédictins de l'île de Monte-Cristo au x^e s. — May VIEILLARD-TROIEROUOFF : *La cathédrale de Clermont du V^e au XIII^e siècle*, p. 199-247, 58 fig. Essai de restitution de l'édifice qui a remplacé la cathédrale bâtie après 1248, par l'étude des textes, des documents archéologiques encore visibles et d'anciens rapports du xix^e s. On arrive à bien se représenter l'église romane de plan auvergnat classique; la cathédrale d'Étienne II avec son déambulatoire à chapelles rayonnantes est moins bien connue. La cathédrale de Namatius était, elle, plus courte et légèrement plus large. — Démocratie HEMMERDINGER-LIADOU : *L'illustration du psautier d'Utrecht et le sacramentaire léonien*, p. 257-260, 2 fig.

P. A. F.

PÉRIODIQUES ITALIENS

Humanitas. 10^e année, 1955.

Henri DANIEL-ROPS : *Il modernismo in Francia*, p. 529-536.

Vita e pensiero. 38^e année, 1955.

Bernardino FERRARI : *I cattolici francesi di fronte al primo Risorgimento italiano*, p. 577-590. C'est une erreur de croire que tous les ca-

tholiques français eurent à l'égard du « Risorgimento » une attitude dépourvue de sympathie et de compréhension. Si, effectivement, des conservateurs comme Louis Veillot furent ouvertement et constamment hostiles au mouvement national italien, Montalembert, Lacordaire ou Ozanam ne lui ménagèrent ni leur sympathie ni même leur appui.

Gregorianum. 36^e année, 1955.

P. GALTIER : *Le gallicanisme de Bossuet*, p. 293-300. Le R. P. Galtier résume et commente la thèse soutenue en 1953 par M. le chanoine Martimort à la Faculté des lettres de l'Université de Paris.

39^e année, 1958.

Antanas LIUIMA : *Saint François de Sales à l'école des âmes*, p. 43-92. Le R. P. Liuima étudie l'influence qu'ont exercée sainte Jeanne de Chantal et les Visitandines sur la spiritualité de saint François de Sales, et arrive à la conclusion que ce dernier, même sans avoir rencontré la baronne de Chantal, serait probablement parvenu au même degré d'épanouissement mystique, mais que « cette expérience extérieure fondée sur le contact avec les âmes mystiques a achevé sa connaissance du cœur humain, connaissance qu'il possédait déjà en partie par don de la nature ».

Bolletino storico mantovano.

1^{re} année, 1956.

Gian Carlo d'ADAMO : *La strage di San Bartolomeo nelle relazioni dei diplomatici gonzagheschi*, p. 49-51. Les agents du duc de Mantoue (et notamment Giovanni Battista Salvato, accrédité à Paris) s'attachèrent à faire remarquer dans leurs dépêches l'importance des événements français dans la conjoncture internationale.

Nuova rivista storica. 41^e année, 1957.

Eugenio ANAGNINE : *J. B. Bossuet e le correnti religiose e politiche del suo tempo*, p. 396-417. Dans son activité de prédicateur, d'écrivain, de polémiste, Bossuet reflète plus qu'aucun de ses contemporains les tendances et les luttes religieuses et politiques de son époque; M. E. Anagnine tente de dégager quelques phases décisives de sa vie spirituelle en cherchant à étudier ses réactions devant les diverses difficultés politiques et religieuses du moment : la question gallicane, le quiétisme, etc.

Rassegna storica toscana.

4^e année, 1958.

Roger AUBERT : *Les catholiques français de 1815 à 1870*, p. 333-349. Le réveil religieux qui se produit sous le Premier Empire explique la vigueur avec laquelle, dès l'époque de la Restauration, les catholiques français entrent en lice dans la vie publique, avec Louis de Bonald et Joseph de Maistre, « prophètes du passé », avec aussi Lamennais, « prophète de l'avenir ». Sous le Second Empire, en dépit d'une situation extérieurement brillante, on discerne des signes avant-coureurs d'une crise religieuse qui éclatera au grand jour sous la Troisième République.

Miscellanea in onore di Roberto Cessi.

Rome, 1958. 3 vol. in-8°.

Giovanni SORANZO : *Come fu data e come fu accolta a Venezia la notizia della « St. Barthelemy »*, t. II, p. 129-144. Informé par les dépêches des ambassadeurs Michiel et Cavalli, le gouvernement vénitien accueillit la nouvelle de la Saint-Barthélemy avec « satisfaction » et « grande consolation ». Il faut en chercher la raison dans le fait que le Sénat voyait dans le massacre des huguenots un signe permettant d'espérer un renouvellement de l'amitié franco-espagnole et peut-être l'adhésion de la France à la ligue des États chrétiens contre le Turc.

Rivista di storia della Chiesa in Italia.13^e année, 1959.

Ivan CLOULAS : *Notes sur la participation de Jérôme Ragazzoni, évêque de Bergame, à l'œuvre apostolique des visites de diocèses, pendant sa nonciature en France (1583-1586)*, p. 293-296. Ragazzoni, qui, avant d'être nommé nonce en France, avait été choisi par Grégoire XIII pour faire partie du groupe de visiteurs apostoliques chargés d'inspecter les diocèses italiens selon les principes de saint Charles Borromée, reçut l'ordre, dès son arrivée à Paris, d'effectuer la visite des Trois Évêchés. Les circonstances l'empêchèrent de mener à bien cette mission, mais il eut l'occasion ensuite de s'employer en faveur des visites apostoliques qui se faisaient dans les pays placés sous l'influence française.

**Mélanges d'archéologie et d'histoire
publiés par l'École française de Rome.**

Tome LVIII (1940).

Marguerite BOULET : *Les élections épiscopales en France au lendemain du concordat de Bologne (1516-1531)*, p. 190-234. Le concordat de Bologne remplaçait en principe les élections aux bénéfices consistoires en France par la nomination royale, sauf pour quelques églises, abbayes et prieurés conventuels pourvus par le Saint-Siège d'un privilège d'élection. Ce dernier était en contradiction avec l'esprit du concordat. L'histoire des élections épiscopales de 1516 à 1531 nous montre que, dans cette période, la moitié des chapitres cathédraux tentèrent d'élire leur évêque; le sixième seulement y réussit; et la plupart des chapitres qui virent leur candidat agréé par le pape ne le durent qu'au fait d'avoir élu le candidat du roi. Finalement, en 1531, la suspension du privilège d'élection fut concédée à François I^{er}, sa vie durant, et le renouvellement de cette faveur fut toujours accordé à ses successeurs. — Jean ORCIBAL : *Fénelon et la Cour romaine (1700-1715)*, p. 235-348. De 1700 à 1715, Fénelon déploya dans l'ombre une activité intense, mais échoua dans presque toutes ses tentatives. Il ne parvint pas, notamment, à l'anéantissement du jansénisme, auquel il s'était voué. Et, malgré la très grande faveur dont il jouissait à Rome (où toutefois, en 1697, avaient été condamnées ses *Maximes*), il ne put y faire admettre les remèdes qu'il proposait pour rendre au pape son antique autorité.

Tome LVIII (1941-1946).

Denise CORNET : *Les éléments historiques des IV^e et VI^e « quodlibets » de Gérard d'Abbeville*, p. 178-205. Gérard d'Abbeville, professeur à la Faculté de théologie de Paris, connu surtout par la lutte qu'il mena aux

côtés de Guillaume de Saint-Amour contre les ordres mendiants, a laissé des œuvres de polémique, des sermons, des questions disputées et dix-neuf « quodlibets ». Mlle Cornet, en recherchant les sources historiques de deux de ces derniers, parvient à les dater précisément (le IV^e de Noël 1266, le VI^e de Pâques 1268); elle nous montre en outre l'attitude de Gérard d'Abbeville en face des problèmes d'actualité évoqués dans les deux quodlibets : « sentiment assez exact des devoirs respectifs du roi et de ses sujets; sévère intransigeance en ce qui concerne les mariages de chrétiens et d'infidèles ». — Odon de SAINT-BLANQUAT : *Recherches sur Toulouse dans les Archives vaticanes*, p. 289-290. L'inventaire de Garampi signale un nombre important de documents conservés dans divers fonds de l'*Archivio segreto vaticano*, et relatifs à Toulouse et sa région : privilèges, fondations de collèges, confirmations de statuts, unions de paroisses rurales à des communautés, etc. Dans les archives de la Chambre apostolique au xiv^e s. se trouvent les très importants comptes des collecteurs apostoliques dans les provinces ecclésiastiques de Toulouse et d'Auch (mais il faut noter l'inexistence de documents financiers touchant la France pour le xv^e s. : les comptes des « nonces et collecteurs » de cette époque ne concernent guère que l'Italie). Enfin, dans les suppliques des papes d'Avignon Clément VII et Benoît XIII, figurent les « rôles » adressés à ces pontifes par l'Université de Toulouse, documents parfois fort longs et qui nous renseignent sur les préoccupations des « universitaires » de la fin du xiv^e et du début du xv^e s.

Tome LIX (1947).

Jean GLÉNISSON : *Un agent de la Chambre apostolique au XIV^e siècle : les missions de Bertrand du Mazel (1364-1378)*, p. 89-119. Bertrand du Mazel, nonce et collecteur, chapelain pontifical, est un parfait représentant du personnel administratif de la papauté d'Avignon. Clerc du diocèse de Mende, il obtint une cure au diocèse de Toulouse, puis, devenu chanoine de Lodève, chercha très vite fortune et protection à la Cour pontificale. D'abord chapelain et familier du cardinal-évêque de Palestrina, il fut nommé en 1366 collecteur général d'une décime qu'Urban V avait décidé de lever en Allemagne et en Bohême, et devint ainsi un des agents officiels de l'administration financière du Saint-Siège. Au cours de sa carrière, il eut à remplir une mission dans les royaumes de Navarre, de Portugal, de Castille et de Léon, puis une autre en 1373, lors de la paix conclue, sous l'égide du Saint-Siège, entre la reine Jeanne de Naples et le roi Frédéric de Sicile; en 1376 enfin, il fut nommé trésorier de la guerre en Italie. — Édith BRAYER : *Un manuel de confession en ancien français conservé dans un manuscrit de Catane (Bibl. Ventimiliana, 42)*, p. 155-198. Mlle Brayer étudie et publie un petit traité de confession qui fait partie d'un recueil de textes pieux et didactiques en ancien français conservé à la Bibliothèque Ventimiliana de Catane.

Tome LXII (1950).

Louis CAROLUS-BARRÉ : *Benoît XII et la mission charitable de Bertrand Carit dans les pays dévastés du nord de la France (Cambrésis, Vermandois, Thiérache), 1340*, p. 165-232. Les armées anglaises ayant en 1339 et 1340 dévasté le nord du royaume de France, Benoît XII affecta une somme de 6000 florins d'or au soulagement des populations de cette région. Deux personnages de l'administration pontificale fu-

rent chargés par le pape de distribuer ce secours charitable : Pierre Arquier, doyen de l'Église de Rouen, et Bertrand Carit, archidiacre d'Eu. Ce dernier accomplit sa mission d'août à novembre 1340 et distribua 8900 livres tournois. — M.-H. LAURENT : *Un précieux exemplaire du Commentaire de Bossuet sur les Psaumes*, p. 233-242. Un écho des « cercles bibliques » qui se groupèrent, sept années durant, autour de Bossuet, nous est parvenu dans le *Commentaire sur les Psaumes* que le précepteur du Dauphin, devenu évêque de Meaux, publia à Lyon en 1691 chez les Anisson. Le R. P. Laurent étudie un précieux exemplaire de cet ouvrage donné en 1949 par le président de la République française au pape Pie XII et conservé à la Bibliothèque vaticane.

Tome LXIII (1951).

Bernard GUILLEMAIN : *Le personnel de la cour de Clément V*, p. 139-181. « Il existe dans le personnel de la cour de Clément V deux catégories distinctes : les fonctionnaires des administrations centrales de l'Église et ceux qui, à un titre plus ou moins élevé, font partie de la domesticité du pape. » Les administrations emploient quelque cent-cinquante clercs ; près de deux cents personnes travaillent dans les quatre services intérieurs et les autres corps domestiques en utilisent autant. La cour réclame donc au total les services de cinq cents hommes environ. En outre, un grand nombre de personnages divers (laquais, domesticité du pape. » Les administrations emploient quelque cent-les modes de rémunération sont différents suivant que le pape voyage ou non, et selon les catégories de fonctionnaires. A la fin de 1310, toutefois, le pape étend à l'ensemble des fonctionnaires les gages en argent et supprime les rémunérations en nature. D'une façon générale, Clément V « a eu tendance à gonfler les effectifs, mais il n'en a modifié la répartition et les attributions que sur des points de détail et il a conservé beaucoup de clercs italiens, surtout dans l'administration ».

Tome LXIV (1952).

Bernard GUILLEMAIN : *Les chapelains d'honneur des papes d'Avignon*, p. 217-238. De 1316 à 1408, 2675 chapelains d'honneur furent nommés par les papes d'Avignon, et le clergé français bénéficia de plus des deux tiers des choix.

Tome LXV (1953).

Guillaume MOLLAT : *Les vacances à la cour pontificale au XIV^e siècle*, p. 215-218. Le pape lui-même fixait chaque année les limites des vacances estivales et le vice-chancelier de l'Église Romaine les notifiait en forme authentique. En 1347, les vacances durèrent du 1^{er} juin au 1^{er} octobre. Pendant ce laps de temps, tous ceux qui « suivaient la cour » allaient où bon leur semblait, et toute procédure était suspendue. Il faut noter cependant que le chômage n'affectait pas les services de la Chancellerie, de la Chambre apostolique et de la Grande Pénitencerie.

Tome LXVI (1954).

M.-H. LAURENT : *Trois nouveaux rôles de suppliques per fiat présentés à des papes du XIV^e siècle (Vat. lat. 14400)*, p. 219-239. Le R. P. Laurent étudie et publie trois fragments de parchemin provenant d'anciennes reliures et ayant fait partie jadis de rôles de suppliques du XIV^e s. Le premier de ces rôles avait été présenté à Jean XXII par Jean

de Marigny, évêque de Beauvais, le second à un pape de la première moitié du ^{xiv}^e s. par un personnage nommé Jean, le troisième à Clément VII par Aymeric Pélicier, collecteur pontifical dans la province ecclésiastique de Toulouse et le diocèse d'Agen.

Tome LXVIII (1955).

Henri GILLES : *Gilles Bellemère et le tribunal de la Rote à la fin du XIV^e siècle*, p. 281-319. Gilles Bellemère, probablement originaire du diocèse du Mans, pourvu d'un canonicat par Urbain V en 1364, conquît les titres de maître ès arts et de licencié en droit civil et devint, en 1367, chapelain domestique et commercial du cardinal de Beaufort, futur Grégoire XI, qu'il semble n'avoir pas quitté jusqu'à son élection au pontificat. Il obtint alors diverses charges à la cour pontificale et entra à la Rote en qualité d'auditeur. Après la double élection de 1378, il refusa de prêter obédience à Urbain VI; Clément VII le chargea de diriger la chancellerie et lui confia diverses missions diplomatiques. Les *Consilia* que Gilles Bellemère nous a laissés nous montrent que l'activité de la Rote qui siégeait en Avignon au temps de Clément VII et de Benoît XIII s'étendait à de multiples domaines, et font apparaître très nettement son double rôle de tribunal et de conseil. — *Id.* : *Les auditeurs de Rote au temps de Clément VII et Benoît XIII (1378-1417)*. *Notes bibliographiques*, p. 321-337. M. Gilles parvient à retracer avec quelque précision la carrière parfois brillante de cinquante-deux auditeurs de Rote qui exercèrent leurs fonctions en Avignon de 1378 à 1417.

Tome LXX (1957).

Pierre GASNAULT : *La perception dans le royaume de France du subsidie sollicité par Jean XXII « contra haereticos et rebelles partium Italiae »*, p. 273-319. En 1324, Jean XXII édicta la croisade contre Galéas et Marc Visconti, déclarés hérétiques et rebelles à l'Eglise. Le pape décréta pour cela la levée d'un subsidie dans toute la chrétienté. En juillet 1326, il écrivait à tous les membres du clergé de France pour leur demander d'apporter leur contribution. Le roi Charles IV s'opposa d'abord à la levée du subsidie pontifical, mais cela ne fit que retarder de six mois sa perception. Pour assurer celle-ci, le pape répartit les diocèses en grandes circonscriptions, à chacune desquelles il affecta deux collecteurs. Le total des sommes recueillies fut relativement élevé. Dans la seconde partie de son article, M. Gasnault indique, pour chacune des dix provinces ecclésiastiques de la France, les noms des collecteurs et de leurs auxiliaires, l'état actuel de leurs comptes et les résultats financiers.

Tome LXX (1958).

Pierre GASNAULT : *Notes et documents sur la Chambre apostolique à l'époque d'Urbain V*, p. 367-394. Après avoir étudié divers aspects de l'activité de l'administration financière pontificale sous Urbain V, M. Gasnault publie deux listes de collecteurs apostoliques datant, la première de 1365-1366, la seconde de 1369. — Jean FAVIER : *Les voyages de Jacques d'Esparron, commissaire à la levée du subsidie en Provence (1405-1406)*, p. 407-422. Les provinces ecclésiastiques d'Aix, Arles et Embrun ayant fait en 1405 un don de 8000 francs or au pape Benoît XIII, celui-ci nomma pour percevoir cette somme deux receveurs extraordinaires : Guillaume de Littera, chanoine d'Aix, et Jacques d'Esparron,

prieur de Trets. La tournée de ce dernier, commencée à l'été 1405, se prolongea jusque dans les premiers mois de 1407. Le 24 juin 1407, la Chambre apostolique avait reçu 78 % de la somme totale, ce qui prouve le zèle des deux commissaires. La mission de Jacques d'Esparron ne fut pas de tout repos, d'abord à cause des fatigues provoquées par les déplacements, ensuite parce que les rapports du receveur avec le clergé imposé furent difficiles. Les frais de tournée et de séjour de d'Esparron étaient imputés sur sa propre recette. — Eugène MARTIN-CHABOT : *Copies certifiées de bulles pontificales*, p. 423-441. M. Martin-Chabot étudie six copies authentiques, faites en 1762 et 1766 d'après les registres du Vatican et du Latran, de cinq bulles délivrées par les papes Grégoire X, Grégoire XI, Paul II, Innocent VIII et Léon X, et relatives à l'église collégiale de Notre-Dame de Barjols (département du Var, ancien diocèse de Fréjus). Ces copies certifiées sont conservées dans le ms. lat. 9237 de la Bibliothèque nationale de Paris.

Tome LXXI (1959).

Ivan CLOULAS : *Grégoire XIII et l'aliénation des biens du clergé de France en 1574-1575*, p. 381-404. Par la bulle du 24 août 1574, Grégoire XIII autorisa la vente, par Henri III, de 1.000.000 l. t. des biens du clergé et désigna quatre prélats pour présider aux ventes. Le département de l'aliénation établi par ces derniers dépassait de 560.000 l. t. la somme prévue. Cette augmentation fut ratifiée par une autre bulle en janvier 1575.

B. BARBICHE.

PÉRIODIQUES PORTUGAIS

Bulletin Saint-Louis des Français.

Lisbonne. Année 1960.

Nuno DAPPIAS D'ALCOCHETE : *Histoire de Saint-Louis. Nomination de l'abbé Garnier au poste de chapelain en 1765* (deux lettres du comte de Saint-Priest, n° 1, p. 31-32; procès-verbal de l'assemblée de la « nation française » de Lisbonne, n° 2, p. 29-32); rapport de l'abbé Garnier sur les agissements du vice-consul de France à Lagos en 1763, n° 4, p. 31-32); mémoire de M. de Guénégaud, envoyé extraordinaire de Louis XIV en 1680, sur les droits versés aux interprètes par les marchands français, n° 5, p. 30-32; lettre du consul de Simonin sur la situation de la confrérie de Saint-Louis au lendemain de la guerre de Sept ans, n° 6, p. 31-32.

Rapport du conseil de fabrique de l'église Saint-Louis, le 3 avril 1860, sur la création d'une « Société de bienfaisance » et d'un hôpital français, n° 3, p. 28-32.

Jean-Remy PALANQUE.

PÉRIODIQUES SUISSES

Revue suisse d'histoire.

Tome 8. Zurich, Leemann AG., 1958

Christian WILSDORF : *Le comte Rodéric a-t-il gouverné la Rhétie sous Charlemagne ou sous Louis le Pieux ?*, p. 470-473. Conformément à l'avis d'É. Lesne et d'Iso Müller, il faut tenir que ce Rodéric, qui profi-

ta de la division du patrimoine de l'évêque-gouverneur lors de la suppression de l'autonomie de la Rhétie par Charlemagne pour spolier l'Eglise de Coire, fut le premier comte de Rhétie.

Tome 9. 1959.

J.-Jacques BOUQUET : *La politique du Second Empire vue par le « Confédéré » de Fribourg*, p. 46-75. Journal radical de Fribourg, rédigé par des émigrés français, le « Confédéré », bien informé et très partial, joua un certain rôle dans la politique républicaine et anticléricale de ces émigrés. — J.-Jacques COURVOISIER : *Essai sur les projets de cession de Neuchâtel à la France entre 1707 et 1789*, p. 145-167. Projets assez lointains où se font jour par moments certains soucis confessionnels. — Paul AEBISCHER : *Le rôle de Pampelune lors de l'expédition franque de 778 en Espagne d'après l'histoire et l'épique médiévale*, p. 305-333. Pampelune, musulmane ou Navarraise, ouvrit ses portes à Charlemagne lors de sa marche vers Saragosse, mais fut détruite par lui lors de la désastreuse retraite, avant que les Gascons n'attaquent Charlemagne sur Roncevaux. — André LASSÈRE : *Communes genevoises*, p. 388-394. Présentation de monographies sur une série de communes frontalières entre France, Savoie et Suisse, où les vicissitudes religieuses dominent souvent l'histoire. — Alain DUFOUR : *Le mythe de Genève au temps de Calvin*, p. 489-518. Mythe et contre-mythe tels qu'ils se constituèrent vers 1540 et 1555, étudiés en France, Angleterre, Italie entre 1540 et 1570.

Tome 10. 1960.

Rémy PYTHON : *La marine de guerre française au début du ministère de Richelieu. Contribution à l'étude des origines de sa réforme*, p. 18-42. Ce ne sont pas les nécessités de la lutte contre les protestants ou le siège de La Rochelle qui convainquirent Richelieu de la nécessité de doter la France d'une marine, mais l'échec en 1625 de la guerre de Gênes, conséquence de l'affaire de la Valteline. — Henri DUBLED : *La justice de la seigneurie foncière en Alsace aux XIV^e et XV^e siècles*, p. 337-375.

Revue d'histoire ecclésiastique suisse.

Tome 51. Fribourg, impr. Saint-Paul, 1957.

Henri NAEF : *Claude d'Estavayer, évêque de Belley, confident de Charles II duc de Savoie (suite)*, p. 199-221 et 280-298.

Tome 52. 1958.

Alfred CORDOLIANI : *Les manuscrits de la bibliothèque de Berne provenant de l'abbaye de Fleury au XI^e siècle. Le comput d'Abbon*, p. 135-150. — Paul ROUSSET : *A propos de l'« Elucidarium » d'Honorius Augustodunensis : Quelques problèmes d'histoire ecclésiastique*, p. 223-230. — Paul STINTZI : *Der Kult des hl. Theodul im Ober-Elsass*, p. 254. A Blotzheim, Nieder-Michelbach, Rautswiler, Bollweiler. — Henri NAEF : *La croix de Savoie confirmée au pays de Vaud par un évêque (1519-1522)*, p. 303-338. Jeu compliqué entre le duc de Savoie, les évêques de Genève et Lausanne, Berne et Fribourg.

Tome 53. 1959.

Henri NAEF : *La croix de Savoie, etc... (suite)*, p. 35-60.

Tome 54. 1960.

Henry NAEF : *La chrétienté déchirée et la maison de Savoie (1521-1522)*, p. 29-52; 114-135. Il est toujours question de Claude d'Estavayer, évêque de Belley. Ses dons à l'abbaye d'Hautecombe. — Othmar PERLER : *Lé découverte des monuments chrétiens d'Hippone*, p. 177-188. Identité de la *basilica Leontiana* et de la *basilica maior d'Hippone*. La basilique à trois nefs découverte par E. Marec au centre d'une *insula* chrétienne peut être cette basilique.

Revue de théologie et de philosophie.

Tome 9 (3^e série). Lausanne, impr. de la Concorde, 1959.

Henri MEYLAN : *En marge de la correspondance de Théodore de Bèze. Un hérétique oublié*, p. 177-180. Il s'agit de Jehan Davion, de Milly (Seine-et-Oise), ami de Bolsec et adversaire de Bèze et de Calvin.

Musée Neuchâtelois.

Tome 46 (Nouv. série). Neuchâtel, impr. centrale, 1959.

Louis-Edmond ROULET : *Henri II d'Orléans-Longueville et le Pays de Neuchâtel au XVII^e siècle*, p. 3-17. Les efforts de ce prince français et catholique pour faire de Neuchâtel un 14^e Canton helvétique.

Basler Zeitschrift für Geschichte u. Altertumskunde.

Tomes 58-59. Bâle, Universitätsbibliothek, 1959.

August VOIROL : *Zur metrischen Inschrift der goldenen Altartafel des Basler Münsters*, p. 125-127. Il s'agit de l'autel d'or que conserve le musée de Cluny à Paris.

M. H. VICAIRE, O. P.

PÉRIODIQUES CISTERCIENS

Analecta Sacri Ordinis Cisterciensis.

Tome XVI, 1960, Rome, Éditions cisterciennes.

Joseph F. O'CALLAGHAN : *The Affiliation of the Ordre of Calatrava with the Order of Cîteaux* (suite), p. 3-59, 255-292. — Léopold GRILL : *Die angebliche Gegnerschaft des hl. Bernhard von Clairvaux zum Dogma von der Unbefleckten Empfängnis Marias*, p. 60-91. — Id. : *Forschungen zum ältesten Cistercienserbaustil*, p. 293-307. — Iso MULLER : *St Adal-gott* († 1160), *ein Schüler des hl. Bernhard und Reformbischof von Chur*, p. 92-119. — Louis LEKAI : *Abbot Jean Petit of Cîteaux and the Strict Observance*, p. 120-142, 308-331. — *Recensiones et Bibliographia Cisterciensis*, p. 143-168. — Bruno SCHNEIDER : *Cîteaux und die benediktinische Tradition* (I), p. 169-254. Confrontation méthodique du *Liber Usuum* cistercien avec les coutumiers monastiques à l'époque de la fondation de Cîteaux.

Cistercienser-Chronik.

Tome LXVII, n^{os} 51-52, 53-54. Mehrerau-Bregenz, Autriche.

P. WEISSENBERGER : *Wirtschaftsgeschichtliche Nachrichten über einige bayerische Cist. - Frauenklöster aus dem 13/14 Jahrhundert*, p. 1-10. — B. GRIESSER : *über einige Aebtissinnenwahlen in den genannten bayerischen Frauenklöstern*, p. 11-13. — Id. : *Stephan Lexington, Abt von Savigny, als Visitator der ihm unterstehenden Frauenklöster*, p. 14-34.

Intéressants détails sur les moniales cist. des Blanches, dioc. d'Avran-ches, et Moncé, dioc. de Tours, dans la 1^{re} moitié du xiii^e s. — M. BAUR : *Sammlung Salems 1780 für das Kloster Marienrode*, p. 35-38. — H. WATZL : *Fragmente eines Heiligenkreuzer Visitationschartenprotokolls aus der 1. Hälfte des 14. Jahrhunderts*, p. 41-52. — E. KRAUSEN : *Cisterciensia auf den Ausstellungen anlässlich des 37. Eucharistischen Weltkongresses in München*, p. 53-58. A propos du Congrès de Munich 1960. — P. WEISSENBERGER : *Psalmenfrömmigkeit im Kloster Kirchheim im 16. Jahrh.*, p. 59-67. — L. WALTER : *Verdienste Salems im Kampf des Generalabtes mit den vier Primaräbten nach der Summa Salemitana*, p. 68-79. Épisode du conflit entre l'abbé de Cîteaux et les 4 Premiers Pères au xvii^e s. — P. SINZ : *Aufnahme bzw. Wiederaufnahme beschol-tenner Professoren*, p. 80-86. Applications historiques des principes de la Règle de saint Benoît (LVIII) pour la profession religieuse et la réad-mission des fugitifs.

Cistercium.

Tome XII, 1960. Revista Monastica. Viaceli, Espagne.

Périodique bimensuel rédigé exclusivement en langue espagnole. La plupart des études concernent des monastères ou des religieux espagnols.

Alberto GOMEZ : *La verdad sincera del Cister*, p. 3-14, 59-75. Continuation d'une longue étude commencée en 1955 sur la spiritualité cistercienne. — J. M. B. O. : *Datos cistercienses en los antipapas de Peñíscola*, p. 25-27. Quelques notes sur les antipapes de Peñíscola, Benoît XIII et Clément VII. — J. DOMINGUEZ : *El Monasterio Schola Domini segun San Bernardo*, p. 227-240. — Alberto GOMEZ : *La Oracion pastoral de San Elredo Abad de Rieval*, p. 172-185. Présentation, textes latin et espagnol de l'*Oratio* de S. Aelred. — José RABORY : *Documentos sobre la Congregacion de Aragon, de la Orden del Cister*, p. 246-260. — Cefe-rino GARCIA : *Estado actual de los Estudios y publicacion de fuentes sobre el Cister en España*, p. 83-97, 196-208. — Alberto GOMEZ : *Virgo Mater*, p. 283-294. Tout le fasc. 69 est consacré à la vénérable Catalina del Espiritu Santo. Pages 305-306, état numéroté de l'Ordre de Cîteaux (OCSO) au 31 déc. 1959.

Cîteaux. Commentarii cistercienses.

Tomus XI, 1960. Abbatia Westmalle. Belgique.

A. FISKE : *St. Bernard of Clairvaux and Friendship*, p. 5-26, 85-104. — L. CNOCKAERT : *De Cisterciënserinnen abdij Ter Hagen*, p. 27-38. Le Chapitre Général de Cîteaux refuse de ratifier le transfert d'une ab-baye de moniales, qui doivent réintégrer leur monastère primitif. — R. A. DONKIN : *The Cistercian Settlement and the English Royal Fo-resses*, p. 39-55, 117-132. — A. SQUIRE : *Two unpublished Sermons of Aelred de Rievaulx*, p. 105-116. — ID. : *The literary evidence for the preaching of Aelred of Rievaulx*, p. 165-179, 245-251. — M. COCHERIL : *Du « De cantu » au plain-chant mesuré*, p. 180-195. — FR. BARON : *Les églises de Vaucelles*, p. 196-208. La première église de l'abbaye de Vau-celles fut remplacée dès 1190 par une autre plus grande qui n'avait presque plus rien du plan dit « cistercien ». — R. JAVELET : *La vertu dans l'œuvre d'Isaac de l'Étoile*, p. 252-267. Le thème de la vertu est caractéristique de la spiritualité d'Isaac. — A. DIMIER : *Chapitres gé-néraux d'abbeses cisterciennes*, p. 268-275. Aux xii^e et xiii^e s. — *Quaes-tiunculæ*, p. 55-64, 252-267, 268-275.

Collectanea Ordinis Cisterciensium Reformatorum.

Tome XXII. 1960. Abbaye de Westmalle.

Charles AUGRÄIN : *Les sources bibliques du Prologue de la Règle*, p. 3-10. Quelques suggestions pour un travail de recherches plus étendu. — Amatus VAN DEN BOSCH : *Dieu devenu connaissable dans le Christ d'après saint Bernard* (suite), p. 11-21. — Léonard GAGGERO : *Isaac of Stella and the Theology of Redemption*, 21-36. — Denise PEZZOLI : *Le discernement des vocations monastiques par l'abbé de Rancé*, p. 37-48. — Jean LECLERCQ : *Une thèse de théologie sur saint Aelred*, p. 49-50. Réflexions à propos de l'ouvrage du P. Amédée Hallier. — Anselme DIMIER et Maur COCHERIL : *Les plus beaux blasons de l'armorial cistercien* (XV), p. 51-53. — Jacques WINANDY : *Le sens originel des conseils évangéliques*, p. 105-119. — Eligius DEKKERS : *Were the early monks liturgical?* p. 120-137. — Jean LECLERCQ : « *Sancta simplicitas* », p. 138-148. — Jean BOUVET : *Le récit de la fondation de Mortemer*, p. 149-168. — Éloi CHEVALLIER : *Un nouveau chant de la Passion ad libitum*, p. 169-175. — André LOUF : *Exégèse scientifique ou Lectio monastique?* p. 225-247. A propos d'un ouvrage du Père de Lubac. — Jeronimo BONJORN : *Biblia y monacato en San Jeronimo*, p. 248-261. — Aelred SQUIRE : *Historical factors in the formation of Aelred of Rievaulx*, p. 262-282. — Jean LECLERCQ : *Une nouvelle thèse de Théologie monastique*, p. 283-284. Sur Rupert de Deutz. — Pietro CAPPJO : *Pour l'Unité de l'Eglise*. Sœur Maria-Gabriella Sagheddu, p. 285-289. — Eligius DEKKERS : *Moines et Liturgie*, p. 329-340. — Amatus VAN DEN BOSCH : *Le Christ, Dieu devenu imitable d'après saint Bernard*, p. 341-355. — Aelred SQUIRE : *Aelred and King David*, p. 356-377. — Jacques WINANDY : *Conversatio morum*, p. 378-386.

Chacun des 4 fascicules comporte en outre des *Nuntia Monastica* (informations diverses sur des conférences, cérémonies ou événements concernant l'histoire monastique), un *Bulletin de spiritualité monastique* visant à assurer un tour d'horizon complet de tout ce qui a été publié récemment en matière de spiritualité monastique, des *Comptes rendus* d'ouvrages divers, enfin, en fascicule séparé, une *Documentation cistercienne* (indications bibliographiques détachables, par ordre alphabétique).

J. BOUTON.

PÉRIODIQUES FRANCISCAINS

Les Amis de saint François. Paris, 26, rue Boissonade.

Juillet 1958.

P. MESSIAEN : *Sœur Élisabeth de la Trinité (1880-1906)*. *La petite Sainte Thérèse*, p. 25-33. Ce grand ami de la littérature a publié avant sa mort arrivée prématurément, toute une série d'études sur différents sujets, études qu'il intitulait modestement : *Essais*. Si le Bienheureux Robert Southwell, martyr anglais de l'époque d'Élisabeth, se rapporte à l'histoire religieuse anglaise, P. Messiaen s'est également intéressé à la célèbre carmélite de Dijon, Sœur Élisabeth de la Trinité. En quelques pages il en étudie le message spirituel tout d'optimisme, de silence intérieur, de contemplation. Sœur Élisabeth, sur le plan spirituel, a et garde sa place à côté de Thérèse de Lisieux. L'auteur s'efforce, non de les opposer, mais de voir ce que leur doctrine contient de spécifiquement original.

Juillet-décembre 1959.

J. JACQUINOT : *Un hagiographe bénédictin et franciscain. Édouard Schneider*, p. 20-22. La mort d'É. Schneider laisse un vide parmi les écrivains catholiques. Franciscain de cœur, Schneider a connu Le Caradonnel et les savants franciscains italiens. Il demeurera surtout l'auteur des *Heures bénédictines*, des *Cellules et couvents bénédictins*. Nous lui devons un *Fra Angelico*, des *Regards sur Florence*, une *Sainte Marguerite de Cortone*. Franciscain de cœur, il était normal qu'il terminât sa carrière d'écrivain par une *Vie de sainte Claire*. Édouard Schneider restera dans l'Église de France, et parmi les écrivains catholiques de notre siècle, l'écrivain qui a su le mieux unir harmonieusement la spiritualité bénédictine à l'idéal franciscain.

Juillet-décembre 1960.

P. JULIEN-AYMARD D'ANGERS : *La réforme pastorale en France du XVII^e siècle*, p. 77-84. Partant de l'ouvrage du R. P. Paul Broutin (*La Réforme pastorale en France au XVII^e siècle. Recherches sur la tradition pastorale après le Concile de Trente*, Paris 1956, 2 vol., in-8°), l'auteur brosse un rapide tableau de la réforme pastorale en France, en partant de saint Charles Borromée. En France, il aura de nombreux imitateurs : Richelieu à Luçon, le cardinal de Sourdis à Bordeaux, Sébastien Zamet à Langres, qui tous utilisent les assemblées synodales, congrégations diocésaines qui appliquent les décisions prises, les visites pastorales et surtout l'installation des séminaires avec Bérulle, la réforme du clergé avec Vincent de Paul. Une institution aidera ces évêques français dans leur tâche : les assemblées du clergé qui prendront des décisions réformatrices sans doute avec une orientation gallicane, mais aussi avec un sens romain qui ira grandissant. Malgré ces efforts, l'œuvre de la contre-réforme en France n'obtint pas le résultat désiré, à cause du régime bénéficial instauré par le Concordat de Bologne, de la querelle des évêques et des réguliers et surtout du jansénisme. — J. DUBU : *L'Église et le théâtre en France au XVII^e siècle*, p. 84-99. Sujet passionnant qu'aborde l'auteur. C'est qu'en effet le xvii^e s. offre une situation toute particulière à l'Église de France et au théâtre. Il s'efforce donc de trouver une solution aux antinomies, et de préciser, chemin faisant, la position officielle de l'Église à l'égard du théâtre, position que nulle fraction de l'Église n'a capacité de changer d'une manière arbitraire. Le xvii^e s. n'a pas apporté, dans le domaine de l'art, la tolérance aujourd'hui acquise.

Archivum franciscanum historicum.

1960. Florence, Quaracchi.

Basilius PANDZIÉ : *Visitatio apostolica in Galliae Provinciis O. F. M. peracta an. 1670-1673*, p. 307-320. A plusieurs reprises, l'Ordre des Frères Mineurs fut soumis à des réformes. Après celle du début du xvi^e s., à Paris, il fallut — et les pouvoirs publics eux-mêmes s'en rendirent compte — inaugurer une réforme nouvelle. Louis XIV eut, en 1667, le désir de réformer les ordres mendiants, et le 28 septembre 1668, Clément X, suivant le désir du roi, envoya en France des Visiteurs apostoliques afin de ramener les Provinces franciscaines de France à une plus pure observance de leur règle. L'auteur utilise le manuscrit 351 de la Bibliothèque du Palais-Bourbon et surtout les comptes rendus du P. Joseph Le Balleur qui fut envoyé en France en 1671 et se heurta à de

grosses difficultés dans le grand couvent des Cordeliers de Paris, tête de l'ordre en France et qui, de par son ancienneté et ses religieux, suivait un statut tout particulier. Il fallut, en 1675, l'intervention du Parlement de Paris; alors le grand couvent de Paris, ainsi que les quatre grandes Provinces de France, Touraine, Bourgogne et Aquitaine demandèrent à Rome de faire approuver leurs anciens privilèges. En 1771 les religieux du grand couvent et des Provinces passaient aux Conventuels.

Études franciscaines. Paris, 26, rue Boissonnade.

Janvier 1960.

P. ROBERT D'APPRIEU : *Innocent XI et le jansénisme en Savoie*, p. 142-162. Étude relative à l'interférence des données politiques et religieuses qui jouèrent en Savoie durant la période janséniste. D'un côté, un évêque favorable à la doctrine nouvelle et s'efforçant de temporiser avec Rome, d'un autre côté les Réguliers, et plus particulièrement les Capucins qui s'imposent comme les défenseurs de la doctrine catholique et sont soumis à une persécution sournoise.

Juillet 1960.

J. de LAGARDE-SCLAFFER : *La participation de François de Meyronnes à la querelle de la pauvreté (1322-1324)*, p. 53-73. Disciple du saint Bonaventure, François de Meyronnes a pris une certaine part à ce grand mouvement qui bouleversa l'Ordre franciscain au xiv^e s. Aux Spirituels, farouches et intransigeants jusqu'à déformer complètement la pensée et l'idéal de saint François, s'opposaient les Frères dits de la Communauté, qui acceptaient dons et legs, bien mobiliers. Au milieu se place saint Bonaventure qui peut être regardé comme le second fondateur de l'ordre, et dont l'influence comme Général réussit à maintenir l'Ordre franciscain dans un juste milieu, en le rendant fidèle à la pensée de saint François et en le rendant apte à donner à l'Église les services qu'elle en pouvait attendre. — Dr E. LEROY : *Activités des Observants de Saint-Paul-de-Mausole, à Saint-Rémy-de-Provence*, p. 74-82. L'auteur, dont l'édition des actes de la commune de Saint-Rémy-de-Provence a obtenu le grand Prix Gobert de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, en a extrait ce qui concerne l'ancien couvent des Observants de Saint-Paul, lequel subsiste toujours. C'est, au fur et à mesure des années, toute l'histoire de cette maison et de l'action bienfaisante des religieux dans le midi de la France qui est exposée.

Janvier 1961.

P. AGATHANGE DE PARIS : *Les monastères de Clarisses fondés au XVII^e siècle dans le sud-ouest de la France*, p. 129-176. Ce travail est l'achèvement de l'enquête documentaire inaugurée il y a quelques années sur les couvents de Clarisses au xiv^e s. Comme pour les études précédentes, il convient d'insister sur la valeur de la documentation utilisée. Après une étude sur la législation canonique et la législation royale, l'auteur passe en revue les monastères d'Argentat, Astaffort, Aubeterre, Aurillac, Beaumont-de-Lomagne, Castelnau-Magnoac, Castres, Confolens, Excideuil, Figeac, le Fossat, Lamontjoie, Laplume, Lauzerte. Pour chaque maison il étudie les conditions de la fondation et les réactions qu'elles suscitérent auprès des autorités compétentes, ainsi que les problèmes qu'elles posèrent : suffisance des ressources, cohabitation pacifique, augmentation des biens de main-morte, etc., le tout appuyé sur une

documentation manuscrite de première valeur. — A. RETIF : *Un savant méconnu. Le P. Gilles de Loches*, p. 177-183. Le P. Gilles de Loches, capucin missionnaire en Syrie et en Éthiopie, a été un des nombreux correspondants de Peiresc, cet esprit universel du XVII^e s. Le P. Gilles de Loches travailla dans la mission de Sidon; il y corrigea les livres arméniens selon l'orthodoxie catholique, et faillit fonder une imprimerie pour les langues arabe, persane, turque et syriaque. Missionnaire, le P. Gilles de Loches fut aussi un éminent orientaliste, et ses lettres à Peiresc, aux frères Dupuy le prouvent amplement. N'adressait-il pas à Peiresc la traduction du premier psaume en turc et en persan ? — P. CHEVALLIER : *Les sources de l'histoire des Minimes français de 1766 à 1789*, p. 198-217. Poursuivant le dépouillement des registres de la collection Brienne, des Archives nationales, l'auteur aborde à présent les Minimes dont on sait si peu de chose. La Commission des Réguliers eut à s'en occuper également : rédaction de nouvelles Constitutions, révision de la discipline; ce qui ne fut pas suffisant pour le maintien de l'ordre. Le rétablissement de la conventualité qui atteignit l'ordre, de même que les documents postérieurs à l'action de la Commission, prouvent la persistance d'un désordre interne au sein des Minimes français.

Franziscanische Studien. Paderborn. 1960.

P. VALENS HEYNCK : *Die Behandlung der Lehre von dem Wiederaufleben der Taufe in den Sentenzen-kommentars des Durandus de S. Porciano*, p. 27-50. Bien qu'il s'agisse ici de la publication d'un texte de Durand de Saint-Pourcain sur le baptême et non d'un travail d'histoire, il est à noter, toutefois, que Durand a été un grand nom parmi les théologiens du XIV^e s. S'appuyant sur un manuscrit de la Bibliothèque Marciana, l'auteur expose les théories de Durand sur différentes thèses théologiques.

Italia Francescana.

Rome, 24, via della Consolazione.

Janvier 1961.

P. ARSEMO DE CASARATE : *Lettere inedite di P. Sabatier a F. Pennachi*, p. 1-21. Paul Sabatier a été un trop grand nom de France à la fin du XIX^e s. et au début du XX^e, pour ne pas mentionner les quelques lettres adressées à Pennachi et récemment retrouvées. Elles s'échelonnent de 1898 à 1906 et sont des plus intéressantes pour connaître les relations italiennes de Sabatier, l'intérêt qu'il portait à Assise, surtout ses travaux d'histoire franciscaine.

P. RAOUL, O.F.M. Cap.

PÉRIODIQUES DOMINICAINS

Revue des sciences philosophiques et théologiques.

Tome XLIV, 1960.

Le Saulchoir, Étiolles, par Soisy-sur-Seine (Seine-et-Oise).

H.-F. DONDAINE et B. G. GUYOT : *Guerre de Saint-Quentin et la condamnation de 1241*, p. 225-242. Édition de trois questions de Guerre, d'après le manuscrit IV.D.13 de l'Université de Prague. Consacrées à la vision gâtifique, les deux premières sont antérieures à la condam-

nation de 1241; la troisième, venant après cette condamnation, est sur certains points une rétractation. — J.-P. MASSAUT : *Thomisme et augustinisme dans l'apologétique du XVII^e siècle*, p. 617-638. Présentation de la doctrine apologétique du carme Léon de Saint-Jean (1600-1671), ou Jean Macé; le caractère « rationnel » de sa démarche apologétique ne doit pas pour autant le faire considérer comme thomiste.

La Via spirituelle.

Tomes CIII-CIV. Juillet 1960-juin 1961.

Les Éditions du Cerf. Paris, 29, boulevard La Tour-Maubourg, Paris, VII^e.

O. ROUSSEAU : *Un homme d'Église. Dom Lambert Beaudun, initiateur monastique*, CIV, p. 45-64. — *** : *Petite biographie du P. Lacordaire*, p. 132-141. Avec indications bibliographiques. — A. DUVAL : *Lacordaire dominicain*, 142-178. Comment Lacordaire a compris saint Dominique et l'Ordre des frères prêcheurs. — P.-R. RÉGAMEY : *La pénitence du P. Lacordaire*, p. 179-197. — L. LOCHET : *Le centenaire du Prado*, p. 198-209. — M. BLONDEL : *L'épreuve de la cécité*, p. 210-219. Extraits de notes des années 1925-1930.

Supplément de la Vie spirituelle.

Tome XIII. 1960.

M. SAUVAGE : *La foi « Principe du salut » d'après saint Jean-Baptiste de la Salle*, p. 415-432.

André DUVAL, O. P.

PÉRIODIQUES DE LA COMPAGNIE DE JÉSUS

Études.

Tomes CCC-CCCIII. Année 1959. Paris, 15, rue Monsieur.

Pierre BLET : *Un futur pape, nonce en France au temps d'Henri IV* (février 1959, p. 203-220). Il s'agit de Mgr Maffeo Barberini, qui devint pape en 1623, sous le nom d'Urbain VIII. Sa nonciature dura trois ans (1605-1607). Elle comporta deux tâches essentielles : maintenir et consolider la paix entre la France et l'Espagne; travailler à la « réception » du concile de Trente. Barberini eut aussi un rôle actif dans la médiation d'Henri IV pour la solution du célèbre conflit entre Paul V et la République de Venise. — Germaine FAFET : *La dernière abbesse de Fontevault* (octobre 1959, p. 86-91). Cette dernière abbesse est Mme d'Antin, qui succéda en 1765 à Mme de Valence. Elle fut chassée de l'abbaye avec ses religieuses le 30 septembre 1791 et se réfugia à Angers, accompagnée de la grande prieure et d'une autre religieuse. On relève encore son nom dans le registre de la mairie d'Angers, en date du 25 janvier 1794. Elle mourut, croit-on, à l'Hôtel-Dieu de Paris en 1799.

Nouvelle Revue théologique.

Tome LXXXI. Année 1959.

Louvain, 95, Chaussée de Mont-Saint-Jean.

P. BROUTIN : *Louis Querbes (1793-1859). Recherches sur l'évolution de la pastorale au XIX^e siècle*, p. 696-720. Contemporain du curé d'Ars, Louis Querbes, curé de Vourles (diocèse de Lyon) depuis 1822, entreprit de remédier à la grande misère de l'instruction primaire. Après bien des résistances de son évêque, Mgr de Pins, il fonda une société de caté-

chistes qui est devenue célèbre dans la suite sous le nom de « Clercs de Saint-Viateur ». A l'heure actuelle cette société est particulièrement florissante au Canada.

Revue d'ascétique et de mystique.

Tome XXXV. Année 1959. Toulouse, 9, rue Monplaisir.

James WALSH : *Guillaume de Saint-Thierry et les sens spirituels*, p. 27-42. La doctrine des sens spirituels se trouve dans divers traités de cet auteur qui paraît avoir été le premier, en Occident, à l'emprunter aux Pères grecs. — P. BROUTIN : *Pastorale épiscopale au XIX^e siècle*, p. 60-77. L'auteur étudie dans ses grandes lignes, en accompagnant son exposé d'abondantes citations, la spiritualité épiscopale de Mgr Pie, évêque de Poitiers (1849-1880). — M. de CERTEAU : *Le Père Maur de l'Enfant Jésus. Textes inédits*, p. 266-303. Né au Mans, entré en 1634 chez les Carmes de l'Observance à Rennes, le P. Maur a passé les vingt dernières années de sa vie dans l'ermitage de Lormont, près de Bordeaux (1670-1690). On l'a soupçonné de quiétisme, mais à tort. C'est un ami du P. Surin, jésuite. Le P. de Certeau fait suivre son esquisse biographique de quelques textes inédits du P. Maur : un chapitre du *Traité de la Vie intérieure et mystique*; 22 lettres adressées entre 1680 et 1690 à une religieuse de la Visitation. — Y. POUTER : *Spiritualité d'enseignants. Anne de Xaintonge et saint Jean-Baptiste de la Salle*, p. 304-328, 409-426. Un siècle sépare la fondatrice des Ursulines de Dole et le fondateur des Frères des Écoles chrétiennes. Étude comparée de leur doctrine spirituelle à l'usage des enseignants. La conclusion, qui n'a pas encore paru, répondra à la question suivante : y a-t-il eu influence réelle des écrits d'Anne de Xaintonge sur saint Jean-Baptiste de la Salle ?

Joseph LECLER, S. J.

PÉRIODIQUE EUDISTE

Notre Vie. Revue eudiste de spiritualité.

Tome VI, n° 60 (novembre-décembre 1957). Paris, 1, rue Jean-Dolent.

Charles DU CHESNAY : *De Pontoise à Saint-Lô. Trois jours sur les pas de saint Jean Eudes*, p. 353-360. Relation d'une exploration entreprise par l'auteur et un de ses confrères des lieux où séjourna saint Jean Eudes en Normandie, y compris Ri, où il naquit, dans le diocèse de Sées. Excellente méthode, qui aide à la recherche historique, celle-là même dont Renan faisait ressortir les mérites quand il disait de la Palestine que c'est « un cinquième Évangile » (article continué dans les livraisons suivantes). — C. D. : *Les Sœurs de la Providence de Lisieux de 1683 à 1792, leur dévotion à l'Enfant-Jésus et leur Manuel de piété*, p. 363-365. Exemple de pénétration de la spiritualité eudiste. — J. ARRAGAIN : *Sainte Thérèse de l'Enfant-Jésus et saint Jean Eudes*, p. 366-368. Même observation.

Tome VII, 1958 (n° 61-66).

Charles DU CHESNAY : *De Saint-Lô à Portbail, sur les pas de saint Jean Eudes*, p. 11-20. Suite du pèlerinage rétrospectif relaté ci-dessus : visite à Valognes, Cherbourg (où le saint prêcha une mission en 1632), Vasteville, Briquebec, Portbail, où vient d'être découvert un baptistère qui pose une énigme aux historiens des origines chrétiennes (carte). —

Joseph HAMON : *Le Père Joseph Gauderon (1881-1948)*, p. 32-42. Notice sur un eudiste qui fut recteur du séminaire « régional » de Bénévent (1912-1916), où il rencontra tout d'abord la sympathie agissante de l'archevêque qui l'accueillit, puis l'hostilité de son successeur qui, pour se débarrasser de lui et de ses deux confrères français, n'hésita pas à... fermer le séminaire. — Id. : *De Portbail à Villedieu, sur les pas de saint Jean Eudes*, p. 43-51. Fin du voyage aux lieux que hanta le saint : que de souvenirs les érudits pèlerins font lever ! Ceux du saint et de ses amis, si nombreux dans cette région : le maréchal de Bellefonds à l'Île-Marie (qui n'est pas située au milieu de la mer !), Madame de Boisdauid, Marie des Vallées, etc. Le périple s'achève à Villedieu : les voyageurs ont pris de nombreuses photos ; nous attendons la publication de leur album. — Joseph HAMON : *Le Père Joseph Gauderon*, p. 65-77. Suite de la biographie de ce religieux (voir supra, n° 62) : il y est surtout question de l'affaire du généralat de Notre-Dame de Charité (1930-1940). Cet ordre vivait sous le régime de l'autonomie des monastères ; on voulut réaliser leur union ; ce fut d'abord un échec, puis il y eut agrégation à Notre-Dame-de-Charité du Bon-Pasteur d'Angers de douze monastères, et fédération des autres. — Charles DU CHESNAY : *Si les lettres de saint Jean-Eudes étaient annotées*, p. 103-113. Commentaire très poussé d'une lettre du saint datée de Coutances, 5 mars 1644. Si toute la correspondance du saint était annotée de la sorte, ce serait une mine. — Id. : *Saint Jean Eudes dans son temps*, p. 140-144. Extraits reliés et commentés des livres de Daniel-Rops, récemment parus, *L'Église des temps classiques et Mystiques de France*. Ces passages ont trait à celui que cet auteur appelle « le saint des séminaires normands ». — Id. : *Saint Jean Eudes dans son temps*, p. 169-176. Suite de l'article. Deux ouvrages récents sont mis à contribution, ouvrages moins généraux : Mme Thérèse-Jean Schmitt, *L'organisation ecclésiastique et la pratique religieuse dans l'archidiaconé d'Autun de 1660 à 1750* (livre original, un peu austère), et Louis Cognet, *Crépuscule des mystiques, Bossuet-Fénelon*. Dans l'un et l'autre il est question de saint Jean Eudes, mais surtout dans le second qui le signale comme l'une des premières victimes de la réaction anti-mystique qui se produisit à la fin du XVII^e s.

C. LAPLATTE.

CHRONIQUE

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE DE LA FRANCE

Adhésions nouvelles.

BIBLIOTHÈQUE DE L'ABBAYE NOTRE-DAME, [1638], Fontgombault (Indre).

M. l'abbé Gabriel VANNEREAU, [1639], curé de Bouhy (Nièvre), présenté par M. le chanoine Jugnot.

ARCHIVES MUNICIPALES DE REIMS, [1640], 1, rue du Cardinal-de-Lorraine, Reims (Marne).

M. le chanoine Louis FOUCHER, [1641], 5, rue de la Caze-verte, Bourges (Cher), présenté par M. Marot.

M. le R. P. Jean LAPRAZ, [1642], « La Tourette », Eveusc, par l'Arbresle (Rhône), présenté par M. Le Bras et par M. le chanoine Boulard.

Dom Denys BUENNER, O. S. B., [1643], couvent Saint-Thomas de Villedieu, Lombesc (Bouches-du-Rhône), présenté par M. Duboscq.

M. Achille MESTRE, [1644], professeur honoraire à la Faculté de droit de Paris, 106, boulevard Saint-Germain, Paris (VI^e), présenté par MM. Le Bras et Timbal.

M. André VANDENBOSSCHE, [1645], professeur à la Faculté de droit de Bordeaux, 129, boulevard d'Alsace-Lorraine, Pau (Basses-Pyrénées), présenté par M. Le Bras.

M. Roger GRAND, [1646], membre de l'Institut, professeur honoraire à l'École des chartes, 16, boulevard Raspail, Paris (VI^e), présenté par MM. Le Bras et Marot.

M. André GRABAR, [1647], professeur au Collège de France, membre de l'Institut, 2, avenue Bode-de-la-Brunnerie, Paris (XVI^e), présenté par MM. Le Bras et Zeiller.

M. l'abbé André GODIN, [1648], directeur du Grand Séminaire, 101, route de Solesmes, Cambrai (Nord), présenté par M. le chanoine Chartier et M. l'abbé Platelle.

M. Jean LAPIERRE, [1649], consul général, adjoint au Conseiller économique des Affaires étrangères, 87, rue d'Assas, Paris (VI^e), présenté par MM. Le Bras et Marot.

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA SEINE-MARITIME, [1650], 21, rue de Crosne, Rouen (Seine-Maritime).

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DES PYRÉNÉES-ORIENTALES, [1651], rue du Bastion-Saint-Dominique, Perpignan (Pyrénées-Orientales).

M. l'abbé Jean FAGUIER, [1652], curé de la Basilique de l'Épine, l'Épine (Marne), présenté par M. le chanoine Gourroy.

M. l'abbé Guy CHEVREAU, [1653], curé de Benon, Benon (Charente-Maritime), présenté par M. Latreille.

M. l'abbé Louis COGNET, [1654], collège de Juilly, Juilly (Seine-et-Marne), présenté par M. Marot.

M. le chanoine André MARÉCHAL, [1655], 4, rue des Fours, Arras (Pas-de-Calais), présenté par M. le chanoine Lestocquoy.

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU CANTAL, [1656], Aurillac (Cantal).

M. le R. P. GUY, [1657], couvent des Carmes, Avon (Seine-et-Marne), présenté par M. le chanoine Jarry.

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA MANCHE, [1658], Préfecture, Saint-Lô (Manche).

Mme Jean SCHMITT, [1659], 2, rue Léon-Vaudoyer, Paris (VIII^e), présentée par M. Le Bras.

Frère Calixte FRANÇOIS, [1660], professeur au Scolasticat des Frères des Écoles chrétiennes, 124, cours Gambetta, Talence (Gironde), présenté par M. Darricau.

M. le chanoine Jules GALLERAND, [1661], archiviste de l'Évêché, Blois (Loir-et-Cher), présenté par Mlle Ferté et M. le chanoine Hémmeé.

M. Emmanuel de MONTALEMBERT, [1662], 12, rue Dupont-des-Loges, Paris (VIII^e), présenté par MM. Le Bras et Trannoy.

M. Germain SICARD, [1663], professeur à la Faculté de droit d'Alger, 2, rue Michelet, Alger (Algérie), présenté par Mlle Turlan et M. Le Bras.

M. Raoul BLANCHARD, [1664], directeur au grand Séminaire, 17, rue Saint-Antoine, Autun (Saône-et-Loire), présenté par M. Boudot-Lamothe.

M. l'abbé François de SAINT-LOUVENT, [1665], impasse Glatigny, Bayeux (Calvados), présenté par M. l'abbé Guizard.

M. Jacques LE BRUN, [1666], Fondation Thiers, 5, Rond-Point Bugaud, Paris (XVI^e), présenté par le R. P. du Chesnay.

Mlle Reine GOLDSTEIN, [1667], Fondation Deutsch-de-la-Meurthe, boulevard Jourdan, Paris (XIV^e), présentée par Mlle Dubois.

M. le R. P. JACQUES, [1668], séminaire des Missions, Châteaudun (Eure-et-Loir), présenté par M. Duboscq.

M. Pierre SALIGNY, [1669], 17^a, cours Jean-Campadiou, Bois-Lemaître, Marseille, XII (Bouches-du-Rhône), présenté par M. Palanque.

M. Claude SAVART, [1670], professeur d'histoire au Lycée de Saint-Denis, 28, rue de la Fédération, Montreuil (Seine), présenté par M. Duroselle.

M. le R. P. H. LAURENT, [1671], scriptor à la Bibliothèque vaticane, cité du Vatican, présenté par MM. Marot et François.

M. Lajos PASZTOR, [1672], archiviste aux Archives vaticanes, via Stazione San Pietro, 6, Roma (Italie), présenté par M. Duboscq.

M. l'abbé B. GUIOT, [1673], bibliothécaire du grand Séminaire, Bayeux (Calvados), présenté par M. l'abbé de Saint-Louvent.

M. l'abbé Jean EICH, [1674], Petit Séminaire, 1, rue Frémiette, Montigny-les-Metz (Moselle), présenté par M. Duboscq.

M. Jean-François SIX, [1675], 3, rue de Tourcoing, Linselles (Nord), présenté par MM. Latreille et Orcibal.

M. Gérard CHOLVY, [1676], agrégé de l'Université, chez M. Laurent, 6, allée de Paris, Celleneuve (Hérault), présenté par M. l'abbé Guizard.

ABBAYE DE FLEURY, [1677], Saint-Benoît-sur-Loire (Loiret).

M. B. NEVEU, [1678], élève de l'École des Chartes, 2 bis, rue Scheffer, Paris (XVI^e), présenté par MM. Marot et Orcibal.

M. l'abbé Jean-Marie ANDRÉ, [1679], vicaire à Saint-Georges, Raon-l'Étape (Vosges), présenté par M. Duboscq.

M. l'abbé Victor SAXER, [1680], docteur en théologie, curé de la Crou (Var), présenté par M. Palanque.

M. Louis GENNESSON, [1681], 5, rue Charles-Pêtre, Metz (Moselle), présenté par M. l'abbé Eich.

M. le Conservateur du MUSÉE DE NOTRE-DAME, [1682], 10, rue du Cloître-Notre-Dame, Paris (IV^e), présenté par M. le chanoine Guédon.

M. l'abbé E. HARDY, [1683], Pont-Faverger (Marne) qui a déjà fait partie de la Société.

M. Jacques GADILLE, [1684], agrégé d'histoire, 4, square Pétrelle, Paris (IX^e), présenté par MM. Le Bras et Palanque.

M. ARVEILLER, [1685], 5 bis, rue Lesseps, Versailles (Seine-et-Oise), présenté par M. Orcibal.

ABBAYE DE JOUARRE, sœur Telchide, [1686], Jouarre (Seine-et-Marne).

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU LOIRET, [1687], 9, rue des Minimes, Orléans (Loiret).

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA HAUTE-GARONNE, [1688], boulevard Griffoul-d'Orval, Toulouse (Haute-Garonne).

M. Jean STAELHI, [1689], musicologue, 4, Nelkrastrasse, Zurich (Suisse).

M. Norbert DUFOURCO, [1690], professeur au Conservatoire, 37, avenue Lowendal, Paris (XV^e), présenté par M. Marot.

M. l'abbé Pierre BIZEAU, [1691], curé de Bu, Bu (Eure-et-Loir), présenté par le R. P. de Bertier de Sauvigny.

M. Bernard PLANGEREN, [1692], Séminaire des Carmes, 21, rue d'Assas, Paris (VI^e), présenté par M. le chanoine Jarry et par M. François.

M. l'abbé Louis DELHOUMMEAU, [1693], archiviste du diocèse de Luçon, évêché de Luçon (Vendée), présenté par M. Mahieu.

M. l'abbé MOLETTE, [1694], 52, rue de Bourgogne, Paris (VII^e), présenté par M. le chanoine Jarry, MM. Latreille et Le Bras.

M. l'abbé MATHA, [1695], École Bossuet, 6, rue Guynemer, Paris (VI^e), présenté par M. le chanoine Leflon.

M. le chanoine CHAIGNEAU, [1696], 12, rue Notre-Dame, Meaux (Seine-et-Marne).

M. André VERNET, [1697], professeur à l'École des chartes, 2, rue Georges-de-Porto-Riche, Paris (XIV^e) présenté par M. Marot.

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU DOUBS, [1698], rue Jules-Ganthier, Besançon (Doubs).

M. René MASTIAS, [1699], 7, rue Denis-Patin, Blois (Loir-et-Cher), présenté par M. Duboscq.

Mme Gabrielle, Marie-Louise GUENDRE, Mère MARIE DE CHANTAL, [1700], 20, rue Gay-Lussac, Paris (V^e), présentée par MM. Le Bras et Lepointe.

TABLE DU TOME XLVI

ARTICLES

BARROUX (Robert). L'évêque de Paris et l'administration municipale jusqu'au xii ^e siècle	5
POUTET (Yves). L'influence du Père Barré dans la fondation des Sœurs du Saint-Enfant-Jésus de Reims	18

MÉLANGES

BERTIER DE SAUVIGNY (G. de). Charles X et la négociation avec le Saint-Siège au sujet des Ordonnances de juin 1828	70
CHETAIL (Joannès). Ce qu'était l'official de Savoie au xviii ^e siècle	67
PONTAL (Odette). Les plus anciens statuts synodaux d'Angers et leur expansion dans les diocèses de l'ouest de la France	54

BULLETIN CRITIQUE

ET NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

ADAM DE PERSEIGNE. Lettres. Éd. et trad. de J. BOUVET [J. Paul]	93
AELRED DE RIÉVAULX. Quand Jésus eut douze ans, trad. de J. DUBOIS [J. Paul]	93
ALPHANDÉRY (Paul). La chrétienté et l'idée de Croisade, Éd. par Alphonse DUPRONT [E. Delaruelle]	102
ALZIN (Josse). Voir : PIE x (Saint).	
ANTOINE (Louis). Un témoin de l'Église. René Bazin 1853-1932. Ses conflits d'après ses carnets privés [L. M.] ...	189
AUVRAY (Paul). Jean Morin, 1591-1659 [R. L.-L.]	180
BACKMUND (Norbertus). Monasticon praemonstratense, T. II [G. Dubosecq]	207
BELLEMARE (R.). Le sens de la créature dans la doctrine de Bérulle [E. Catta]	194
BÉNÉDICTINS DE PARIS (RR, PP.). Vies des saints et Bienheureux selon l'ordre du calendrier, avec l'historique des fêtes. T. XIII. Supplément. Table générale [R. L.-L.]	189
BERNOVILLE (Gaétan). La sainte du Rouergue. Emilie de Rodat, fondatrice de la Sainte-Famille [L. M.]	200

BLET (Pierre). Le clergé de France et la monarchie. Études sur les Assemblées du Clergé de 1615 à 1666 [R. Darricau]	133
BORDES (Maurice). Contribution à l'étude de l'enseignement et de la vie intellectuelle dans les pays de l'intendance d'Auch au XVIII ^e siècle [E. Delaruelle]	181
BOSCO (Henri). Saint Jean Bosco [L. M.]	201
BOUTON (P. Jean de la Croix). Bibliographie bernardine 1891-1957 [J. Marilier]	205
BOUTRUCHE (Robert). Seigneurie et féodalité [J. Lestocquoy]	174
BOUVET (J.). Voir : ADAM DE PERSEIGNE.	
CALVET (Jean). Louise de Maillac par elle-même. Portrait [F. COMBALUZIER]	140
CAMBELL (Jacques). Essai sur la vraie Croix de Baugé [R. L.-L.]	217
CANU (Jean). Les ordres religieux masculins [R. L.-L.]	209
CAPELLE (Catherine). Le vœu d'odéissance des origines au XIII ^e siècle, étude juridique [J. Dubois]	204
CAPÉLAN (Louis). Histoire contemporaine de la laïcité française [Ch. Ledré]	154
Catholicisme, encyclopédie dirigée par G. JACOMET, fasc. 18 à 20 [R. Viellhard]	162
CATTA (Chanoine Étienne). La doctrine politique et sociale du Cardinal Pie [R. Limouzin-Lamothe]	151
CATTA (Tony). Le Père Dujarié (1767-1838) [A. BACHELIER]	182
CÉLIER (Léonce). Voir : OZANAM (Frédéric).	
CERTEAU (Michel de). Bienheureux Pierre Favre. Memorial, CÉSaire d'ARLES (Saint). Voir : MC CARTY (Marie Caritas). traduit et commenté [H. Bernard-Maitre]	124
CHALUMEAU (Raymond). La vie et l'âme de Monsieur Vincent. Textes choisis [C. D.]	198
CHARAY (Abbé Jean). Petite histoire politique et administrative du Vivarais [J.-R. Palanque]	212
CHATILLON (Jean). Voir : RICHARD DE SAINT-VICTOR.	
CHEVALLIER (Pierre). Loménie de Brienne et l'ordre monastique, 1766-1789 [Dom de Gaillard]	147
COGNET (Louis). Voir : VINCENT DE PAUL (Saint).	
COLMET-DAAGE (Félix). La classe bourgeoise [G. Lepointe]	179
COMBES (André). Deux flammes d'amour. Thérèse de Lisieux, Thérèse Couderc [L. M.]	201
COMBES (André). Essai sur la critique de Ruysbroeck par Gerson. T. III. L'évolution spontanée de la critique gersonienne [P. Ménard]	193
COMBES (André). Voir : GERSON.	
COSTA (Francisque). Voir : HILL (Laurin et John).	
COUREL (François). Voir : IGNACE DE LOYOLA (Saint), LALLEMAND (Le P. Louis).	
Courants religieux et humanisme à la fin du XV ^e et au début du XVI ^e siècle [H. Bernard-Maitre]	178

COUSIN (Patrice). Précis d'histoire monastique [J. Dubois]	84
DAINVILLE (François de). Cartes anciennes de l'Eglise de France. Historique, répertoire, Guide d'usage [Dom Louis Gaillard]	128
DARRICAU (Raymond) et Madeleine LAURAIN. La mort du cardinal Mazarin [Ch. Berthelot du Chesnay]	145
DELARUE (Jacques). L'eau vive. Sainteté de Monsieur Vincent [F. Combaluzier]	198
Dictionnaire de biographie française, fasc. XLIX [R. L.-L.]	163
Dictionnaire de spiritualité, fasc. XXVIII-XXIX [R. L.-L.]	163
Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques, t. XIV, fasc. 80-81 [R. L.-L.]	162
DIEHL (Marguerite). Voir : KÜHNER (Hans).	
<i>Diplomata regum Germaniae ex stirpe Karolinorum</i> , T. IV : <i>Zwentiboldi et Ludovici Infantis diplomata</i> , éd. Th. SCHIEFFER [R. Folz]	170
DODIN (André). Saint Vincent de Paul et la charité [F. Combaluzier]	197
DORNIC (François). Histoire du Maine [G. Lepointe]	213
DUBOIS (J.). Voir : AELRED DE RIÉVAULX.	
DUBOIS-QUINARD (C.). Laurent de Paris. Une doctrine du pur amour en France au début du XVII ^e siècle [Lucien-Eymard d'Angers]	129
DUTHAMELET (Geneviève). Le miracle et l'amour chrétien. Elisabeth Leseur, 1866-1914 [L. M.]	202
DUMEIGE (Gervais). Voir : Ignace de Loyola (Saint).	
DURAND (Albert). Une paroisse mayennaise : Fougerolles [G. Lepointe]	215
DURIEUX (Fidèle). Voir : SECRET (Jean).	
FABRE DE MASSAGUEL (J.). L'École de Sorèze de 1758 au 19 fructidor an IV [R. L.-L.]	182
FAVRE (Bienheureux Pierre). Voir : CERTEAU (Michel de).	
FISHER (A.). Voir : Otto von Freising.	
Fontes narrativi de S. Ignatio de Loyola et de Societatis Iesu initiis [H. Bernard-Maitre]	110
FRANÇOIS (Michel). Voir : HENRI III.	
GAILLARD (Dom Louis). Voir : Dom Charles POULET.	
GAVALDA (Berthe). Le mouvement œcuménique [R. L.-L.]	165
GERSON. De Mystica theologia, éd. A. COMBES [J. Chatillon]	192
GIRAULT (Charles). Le clergé sarthois face au serment constitutionnel [G. Lepointe]	215
GIRAULT (Charles). La noblesse émigrée et ses pertes foncières dans la Sarthe [G. Lepointe]	214
GORCE (Denys). Paulin de Nole [J.-R. Palanque]	167
GUENNOU (Jean). La couturière mystique de Paris [R. L.-L.]	199
GUILLAUME DE SAINT-THIERRY. La contemplation de Dieu, trad. de Dom J. HOUILLIER [J. Paul]	93
GUILLEMAIN (Bernard). La chrétienté... de l'an mille au milieu du XV ^e siècle [B.-A. Pocquet du Haut-Jussé]	172

POULET (Dom Charles). Histoire de l'Église, nouv. éd. par Dom Louis GAILLARD, t. I [R. L.-L.]	164
POULET (Dom Charles). Histoire du christianisme, fasc. XXXVII-XXXVIII [Ch. Ledré]	188
RAMACKERS (Johannes). Papsturkunden in Frankreich, Nouv. série, t. VI [B.-A. Pocquet du Haut-Jussé]	171
RASSETTE (Louis). Notre-Dame de la Salette et le bienheureux Pierre-Julien Eymard [R. L.-L.]	188
RÉAU (Louis). La civilisation française au Moyen Age [J. Vallery-Radot]	222
RÉAU (Louis). Histoire du Vandalisme [G. Duboscq]	159
RÉAU (Louis). Iconographie de l'art chrétien [J. Vallery-Radot]	220
RICHARD DE SAINT-VICTOR. Liber exceptionum. Ed. Jean CHATILLON [A. Combes]	98
RICHARD DE SAINT-VICTOR. La Trinité, trad. de G. SALET [J. Paul]	93
RICHE (Pierre). Césaire d'Arles [J.-R. Palanque]	167
ROBERT (Dom Léon). Dom Guéranger chez Pie IX, 1851-1852 [R. L.-L.]	187
ROSEROT DE MELIN (Joseph). Le diocèse de Troyes des origines à nos jours (III ^e siècle-1955) [B.-A. Pocquet du Haut-Jussé]	83
RUFFRAY (Patrick de). Le procès du centurion	189
S. (Madeleine Louise de). Le vrai visage de Madame Royale Duchesse d'Angoulême [L. M.]	184
Saint Vincent de Paul. Textes et légendes de Louis COGNET [R. L.-L.]	199
SALET (G.). Voir : RICHARD DE SAINT-VICTOR.	
SAVIGNY-VESCO (Marguerite). Oiseau de paradis. Maria de La Frugaye (1808-1862) [R. L.-L.]	201
SCHIFFER (Th.). Voir : Diplomata regum Germaniae.	
SCHMITT (P. Clément). Un pape réformateur et un défenseur de l'unité de l'Église. Benoît XII et l'ordre des Frères mineurs [P. Raoul]	175
SECRET (Jean) et DURIEUX (Fidèle) Assise et les chemins de saint François [L. M.]	175
SÉROUET (Pierre). De la vie dévote à la vie mystique. Sainte Thérèse d'Avila, Saint François d'Assise [E. Catta]	195
SEVRIN (E). Les Missions religieuses en France sous la Restauration. T. II, Les Missions, 1815-1820 [R. L.-L.]	183
STEINMANN (Jean). Saint Jérôme [J.-R. Palanque]	166
THOBY (Dr Paul). Histoire du Crucifix des origines au Concile de Trente. Étude iconographique [G. Duboscq]	218
VINCENT DE LÉRINS (Saint). Le commonitorium, trad. Michel MESLIN [J.-R. Palanque]	168
WAQUET (Henri). Art breton [B.-A. Pocquet du Haut-Jussé]	223
WOLFF (Philippe). Histoire de Toulouse [E. Delaruelle] ...	210
WOLFF (Philippe). Voir : HILL (Laudin et John).	

RECUEILS ET PÉRIODIQUES GÉNÉRAUX

Actes du 82 ^e congrès national des Sociétés savantes, 1958 [R. RANCŒUR]	228
Amis (Les) de saint François, 1958-1960 [P. RAOUL]	244
Analecta Bollandiana, 1960 [J.-R. PALANQUE]	230
Analecta Sacri Ordinis Cisterciensis, 1960 [J. BOUTON] ..	241
Annales, Economies, Sociétés, Civilisations, 1960 [J. M.]	227
Archivum franciscanum historicum, 1960 [P. RAOUL]	244
Basler Zeitschrift für Geschichte und Altertumskunde, 1959 [M.-H. VICAIRE]	241
Bibliothèque de l'École des Chartes, 1959 [H. VERLET]	229
Bolletino storico mantuano, 1956 [B. BARBICHE]	234
Bulletin archéologique du Comité des Travaux historiques et scientifiques, 1958 [R. RANCŒUR]	228
Bulletin de littérature ecclésiastique, 1959 [E. GRIFFE]	229
Bulletin monumental, 1960 [P.-A. FÉVRIER]	232
Bulletin Saint-Louis des Français, Lisbonne, 1960 [J.-R. PA- LANQUE]	239
Cahiers archéologiques, 1960 [P.-A. FÉVRIER]	233
Cistencienser-Chronik, n ^{os} 51-52, 53-54 [J. BOUTON]	241
Cistercium, 1960 [J. BOUTON]	242
Citeaux. Commentarii cisterciensis, 1960 [J. BOUTON]	242
Collectanea Ordinis Cisterciensis Reformatorum, 1960 [J. BOUTON]	242
xvii ^e siècle. Bulletin de la Société d'étude du xvii ^e siècle, 1960 [J. de LA MONNERAYE]	231
Études historiques à la mémoire de Noël Didier [G. LE- POINTE]	224
Études, 1959 [J. LECLER]	247
Études franciscaines, 1960-1961 [P. RAOUL]	245
Franciscanische Studien, 1960 [P. RAOUL]	246
Gallia, 1960 [P.-A. FÉVRIER]	233
Gregorianum, 1955, 1958 [B. BARBICHE]	234
Humanitas, 1955 [B. BARBICHE]	233
Italia Franciscana, 1961 [P. RAOUL]	246
Mélanges d'archéologie et d'histoire publiés par l'École française de Rome, 1940-1959 [B. BARBICHE]	235
Mélanges d'histoire du livre et des bibliothèques offertes à M. Frantz Calot, 1960 [J. M.]	224
Misallaneá in onore di Roberto Cessi, 1958 [B. BARBICHE]	235
Musée Neufchâtelois, 1959 [M. H. VICAIRE]	241
Notre vie, 1957-1958 [C. LAPLATE]	248
Nouvelle revue théologique, 1959 [J. LECLER]	247
Nuova rivista storica, 1957 [B. BARBICHE]	239
Rassegna storica toscana, 1958 [B. BARBICHE]	234
Revue d'ascétique et de mystique, 1959 [J. LECLER]	248
Revue de théologie et de philosophie, 1959 [M.-H. VICAIRE]	241

Revue des sciences philosophiques et théologiques, 1960 [A. DUVAL]	246
Revue des travaux de l'Académie des Sciences morales et po- litiques et comptes rendus de ses séances, 1949-1960 [H. TROUVÉ]	227
Revue d'histoire ecclésiastique suisse, 1957-1960 [M.-H. VICAIRE]	240
Revue d'histoire littéraire, 1959-1960 [R. RANCEUR]	232
Revue historique, 1960 [R. RANCEUR]	227
Revue historique de droit français et étranger, 1960 [J. M. TURLAN]	231
Revue suisse d'histoire, 1958-1960 [M.-H. VICAIRE]	239
Rivista di storia della chiesa in Italia, 1959 [B. BARBICHE]	235
Thèses soutenues à l'École des Chartes en 1960 [G. TESSIER]	225
Vie (La) spirituelle, 1960-61 [A. DUVAL]	247
Vita e pensiero, 1955 [B. BARBICHE]	233

CHRONIQUE

Société d'histoire ecclésiastique de la France. Adhésions nouvelles	250
--	-----

Le Directeur : P. MAROT.

Le Gérant : ANDRÉ-POUTÉ & F

MEAUX — IMPRIMERIE ANDRÉ-POUTÉ & F